

**MIÉRCOLES 8 DE JUNIO DE 2005**  
**STŘEDA, 8. ČERVNA 2005**  
**ONSDAG DEN 8. JUNI 2005**  
**MITTWOCH, 8. JUNI 2005**  
**KOLMAPÄEV, 8. JUUNI 2005**  
**TETAPTH 8 IOYNIOY 2005**  
**WEDNESDAY, 8 JUNE 2005**  
**MERCREDI 8 JUN 2005**  
**MERCOLEDI' 8 GIUGNO 2005**  
**TREŠDIENA, 2005. GADA 8. JŪNIJS**  
**2005 M. BIRŽELIO 8 D., TREČIADIENIS**  
**2005. JŪNIUS 8., SZERDA**  
**L-ERBGHA, 8 TA' ĠUNJU 2005**  
**WOENSDAG 8 JUNI 2005**  
**ŚRODA, 8 CZERWCA 2005**  
**QUARTA-FEIRA, 8 DE JUNHO DE 2005**  
**STREDA 8. JÚNA 2005**  
**SREDA, 8. JUNIJ 2005**  
**KESKIVIHKKO 8. KESÄKUUTA 2005**  
**ONSDAGEN DEN 8 JUNI 2005**

---

**PRESIDENCIA DEL SR. BORRELL FONTELLES**  
*Presidente*

## **1 - Apertura de la sesión**

*(Se abre la sesión a las 9.05 horas)*

**Marios Matsakis (ALDE).** – Mr President, yesterday you wondered why there were not enough people in the Chamber at the time of the debate. This morning we had the same problem and you had to wait until people came. It is no wonder there is not good attendance; it is because no debate is taking place. All we do in this Chamber is hear predetermined, prepared, one or two minute speeches without actual dialogue; they are just monologues. I think the procedure has to change if we are to have dialogue, proper debates and proper attendance.

**El Presidente.** – Señor Matsakis lo que usted acaba de presentar no es una cuestión de orden, sino una declaración.

## **2 - Declaraciones por escrito (artículo 116): véase el Acta**

## **3 - Preparación del Consejo Europeo, incluido el futuro de la Unión Europea tras los referendos sobre la Constitución Europea (Bruselas, 16 y 17 de junio de 2005)**

**El Presidente.** – De conformidad con el orden del día se procede al debate sobre las declaraciones del Consejo y de la Comisión - Preparación del Consejo Europeo, incluido el futuro de la Unión Europea tras los referendos sobre la Constitución Europea (Bruselas, 16 y 17 de junio de 2005).

3-010

**Nicolas Schmit, Président en exercice du Conseil.** – Monsieur le Président, Messieurs les honorables parlementaires, le Conseil européen qui commencera ses travaux le 16 juin aura à délibérer de deux questions déterminantes pour l'évolution future de l'Union européenne: le processus de ratification du traité constitutionnel et la finalisation d'un accord politique sur les perspectives financières.

Après des débats intenses, les citoyens français d'abord, les citoyens néerlandais ensuite ont rejeté le projet de traité instituant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome le 29 octobre 2004. Les raisons de ces votes négatifs sont multiples, voire contradictoires. Nous avons été nombreux à avoir exprimé notre déception, nos regrets à l'issue de ces votes. Mais un débat démocratique a eu lieu et nous devons, naturellement, respecter pleinement le choix démocratique d'une majorité indiscutable d'électeurs français et néerlandais.

Je ne peux pas m'empêcher, Monsieur le Président, de rappeler le vote massif que le Parlement européen a exprimé le 12 janvier 2005 en faveur du projet de Constitution européenne. Ce vote était porté par un grand espoir, une conviction que l'Union européenne, après l'élargissement à dix nouveaux membres, pouvait renforcer ses bases démocratiques, rendre son fonctionnement plus efficace et plus transparent, ancrer son avenir dans les valeurs communes qui nous sont chères et, enfin, retrouver ainsi la pleine confiance des citoyens.

Dix pays ont ratifié le projet de Constitution, dont un - l'Espagne - par référendum. Nous devons, ici aussi, respecter leur décision démocratique. Toutefois, les votes aux Pays-Bas et en France, deux pays fondateurs, n'en ont pas moins créé une situation nouvelle, à laquelle il faudra faire face. À travers ces scrutins, des inquiétudes ont été formulées, des aspirations et des attentes, mais aussi des déceptions ont été exprimées.

Hélas, l'unification européenne n'apparaît plus comme ce projet mobilisateur qui permit, des décennies durant, de reconstruire notre continent dans la paix et dans la prospérité, avant de le réconcilier au moyen de l'élargissement. L'espoir aurait-il changé de camp? Est-ce que l'Europe n'inspirerait plus que des inquiétudes, de l'incompréhension? Concentrerait-elle sur elle tout le malaise social, que beaucoup de concitoyens éprouvent, à juste titre, face aux difficultés, face à un chômage qui dure, qui perdure depuis trop longtemps? Je ne le pense pas.

Le message qui a été exprimé par beaucoup de citoyens français et par beaucoup de citoyens néerlandais est double. Certes, il y a l'insatisfaction de l'Europe telle qu'elle est et telle qu'elle fonctionne, mais, en même temps, pour une très large part de ces citoyens qui ont dit non, il y a aussi une adhésion toujours forte à l'idée européenne et à sa nécessité, mais une adhésion à une Europe qui agit différemment dans un monde effectivement en pleine transformation. Le Conseil européen devra être à l'écoute de ces messages, exprimés après un débat démocratique qui, sûrement, fait défaut depuis trop longtemps. Tous ceux qui ont justifié leur choix de refus par un hypothétique plan B doivent aujourd'hui se rendre compte qu'il n'y a pas de sortie facile d'une situation, qui est devenue extrêmement complexe. Nous devons constater, aujourd'hui, que la déclaration n° 30 a néanmoins prévu la situation où, à la fin de la période de ratification, plusieurs pays n'auraient pas réussi à achever cette procédure. Nous devons également prendre en compte le fait que dix pays ont achevé avec succès leur procédure de ratification tandis que plus de la moitié des États membres ne se sont pas encore prononcés. Il n'est pas aisé de priver ces peuples, ou ces parlements, d'un débat démocratique et de la possibilité de s'exprimer à leur tour.

N'oublions pas non plus que le projet de Constitution est le résultat d'un compromis global, qu'il a sa cohérence, qu'un élément va difficilement sans l'autre. Le Conseil européen devra donc procéder à une analyse collective et approfondie de la situation avant de définir dans la clarté la suite du processus. Une chose paraît sûre: l'Union européenne ne doit pas glisser dans une sorte d'incertitude permanente, d'immobilisme ou, pire, de paralysie. Nos institutions fonctionnent, continuent à fonctionner. Notre capacité de décision est entière, même si, à l'évidence, les dispositions du traité de Nice sont insuffisantes, compte tenu des défis politiques, économiques et sociaux que l'Union et nos États membres doivent relever de façon encore plus urgente. Les citoyens attendent des actions concrètes, une meilleure prise en compte de leurs préoccupations, que ce soit sur le plan économique et social ou que ce soit sur celui de leur sécurité. Le monde s'interroge sur le devenir de l'Union qui a longtemps fasciné de nombreux peuples sur tous les continents. La réflexion au Conseil européen doit donc s'élargir. Elle ne peut se limiter à des questions de procédure, quand les attentes sont avant tout politiques. L'Union politique doit rester notre objectif, la construction d'une véritable démocratie européenne reste le seul moyen d'y parvenir.

*(Applaudissements)*

C'est dans ce contexte que la négociation sur les perspectives financières prend une dimension toute particulière. Un échec, une incapacité de parvenir à un bon compromis serait pour nos propres citoyens, et surtout pour le monde extérieur, le

signe d'un blocage dangereux. Ces perspectives financières ne refléteront peut-être pas toutes les ambitions des uns et des autres, mais elles permettront néanmoins à l'Union d'agir dans l'intérêt de la compétitivité, de l'emploi, de la cohésion économique et sociale, d'une meilleure protection de l'environnement, de la sécurité interne et en faveur d'un rôle international plus actif. En revanche, le fait de les adopter maintenant malgré nos divergences équivaut à une impulsion politique dont l'Union a aujourd'hui besoin de façon plus urgente que jamais.

Après le riche débat que vous avez mené hier, le vote que votre Parlement va exprimer tout à l'heure sur la résolution peut envoyer un signal de première importance, un signal d'encouragement. Soyez sûrs que la Présidence fera tout son possible pour faciliter un compromis acceptable pour tous. Monsieur le Président, outre ces questions déterminantes, le Conseil européen sera saisi d'autres dossiers qui n'en sont pas moins importants pour les citoyens.

Il s'agit maintenant de concrétiser la relance de la stratégie de Lisbonne dans l'intérêt de la croissance et de l'emploi. À cette fin, conformément à la nouvelle approche retenue en mars, le Conseil européen devra approuver les lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi 2005-2008. C'est ainsi que, sur la base des travaux de toutes les formations du Conseil concernées, la mise en oeuvre des politiques macroéconomiques et microéconomiques et des politiques de l'emploi pourra s'articuler autour de 24 lignes directrices intégrées. D'ici à l'automne, les États membres auront traduit ces lignes directrices en programmes nationaux cohérents en faveur de la croissance et de l'emploi. Il ne doit pas s'agir d'une formalité, mais d'une entreprise engageant tous les acteurs intéressés et, tout particulièrement, les instances parlementaires ainsi que les partenaires sociaux.

Je mentionnerai aussi que, dans la ligne de ce qui a été décidé en mars, le Conseil européen sera invité à approuver une déclaration sur les principes directeurs du développement durable. Elle devrait permettre d'adopter une stratégie de développement durable renouvelée si possible avant la fin 2005.

Le Conseil européen devra également se pencher sur quelques volets importants de la mise en place de l'espace de liberté, de sécurité et de justice. Dans ce domaine, nous nous devons de montrer que l'Union est capable de répondre efficacement aux attentes des citoyens. Or, les citoyens européens attendent, à juste titre, de l'Union européenne qu'elle adopte une approche commune plus efficace des problèmes transfrontières, tels que l'immigration illégale, la traite des êtres humains, la lutte contre le crime organisé, la lutte contre le terrorisme, dont vous avez débattu hier et qui nous paraissent être très importants.

Nous avons adopté en novembre dernier le programme de La Haye qui, justement, fixe les priorités des cinq prochaines années pour l'établissement d'un véritable espace de liberté, de sécurité et de justice. Dans cette ligne, le prochain Conseil européen sera saisi du plan d'action qui traduit les objectifs du programme de La Haye en mesures concrètes. À cet égard, la Présidence souligne qu'il est primordial que les États membres mettent en oeuvre de manière effective et dans les délais les différentes mesures qui y sont inscrites. Le Conseil européen fera en particulier le point sur les efforts entrepris dans la lutte contre le terrorisme. Vous avez insisté sur son urgence, sur la nécessité d'une approche globale qui allie sécurité et liberté. Le Conseil européen devrait notamment identifier certains domaines d'action prioritaires pour les prochains mois: par exemple, la coopération policière et judiciaire, les travaux en cours sur la prévention du recrutement de terroristes, la lutte contre le financement du terrorisme ou encore le renforcement des capacités de protection civile, notamment pour lutter contre toute menace bioterroriste.

Finalement, et je termine, Monsieur le Président, certaines questions importantes en matière de relations extérieures devront être évoquées. Il s'agit notamment de la réforme des Nations unies qui fera l'objet du sommet des Nations unies en septembre. Nous considérons qu'il est essentiel que ce sommet parvienne à un résultat équilibré et ambitieux, qui permette de réformer l'ONU afin de répondre de manière plus efficace aux menaces et défis multidimensionnels identifiés dans le rapport du Secrétaire général des Nations unies. Nous allons en parler, je crois, surtout cet après-midi.

Parmi les autres questions internationales, la préparation de la Conférence internationale sur l'Irak coorganisée par l'Union européenne et les États-Unis, qui se tiendra le 22 juin prochain à Bruxelles, fera l'objet de discussions. L'objectif sera de mettre en place un nouveau cadre de coordination des efforts d'assistance en faveur de l'Irak. À cet égard, il convient de souligner le rôle premier, essentiel, fondamental du gouvernement irakien dans la période de transition et de reconstruction de ce pays.

Vous voyez qu'à travers ces différents sujets, l'Europe doit continuer. Nous devons montrer qu'elle garde sa pleine capacité de décision et d'action. Je crois que les débats que vous allez mener maintenant doivent être un aiguillon dans cette direction.

*(Applaudissements)*

3-011

**José Manuel Barroso**, *Presidente da Comissão*. – Senhor Presidente, Senhoras e Senhores Deputados, a reunião do Conselho Europeu, que terá lugar nos próximos dias 16 e 17, deverá enfrentar dois desafios fundamentais para a União

Europeia: enviar aos nossos concidadãos uma mensagem de convergência entre os Estados-Membros sobre o processo de ratificação do Tratado Constitucional e proporcionar à União um quadro financeiro estável para os próximos anos.

A inquestionável importância destes temas não deve, no entanto, fazer-nos esquecer outros domínios que constarão igualmente da agenda, desde as linhas integradas para a implementação da Estratégia de Lisboa até à Estratégia do Desenvolvimento Sustentável. Mas há um tema que quero destacar particularmente: a ajuda ao desenvolvimento no contexto dos Objectivos do Milénio. Com efeito, os nossos problemas internos não podem fazer-nos esquecer as nossas responsabilidades externas, em particular aquelas que temos em relação aos países em vias de desenvolvimento.

Neste ano de 2005, já considerado como o ano do desenvolvimento, a Europa deve assumir plenamente a sua responsabilidade no apoio àqueles que mais precisam e deve desempenhar um papel de vanguarda na luta contra a pobreza e a fome no mundo. Nas vésperas da Cimeira do G8, onde justamente África será uma prioridade, e na véspera da importante reunião da Nações Unidas agendada para Setembro é de crucial importância que o Conselho Europeu confirme o acordo já alcançado pelos ministros dos Estados-Membros com base numa proposta da Comissão e assuma claramente o seu empenho no cumprimento dos Objectivos do Milénio para a ajuda ao desenvolvimento.

É esse o sinal que se espera numa Europa que se quer e deve manter solidária, não fechada sobre si própria, mas realmente aberta ao mundo. Não quero deixar de fazer esta referência no início de uma intervenção onde, naturalmente, a questão europeia será a principal. Mas é igualmente importante neste momento difícil não nos esquecermos de que há outros que precisam da nossa ajuda. Por dia, cerca de 25.000 seres humanos morrem de fome ou de sede. A Europa não pode continuar a pactuar com esta situação. É um desafio essencial que se coloca à nossa civilização contemporânea dizermos que basta, basta esta situação que deve fazer revoltar toda a consciência universal.

*(Aplausos)*

3-012

Mr President, I do not intend to go over the details of yesterday's debate on the financial perspective. The Temporary Committee of Parliament, under your chairmanship, Mr President, achieved a remarkable synthesis. I have every confidence that this will be reflected in the vote later today. Parliament will then have established a clear vision for the Union and its financing for the coming years.

Between now and the meeting of the European Council, there will be a series of staging posts which, we hope, will lead us to a Council position to match that of Parliament and then to the adoption of the Interinstitutional Agreement.

Of course, the current political context has raised questions about the likelihood of agreement on the financial perspective. I should first of all make it clear that I am in full agreement with the Council presidency that an agreement at European Council level is not only desirable, but also possible. We shall do everything to achieve that.

When faced with political problems, the worst reaction would be to do nothing and remain paralysed. Rather, we should show that the Union remains a dynamic political force, strong enough to continue its work in the face of difficulties. I believe that, at a time when some would expect the Union to be in disarray, an agreement on the financial perspective would show its determination to overcome problems and help generate renewed political impetus.

With regard to substance, I should like to reiterate that we need to retain the overall rationale and balance of the Commission's initial proposals. However, this is a negotiation. We recognise that means changes to the proposals and that those changes are inevitable. There is always a risk that, in order to reach agreement, we may be tempted to go down the road of undermining policy coherence in order to satisfy particular interests. I would hope that we can resist, or at least minimise, that temptation.

The Commission's proposals were a careful balance between tried and tested policies and the Union's new policy proposals. We would be doing the Union a disservice if we undermined that balance. The Union's budget exists to deliver common, set political objectives.

At the European Council we will doubtless have detailed and sometimes difficult negotiations, but if we can keep in mind that we are talking about what the Union really has to do, it is possible to reach an agreement that will allow the Union to go forward effectively. I would like the Commission and Parliament to remain in close contact in the run-up to and during the last stage of negotiations so that together we can contribute to the best possible deal for the Union.

The Luxembourg presidency has led discussions into their final phase. It has proposed a new 'negotiating box'. Next Sunday we will have the final ministerial conclave; on the eve of the summit we will have the trilogue between the institutions. We must commend the presidency for its great efforts and determination in finding a deal. It is true that the proposal now on the table is closer to the minimalist approach favoured by some Member States than to the position of

Parliament. As I indicated yesterday, I hope that the presidency will carefully consider the very balanced views expressed by Parliament and take due account of them in the final round of negotiations.

I hope an agreement will be reached that shows that Europe is maintaining its ambition and solidarity.

3-013

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, les résultats des référendums en France et aux Pays-Bas représentent pour la Commission européenne - et également, j'en suis sûr, pour la majorité du Parlement - une source de préoccupations, étant donné que ces résultats risquent d'affaiblir l'Union et que ces deux pays ont toujours été des protagonistes importants de notre projet commun.

Tout au long de son histoire, l'Union a déjà vécu d'autres situations difficiles, mais l'engagement et la conviction de ses responsables ont permis de les surmonter et de relancer le projet européen. Permettez-moi, Monsieur le Président, de partager avec le Parlement quelques réflexions que m'inspire le parallélisme entre la situation actuelle et celle que l'on a vécu il y a cinquante ans, lorsque le projet de de la Communauté européenne de défense a échoué et que les dirigeants européens, au lieu de mettre une fin à leurs ambitions pour l'Europe, ont trouvé la meilleure façon de surmonter ce problème.

Il faut à présent chercher à comprendre honnêtement l'expression du vote négatif de deux pays aussi importants que la France et les Pays-Bas. Il est très important que ces préoccupations se soient exprimées par un vote démocratique à la suite d'un très vif débat. Pour un démocrate, il s'agit là d'un élément positif en soi. Nous devons tous respecter l'expression de la volonté du citoyen, mais nous devons honnêtement reconnaître que ce débat a souvent été mélangé à des enjeux nationaux et que, parfois, les arguments échangés avaient peu à voir avec la Constitution européenne.

Outre certaines considérations purement nationales, le fait est que les consultations populaires sont devenues l'occasion d'exprimer des craintes, que l'on doit prendre au sérieux, notamment celles de citoyens face au modèle social européen, aux décolonisations, au fait que l'Europe aille trop vite et s'étende trop loin ou même soit parfois assimilée à la menace de la mondialisation. Même si l'on admet que les débats référendaires ont été dans une certaine mesure contaminés par d'autres sujets, il faut reconnaître en toute honnêteté que ce vote traduit l'expression d'une insatisfaction à l'égard de l'Union et du projet européen dans ces deux pays. C'est pourquoi les présidents du Parlement européen et du Conseil européen et moi-même, au Berlaymont, avons souligné dans notre déclaration commune après le référendum français que les responsables politiques nationaux et européens doivent faire davantage pour exprimer la vraie dimension des enjeux et la nature des solutions que seule l'Europe peut apporter, et que nous devons nous interroger sur le rôle de chacun d'entre nous pour contribuer à une meilleure compréhension de ce projet, qui ne peut pas avoir de légitimité propre sans être à l'écoute des citoyens.

La teneur des débats et les résultats des deux référendums imposent donc une sérieuse réflexion sur notre capacité - tant celle des institutions européennes que celle des institutions et autorités nationales - à mobiliser l'adhésion et l'engagement des Européens. Nous devons reconnecter l'Union européenne avec les citoyens et les citoyens avec l'Union. C'est impératif, et j'aurai l'occasion d'y revenir dans les prochaines semaines.

Mais aujourd'hui, la question la plus urgente à laquelle nous devons répondre face à une situation qui pourrait mettre un coup d'arrêt à la construction européenne est la suivante: comment faire émerger un nouveau consensus politique et tirer parti de ce moment difficile pour relancer l'Europe? Une difficulté politique existe, et nous devons la résoudre politiquement. Il ne faut pas éviter de regarder la réalité en face.

Je voudrais d'emblée souligner clairement que les ratifications sont avant tout l'affaire des États membres. Vingt-cinq gouvernements ont signé le traité constitutionnel. C'est à eux qu'il revient de décider quand et comment le ratifier et s'ils souhaitent maintenir l'engagement qu'ils ont pris ou y renoncer. Dix États membres ont à ce jour ratifié la Constitution, dont un, à savoir l'Espagne, par le biais d'un référendum très clair. Dans deux autres États membres, les référendums se sont révélés négatifs. Cependant, d'autres États membres n'ont pas encore exprimé leur position et je crois que tous les États membres de l'Union ont le droit d'exprimer leur position sur un plan d'égalité.

Néanmoins, ce qui est essentiel à mes yeux aujourd'hui, c'est que les États membres réagissent ensemble à la situation actuelle et que nous évitions des actions unilatérales, individuelles et dispersées. C'est pour cette raison que je leur ai demandé d'attendre le Conseil européen de la semaine prochaine pour arrêter leur position. Je constate que les gouvernements ont largement fait preuve de retenue et, là où les prises de position ont été jugées incontournables pour des raisons internes, ils ont conservé un souci de modération et la possibilité d'un débat et d'une décision collective.

Le sort de la Constitution est désormais entre les mains des États membres. Il est important que les chefs d'État et de gouvernement analysent la situation actuelle et envoient un message clair à tous les Européens. Je suis convaincu qu'il est possible et souhaitable que ce message traduise la volonté d'arriver à un nouveau consensus politique en Europe. L'analyse

de la situation actuelle fait apparaître deux éventuelles – et j'insiste, éventuelles – solutions situées à des extrêmes et qu'il faudrait à mon avis éviter à tout prix.

La première fausse bonne solution serait de dire que rien ne s'est passé, que tout peut continuer – *business as usual* – comme s'il n'y avait pas eu ces deux votes négatifs dans deux pays aussi importants. Il s'agirait, à mon avis, d'une attitude autiste, irresponsable, arrogante et non respectueuse de la volonté exprimée par la majorité des citoyens de deux pays qu'il est de notre devoir d'écouter.

Une autre fausse bonne solution extrême serait d'abandonner tout de suite le projet de traité constitutionnel. Il s'agirait d'ignorer que dix États membres l'ont déjà ratifié et que le vote négatif dans deux États, s'il exprime une position négative à l'égard de la Constitution, ne représente pas pour autant le soutien d'un projet alternatif et comporte également des contradictions.

Donc, si l'on évite ces deux solutions extrêmes, il nous faut chercher une autre solution. Et je crois que nous devons maintenant commencer à créer les conditions permettant la mise en place d'une solution qui se traduise par l'émergence d'un nouveau consensus politique, parce que – je le répète – c'est politiquement que nous devons trouver une solution. Il n'y a pas de solution administrative, bureaucratique et technocratique. Il nous faut un débat politique en Europe pour une solution politique sur l'avenir de notre Europe.

Sans mettre en cause le projet de traité constitutionnel, il faut faire avancer l'Europe et éviter la paralysie. Cette solution ne peut résulter que d'une analyse approfondie et d'un débat franc. Elle doit nécessairement être élaborée dans un esprit de compromis entre les vingt-cinq États membres réunis au sein du Conseil européen, avec la pleine participation de la Commission européenne également et en écoutant attentivement ce Parlement européen, mais aussi les parlements nationaux et nos sociétés.

Donc, Mesdames et Messieurs les députés, comme nous l'avons toujours dit, il n'y a pas de plan B. Il n'en existe pas. Il n'en a jamais existé. Mais peut-être pourra-t-on parler d'un plan D? D pour démocratie et dialogue. Un plan D pour écouter les gens; un plan à travers lequel les institutions européennes et nationales se livrent à un exercice d'écoute, de débat avec les citoyens et la société civile, afin d'approfondir le diagnostic d'une situation complexe. Celui-ci devrait nous permettre d'aboutir à une voie plus consensuelle, notamment parce qu'elle est plus représentative de la volonté de tous nos concitoyens.

Face au scepticisme exprimé par une partie de nos concitoyens, nous devons montrer que l'Union européenne peut, aujourd'hui plus que jamais, répondre à leurs préoccupations et relever les multiples défis du Millénaire qui est là. Certes, les résultats des deux référendums de la semaine dernière constituent un problème sérieux, mais ce n'est pas la première fois que l'Europe rencontre un problème et ce ne sera certainement pas la dernière. L'Europe est plus que jamais nécessaire. C'est pourquoi la Commission continue et continuera à prendre d'importantes décisions qui procurent de réels avantages à tous les citoyens de l'Europe, parce que la vie politique de l'Union continue, même après les référendums. Nous avons des objectifs stratégiques à mettre en œuvre, lesquels ont d'ailleurs été soutenus par ce Parlement européen et par le Conseil européen. Ils répondent aux préoccupations des citoyens, car ils se concentrent sur la prospérité, la solidarité et la sécurité.

Toutes les institutions européennes doivent, en ce moment, faire tout particulièrement preuve d'esprit de compromis et se rassembler autour de l'aspiration à aller de l'avant et à atteindre les objectifs, notamment en luttant contre le chômage et l'insécurité. Dans les jours et semaines à venir, nous aurons à gérer ensemble une situation complexe. Dans ce contexte, je crois qu'il faudra éviter deux pièges dangereux: un premier, que j'appelle le *blame game*, et un deuxième piège, que je nomme approfondissement de clivages idéologiques négatifs.

Tout d'abord, il faut à tout prix éviter de se livrer à un *blame game*, c'est-à-dire de porter des accusations inutiles et dangereuses, visant notamment à faire des institutions européennes – que ce soit la Commission, le Parlement européen ou le Conseil – les boucs émissaires des difficultés qui se présentent, soit au niveau national, soit face aux défis globaux.

Certes, les institutions européennes ne sont pas parfaites. Qui pourrait prétendre l'être! C'est d'ailleurs parce que nous avons reconnu qu'il y avait certains problèmes que ma Commission, dès son entrée en fonction il y a six mois, a décidé de préparer des initiatives pour parvenir à une meilleure communication et améliorer la qualité de la législation, en évitant la législation inutile et la bureaucratie inutile. C'est ainsi que nous avons lancé l'initiative "Mieux légiférer".

Nous nous sommes également engagés dans une réflexion sur la transparence du fonctionnement des institutions. Nous reconnaissons, en effet, que nous pouvons tous améliorer le rapport de confiance et de responsabilité entre les citoyens et l'Union, notamment en respectant mieux le principe de subsidiarité, dont tout le monde parle mais qui, très souvent, n'est pas appliqué.

Mais attention, Mesdames, Messieurs les députés, la tentation d'imputer à Bruxelles - ce que l'on a coutume de désigner par Bruxelles - les décisions impopulaires a déjà, dans le passé, provoqué des dégâts immenses, et cela continue. Nous devons résister à cette tentation. Les réunions des représentants des États membres ne doivent pas être décrites comme des champs de bataille avec des vainqueurs et des vaincus. L'Europe se fait dans le compromis et par le compromis, et il est du devoir des représentants des États nationaux avant tout d'expliquer cela et d'argumenter en faveur de l'Europe au lieu d'exploiter les égoïsmes nationaux dans un sens négatif pour notre Europe.

*(Applaudissements)*

Mesdames, Messieurs les députés, soyons francs: si l'on attaque Bruxelles six jours par semaine, du lundi au samedi, pouvons-nous espérer que les citoyens soutiennent l'Europe le dimanche? Difficile, n'est-ce pas?

*(Applaudissements)*

Mais il y a un deuxième piège. Le deuxième piège consisterait à s'enfermer maintenant dans des clivages idéologiques, même si l'on admet qu'il existe différentes conceptions de l'Europe. Encourager les divisions autour de deux monothéismes politiques, le monothéisme du marché et le monothéisme de l'État, ne rend pas service à l'Europe. Aucun des deux, ni le dieu marché ni le dieu État, ne résoudra les problèmes de l'Europe. Toute tentative qui voudrait imposer en Europe un des deux, une pensée unique européenne, est vouée à l'échec. Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est une synthèse intelligente entre le marché et l'État qui puisse aider l'Europe à être gagnante et non perdante face à la mondialisation. Ne nous faisons pas d'illusions: l'Europe, par définition, est plurielle, et il est bon qu'elle reste plurielle. Nous avons différentes positions idéologiques, notamment dans le combat politique sur le plan national. Vouloir imposer à l'Europe, au niveau des institutions européennes, une seule pensée, une seule orientation idéologique, ce serait vraiment oublier que l'Europe s'est faite dans le pluralisme, dans la différence, mais aussi, il faut le dire, dans la recherche du compromis et du consensus. C'est pourquoi je crois qu'il est vital de transformer cette période de crise en une période propice aux opportunités et de tirer parti de celle-ci pour forger un nouveau consensus politique. Le rôle de la Commission tel que je le conçois est de favoriser ce consensus et d'éviter d'exacerber l'approfondissement des antagonismes inutiles et dangereux. Sans ce nouveau consensus politique, il sera plus difficile de parvenir à un compromis et à des solutions.

C'est en ce sens et avec cet objectif que je lance un appel à tous les responsables européens, notamment sur le plan national. Il faut que, tous, nous puissions faire preuve d'un sens des responsabilités et être à la hauteur de la situation extrêmement difficile à laquelle nous sommes confrontés. Ainsi, je demande à toutes les autorités nationales de consentir un sérieux effort pour ne pas céder à l'égoïsme national qui a fait tant de mal à l'Europe et qui continue à lui nuire gravement.

*(Applaudissements)*

Je réclame un rassemblement autour des valeurs européennes, pourquoi ne pas le dire, autour de la culture européenne, autour de notre esprit européen, afin qu'ensemble, nous puissions bâtir un nouveau consensus politique, à la fois dynamique et constructif, un consensus qui permette d'éviter que l'Europe soit la première victime de la mondialisation, mais fasse au contraire en sorte que l'Europe puisse gagner cette bataille de la mondialisation. Je peux vous assurer de la pleine mobilisation et disponibilité de la Commission pour y contribuer et de notre volonté de travailler avec vous tous, avec différentes orientations politiques, à condition que vous compreniez tous et acceptiez que l'Europe n'est pas le problème, mais bien la solution aux problèmes auxquels les citoyens sont confrontés aujourd'hui.

*(Applaudissements)*

3-014

**Hans-Gert Poettering**, *im Namen der PPE-DE-Fraktion*. – Herr Präsident, Herr Ratspräsident, Herr Kommissionspräsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Für die Europäische Volkspartei sind die Abstimmungen in Frankreich und in den Niederlanden, eine große Enttäuschung. Aber die größte Gefahr, der wir jetzt begegnen müssen, ist, dass wir in Orientierungslosigkeit verfallen. Deswegen sagen wir: Die Europäische Union kann zwar nicht alle Aufgaben lösen, aber ohne die Europäische Union werden wir keine der großen Herausforderungen bewältigen, und deswegen sagen wir: Das Ziel bleibt richtig!

*(Beifall)*

Frankreich und die Niederlande – zugegeben, zwei wichtige Länder – können nicht für 25 Länder der Europäischen Union die Verantwortung übernehmen. Zweitens: Die zehn Länder, die den Verfassungsvertrag ratifiziert haben, repräsentieren 220 Millionen Menschen; diese zehn Ratifizierungen dürfen und können nicht unter den Tisch fallen. Drittens: Die 13 Länder, die noch ratifizieren müssen, müssen das Recht haben, ihre Meinung zur Verfassung zu sagen. Deswegen empfehlen wir, dass wir nachdenken. Keiner hat heute die schnelle Lösung. Wir müssen nachdenken. Wir müssen besonnen sein. Wir müssen aber in gleicher Weise Besonnenheit mit Entschlossenheit verbinden, und wahrscheinlich ist es

die richtige Lösung – das müssen die Staats- und Regierungschefs entscheiden –, eine Phase der Besinnung, des Nachdenkens einzulegen und die Referenden für einen bestimmten Zeitraum auszusetzen. Darüber muss man nachdenken.

Es gibt eine Fülle von Überlegungen, warum wir in den Niederlanden und in Frankreich das Nein hatten. Zum Teil sind diese Gründe identisch, zum Teil sind sie nicht identisch. Die Unbeliebtheit der Staatsführung, der Regierung ist vielleicht ein Element. Dann das, Herr Präsident, was Sie gesagt haben: Ist nicht manchmal weniger Gesetzgebung in Europa – das betrifft auch uns als Europäisches Parlament – mehr für uns alle? Dann die Frage der Erweiterung: Es ist sehr entscheidend, dass die Menschen den Eindruck haben, dass vieles zu schnell geht. Das müssen wir in Rechnung stellen.

Unsere Fraktion sagt: Erstens müssen wir uns bemühen – und bei den Sachgegenständen wird man sich dann wieder streiten –, dass man sich auf das Wesentliche konzentriert, dass Europa dort stark sein muss, wo nur Europa handeln kann, dass wir aber auch verstärkt das Subsidiaritätsprinzip anwenden müssen. Zweitens dürfen wir diese Europäische Union politisch, kulturell und geographisch nicht überdehnen. Das ist die große Sorge, die in den Referenden zum Ausdruck gekommen ist. Das müssen wir sehr ernst nehmen.

Wir sagen sehr entschieden: *Pacta sunt servanda*. Aber *Pacta sunt servanda* gilt nicht nur für die Europäische Union, sondern auch für die Staaten, die der Europäischen Union beitreten wollen. Es gilt auch für Rumänien und Bulgarien! Herr Kommissionspräsident, ich bitte Sie und Ihre Kommission. Wenn Sie den Fortschrittsbericht für Rumänien und Bulgarien schreiben – das Parlament hat für beide Länder Ja gesagt, aber es wird diesen Fortschrittsbericht geben –, bitte schreiben Sie keine Gefälligkeiten in diesen Bericht, sondern beschreiben Sie die Lage so, wie sie wirklich ist, offen und ehrlich. Das erwarten wir jetzt von Ihnen. Dann können wir aus diesem Fortschrittsbericht die Schlussfolgerungen ziehen.

Was die Türkei angeht: Wir erwarten – es muss ja noch einen Ratsbeschluss geben –, dass auch die Türkei die gestellten Bedingungen – die sechs Gesetze, um die es geht – erfüllt. Sie müssen ratifiziert sein. Es gilt dabei auch die Frage der Aufnahmefähigkeit der Europäischen Union. Auch Zypern muss eindeutig anerkannt werden, denn wie will man mit jemandem verhandeln, den man gar nicht anerkennt? Auch darauf muss es eine Antwort geben. Die Verhandlungen werden ergebnisoffen sein. Aber wir bitten, darüber nachzudenken, und ich gestehe, dass es darüber auch bei uns in der Fraktion wie in anderen Fraktionen unterschiedliche Meinungen gibt. Das Ziel kann die Mitgliedschaft sein. Das Ziel kann aber auch eine privilegierte Partnerschaft sein. Auch darüber müssen wir offen und ehrlich sprechen, damit wir keine falschen Erwartungen wecken.

Ich wünsche Ihnen, Herr Präsident des Rates, zusammen mit der Kommission – und ich bin sehr froh darüber, dass Sie beide diese beeindruckenden Reden gehalten haben –, dass Sie bei der Finanziellen Vorausschau Erfolg haben werden. Hier müssen alle einen Schritt tun: diejenigen, die die Briefe geschrieben haben, aber auch Großbritannien, damit wir wieder Handlungsfähigkeit beweisen. Dann werden wir auch insgesamt wieder Vertrauen schaffen können. Dafür wünsche ich dem Präsidenten des Rates, dem Präsidenten der Kommission und natürlich auch unserem Parlamentspräsidenten viel Erfolg. Diese Krise muss eine Chance sein! Der Weg geht weiter, vielleicht nicht ganz so schnell. Wir haben die Botschaft verstanden, aber Europa bleibt unser großes Engagement und unser großes Ziel!

(Beifall)

3-015

**Martin Schulz**, im Namen der PSE-Fraktion. – Herr Präsident, meine sehr geehrten Damen und Herren! Ich will hier bekennen, dass ich ratlos bin. Ich glaube, damit bin ich nicht alleine. Selten ist mir eine Rede so schwer gefallen wie die, die ich heute morgen hier zu halten habe, weil ich als Sprecher einer über 200 Mitglieder starken Fraktion versuchen muss, die vielfältigen Gefühle, die es in meiner Fraktion unter dem Eindruck der aktuellen Lage immer noch gibt, zusammenzubinden. Das ist nicht einfach, weil die Interpretationen vielfältig sind. Deshalb will zu dem, was schon gesagt worden ist, ein paar Elemente hinzufügen.

Eines will ich unterstreichen: Kein Land lässt sich von einem anderen Land vorschreiben, wie es sein innerstaatliches Recht umsetzt, und das ist auch gut so. Wir sind eine Union von souveränen Staaten. Das eine Land sagt: Wir frieren den Ratifizierungsprozess ein, das andere Land sagt, wir wollen die Ratifizierung parlamentarisch oder über Volksabstimmung durchführen. Das werden wir hier zur Kenntnis zu nehmen haben. Das macht jedes Land, wie es will, und es ist auch das Recht eines jeden Landes, das so zu tun, wie es das für richtig hält. Es gibt keine *Golden-Goal-Regel* in der Europäischen Union. Einer hat ein Tor geschossen, und jetzt ist das Spiel aus. So kann das nicht laufen. Die 77% der Spanierinnen und Spanier, die zu dieser Verfassung ja gesagt haben, haben den gleichen Wert wie die 55% der Franzosen und Französinen, die nein gesagt haben. Deshalb geht der Prozess weiter.

(Beifall)

Nur, müssen wir alle – und ich schließe mich persönlich ausdrücklich ein – in der Interpretation der Ergebnisse auch selbstkritische Fragen stellen. Das, was wir in den Referenden gesehen haben, ist nämlich nicht neu. Wir haben nur sehr lange vor diesen Entwicklungen die Augen verschlossen. Jede Europawahl – die von 2004, die von 1999, die von 1994



und schon die von 1989 – hat ähnliche Tendenzen gezeigt: dass es nämlich in zunehmendem Maße eine Abwendung der Bürgerinnen und Bürger in Europa von dem Projekt Europa gab. Das haben wir alle nicht zur Kenntnis nehmen wollen. Ich sage ausdrücklich an meine eigene Adresse: ich auch nicht!

Jetzt ist es einmal mit voller Wucht sichtbar geworden, dass es zwischen den Regierungen, den Institutionen Europas und den Bürgerinnen und Bürgern eine Kluft gibt. Warum gibt es die Kluft? In den 50er-, 60er- und 70er-Jahren haben die Menschen zu Zeiten von Jean Monnet oder Helmut Kohl, von de Gasperi und Mitterrand die Verträge auch nicht gelesen. Die Bürgerinnen und Bürger Europas haben den Vertrag über die Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl nicht gelesen. Aber sie hatten ein Vertrauen zu Europa, ein Grundvertrauen, ein Gefühl. Europa war das Versprechen von Frieden und Demokratie! Und sichtbar wurden Frieden und Demokratie geschaffen. Das heißt: Anspruch und Wirklichkeit stimmten überein. Das führte zum Vertrauen in die Regierungen und in die europäischen Institutionen.

Dieses Versprechen von Demokratie und Frieden wurde ergänzt durch ein Versprechen von Wohlstand, Arbeitsplätzen und sozialer Sicherheit. Der Anspruch – mehr Arbeitsplätze, mehr soziale Sicherheit, mehr Schutz – ist sichtlich nicht mit den Ergebnissen kompatibel, denn es gibt in vielen Ländern weniger Arbeitsplätze und weniger Sicherheit. Diese Kluft spüren die Bürger. Und wir schließen diese Kluft nicht, weil wir die Europäische Union nicht in einem ausreichenden Maße als Chance begreifen und weil wir sie auch nicht als Chance vermitteln. Und das hat einen Grund.

Bei aller Selbstkritik, die ich an uns, an mir, an diesem Haus, an der Kommission übe, gibt es auch ein Faktum, das man nicht übersehen kann und das im Rat vielleicht am 16./17. endlich einmal diskutiert werden muss. Wir alle wissen, dass das, was wir in Brüssel tun, keinen unmittelbaren Beziehungsrahmen zwischen uns und den Bürgerinnen und Bürgern herstellt, sondern einen mittelbaren. Dazwischen sind immer die nationalen Regierungen. Die in Frankreich und in den Niederlanden hat jetzt in voller Wucht der Fluch der bösen Tat erreicht. Man kann nicht jeden Erfolg für sich als nationale Regierung reklamieren und jeden Misserfolg denen da in Brüssel in die Schuhe schieben und erwarten, dass die Menschen anschließend über Brüssel jubilieren. Das geht nicht!

*(Beifall)*

Ich sage deshalb in aller Klarheit: Wir haben im Europäischen Parlament unsere Aufgaben zu machen. Ich teile die Auffassung, dass wir verstärkt über Subsidiarität, über Entbürokratisierung, über mehr Effektivität und mehr Transparenz reden müssen. Aber die Regierungen der Europäischen Union müssen auch ihre Verantwortung übernehmen, und das heißt: sagen, was man tut, und anschließend tun, was man sagt. So einfach ist das!

Ich will zum Abschluss eines zur Erweiterung sagen: Wer die Erweiterungsperspektive für die Staaten, die auf sie hoffen, aufgibt, der zündelt mit dem Feuer!

*(Beifall)*

Die Erweiterungsperspektive muss bleiben. Das ist die einhellige Meinung unserer Fraktion. Aber ein Erweiterungsversprechen abzugeben, ohne dass die Grundlage für diese Erweiterung geschaffen ist – die Verfassung sollte diese Grundlage sein –, ist ebenso fahrlässig. Wir können keine Reformen und Transformationsprozesse von Ländern verlangen, wenn wir selbst nicht zu eigenen Reformen in der Lage sind.

*(Beifall)*

Deshalb muss diese Union etwas tun. Sie muss sich reformieren. Deshalb bleibt die Verfasstheit Europas unser Ziel. Denn nur durch diese Verfasstheit ist der Frieden bringende Gedanke der europäischen Erweiterung durchzusetzen.

*(Beifall)*

3-016

**Graham Watson**, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, Thomas Jefferson said in 1787, ‘a little rebellion now and then is a good thing’. Beyond the gloom and pessimism about Europe’s future, last week’s rebellion by our citizens could turn out to have some benefits. Member States are confronted with the outcome of their own duplicity. If you claim the credit for everything that goes right and blame Brussels for everything that goes wrong, then sooner or later your citizens will rumble you – and they have.

When the VGE 380 was rolled out onto the tarmac last summer, we all cheered. But it has features and a name that are scaring away potential passengers. Some complain there are too many foreigners aboard, others that the new French and German specifications for the engines have weakened it. But nobody is completely satisfied with a vehicle in which strategic decisions are taken without proper public debate.

That is a failing not just at EU level, but in our national debates too. For all our grand plans for transnational cooperation, we have failed to explain to people what we are doing at European level and why, and to address their fears about jobs, careers and a productive retirement in a fast-changing world. Europe is too secretive and too opaque. Too many decisions are still taken behind closed doors and without proper parliamentary scrutiny. Basic parliamentary prerogatives and formal opinions are ignored or dismissed, such as the opposition in this House to heavy-handed proposals on data retention or passenger data transfer. Is it any wonder that big projects like the Constitution are rejected, when even basic institutional respect is lacking?

The British Foreign Secretary has been accused of making funeral arrangements before the coroner has spoken, but he gave voice to what many are saying in private, that the Treaty in its current form is unlikely to survive. It would have been ideal to hear the opinion of all Member States. In future, any such ratification must be put to all European citizens at the same time. But these were votes to reject not a text, but the way our Union operates.

Mr Schmit, Mr Barroso, we do not blame you for getting us into this mess, but we look to you for leadership in getting us out. Of course, there is a limit to how much a small Member State or the Commission can do. A huge responsibility rests on the larger beasts in the European jungle for the economic and social ills plaguing the Union. But since the Franco-German motor is clearly kaput, we want to see you building a new one. More than ever, Europe needs leaders with a sense of purpose and vision, who can inspire our citizens to maximise their potential and opportunity. If not you, then who?

With or without this Constitution, you can improve the way the Union operates and communicates. Here are just three ways: the Council could and should be more open, legislating in public, respecting freedom of information; justice and home affairs policy could and should be decided by the normal Community method, as provided for in the existing treaties; the European Parliament could and should be given a real say on international agreements. Those three steps would help to rebuild confidence in the European project.

At the European Council, you need an answer from Chirac and Balkenende about whether this Constitution will ever be ratifiable in their countries and if not, what kind of text might be. We need a treaty for a Union of 27 Member States, but in the meantime there is much you can do to rebuild on the basis of the current treaties and restore public faith in the European project.

*(Applause)*

3-017

**Daniel Marc Cohn-Bendit**, *au nom du groupe Verts/ALE*. – Monsieur le Président, chers collègues, visiblement, aujourd'hui, tout le monde a envie de dire quelques vérités, et c'est bien ainsi.

Première vérité: quand, aujourd'hui, le groupe libéral découvre qu'on aurait dû faire la ratification le même jour, je rappelle que, quand nous avons proposé un référendum européen dans toute l'Europe, même ce Parlement ne nous a pas suivis.

*(Applaudissements)*

Et aujourd'hui, tout le monde voudrait qu'on ait fait un référendum européen le même jour parce que, il aurait peut-être effectivement abouti à une défaite, mais nous n'aurions pas ce problème ridicule de nous demander s'il faut poursuivre ou non la ratification: tout le monde se serait prononcé le même jour. Voilà ce que je veux dire et nous ne pouvons que nous en prendre à nous-mêmes: pourquoi ce Parlement n'a-t-il pas demandé le référendum européen, comme nous l'avions proposé?

Deuxième vérité: je crois, et il faut le dire franchement, que, concernant les perspectives financières elles-mêmes, les gouvernements et ce Parlement n'ont pas encore compris de quoi il s'agit. Ils n'ont pas encore compris que, si nous voulons une Europe capable d'agir pour le travail, pour une protection sociale, eh bien, il faut lui en donner les moyens. Or, même le compromis que propose M. Schröder, même le compromis que proposent les autres n'est pas un compromis qui nous en donnera les moyens. Nous sommes en train de mentir encore une fois à nos citoyens. Disons-le clairement: ou nous avons un budget permettant à l'Europe de fonctionner ou nous ne pourrions rien promettre pour l'Europe. Disons au moins une fois cette vérité.

*(Applaudissements)*

Troisième vérité: soyons clairs! Monsieur Poettering, ce qui s'est passé en France n'est pas une déception, c'est une défaite, mais les défaites d'aujourd'hui seront nos victoires de demain, ça je vous le promets. Pour cela, nous, Conseil, Commission, Parlement, devons être capables, vraiment, de mettre sur pied et d'organiser une convention avec le Comité économique et social, avec le Comité des régions, avec la société civile, pour réfléchir et pour remettre en cause les politiques économiques et sociales de l'Europe: qu'avons-nous réussi? que n'avons-nous pas réussi? Ouvrons-nous!

Monsieur le Président du Conseil, ouvrez la boîte noire du Conseil, débattrez le 16 et le 17 en public, que les citoyens européens sachent ce que vous allez vous dire!

*(Applaudissements)*

Le peuple européen en a marre de ces conférences de presse qui suivent les Conseils et au cours desquelles chaque pays, chaque représentant de gouvernement ne dit que la moitié de la vérité, prenant le soin d'occulter l'autre moitié, celle qu'il a dite derrière des portes fermées.

Nous, citoyens européens, parlementaires, avons le droit, comme tous les citoyens, de savoir quels sont vos problèmes au Conseil, comment vous nous répondez. Non pas seulement ce que Schröder va dire à Blair en public, mais comment les membres du Conseil se répondent quand il y a d'autres positions, comment ils réagissent à la position de M. Juncker, qui veut continuer, de M. Blair, qui veut arrêter, des Polonais, qui ne savent pas, des Danois, qui ne savent pas: nous voulons que tout cela soit rendu public. Manque de transparence, voilà une des raisons de l'échec.

Monsieur Barroso, cette crise est d'une certaine façon une chance: il faut la saisir en disant publiquement la vérité. Par exemple, concernant la mondialisation, la Chine, tout cela, eh bien disons une fois pour toutes que, oui, l'OMC est importante, mais que l'OMC ne peut fonctionner que si elle fait siens les critères du Bureau international du travail. Le problème n'est pas de dresser des barrières contre la Chine, mais d'imposer la démocratisation en Chine pour que les salariés chinois puissent se battre pour leurs salaires.

*(Applaudissements)*

Si la Chine ne l'accepte pas, eh bien il faut virer la Chine de l'OMC! Les choses sont simples et, pour les autres pays, c'est la même chose. On en a marre: les affaires, toujours les affaires, mais quand il s'agit de démocratie, on dit qu'on va faire pipi. Ça ne peut plus fonctionner comme cela. Voilà ce que les citoyens européens veulent savoir!

C'est pour cela que je dis à tout le monde: nous avons perdu, oui, nous avons perdu en France, mais, parce que j'ai fait campagne, je ne veux plus perdre et je ne veux plus mentir sur des choses très claires. Je terminerai en rappelant un des mensonges: nous avons besoin d'un budget européen permettant des initiatives économiques, nous avons besoin de développer la recherche scientifique, mais, pour cela, il faut au moins dire que l'Europe est plus intéressante que les propositions mesquines des gouvernements telles qu'elles se présentent aujourd'hui.

*(Applaudissements)*

3-018

**Francis Wurtz**, au nom du groupe GUE/NGL. – Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil, Monsieur le Président de la Commission, faut-il poursuivre, suspendre ou arrêter le processus de ratification du traité constitutionnel?

Suspendre en attendant des jours meilleurs? Bravo pour le courage politique, la rigueur démocratique et la confiance dans la Constitution. À mes yeux, personne ne doit refuser à un peuple qui souhaite donner son avis sur ce texte le droit de le faire. En même temps, nous devons à chacune et à chacun un langage de vérité: il s'agira désormais de consultation et non plus de ratification, car le projet de Constitution est irrémédiablement caduc. Il l'est juridiquement, car il doit recueillir un accord unanime pour entrer en vigueur, et il l'est politiquement étant donné la puissance des deux "non" et leur impact dans les nombreux autres pays de l'Union.

Alors, que faire? Ce qui vient de se produire n'est pas un coup de tonnerre français ou néerlandais dans un ciel européen serein. Oui, Monsieur Schulz, la crise de confiance entre les citoyens et les institutions européennes ne cesse de s'étendre et de s'approfondir depuis le grand tournant libéral du marché unique et du traité de Maastricht.

Au fil des ans, ce ne sont plus seulement les couches populaires, mais les couches moyennes elles-mêmes qui vivent ce tournant comme un basculement vers un modèle de société qu'elles rejettent. La concurrence à tout va, la précarisation galopante, les rapports de force cyniques et impitoyables, les consensus élaborés au sommet, derrière des portes closes, cela ne passe plus! Il y a un sursaut de dignité dans ce non massif. Beaucoup de ces personnes voudraient encore rêver d'Europe, mais on ne rêve pas du pacte de stabilité ou de la directive Bolkestein.

La crise de l'Europe aujourd'hui est bien une crise existentielle. Nous avons déjà connu d'autres difficultés, vient de se rassurer M. Barroso. Non, cette fois il s'agit d'autre chose. Jusqu'ici les tempêtes politiques déclenchées par les fameuses réformes chères aux libéraux du Conseil et de la Commission s'arrêtaient aux frontières des pays membres. À gauche, quelle hécatombe depuis les temps pas si lointains où elle dirigeait plus des deux tiers des gouvernements de l'Union. Là où la droite tenait il y a peu les rênes, la sanction a été tout aussi fracassante, n'est-ce pas Monsieur Barroso?

Qu'ont fait les dirigeants européens, Conseil et Commission confondus, après chacun de ces désaveux populaires? Ils ont félicité les gagnants et ont poursuivi la même politique: *Business as usual!* Cette fois-ci - et c'est cela la nouveauté radicale de la situation - c'est le cœur du système que les citoyens ont commencé à viser. À présent, tôt ou tard, il va falloir rendre des comptes et accepter de vrais changements.

Alors, comment sortir par le haut de cette impasse? D'abord, en montrant qu'on a pris la mesure de la profondeur du malaise européen en déclarant clairement caduc le traité constitutionnel. Ensuite, en annonçant dans le même esprit le retrait des textes les plus controversés, car les plus emblématiques d'une dérive qu'il convient de stopper: la directive Bolkestein, la directive sur le temps de travail, tout comme la série de directives en discussion libéralisant tous azimuts, sans la moindre évaluation des effets des précédentes mesures de même nature. Enfin, en ouvrant un grand débat citoyen libre, pas une convention mais un débat citoyen libre de toute pression à l'échelle de toute l'Union pour établir un état des lieux de l'Europe actuelle et déterminer ce qu'il faut changer pour concevoir une Europe dans laquelle la majorité des Européens puisse à nouveau se reconnaître et s'investir.

Je conclurai, Monsieur Le Président, en m'adressant aux forces de gauche, qui quelle qu'ait été leur position sur la Constitution, partagent la conviction qu'il faut à présent s'engager dans cette voie pour refonder l'Europe. Rencontrons-nous et faisons ce qui dépend de nous pour que revienne la confiance et que renaisse l'espoir.

*(Applaudissements du groupe GUE/NGL)*

3-019

**Philippe de Villiers**, au nom du groupe IND/DEM. – Monsieur le Président, ce qui s'est passé en France et aux Pays-Bas il y a quelques jours peut se résumer en deux mots: le grand décrochage des peuples par rapport à ce que M. Barroso a appelé "Bruxelles". C'est-à-dire que les peuples européens n'ont plus confiance en Bruxelles. La deuxième chose, le deuxième constat, c'est que la Constitution est morte. Elle est morte à Paris, elle a été enterrée en Hollande.

J'appelle tous les dirigeants européens – tout en approuvant les propos que M. Cohn-Bendit vient de tenir: "Je ne veux plus mentir" – à sortir de l'Europe du mépris et à se faire les porte-parole non plus de la machine européenne contre leurs peuples, mais, tout simplement et démocratiquement, les porte-parole de leurs peuples auprès de leurs pairs.

Que veulent les peuples? Rester des peuples libres. Donc, concrètement, cela veut dire: décider de suspendre immédiatement la négociation sur l'entrée de la Turquie; dire immédiatement qu'à l'avenir, nous respecterons – l'Europe respectera – le principe de la souveraineté populaire: lancer immédiatement l'idée de l'organisation de coopérations multiformes, politiques, industrielles, scientifiques, soumises au principe de la libre adhésion, de la coopération libre. Voilà la formule de l'avenir.

Enfin, et je conclurai par là, nous devons mettre en place des mécanismes nouveaux permettant d'en revenir à la préférence commune européenne, au moins dans les secteurs industriels sensibles comme le textile. Mesdames et Messieurs, c'est la seule formule possible pour sauver l'Europe et raccrocher, reconquérir les peuples.

3-020

**Cristiana Muscardini**, a nome del gruppo UEN. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, per essere unita politicamente con un progetto economico e sociale e per rilanciare lo sviluppo, l'Europa deve avere istituzioni che dialoghino con i cittadini. Il futuro passa dal consenso informato. Il voto in Francia e in Olanda non significa un "no" all'Europa ma la volontà di impedire che si prosegua sulla strada di scelte prese in modo troppo verticistico o senza tenere conto delle realtà in evoluzione e delle nuove situazioni economiche e sociali. Proprio la crisi occupazionale, causata dal *dumping* sociale praticato da alcuni paesi e i ritardi dell'Europa nell'affrontare il problema, hanno creato quell'insicurezza e paura che hanno spinto al voto negativo sul Trattato. Non si è tanto detto "no" al Trattato quanto alla cattiva informazione, peraltro riconosciuta anche dalla Commissione nelle scorse settimane.

Il Trattato, quando è nato, è stato il miglior compromesso possibile ma non è stato sufficientemente adeguato alle sfide già in atto. Quello che i popoli europei chiedono è avere regole chiare applicabili, rispettose del principio di sussidiarietà, capaci di dare soluzioni non solo ai problemi contingenti ma anche a quelli che si possono prevedere analizzando il contesto geopolitico e geoeconomico. La situazione richiede dalle tre Istituzioni un rinnovato senso di responsabilità, perché sia portato a termine il possibile e si decida di non trattare ciò che è necessario rinviare.

Dopo il ritorno in Europa di Bulgaria e Romania noi riteniamo che l'ampliamento si debba fermare, perché l'Unione si rafforzi con il dialogo tra Istituzioni e cittadini. Al contempo, vi è la necessità di affrontare in modo nuovo i rapporti con la Banca centrale europea, perché l'Unione non avrà mai futuro se gli organi politici non avranno la necessaria incidenza nella definizione della politica monetaria. Su questo invitiamo Commissione e Consiglio ad esprimersi in tempi rapidi.

L'Unione ha già vissuto momenti difficili da cui è uscita con l'avvio di nuove iniziative: dal rifiuto dell'Assemblea nazionale francese del Trattato che istituiva la Comunità europea di difesa del 1954 nacque la Conferenza di Messina, poi i Trattati di Roma. Dalla stagnazione della Comunità europea degli anni '70 si uscì con il progetto Genscher-Colombo e con

la votazione al Consiglio europeo di Milano del 1985, sotto la Presidenza Craxi, si giunse all'Atto unico. Siamo perciò fiduciosi che la nuova Europa possa nascere proprio da questo momento nel quale è evidente che le fughe in avanti degli euroentusiasti e lo scetticismo degli europessimisti non danno garanzia né per il futuro dei singoli, né per quello della collettività. L'eurorealismo è l'unica strada del presente e si basa sulle scelte democratiche e sul rispetto delle identità nazionali per costruire un'Europa solidale e condivisa.

3-021

**Jean-Marie Le Pen (NI).** – Monsieur le Président, la messe est dite. La Constitution européenne est mort-née: un seul vote négatif y suffit. Il y en a eu deux, à trois jours d'intervalle, dans deux des six pays fondateurs de l'Europe, la France et la Hollande. Demain, c'est la Grande-Bretagne, dont la monnaie n'est pas l'euro, qui présidera le Conseil et qui, déjà, annonce que, pour elle, le processus de ratification est inutile.

Jamais le fossé qui s'est creusé entre les parlements et les peuples n'est apparu aussi profond. Au Parlement français: 8% pour le "non", dans le peuple 55%! On peut s'étonner alors que le référendum populaire ne soit pas, parce que le plus démocratique, le seul mode de ratification dans tous les pays de l'Union, surtout pour ceux qui se plaignent, dans cette enceinte, du déficit démocratique des institutions. Il est vrai qu'il est dangereux, pour les princes qui gouvernent à leur profit, de donner la parole aux peuples, qui subissent à leur détriment.

Contre les oligarchies – politiciennes, médiatiques, économiques, sociales et autres –, qui ont disposé de moyens cent fois plus puissants dans le débat, les peuples ont parlé et refusé d'abdiquer leur indépendance dans un État supranational, qui s'annonçait, en outre, tout à la fois ultralibéral et bureaucratique, économiquement médiocre et socialement désastreux. Ils ont dit "non" à l'élargissement indéfini, ou extra-européen à la Turquie.

Certains seront peut-être tentés de contourner les "non" français et hollandais: qu'ils prennent garde alors de provoquer la légitime colère des citoyens. Il serait plus sage de prendre en compte et en considération la volonté des peuples et de s'efforcer de donner à la souhaitable coopération européenne un cadre plus réaliste. C'est clair: les peuples ne veulent pas échanger le cadre national, fondement de leur identité, défenseur de leurs intérêts supérieurs, garant de leur liberté, de leur culture et de leur langue. Ils veulent conserver leur souveraineté, sur leur territoire et sur leurs frontières, modeler eux-mêmes leur destin et celui de leurs enfants, aujourd'hui menacés par le mondialisme, l'immigration, la ruine sociale et la décadence morale.

3-022

**Timothy Kirkhope (PPE-DE).** – Mr President, a former Labour prime minister said that a week is a long time in politics. I suspect that, whatever one's views on the outcome of the French and Dutch referendums, few would disagree with that observation.

I do not want to go back over the issue of the Constitution and the referendum results, but I believe that it is now very difficult for the Constitution to be taken forward in its present form. We can dwell on that forever. What we should be doing this morning is looking at the positive sides of what is going on in Europe and what we can achieve outside of that situation. There must be an proper ongoing debate on the kind of Europe we want to build. The people have given a clear message and part of that message is that they feel alienated by the processes and by the institutions. That cannot be good for democracy and it undermines the trust we need from the people to carry out our responsibilities.

However, we should now proceed with our programme and not be distracted too much. It is very important at the moment that there should be no delay in driving forward the Lisbon Agenda, the current liberalisation policies or the sustainable development arguments. As the President has said, we have to meet the challenges from China, India and other parts of the world with fast-growing economies. It would be quite wrong, therefore, to deny our people the chance of greater prosperity, because we are diverted and distracted, possibly for a long period of time, by a structural issue which seems to be going nowhere at present.

So there is an urgent need for us to seize our opportunity for renewal. We have to grasp the scale of what has happened this week, but we must move on and forward in a way that meets with the approval of the European people as a whole. The Union has been offered this chance to rethink its future and face up to the profound questions concerning its future direction. But we must not allow ourselves to be diverted away from the policies that are already being developed and pursued vigorously and necessarily to benefit all of us.

3-023

**Bernard Poignant (PSE).** – Monsieur le Président, c'est la deuxième fois que la France rejette un traité d'union politique: en 1954, parce qu'elle avait peur du réarmement allemand; en 2005, sans doute par peur du capitalisme mondial. Voyons-y aussi un signe pour nos propres politiques.

Que faire? Je pense que trois principes doivent nous guider. Le premier principe, c'est l'égalité entre les peuples. Une ratification parlementaire égale une ratification référendaire. Du reste, j'ai additionné les résultats des trois référendums: le "oui" l'emporte, car, Espagnols, Hollandais et Français confondus, le "oui" l'emporte par 54,04 % des voix, chiffre de

consolation pour moi, Français. Égalité entre les grands et les petits pays, égalité de tous les peuples. Je n'aime qu'à moitié ce mot de "fondateurs", aujourd'hui en 2005, car vous, Monsieur le Président Barroso, vous, Monsieur le Président Borell, vous ne pouviez pas être du nombre des fondateurs en 1957 car vos pays ne l'étaient pas: vous viviez sous une dictature. D'autres vivaient dans un régime totalitaire. Nous avons la chance, nous Français et nous Néerlandais, d'être libres. Par conséquent, aujourd'hui, cette notion-là, il faut la manier avec un peu de précaution. Si on doit adopter une constitution à l'unanimité, alors il faut aussi l'arrêter à l'unanimité: ce principe vaut dans les deux cas.

Le deuxième principe, c'est, pour ce qui est de l'élargissement, le respect de la parole donnée. Je pense en particulier à la Roumanie, à la Bulgarie, aux autres aussi, mais j'y ajouterai les Balkans. Donnons, et maintenons, aux pays des Balkans la perspective d'entrer dans l'Union européenne. Leur boucher cet horizon, c'est maintenir là une poudrière.

Troisième principe: l'Europe a encore et toujours besoin d'une constitution, ce, malgré les deux votes négatifs. Il y a, en France, un département qui nous montre le chemin. C'est celui de Philippe de Villiers, car le département qu'il préside, la Vendée, a dit "non" à Maastricht en 1992, mais a dit "oui" à la Constitution. M. de Villiers est totalement coupé des Vendéens, qu'il préside.

*(Applaudissements)*

Un technocrate, vous savez, point n'est besoin d'aller à Bruxelles pour en trouver. Un technocrate, de toute façon, c'est un technicien que l'on n'aime pas, c'est tout. Ce département nous montre le chemin: alors, ayons confiance dans les Vendéens de de Villiers.

*(Applaudissements)*

3-024

**Marielle De Sarnez (ALDE).** – Monsieur le Président, nous sommes en train de vivre des moments difficiles et je veux dire ici l'infinie tristesse que je ressens et que ressentent tous ceux qui, dans l'Union européenne et dans le monde, sont attachés au projet d'une Europe politique. L'Europe est en crise. Notre Europe est en crise, celle que nous avons voulue et construite.

Bien sûr et nous le savons tous, les questions de politique intérieure ont pesé lourd dans les résultats français et néerlandais. Mais nous devons avoir le courage de reconnaître que c'est aussi une certaine façon de faire l'Europe qui a été sanctionnée. Pendant des années, nos concitoyens ont eu le sentiment que l'Europe se faisait sans eux, qu'ils n'étaient associés en rien aux décisions, souvent importantes, que l'on prenait en leur nom. L'Europe leur est apparue comme lointaine, étrangère: nous en portons collectivement la responsabilité. Nos concitoyens ont eu aussi le sentiment que l'Europe était un projet non maîtrisé, non défini dans son identité et dans ses frontières. Et ce sentiment d'inconnu a provoqué chez eux des réactions de rejet et de peur. Enfin, l'Europe n'a pas joué, n'a pas su jouer son rôle de protection et n'a pas apporté de réponse à la question de la mondialisation, le contexte économique difficile fragilisant davantage l'adhésion de nos concitoyens à l'idée européenne.

Aujourd'hui, le projet européen n'est pas assez perceptible ni compréhensible. Nous sommes dans une crise de confiance profonde et, pour tenter d'y répondre, il faut que les institutions européennes se montrent à la hauteur. Leur réponse ne peut pas, ne doit pas être seulement juridique. Elle doit d'abord être politique et, quelle que soit la suite du processus de ratification, il est essentiel que le prochain Conseil européen trace des perspectives et apporte des réponses aux attentes de nos concitoyens. Attente immense de démocratie et de transparence, attente d'une Europe clairement définie, attente enfin d'une Union qui mette en place une véritable gouvernance économique et sociale, seule à même de relancer croissance, emploi et cohésion. C'est maintenant qu'il faut agir. Il y a urgence.

*(Applaudissements)*

3-025

**Johannes Voggenhuber (Verts/ALE).** – Herr Präsident, Herr Ratspräsident! Ich möchte gerne, dass Sie Ihren Kollegen am Europäischen Gipfel eine traurige Nachricht überbringen. Der Sündenbock hat seine Pflicht getan, aber es geht ihm elend. Er ist zusammengebrochen, man hat ihn dem Zorn der Menschen ausgeliefert und sie haben ihn ein wenig zu viel geschlagen. Wovon ich rede, ist einerseits Europa und andererseits die Regierungen. Sie haben Europa nicht zum ersten Mal, sondern zum x-ten Mal dem Zorn der Menschen ausgeliefert, für Dinge, für die Sie die Verantwortung tragen.

Ich weiß, es ist schon längst der Kampf um die Interpretation des Nein ausgebrochen, und wer ihn gewinnt, wird den Gang der Dinge bestimmen und den Ausweg aus der Krise definieren. Ist es der Sieg des Nationalismus über Europa? Ist es die Unzufriedenheit der Menschen über unsere Leistungen oder geht es – und das glaube ich – um einen Aufstand der Menschen gegen das bestehende Europa? Die Farce daran ist, dass der Aufstand gegen das bestehende Europa das neue Europa unmöglich macht.

Der Patient hat aus Ärger über die Krankheit den Arzt erschossen, aber Sie werden verstehen, Herr Ratspräsident, dass mich eine gewisse Nervositeit befällt, wenn ich sehe, dass sich ausgerechnet die Regierungen wieder om das Bett des kranken Europas versammeln. Was ist denn das bestehende Europa, das hier eine Quittung der Bürger erhält? Ist es wirklich die Diktatur der eiskalten Brüsseler Bürokratie. Ist es wirklich die Krake eines neuen Superstaates, der sich von der nationalen Identität seiner Bürger ernährt? Oder ist es nicht vielmehr dieses schwache, kränkelnde, unentschlossene, den Nationalismus keineswegs überwunden habende Europa, das Europa der Staatskanzleien, das Europa der verschlossenen Turen, das unentschiedene, das asoziale, das Europa mit den schweren Demokratiedefiziten? Ist es nicht das Europa der Regierungen, die sich in ihrer Arroganz der Macht eingebildet haben, sie könnten Europa nebenberuflich regieren? Nebenberuflich – als Regierung, Verwaltung, Gesetzgeber und auch noch als Verfassungsgeber! Ist es nicht dieses Europa, mit dem wir aufräumen müssen? Haben die Regierungen nicht doch mehr Verantwortung als der Sündenbock, der hier geschlagen wird? Geht es nicht darum, dass die Regierungen schon den Konvent blockiert haben, nachdem sie versucht haben, ihn zu domineren? Ist die soziale Frage nicht dort gescheitert?

*(Der Präsident unterbriecht den Redner)*

*(Beifall)*

3-026

**Erik Meijer (GUE/NGL).** – Voorzitter, gedurende twee maanden heb ik actief deelgenomen aan de campagne die in Nederland 62% "nee tegen de grondwet" heeft opgeleverd. Als grootste organisatie in het nee-kamp kwam onze Socialistische Partij op voor het recht van de kiezers om die tekst te veranderen. We keerden ons niet tegen de mogelijkheid van een Europese grondwet, ook niet tegen nieuwe of toekomstige lidstaten en zelfs niet in het bijzonder tegen het feit dat Nederland binnen de Europese Unie inmiddels de meest extreme netto-betalder is geworden. Het ging ons om de inhoud van de grondwet.

Die tekst is te veel het recept voor een Amerikaanser soort Europa, met nadruk op vrije onvervalste concurrentie, liberalisering van diensten, bewapening, binding met de NATO en mogelijkheden voor interventies buiten het grondgebied van de Europese Unie. Hoofdstuk 3 hoort niet in een grondwet thuis, maar zou onderdeel moeten worden van een normale wetgeving die door het Europees Parlement, met invloed van de nationale parlementen, moet kunnen worden herzien.

Dan worden verkiezingen het middel voor de kiezers om veranderingen af te dwingen en het gevoel weg te nemen dat gewone mensen niet meer kunnen bijdragen tot verandering van beleid. Daarnaast bleef in de voorgestelde tekst het tekort aan democratie bestaan, zolang de nationale parlementen wetgeving alleen maar kunnen vertragen, zolang het ophalen van een miljoen handtekeningen niet wordt beloond met aanpassing van het beleid of met een referendum, en zolang de Raad het enige orgaan is dat een verandering van die grondwet mogelijk kan maken.

Met die argumenten hebben wij veel mensen die wel mopperen over het beleid en de bemoeizucht van de Europese Unie, maar die geneigd waren om thuis te blijven, omdat ze geen hoop op verbetering hadden, weten te bewegen om toch naar de stembus te komen. In plaats van de verwachte lage opkomst met de meerderheid voor "ja" werd het een hoge opkomst met een meerderheid voor "nee". Die grondwet is nu dood. Maar als de kiezers in andere lidstaten nog een referendum wordt aangeboden, verwacht ik dat ook daar de meerderheid deze grondwetstekst afwijst. Zo krijgen de volkeren het recht van amendement ...

*(de Voorzitter ontnemt de spreker het woord)*

*(Applaus)*

3-027

**Bastiaan Belder (IND/DEM).** – Voorzitter, de Nederlandse bevolking heeft de Europese grondwet van een duidelijk en niet mis te verstaan 'nee' voorzien. Het zou de Europese instellingen sieren dit te erkennen. De afwijzing van het grondwettelijk verdrag is primair een afwijzing van de snelheid en de richting van het Europese integratieproces. Ik vrees dat deze les in Brussel niet begrepen is, gezien de gretigheid waarmee naar het onvermogen van nationale politiek wordt verwezen, het absolute gebrek aan zelfkritiek en het pleiten voor continuering van het ratificatieproces.

De regeringsleiders moeten op de Top van 16 en 17 juni bewijzen de les van het Franse en Nederlandse 'nee' beter begrepen te hebben dan velen van mijn collega's. De impasse rond de Europese grondwet vraagt om adequaat ingrijpen. Het is dan ook onbegrijpelijk dat de politieke elite in Brussel talmt en de pijnbank prevaleert boven de spoedige komst van een nieuw verdrag.

Ik ben verheugd dat de kiezer blijkt geeft geen vertrouwen te hebben in een geografisch en beleidsinhoudelijk vaag gedefinieerd Europa dat ongezonde machtsconcentratie koppelt aan onrealistische politieke ambities.

3-028

**Brian Crowley (UEN).** – Mr President, listening to the debate this morning you would imagine that, not only is there a European crisis, but that Europe does not have any answers or responses to the will and the wishes of the people. Whilst this is a difficult time, and whilst there is a lot of uncertainty, this is also an opportunity for us to reflect on what we have achieved so far, and to find a proper and more appropriate way forward.

Unfortunately, that way forward will not be found by trying to analyse why the voters in France and Holland said 'no'. There were many diverse reasons for their 'no' vote. At the same time, what do we say to the voters in Spain who voted in favour? Do their votes count for nothing? Those people who try and tell us that we must put off this whole process and stop and listen to the voice of democracy are totally ignoring the voice of democracy as represented by the nine other countries that have already ratified the European Constitution.

I think it is important now that we give leadership to Europe. That leadership must come not only from this House, but also from the Commission. I congratulate President Barroso on his stance immediately after the vote in trying to encourage the governments to keep their nerve, to take a long-term vision, to use the same kind of ideology and the same kind of selfless desire to see an improvement for all the people of Europe that the founding fathers of the European Union showed when Europe rose from the ashes of the Second World War.

The people within Europe today did not vote against more jobs, did not vote against better social protection, did not vote against better trade, did not vote against better Community development programmes, did not vote against giving more aid to the developing world, did not vote against protection for our environment, did not vote against ensuring sustainable development in fisheries and other industries. They voted in favour of all of these things because they wish to continue supporting them.

It is now up to the Luxembourg presidency, as leader of the Council, to find a compromise and to find a way forward at the European Council meeting. The best way for us to present this to the people of Europe is to say that yes, we have hit a bump on the road, but this is not the end of the European project. We have to remind all the peoples of Europe that our best self-interest, as well as our best collective interest, lies in understanding our interdependency, not only in relation to single market economics, but also to our human responsibilities to each other across the European continent.

3-029

**Irena Belohorská (NI).** – Ústavnú zmluvu ratifikovalo dodnes desať štátov, a to päť starých - Rakúsko, Nemecko, Grécko, Taliansko, Španielsko - a päť nových členských štátov - Maďarsko, Litva, Lotyšsko, Slovinsko a Slovensko. Je to 50 % občanov Európskej únie, a teda chcem povedať, že zakladajúca krajina nemá žiadne privilegované postavenie, dá sa povedať, výsledok desať k dvom.

Neviem, či negatívnym výsledkom hlasovania Francúzi vyliečili svoj problém nezamestnanosti, ktorý v referende použili. Naopak, myslím si, že zneužili myšlienku a túžbu nových členských štátov a navyše pokorili významnú európsku krajinu - môjho suseda Poľsko, keď použili ako symbol poľského zvärača.

Vyzývam Parlament nie k vyplakávaniu nad negatívnym výsledkom, nie k radosti niektorých tu prítomných nad zneuctením myšlienky silnej Európy, ale na silnú a efektívnu akciu v prospech ďalšieho procesu. Smutné je aj to, pán predseda, že vystupujem teraz, v tomto kole, ako prvá z nových členských štátov.

3-030

**Erna Hennicot-Schoepges (PPE-DE).** – Monsieur le Président, lors de notre dernière session, nous avons commémoré les soixante ans de la fin de la guerre. Ironie du sort, nous débattons aujourd'hui d'une Europe en crise, faute de soutien des citoyens pour un traité qui veut confirmer que nos pays s'unissent pour le meilleur et pour le pire, un traité signé par les chefs d'État élus démocratiquement, agissant par délégation du souverain, c'est-à-dire les peuples de nos pays. 220 millions ont déjà dit "oui" à cette Constitution et permettez-moi de dire, Monsieur le Président, que l'Europe, ce n'est pas seulement la France et les Pays-Bas, ni la Grande-Bretagne, ce sont aussi tous les autres.

Changer le texte, ce serait irrespectueux à l'égard de près de la moitié de la population de l'Union européenne, qui a déjà ratifié. En ce qui concerne le processus de consultation, je pense qu'il appartiendra aussi aux responsables nationaux de décider des procédures à suivre. Bien sûr, il appartiendra à la Présidence en exercice de faire preuve non seulement d'habileté, de sensibilité, mais aussi de fermeté.

Ce qu'il faut pour convaincre les citoyens, ce sont des actes, des perspectives financières qui permettront de prouver que l'Europe peut relancer l'économie et donner du travail grâce à ses investissements dans les grandes infrastructures ou grâce à "Galileo", qui pourrait créer 100 000 emplois nouveaux et qui attend un signal du Conseil pour démarrer. Il faudra aussi communiquer la foi et l'enthousiasme dans le projet européen, dans son message de solidarité et d'humanisme.

En fait, cette crise est aussi la crise de la démocratie. L'Europe ne peut se faire que si les citoyens suivent. Souvent, la délégation de pouvoir est synonyme de désintérêt et nous avons pu constater les déficits d'information au sujet de la



politique européenne. Il faudra donc mieux informer, viser à l'essentiel de notre politique commune, pour le bien-être des citoyens, pour l'Europe sociale.

Monsieur le Président, le "non" a aussi été le refus d'une Europe où priment les lois du marché et de la compétitivité, de l'Europe libérale qui n'a pas d'égards pour les travailleurs, et je dis cela à l'adresse de ceux qui voulaient passer à la semaine des 72 heures.

3-031

**Margrietus van den Berg (PSE).** – Voorzitter, de kiezers in Nederland en Frankrijk gaven ons een duidelijke boodschap. Stop, we denderen door zonder dat het duidelijk is waarheen we gaan. In Nederland vormde 62% van de kiezers die 'nee' stem. Het is nu tijd om iets positiefs te doen met die kiezers. De 'nee' stem kwam van twee verschillende kanten.

Eenzijds is er de rechtse kiezer die een duidelijk anti-Europees sentiment heeft en 'nee' zegt tegen het Europees project. Maar anderzijds is er een 'nee' stem van de progressieve kiezer die voor Europese samenwerking is, maar die deze grondwet te opdringerig en te weinig sociaal vindt. Deze sentimenten zie je ook terug bij de progressieve kiezers die hun stem met enige aarzeling wel aan de grondwet hebben gegeven, omdat ze aanvoelden dat het een stap vooruit was. Die progressieve kiezers uit het 'ja' en 'nee' kamp moeten we nu weer zien te verenigen ten gunste van een duidelijk omlijnd project Europa. Natuurlijk moeten ook andere landen de kans krijgen zich uit te spreken over de Europese grondwet maar Nederland en Frankrijk hebben hun keuze gemaakt. Niet deze grondwet, geen tweede referendum over hetzelfde onderwerp.

Wij moeten nu niet in een isolement raken of een pas op de plaats maken, integendeel. Wij willen een hervormingsslag in Europa om de kiezers te laten zien dat we hun zorgen gehoord hebben, zowel voor de 'ja' als voor de 'nee' stemmers. Die hervorming moet gebaseerd worden op een breed en open debat over de richting en de snelheid van de Europese integratie. Hoeveel landen er nog bij? Hoe maken we Europa sterk en sociaal? Wellicht dat de Raad op 16 en 17 juni en daarna onder leiding van Tony Blair kan beginnen om na te denken om de belangrijke elementen, namelijk hoofdstuk 1 en 2 van de grondwet, de beginselen van Europa, de verbeterde stemafweging, de sterke subsidiariteit, openbaarheid, de verbeterde invloed van nationale parlementen en de rechten van de burger in een vereenvoudigd aanpak verdrag te redden. Want anders dreigt de processie in Echternach en helaas alleen maar stappen achteruit, zonder een visie op een realistisch Europese samenwerking en zoals Barroso terecht heeft gezegd: "Europa is voor veel kritiek van de burgers eigenlijk het goede antwoord en daarom blijf ik overtuigd werken".

3-032

**Jules Maaten (ALDE).** – Voorzitter, Europa heeft een probleem en dat probleem is niet alleen op te lossen door een wat betere presentatie of door iets beter uit te leggen hoe goed Europa eigenlijk wel is. Europa spreekt bij velen nog wel tot het verstand maar niet meer tot het hart. De bureaucratie heeft de uitstraling van gewapend beton en de klantvriendelijkheid van een rinoceros. De Europese instituties moeten gedwongen worden om beter naar de Europese burgers te luisteren en ik ben dan ook verheugd dat dat doorklonk in de woorden van president Barroso.

Want waar zijn we nu eigenlijk bang voor? Waarom zouden we niet de voorzitter van de Europese Commissie direct laten kiezen door alle Europeanen en waarom niet de mogelijkheid van een collectief referendum over Europese wetten. Niet 25 nationale referenda maar één Europees referendum. Geef burgers echt de macht over de Europese Unie.

Het is inmiddels wel de vraag wat voor hervorming de Unie inmiddels nog op zich kan nemen. Het grondwetsverdrag moest de Unie in staat stellen de uitbreiding te verwerken. Hoe moet het daar nu verder mee? De europarlementariërs van mijn partij zijn voor uitbreiding maar vinden dat het van wijsheid zou getuigen om de uitbreiding van de Unie te bevriezen, totdat we ons eigen huis op orde hebben. Daarna willen we graag weer praten over de toetreding van landen die aan die criteria voldoen.

Voorzitter, er is een nieuw debat nodig over wat Europa is, waar het naar toe gaat en waar de grenzen liggen en dat debat mag zich niet alleen afspelen tussen regeringen. Dat moet een Europa-breed maatschappelijk debat zijn over de economische en sociale toekomst van ons continent, voor mijn part weer met een conventie-achtig model, met een nieuw mandaat, een nieuwe samenstelling en een nieuwe voorzitter. Europa moet weer inspireren, Europa moet staan voor kwaliteit, voor creativiteit en voor democratie, een veilig, vrij, tolerant en welvarend Europa. Europa heeft een probleem maar het heeft ook een kans en we moeten over de eigen schaduw heenspringen.

3-033

**Carl Schlyter (Verts/ALE).** – Herr talman! "Aldrig har så många européer haft så få att tacka för så mycket", säger jag till det franska folket. De visade, tillsammans med det nederländska folket, att de har tröttnat på att etablissemanget fortsätter att driva igenom förslag som flyttar bort makt från folket till regeringskansliernas stängda rum och storbolagens styrelserum.

Problemet är inte att EU går för fort fram utan åt fel håll. EU har fastnat i gårdagens problem. EU integrerar stater och maximerar produktion istället för att integrera människor och maximera socialt miljöskydd.

Sluta plåga konstitutionen. Låt den dö i frid och utlys en ny process där varje kommun har sitt konvent. Ta sedan deras förslag till lokalt förankrat europeiskt samarbete till grund för ett nytt utkast.

3-034

**Nigel Farage (IND/DEM).** – Mr President, a year ago everyone here said that the Constitution would need unanimity. Of course, in those days it was thought that all the referendums would be won. In the David v. Goliath contest, the French people have aimed their stone well and they killed the Constitution. The Dutch then buried it and now, in a scene that reminds me of the Hammer House of Horror, the arm is reaching up out of the coffin. We are being told, no, no, it is not dead, the patient is still alive, and the ratification process will continue. That surprises me, because it seems to me that you are indulging in masochism. You are going to have a rather unhappy period.

Mr Barroso, it is not a case of going too quickly, you are going in the wrong direction. Allied to that, I see the rapid rise of political extremism, of nasty nationalism, of blind nationalism; it is Euro nationalism and it knows no bounds. I know that you intend to treat the peoples of Europe with contempt by pushing this through without ratification. History will catch up with you.

*(Applause)*

3-035

**James Hugh Allister (NI).** – Mr President, I congratulate the people of France and Holland on bringing deliverance to all those in Europe who value democracy and national liberty. The situation that now exists challenges the democratic credentials of EU leaders. You set the test for the survival of the Constitution: ratification by all 25 Member States. You lost. It is time to face up to it and bury the corpse that is the EU Constitution. Your attempts to resuscitate it are as distasteful as they are ill-fated.

Mr Watson's reference back to 1787 tempts me to go back a little further. It is not the first time that Holland has saved Europe from political tyranny. This very week in that most notable of years 1690, William, Prince of Orange, landed at Carrickfergus in my constituency and brought us in the United Kingdom the Glorious Revolution and the Williamite settlement, which to this day is the basis of freedom ...

*(The President cut off the speaker)*

3-036

**João de Deus Pinheiro (PPE-DE).** – Senhor Presidente, eu julgo que a grande questão que se vai pôr no Conselho Europeu e que se põe neste Parlamento é saber se as pessoas compreenderam que estamos, de facto, num novo ciclo. Um novo ciclo em que a Europa já não responde às preocupações dos cidadãos, como respondeu antigamente, em que a paz e a democracia eram os principais objectivos. Hoje queremos que os nossos líderes europeus, nacionais ou das instituições possam responder de forma não retórica, mas objectiva, a alguns dos principais desafios.

Desde logo a equação de saber se o modelo social europeu é compatível com uma globalização que tem sido feita à revelia das situações de *dumping* social e de *dumping* ambiental que prevalecem noutros países e que têm gerado deslocalização e desemprego na Europa. É importante, é fundamental que a Europa como tal, e se possível com os Estados Unidos, e já no Doha Round, imponha que as regras da Organização Internacional do Trabalho sejam respeitadas. Da mesma forma que a Agenda de Lisboa não pode continuar a ser burocrática, tem que passar a ser amiga do empreendedorismo e amiga das pequenas e médias empresas.

Igualmente a subsidiariedade, tão falada por todos nós e que na prática continua a ser esquecida por todas as instituições. É fundamental que a Comissão e, sobretudo, o Parlamento, de uma vez por todas, passem a actuar no sentido de fazer da subsidiariedade uma realidade concreta em todos os domínios. Por fim, saber quais são os limites da Europa, qual o ritmo do alargamento quando não conseguimos o aprofundamento. Eis os grandes desafios do Conselho Europeu!

3-037

**Robert Goebbels (PSE).** – Monsieur le Président, en démocratie, il faut toujours accepter et respecter le vote majoritaire, même si la majorité n'a pas nécessairement raison. Le vote des Français et des Néerlandais est sans appel. Toutefois, il n'émet pas de message clair. En fait, il s'agit d'un "non" multiple, aux motivations composées et parfois opposées. Entre les démagogues d'extrême droite et les démagogues d'extrême gauche, il n'y a pas de dénominateur commun. Les nationaux-socialistes, qui espèrent pouvoir fédérer tous les mécontents, apprendront vite que Fabius rime avec Pyrrhus.

Que faire? Comme il n'existe pas de plan B, comme personne ne sait quelle amélioration serait susceptible de transformer des "non" aussi contradictoires et hétéroclites en un "oui" franc et massif, la seule issue possible est de prouver la marche en marchant. Le prochain sommet doit approuver des perspectives financières permettant un fonctionnement normal des institutions. Tout comme l'Eurogroupe a élu par anticipation un président pour deux ans, les gouvernements devraient mettre en œuvre d'autres avancées du traité, sur la base d'un accord volontaire. Ainsi la Commission devrait-elle consulter les parlements nationaux sur toute initiative législative future.

Le "non" n'arrêtera ni la mondialisation, ni la concurrence internationale, ni les délocalisations. D'ailleurs, le premier exportateur mondial ne peut pas se permettre un protectionnisme égoïste. Il faut donc développer des solidarités nouvelles non seulement entre Européens, mais aussi avec les nombreux pays qui restent en dehors de la mondialisation.

L'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie aura lieu sur la base du traité de Nice. Même la Turquie pourrait se joindre à nous sur la base de ce traité. Bien sûr, l'Union pourrait fonctionner mieux dans le cadre d'un traité aujourd'hui en panne. Mais comme le "non" n'apporte aucune solution, nous devons faire la démonstration, difficile certes, que l'Europe continue, tout en nous appliquant à mieux satisfaire nos concitoyens grâce à des politiques plus imaginatives et plus solidaires.

3-038

**Sophia in 't Veld (ALDE).** – Voorzitter, ik luister met enige treurnis naar de reacties op het Nederlandse en Franse 'nee'. Europa is te bureaucratisch, te duur, te veel nieuwe landen zijn er bijgekomen en Europa gaat te snel. Nee, collega's, het milieu gaat sneller, de economie van China groeit sneller, de internationale misdaad gaat sneller. Europa moet niet langzamer, maar Europa moet juist de vlucht naar voren nemen. Wat de uitbreiding betreft, eerlijk gezegd, reken ik op de dynamiek van de nieuwe landen als een nieuwe motor voor Europese integratie. Wij hebben een sterk democratisch Europa nodig, wij hebben niet minder, maar meer Europa nodig. Wie Europa lief is, zou ik eigenlijk willen oproepen om leiderschap te tonen en moed, anders geven we de ruimte aan populistten en extremisten. Wij moeten de vlucht naar voren kiezen, collega's, en nationale politici moeten over hun eigen schaduw heen kunnen stappen en verantwoordelijkheid nemen voor Europa. Ik ben dan ook eigenlijk bezorgd over de houding van de Raad, gisteren al in het dossier van de 'data retention' waarbij de Raad ervoor kiest om het Europees Parlement volstrekt te negeren, dat is niet in de geest van het debat wat heeft plaatsgevonden.

Collega's, laten we niet vergeten dat er naast twee landen die 'nee' gezegd hebben ook tien landen zijn die 'ja' gezegd hebben en dat is een belangrijk gegeven. Ik zou er dan ook niet voor zijn om op dit moment de hele procedure stop te zetten. Het is duidelijk dat er tijd nodig is om na te denken maar ik vind dat elk land en elke bevolking het recht moet hebben om zich uit te spreken over deze grondwet. Juist op dit moment moeten we knokken voor Europa. Wij moeten niet terug naar vroeger, maar wij moeten onze inzet voor Europa juist verdubbelen.

3-039

**PRZEWODNICZY: J. ONYSZKIEWICZ**  
*Wiceprzewodniczący*

3-040

**Jens-Peter Bonde (IND/DEM).** – Hr. formand. Forfatningen er død i Frankrig og begravet i Holland, og alligevel optræder Rådets ellers flinke formand som ligrøver, når han vil fortsætte ratifikationsprocessen om den forkastede tekst. Start på en frisk. Lad en arbejdsgruppe med lige mange tilhængere og modstandere sætte sig sammen og lav et debatoplæg med forslag til spilleregler, som kan samle os i stedet for at splitte Europa.

Folkeafstemningsgruppen i dette Parlament medvirker gerne. Vi har syv aktuelle krav om åbenhed, valg af kommissærer, flertalsafstemninger med en vetomulighed, nærhedsprincip, kontrolleret fra de nationale parlamenter, fleksibilitet af minimumsbestemmelser, forstærket samarbejde i stedet for tvang. Læs vores udspil. Vi har testet de to første krav med en meningsmåling i Danmark. De støttedes af 80 % af vælgerne, mens kun 12 % var imod. Det er den form for støtte, vi skal have til fælles spilleregler. Brug ørerne og lyt til vælgerne og kom gerne til vores pressemøde kl. 16.00.

3-041

**Alessandro Battilocchio (NI).** – Signor Presidente, onorevoli colleghi, parlo a nome del Nuovo PSI. Non bisogna nascondersi dietro ad un dito: il "no" francese rappresenta un forte, deciso "altolà" al processo di integrazione europea, così come si è andato strutturando da Maastricht in poi.

Nel 1992, firmando il Trattato che introduceva la moneta unica e che avviava il processo di coesione politica, l'Europa sapeva di intraprendere un percorso che avrebbe dovuto portare alla completa trasformazione sia del modello istituzionale che della complessiva configurazione dell'Unione, con il progressivo abbandono dell'assetto geopolitico della guerra fredda.

Tuttavia, diversi ingranaggi in questo meccanismo non hanno funzionato ed ancora oggi molte delle tematiche aperte dal Trattato di Maastricht sono sul tappeto. E' ora di fare delle scelte chiare sulla configurazione della dimensione europea: bisogna decidere se perseguire realmente la prospettiva di Lisbona, spostando i relativi assi di interesse; bisogna ridefinire i contesti ed i confini dell'integrazione politica e, in maniera più netta che nel Trattato costituzionale, occorre ribadire la scelta a favore di un sistema economico e sociale libero e competitivo, capace di rendere davvero l'Europa protagonista del processo di globalizzazione in corso.

3-042

**Elmar Brok (PPE-DE).** – Herr Präsident, verehrte Kommission, verehrte Ratspräsidentschaft, Kolleginnen und Kollegen! Wenn Herr Bonde davon geredet hat, paritätisch zu besetzen: Dieses Parlament hat mit 80–90% beschlossen, für die Verfassung zu sein, und 52% der Bevölkerung haben heute schon durch ihre Parlamente und per Referendum ja gesagt! Dies sollte hier nicht vergessen werden.

Im Übrigen ist es klar – und das ist von vielen Rednern gesagt worden – dass die Gründe für das Nein eine vielfältige Mischung bilden und dass die Verfassung als solche den geringsten Teil dabei einnimmt. Es geht um Unpopularität nationaler Politik, Angst vor Globalisierung, Arbeitslosigkeit sowie auch um die Mitteilung an uns: Ihr habt es in den Bereichen innere Gesetzgebung und Erweiterung übertrieben, und manches mehr. Das heutige Europa ist dabei kritisch beleuchtet worden, zu Recht oder zu Unrecht. Aber es ist kritisch beleuchtet worden, und dies müssen wir zur Kenntnis nehmen. Deswegen ist eine Reflexionszeit außerordentlich wichtig, in der wir unsere Begrenzung, unsere Mäßigung zum Ausdruck bringen und durch entsprechende Politiken deutlich machen, dass wir die Herzen der Völker zurückgewinnen können, wenn wir einen solchen Dialog führen. Ich glaube, dass wir diese Zeit für eine Suspendierung des Ratifikationsprozesses brauchen, um uns nicht noch mehr Neins auf dieser falschen Grundlage einzuhandeln und auf diese Art und Weise dann während der österreichischen Ratspräsidentschaft zum geeigneten Zeitpunkt fortzufahren – nicht in einem zwischenstaatlichen Ansatz, sondern vielleicht durch einen Konvent, der das Ergebnis dieser Reflexion – ich sage nicht die Verfassung – prüft.

Ich halte es auch für außerordentlich wichtig, dass wir dies auch offensiv beschreiben! Diese Europäische Union bedeutet nach der Verfassung nichts anderes, als dass die Bürger beteiligt werden, dass die Bürger Rechte bekommen, dass mehr Demokratie hineinkommt, dass die nationalen Parlamente mehr Rechte bekommen und dass wir Handlungsfähigkeit in dieser Welt bekommen, um unsere innere und äußere Sicherheit zu gewährleisten. Sie bedeutet auch, dass wir deutlich machen können, dass Europa nicht ein Teil des Problems Globalisierung ist, sondern dass Europa ein Teil der Antwort auf das Problem Globalisierung ist und dass wir aus diesen Gründen heraus in der Lage sein können, die Herzen der Bürger für unsere Politik zurückzugewinnen. Dazu möchte ich uns herzlich einladen.

Im Übrigen noch eine Anmerkung. All dies wird auch in Deutschland einen Paradigmenwechsel bringen. Denn Deutschland wird wieder auf der Seite der kleinen Länder stehen, was für die Identität dieses Europas wichtig ist!

*(Beifall)*

3-043

**Poul Nyrup Rasmussen (PSE).** – Hr. rådsformand, hr. kommissionsformand. Den største opgave for Det Europæiske Råd om en uge er at skabe klarhed, klarhed og klarhed. Den værste beslutning, man kan træffe om en uge, er at fortsætte, som man plejer. For det er ikke klarhed. Det er en risiko for at igangsætte en selvforstærkende nej-spiral ved adskillige folkeafstemninger. Jeg vil gerne sige, at klarhed er det fundamentale krav. Og hr. rådsformand, jeg frygter, at hvis der ikke skabes klarhed, så bliver det reelle valg, vi står over for, at vi kan nøjes med Nice-traktaten, eller vi kan vinde lidt mere tid. Og hvis jeg skal vælge mellem at nøjes med Nice-traktaten eller få lidt mere tid til at gennemtænke, hvordan vi løser situationen, så foretrækker jeg mere tid. Vi kan ikke leve med Nice-traktaten. Vi kan ikke klare problemerne med Nice-traktaten. Vi må have den forfatningstraktat på plads. Og hvis det er nødvendigt at få mere tid, foretrækker jeg mere tid.

Hr. formand, vi kan holde alle de konventioner, og vi kan fremlægge alle de traktattekster, vi kunne ønske os, men det hjælper ikke, hvis vi ikke tager fat på de reelle problemer i Europa. Igennem to år har denne Socialistiske Gruppe og Det Europæiske Socialistiske Parti, som jeg er formand for, fremlagt klare ønsker om, at Europa får investeret i flere og nye job. At Europa samles om et samlet svar på globaliseringens trusler, som mange almindelige mennesker opfatter det som. Vores største opgave nu under det britiske formandskab, og jeg synes egentlig, at vi har fået nogle meget spændende signaler fra premierminister Tony Blair, er at forene folks behov for social tryghed med nye job i en globaliseret verden. Og så støtter jeg gerne og meget rådsformandens og kommissionsformandens ønske om, at vi får de finansielle overslag på plads om en uge. Det vil være det allerallervigtigste signal om, at vi ikke er handlingslammede, men at vi tager folks bekymringer alvorligt.

3-044

**Andrew Duff (ALDE).** – Mr President, President Barroso said that we should not start the blame game. However, we should certainly question the credibility of the European Council in stimulating and managing the great debate about the social and economic future of Europe. The European Council should, and probably will, suspend the ratification process but it should not pull the plug on the whole constitutional project. Instead, it should agree in principle to set up a new convention – pluralistic, parliamentary and transparent – with a broader brief than that of Laeken, especially to modernise and refresh Part III, to bring the common policies into line with the aspirations and anxieties of our citizens. The new convention should also be asked to break the rigid relationship between the first, second and third parts and to create a proper hierarchy between them, so that in Part III the policies become distinctly subsidiary to Part I.

This Group and Parliament will play a full part in fostering such a convention.

3-045

**Mirosław Mariusz Piotrowski (IND/DEM).** – Szanowni Państwo! Mimo zdecydowanego odrzucenia projektu Traktatu Konstytucyjnego we Francji i w Holandii - co jest wyraźnym wotum nieufności wobec krajowych i europejskich elit politycznych, ze zdziwieniem obserwujemy, jak niektórzy próbują reanimować ten dokument. Mówi się o kontynuowaniu procesu ratyfikacyjnego, o renegocjacji projektu Traktatu, czy wręcz szuka się rozwiązań prawnych, aby rezultaty referendum zniwelować. Działanie takie uznać należy za antydemokratyczne i aroganckie, ocierają się one o totalitaryzm.

Elity polityczne powinny uświadomić sobie, że większość narodów Europy sprzeciwia się organizacji biurokratycznego "super państwa" zarządzanego z Brukseli, monopolizującego politykę społeczną, gospodarczą i monetarną. Narody te chcą natomiast demokratycznego udziału w procesach decyzyjnych oraz integracji europejskiej, opartej na swobodnej współpracy wolnych państw.

Szefowie państw i rządów, które nie uwzględnią suwerennej woli narodów, mogą zostać uznani za własne społeczeństwa, za dyktatorów i tak też przez nie potraktowani.

3-046

**Jean-Luc Dehaene (PPE-DE).** – Voorzitter, dit debat gaat in de eerste orde over de komende Europese Raad en daar wil ik mij dan ook op concentreren, want deze Europese Raad heeft in dit crisismoment van Europa een heel belangrijke taak, met name bakenstelling, en de eerste baken moet zijn dat Europa blijft functioneren, dat Europa verder zijn taak blijft uitvoeren, niet alleen intern maar ook extern; ik was zeer blij voorzitter Barroso te horen verwijzen naar onze plicht op het vlak van ontwikkelingssamenwerking. Het belangrijkste signaal zal ongetwijfeld zijn dat men een akkoord bereikt over de financiële perspectieven want dit moet het kader bieden om de komende jaren Europa verder te laten werken en ook al ben ik het met mijnheer Cohn-Bendit eens dat wellicht die financiële middelen te laag zullen zijn om Europa écht zijn taak te kunnen laten doen, lijkt het mij toch op de eerste plaats van groot belang dat er een akkoord zou komen over die financiële middelen.

Ten tweede moet op dit moment de Europese Raad ook een teken geven naar hoe het verder moet, want de vragen die wij gesteld hebben in de verklaring van Laken, die blijven gesteld. Het blijft zo dat wij geen kader hebben voor dat uitgebreid Europa, het blijft zo dat Europa een antwoord moet geven op de globalisering en dat alleen dat antwoord Europees kan zijn. Maar wij moeten aan de ene kant rekening houden met de "neen" in twee landen, maar ook met reeds tien landen die "ja" gezegd hebben. En ik denk dat wanneer Poul Rasmussen zegt "de Europese Raad moet duidelijkheid geven" dat die Europese Raad op dit ogenblik op korte termijn geen duidelijkheid kan geven, want daarvoor is ook de "neen" veel te diffuus.

Vandaar dat ik pleit voor een periode van reflectie, maar die moet georganiseerd zijn, die moet in de tijd beperkt zijn, men moet duidelijk op voorhand beslissen wanneer men conclusies zal trekken en een jaar lijkt mij daarvoor een aangewezen tijdstip; tijdens die periode zou men dan het best inderdaad tot een soort opschorting komen maar niet in het oneindige, het moet een duidelijke periode van reflectie worden, duidelijk beperkt in de tijd met een duidelijk bepaald tijdstip wanneer men de conclusies gaat trekken.

*(Applaus)*

3-047

**Jo Leinen (PSE).** – Herr Präsident! Die Verfassung ist nicht tot, wie einige sagen. Die Verfassung lebt, und sie muss auch weiter leben, weil ich keine plausible Alternative gehört habe. Es gibt keinen Plan B mit Aussicht auf Erfolg. Das ist auch in dieser Debatte deutlich geworden. Wir brauchen vielleicht mehr Zeit. Deshalb sollte jedes Land selbst entscheiden, wann es zur Ratifizierung schreitet. Ich halte es aber für völlig falsch, einen kollektiven Aufruf zum Stopp und zur Suspendierung der Ratifizierung zu machen. Das ist doch falsch!

*(Beifall)*

Das muss jedes Land selbst entscheiden, wissend, dass wir vielleicht mehr Zeit brauchen.

Der Status des Gründungslandes ist mit dem Nein in Frankreich und in den Niederlanden kräftig beschädigt worden. Das hat auch etwas Gutes, weil jetzt vielleicht alle Länder gleich sind. Ich hoffe vor allen Dingen, dass die neuen Länder ein kräftiges Ja sagen, weil sie verstehen müssen, dass ein Teil des Neins auch gegen sie gerichtet war. Und da hoffe ich auf Polen und auf Tschechien, dass dort die Bevölkerung zur europäischen Verfassung deutlich ja sagt, weil dies ihre Zukunft und auch ihr Projekt für die Zukunft in Europa ist.

Wir brauchen natürlich auch eine Antwort für die Sorgen der Menschen. Die Menschen sagen: Wir wollen mehr Information. Wir wollen mehr Partizipation. Wir wollen mehr Klarheit über das europäische Projekt, und wir wollen mehr Orientierung, wie es weiter geht. Geben wir doch den Menschen diese Chancen! Ich glaube, das Projekt D, von dem Herr Kommissionspräsident Barroso gesprochen hat, ist ein Ansatz. Organisieren wir gemeinsam eine große europäische Debatte über die Zukunft der europäischen Einigung, nicht isoliert in 25 nationalen Debatten, sondern eine gemeinsame Debatte.

Wir brauchen ein Instrument. Einige sagen: einen neuen Konvent, vielleicht Assisen, irgendein Instrument. Und dieses Signal des Aufbruchs müsste nächste Woche beim Gipfel kommen.

(Beifall)

3-048

**Françoise Grossetête (PPE-DE).** – Monsieur le Président, l'Europe n'a pas pu gagner la course d'obstacles. La Constitution n'a pas réussi à sauter toutes les haies. Donnée favorite, cette Constitution européenne a perdu la course. Mais l'a-t-elle perdue en raison de la mauvaise qualité de son texte? L'a-t-elle perdue uniquement sur des considérations européennes? Je ne le crois pas. Je pense plutôt que le terrain n'avait pas été préparé, que la Constitution a dû affronter des adversaires dopés aux mensonges.

Nous devons tous réagir: Parlement, Commission, Conseil. Que nous ont dit les électeurs? "L'Europe, désolés, nous ne connaissons pas bien. En revanche, la situation dans notre propre pays est détériorée, alors nous usons de notre pouvoir pour le dire", et ils ont voté de façon épidermique. Les résultats sont là et nous devons en tirer les conclusions. Trop longtemps, certains de nos gouvernements ont tourné le dos à l'émergence d'une vraie culture européenne. Disant cela, je songe bien évidemment à la France. Combien de générations de ministres de tous bords ont-elles été frappées d'amnésie, entre Bruxelles et leur capitale? Entre le moment où, siégeant au sein du Conseil de ministres à Bruxelles, ils parlent au nom de leur pays et le moment où ils expliquent une mesure, tous semblent atteints de trous de mémoire aigus. Ils approuvent à Bruxelles une mesure européenne qui, si elle est populaire, est aussitôt reprise au crédit de l'initiative gouvernementale. En revanche, s'il s'agit d'une action indispensable mais impopulaire, la responsabilité en est imputée à cette Europe.

Or cette attitude nous a conduit au pire. Depuis trop d'années, on ne parle pas d'Europe. L'élargissement n'a pas été bien expliqué. Nous sommes allés trop vite, face à une opinion qui n'a pas été préparée et qui pense subir plutôt que participer. Faire aimer l'Europe, c'est se donner les moyens de faire comprendre. L'une des grandes erreurs, à propos de ce traité constitutionnel, a été de ne pas avoir organisé une consultation populaire ou parlementaire le même jour dans tous les États membres. Mais retenons que dix pays ont voté oui, et c'est en intégrant le débat européen dans toutes les questions de politique nationale que nous pourrions faire dévier l'ouragan populiste qui s'abat actuellement sur nos pays.

3-049

**Richard Corbett (PSE).** – Mr President, continuing with the ratification procedure in the remaining Member States would have the attraction of showing that this Constitution does have the support of the majority of Member States and of the peoples of the European Union. But it is a risky strategy in some ways. It risks further 'noes', it risks giving the impression that we are proceeding with business as usual without listening, and of course it also poses the question of whether you can easily ask the French or the Dutch to vote again on the same text without further ado. Something else has to happen.

We need the European Council to agree collectively on how to proceed. It is no good some countries going ahead with ratification whilst others have pronounced the text dead. We need a common agreement. I think that agreement must comprise a pause for reflection at some stage for further debate and for further adjustment, with two stages. Firstly at national level: those countries that have said 'no' or that risk saying 'no' must be able to think and tell the rest of the European Union how they see the way forward, what adjustments they think are necessary. Then secondly at European level: we must make this a European debate, not just another quick IGC behind closed doors, but a public debate.

That is why I think reconvening a new Convention with a new president might not be such a bad idea. It does after all meet in public. It involves national parliamentarians. It involves people from governing parties and opposition parties. It would be the way forward. It would get far more public attention than the previous Convention.

There is no easy way forward. We must find a way because we cannot afford to lose the reforms contained in this Constitution. We need a European Union that is more effective and more democratic.

3-050

**Γιώργος Δημητρακόπουλος (PPE-DE).** – Κύριε Πρόεδρε, οι συζητήσεις που θα γίνουν στο Ευρωπαϊκό Συμβούλιο την επόμενη εβδομάδα, πραγματοποιούνται, δυστυχώς, κάτω από την σκιά των δύο **όχι** στο Ευρωπαϊκό Σύνταγμα. Δύο **όχι** που μας οδηγούν στο συμπέρασμα ότι πρέπει πλέον να κάνουμε μια ουσιαστική, κοινή, συζήτηση για το μέλλον της Ευρώπης. Σ' αυτή τη συζήτηση πρέπει, αν έχουμε καταλάβει το μήνυμα που μας έδωσαν οι πολίτες της Γαλλίας και της Ολλανδίας, να εξετάσουμε όλα τα πολιτικά, οικονομικά, κοινωνικά και πολιτιστικά θέματα, που απασχολούν -και πρέπει να απασχολούν- τους πολίτες της Ευρωπαϊκής Ένωσης.

Τα συμπεράσματα αυτής της συζήτησης θα μας οδηγήσουν, ενδεχομένως, σε μια επανεξέταση των πολιτικών, που έως σήμερα υιοθετεί και ακολουθεί η Ευρωπαϊκή Ένωση, τόσο στο εσωτερικό της όσο και στις εξωτερικές της σχέσεις. Δεν πρέπει να μας φοβίζει η ιδέα και το ενδεχόμενο επανεξέτασης πολιτικών. Αντίθετα, η ευρωπαϊκή ολοκλήρωση, ως διαδικασία δυναμική, εμπεριέχει και την ανάγκη επανεξέτασης πολιτικών, όποτε αυτό είναι αναγκαίο.

Έχω την αίσθηση ότι σήμερα, περισσότερο παρά ποτέ, πρέπει να μείνουμε πιστοί στην ευρωπαϊκή ιδέα. Ακριβώς όμως επειδή πρέπει να μείνουμε πιστοί στην ευρωπαϊκή ιδέα, ίσως έχει έρθει η στιγμή που πρέπει να επανεξετάσουμε και να επαναπροσδιορίσουμε το περιεχόμενό της.

3-051

**Enrique Barón Crespo (PSE).** – Señor Presidente, señor Presidente en ejercicio del Consejo, señora Comisaria, Señorías, ¿por qué nos quejamos tanto de que la política haya entrado en la vida europea? Todos sabemos que la política no es un largo río tranquilo, a veces también puede ser una corriente impetuosa.

Quiero decir, en primer lugar, que este proceso debe continuar, porque todos somos iguales, todos tenemos derecho a expresarnos, e incluso se han expresado a favor de la Unión Europea nuestros precursores, los suizos, con un referéndum en el que han decidido entrar en Schengen.

En segundo lugar, el "no" vale tanto como el "sí", pero el "no" no es un derecho de veto, y aquellos que han dicho "no" tienen que decir lo que quieren hacer. ¿Quieren seguir con nosotros o quieren irse? Lo tienen que decir ellos, no nosotros.

Dado que soy el primer orador que viene de un país que ha dicho "sí" por referéndum, me permitirán que dé algunos consejos.

En primer lugar, en España hicimos un referéndum sobre la Constitución Europea y quiero rendir homenaje a todos los partidos de la oposición, que hablaron de Europa, no hablaron de nuestros problemas domésticos.

En segundo lugar, hay que hablar de Europa y hay que hablar bien. Como dijo el señor Zapatero en la campaña, hablar bien de Europa es un arma de construcción masiva. Nosotros hemos agradecido claramente el "Plan Marshall" que nos ha llegado de Europa y hemos tratado de generar esperanza. Porque aquí se habla mucho de problemas y de quejas, pero nuestro deber es generar esperanza y respuestas a los problemas de la gente, no quejarnos.

Tengo que decir que, desde luego, habrá que reflexionar sobre lo que hay que hacer, pero no nos paramos. Si nos paramos, el sindicato del "no" dirá que ha ganado y ése es un riesgo que no podemos aceptar.

Concluyo diciendo al Presidente en ejercicio del Consejo que añada a su lista dos cosas: hay que defender el euro y hay que trabajar activamente en la Ronda de Doha, que es donde se va a debatir la globalización este año.

*(Aplausos)*

3-052

**Josef Zieleniec (PPE-DE).** – Pane předsedo, zasedání Evropské rady, které proběhne příští týden, bude jedno z nejdůležitějších v dějinách evropské integrace. Všichni si uvědomujeme, že by ztroskotání Ústavy nezanechalo Evropu takovou, jakou byla před zahájením ratifikačního procesu. Nechceme-li, aby Evropa zabředla do dlouhodobé krize, Rada se musí rázně ujmout vedení.

Dnes jsou dvě možná řešení. Řeknou-li francouzský prezident a nizozemský premiér, že dokument znovu předloží ke schválení, pak pokračujeme v integraci. Nebudou-li toho však schopní, vytvoříme politický základ tím, že oddělíme první a druhou část Ústavy od jednotlivých společných politik. Konvent, jehož jsem byl členem, shledal, že je pro účinnou reformu Unie nutné nejenom uspořádat vztahy mezi institucemi a zařadit Chartu práv, ale také konsolidovat stávající smlouvy, včetně politik. Konvent, ani následná Mezivládní konference však neměli politickou vůli tyto dva problémy od sebe oddělit.

Zde jsme, pane předsedo, u příčin francouzského a nizozemského odmítnutí Ústavy. Diskuze v těchto zemích ukázala nespokojenost s mnohými současnými politikami v Evropě, nikoliv s institucionálním řešením, které přináší Ústava. Občané však byli nuceni rozhodnout o obou otázkách najednou. Evropská rada by proto měla rozhodnout o oddělení ústavního rámce obsaženého v kapitolách 1 a 2 a o jeho předložení k ratifikaci samostatně.

První a druhá část Ústavy je vyvážený dokument, k němuž byl na konventu i na Mezivládní konferenci konsensus. Vše teď záleží na tom, zda Evropská rada nalezne vůli k odvážnému kroku. Nepodaří-li se nám to, hrozí, že akutní krize spojená s ratifikací Ústavy, se stane krizí chronickou celého integračního projektu jako takového.

3-053

**Genowefa Grabowska (PSE).** – Panie Przewodniczący, Koleżanki, Koledzy! Ratyfikacja jest procesem stałym, ratyfikacja jest prawem i obowiązkiem każdego państwa, dlatego ten proces nie może być wstrzymany tylko dlatego, że dwa państwa powiedziały "nie".

Zwracam się do kolegów, którzy dzisiaj nawoływali do zatrzymania ratyfikacji, o poszanowanie demokracji i suwerennego prawa każdego państwa do samodzielnego podjęcia decyzji w tej sprawie. Ja mieszkam w Polsce i też chcę się wypowiedzieć w tej sprawie. Chcę się wypowiedzieć w sprawie Konstytucji i proszę mi tego prawa nie odbierać, proszę mi nie mówić, że Francja i Holandia już zdecydowały za mnie, za Polaków. To nie prawda.

Druga sprawa - szanując wyniki referendum we Francji i w Holandii - zmartwił nas w Polsce bardzo ton i przebieg toczącej się tam debaty. Nie chodzi mi tylko o obecność w niej mitycznego polskiego hydraulika. Wsluchując się w tę debatę, która przecież w niewielkim stopniu dotyczyła Konstytucji Europejskiej, zadawaliśmy sobie podstawowe pytanie: czy gdyby takie referendum odbyło się przed ostatnim rozszerzeniem, czy wówczas my - Nowa Dziesiątka bylibyśmy dzisiaj członkami Unii Europejskiej? Czy weszliśmy do Unii solidarnej, czy do Unii zamykającej się i egoistycznej? Odpowiedzi na te pytania chciałabym usłyszeć po najbliższym szczycie, który, jak sądzę, poradzi sobie z tą trudną sytuacją.

3-054

**Stanisław Jałowiecki (PPE-DE).** – Panie Przewodniczący! Po referendach we Francji i Holandii zostaliśmy wręcz zalani mnogością analiz, interpretacji i spekulacji. Jedną z najczęściej powtarzających się jest ta, która wskazuje, że negatywne wyniki są protestem obywateli tych krajów przeciwko ostatniemu poszerzeniu Unii Europejskiej. Są rodzajem kary za to, co się stało rok temu.

Idąc dalej, wyciąga się z tego wnioski, że aby zahamować dalszy proces rozszerzania trzeba poczekać, aż unijny wąż boa połknie i przetrawi królika, którym są te nowe Państwa Członkowskie. Już teraz słyhać głosy, także na tej sali, powątpiewające w słuszność decyzji o przyłączeniu z dniem 1 stycznia 2007 roku Bułgarii i Rumunii. Całkiem otwarcie podważa się decyzję o rozpoczęciu październikowych negocjacji z Turcją, zaś aspiracje europejskie Ukrainy stawia się do lamusa.

Nikommu oczywiście nie można zabronić wygłaszania takich opinii, jednakże byłoby zdecydowanym błędem, gdyby za nimi poszły restrykcyjne decyzje polityczne, z trzech przynajmniej powodów.

Po pierwsze, nie wolno nam łamać zobowiązań, których podjęliśmy się sami i które zostały zaciągnięte wobec społeczeństw krajów kandydujących do Unii Europejskiej. Zasad, że przypomnę, trzeba przestrzegać nie wtedy, kiedy są wygodne - wtedy są zresztą niepotrzebne, ale kiedy ich realizacja napotyka na trudności. Po drugie, każde kolejne rozszerzenie zawsze stanowiło gospodarczy sukces. Po trzecie, Unia Europejska nie ma być elitarnym, zamkniętym klubem, a przeciwnie - otwartą przestrzenią demokracji, poszanowania praw człowieka, respektowania mniejszości i pokojowych dróg rozwiązywania konfliktów.

Dla mnie zwłaszcza ten ostatni wzgląd jest szczególnie ważny. Jest to bowiem nie tylko esencja Europejskiej Wspólnoty, ale jej misja. Bez realizowania tej misji martwy będzie nie tylko Konstytucyjny Traktat, ale i sama Unia.

3-055

**Libor Rouček (PSE).** – Dámy a pánové, budování Evropy, integrace Evropy vždy byl, je a bude velmi složitý proces. Proces, při kterém jsou často učiněny dva kroky dopředu, mnohdy jeden krok dozadu. Za uplynulý rok jsme učinili dva kroky dopředu, vzpomeňte si jenom na úspěšné bezprecedentní rozšíření Evropské unie o deset nových členů. Výsledky francouzského a holandského referenda jsou samozřejmě krokem dozadu. Je to obrovské zklamání, i pro mě je to zklamání, protože pocházím právě z nové členské země.

Ne ve Francii a v Holandsku však neznamená konec integračního procesu a já jsem přesvědčen, že nemusí znamenat ani konec Evropské ústavy. Já jsem přesvědčen a očekávám od Evropské rady, že vyšle jasné poselství, poselství ve smyslu, aby i ostatním členským zemím bylo umožněno se k tomuto dílu, k Evropské ústavní smlouvě, vyjádřit.

Doposavadní skóre je takové, že deset zemí se vyslovilo pro, dvě země proti. Já myslím, že i Poláci i Češi i Lucemburčané i Dánové by měli mít právo, měli mít možnost říci, zda Evropskou ústavní smlouvu chtějí či zda ji nechťejí, a potom teprve, na základě tohoto a Ústava to předpokládá, by Rada příští rok měla rozhodnout, co bude s tímto dokumentem dále.

Chťěl bych ještě říci jednu věc k finanční perspektivě. Já věřím, že 16. a 17. června dojde ke kompromisu tak, aby Evropa mohla pokračovat a mohla pokračovat i pomocí finančních prostředků, které jsou samozřejmě zapotřebí k tomu, abychom naše cíle, naše představy mohli uskutečnit.

3-056

**Hartmut Nassauer (PPE-DE).** – Herr Präsident, meine Damen und Herren! Rechtlich gesehen ist dieser Vertrag, wie jedermann weiß, gescheitert. Politisch ist die Notwendigkeit, ihn in Kraft zu setzen, noch größer als jemals zuvor. Deswegen müssen wir uns fragen, wie wir dem Gedankengut des Vertrages helfen können. Unter diesem Aspekt stelle ich die Frage, wie klug es ist, den Vertrag jetzt fortlaufend einer Reihe von öffentlichen Hinrichtungen in Form von Referenden auszusetzen. Da halte ich es für bedeutend klüger, wenn wir eine Besinnungspause einlegen, um dem Vertrag eine Chance zu geben.



Diese Pause muss genutzt werden, um einige Fragen zu klären. Es ist jetzt und heute nicht die Zeit der Antworten und der Patentrezepte, sondern es ist die Zeit der Fragen. Eine Frage ist: Sind wir in Europa vielleicht an den Grenzen der Integration angelangt? Sind wir nicht auf dem Weg dazu, dass immer mehr Zuständigkeiten von den Mitgliedstaaten auf die Union übertragen werden, um sie dort in einem demokratisch etwas fragwürdigen, in jedem Fall intransparenten und hochbürokratischen Verfahren zu regeln, das dann kein Bürger mehr nachvollziehen kann?

Man möge in der Kommission einmal die Zahl der dort lagernden Richtlinienentwürfe überprüfen und auch nur eine einzige finden, in der sorgsam getrennt wird zwischen dem, was in Europa geregelt werden muss, und was man klugerweise der Regelungskompetenz der Mitgliedstaaten und ihrer Regionen überlässt. Ich wette, es gibt keine einzige Richtlinie, in der diese Art von Subsidiaritätskultur gepflegt wird. Diesen Fragen müssen wir uns zuwenden.

Die zweite Frage ist: Sind wir vielleicht an den Grenzen der Erweiterung angekommen? Kein Mensch weiß, wie weit die erweiterte Union reichen soll. Ukraine, Weißrussland, Marokko, Israel – alles ist schon diskutiert worden. Diese Grenzenlosigkeit erzeugt Unsicherheit und Unsicherheit erzeugt Ablehnung. Auch deswegen haben die Wählerinnen und Wähler nein gesagt. Unter diesem Aspekt war der Kandidatenstatus für die Türkei ein historischer Fehler der Union, über den wir noch gewaltig werden nachdenken müssen.

3-057

**Nicola Zingaretti (PSE).** – Signor Presidente, onorevoli colleghi, in primo luogo, quanto sta avvenendo ci serve da lezione per il futuro. Questo metodo di ratifica si è rivelato un errore e meglio sarebbe stato un *referendum* in un solo giorno. Se avessimo avuto allora più coraggio, oggi non saremmo in questa situazione.

Ora il Consiglio di giugno, come è stato detto, dovrà sapere ascoltare i segnali che arrivano dal "no" al *referendum* e trovare una via d'uscita. E' sempre più evidente, però, che in campo ci sono due ipotesi di soluzione: la prima – lo abbiamo sentito anche in questa sede – è meno Europa: si torna indietro, si rallenta, si ferma l'allargamento, fino alle follie che ho ascoltato anche nel mio paese sull'euro. La seconda consiste nel rilanciare una nuova sfida che proponga più Europa – direi l'Europa davvero. Ma se vogliamo però che prevalga questa seconda soluzione, come io voglio, dobbiamo saper innovare e cambiare e denunciare che stiamo pagando i ritardi di questi anni: si pagano i ritardi di Nizza, i ritardi di Lisbona, la scarsità di risorse non adeguate alle nostre ambizioni.

Andare avanti dunque è giusto, com'è giusto denunciare le responsabilità degli egoismi nazionali. Ma questo *choc* deve spingerci ad affrontare con determinazione i nodi irrisolti e allora l'Europa potrà davvero tornare a sperare di affrontare nuovamente quelle paure, incertezze e angosce che vivono oggi i nostri cittadini.

3-058

**Othmar Karas (PPE-DE).** – Herr Präsident! Es geht eigentlich immer um die Frage: Nationalpopulismus oder europäische, soziale, solidarische Verantwortung? Daher möchte ich den Rat unter das Motto „Einkehr statt Umkehr“ stellen.

Ich verlange von Ihnen, dass Sie einen Verhaltenskodex für alle erarbeiten, die innenpolitisch Exekutive und europapolitisch Legislative sind, damit mit der Schuldzuweisung und der Doppelmoral Schluss gemacht wird. In Brüssel muss das Gleiche gesagt werden wie zu Hause. Man muss zur Mitverantwortung stehen, statt Schuld zuzuweisen. Man muss informieren, statt die Fragen und Ängste der Bürger zu ignorieren.

Ich erwarte von Ihnen, dass Sie neben der Erarbeitung dieses Verhaltenskodexes den Startschuss für eine Reflexionsphase geben, die zeitlich begrenzt ist, und dass Sie eine Informations- und Kommunikationsstrategie erarbeiten, die eine demokratische Debatte mit den Bürgern eröffnet, damit danach der Ratifizierungsprozess erfolgreich fortgesetzt werden kann.

(Beifall)

3-059

**Jacques Toubon (PPE-DE).** – Monsieur le Président, la situation que nous connaissons s'appelle crise. Il serait vain et dangereux de le nier. Mais être lucide ne veut pas dire gesticuler. Ne jetons pas le manche après la cognée! Sur la Constitution, chaque pays doit se déterminer suivant ses règles constitutionnelles propres. Pendant ce temps, nous devons réfléchir aux conséquences d'une évidente absence de ratification unanime, de façon à atteindre le plus vite possible un nouveau consensus sur l'Europe politique, à laquelle nous ne devons pas renoncer.

Cependant, ce que les Européens ont exprimé par leur vote ou par leur attitude, et qui doit être analysé plus avant, appelle d'abord des changements dans les politiques européennes et dans la manière de les conduire. L'Europe doit sortir de la schizophrénie dans laquelle elle fonctionne quotidiennement. Les décisions sont supranationales, les débats sont exclusivement nationaux. Le débat dans chaque pays doit désormais porter – ce qui fut le cas de la campagne référendaire en France – sur les enjeux communs et sur les intérêts propres de l'Europe.

Dans l'immédiat, le Conseil européen, Monsieur le Président, doit stabiliser le système tel qu'il est et montrer qu'il a entendu cinq sur cinq le message. En priorité, cela veut dire pour moi: persuader la Banque centrale de baisser son taux d'intérêt directeur, car la croissance est à ce prix – nous risquons de mourir de la monétaro-rigidité; adopter un accord politique sur les perspectives financières; élaguer certains projets de législation qui ne répondent pas à un réel besoin; mener une vraie politique industrielle et de recherche, passer des discours aux décisions et des décisions aux actes pour l'asile et l'immigration, pour la justice et la politique commune, reporter l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie, afin d'introduire dans le mandat de négociation la perspective d'un partenariat privilégié.

Monsieur le Président, nous pouvons surmonter la crise et aller de l'avant si nous sommes démocrates. Faisons la politique européenne que les peuples nous demandent de faire!

3-060

**Reinhard Rack (PPE-DE).** – Herr Präsident! Sehr viele Menschen in Europa sind unzufrieden. Sie fühlen sich von zu vielen Gesetzen überfordert und in zentralen Bereichen verunsichert: am Arbeitsmarkt, in den verschiedenen Systemen der sozialen Sicherheit und im Gefühl der subjektiven Sicherheit. Die Menschen reagieren, wo sie können und wie sie können. Sie sagen nein zum politischen *Establishment* bei Wahlen und sie sagen nein bei den Volksabstimmungen über die europäische Verfassung.

Die Politik muss in dieser Situation mit Ruhe und Augenmaß reagieren. Angesagt sind weder „*business as usual*“ noch Schnellschüsse und Überreaktionen. Verfehlt wäre es jedenfalls, die Verfassung zum Sündenbock zu machen. Sie ist nicht das Problem, sondern am ehesten noch der Ansatz zu einer besseren Lösung unserer Probleme in Europa und mit Europa. Die europäische Politik sollte sich daher die Mühe machen nachzudenken, wie wir diese Situation meistern.

Ich stimme denen zu, die den Ratifizierungsprozess für die Verfassung für eine bestimmte Zeit unterbrechen wollen. Damit könnte man den negativen Domino-Effekt stoppen. Dann aber sollte der Entscheidungsprozess wieder aufgenommen werden, vielleicht sogar in der zeitlich koordinierten Form einer gebündelten Entscheidung über die Verfassung. Eine Woche für Europa im kommenden Juli würde ich mir wünschen.

3-061

**Íñigo Méndez de Vigo (PPE-DE).** – Señor Presidente, para mí la intervención de hoy no es ni grata ni fácil. He reflexionado mucho sobre cuál debe ser la postura de mi Grupo y cuál debe ser la postura de este Parlamento en torno al proceso de ratificación.

Creo que Europa ha avanzado siempre sobre la base del consenso. Constato hoy —y aquí se ha dicho—, pese a que haya diez Estados miembros que la hayan ratificado, pese a que haya un número grande de europeos que han dicho sí a la Constitución, que no existe ese consenso para seguir adelante. Constato que no se debate sobre el texto de la Constitución, sino sobre el contexto político. Por tanto, creo que lo peor que podemos hacer es no ver la realidad con nuestros ojos y no fijarnos en lo que nos pide la gente. La gente nos pide que escuchemos, que debatamos, que haya diálogo.

Creo, hoy igual que ayer —con más fuerza que ayer, quizás—, que la Constitución es necesaria para Europa; y como creo que es necesaria y que hay que salvarla, lo más lógico —es la posición de mi Grupo, el PPE-DE— es que el proceso de ratificación se aplace.

Creo que si los Jefes de Estado y de Gobierno toman una decisión unánime en ese sentido, nos damos todos un tiempo —quizás de un año hasta el final de la Presidencia austriaca— para pensar qué es lo que hacemos con la Constitución, cómo explicamos estas cosas a la gente, cómo retomamos el contacto con ella.

En estos momentos, en los momentos difíciles, ingratos, es cuando se aprecia el fuste de las personas y cuando no tenemos que "chupar el dedo y mirar por dónde sopla el viento", sino hacer lo que creemos más útil para poner en práctica aquello que creemos necesario.

Creo que es necesaria la Constitución. Y siendo ésta una situación difícil, siendo una decisión dolorosa, mi Grupo, que lo ha meditado serenamente, cree que esa opción de aplazamiento es, en estos momentos, lo mejor.

3-062

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – Monsieur le Président, je tiens d'abord à remercier tous les parlementaires pour leurs réflexions, leurs conseils, et les vues qu'ils ont exprimées. Je tiens d'abord à féliciter le Parlement: qu'il tienne bon! S'il y avait aujourd'hui un nouveau vote sur la Constitution on verrait bien que, dans ce Parlement, la Constitution n'est pas morte: elle est bien vivante. Voilà la mission que nous avons tous. C'est une mission bien difficile, mais c'est une mission que nous devons mener avec détermination, avec ténacité.

Tous ceux qui ont été membres de la Convention se sont un peu bercés d'une sorte d'illusion parce que nous avons réellement, honnêtement, sincèrement cru que cette Convention était en prise directe, forte sur nos opinions publiques, sur

ce que nos concitoyens pensent, sur ce qu'ils souhaitent. Nous avons voulu changer la méthode pour élaborer un texte, un traité, et puis, finalement, une Constitution. Nous devons constater aujourd'hui que, si la Convention a eu des mérites énormes, elle n'a pas répondu entièrement à ces attentes et à ces innovations.

Une première conclusion que j'aimerais tirer, c'est que, en tout cas, le débat démocratique qui a été lancé en Europe, qui a été ouvert par cette sorte de crise, dont il ne faut pas non plus à présent exagérer l'importance, doit continuer. Alors, encore une fois, qu'il y ait pause ou pas - et c'est une question importante que je transmettrai au Président du Conseil européen, auprès de qui je me ferai aussi l'interprète des différentes sensibilités, des différentes analyses qui se sont exprimées lors de votre débat -, la réflexion qui doit être menée ne peut pas se limiter aux seules chancelleries. Ce n'est pas en suivant cette voie que nous sortirons de la crise actuelle.

Pause ou pas pause, il faut surtout ne pas ajouter la confusion au désarroi actuel, un désarroi bien réel. Nous devons décider avec clarté, nous devons dire aux peuples, avec les peuples, quelle voie de sortie nous avons et pensons être la meilleure. Je suis d'accord pour reconnaître qu'il appartient à chaque nation souveraine - et, en tant que Luxembourgeois, je me sens directement concerné puisque notre référendum aura lieu très prochainement, le 10 juillet, - de décider si elle veut, tout de suite, sans attendre, continuer comme si de rien n'était. C'est une option. Peut-être faut-il continuer dans cette voie. Quoi qu'il en soit, si nous prenons une décision, nous devons la prendre avec clarté et non pas dans la confusion.

Le débat démocratique doit être étendu à nos pays, à nos Parlements; il doit se faire avec nos forces vives, avec les partenaires sociaux: il faut rattraper le temps que l'on a perdu si longtemps. Il faut qu'il y ait un débat européen en prise sur les débats nationaux. Je ne connais pas aujourd'hui la formule magique, mais en tout cas, c'est la seule manière de sortir grandi, plus fort de cette épreuve. Je suis tout à fait d'accord avec le président de la Commission quand il dit qu'il faut rechercher un nouveau consensus politique, surtout ici, dans ce Parlement, mais aussi dans nos États membres. Il faut que l'Europe soit un enjeu, mais aussi l'objet d'un consensus fondamental entre tous les démocrates, entre tous ceux qui pensent que l'Europe est la solution et pas le problème. Il faut donc d'abord nous entendre sur l'essentiel et, ensuite, ouvrir, lancer et mener à terme le débat politique sur telle ou telle orientation.

Je crois, Monsieur le Président, que, quand vous irez au Conseil européen, vous serez écouté parce que vous avez mené un débat fort utile. Je crois que votre message permettra d'éclairer ceux qui doivent prendre, la semaine prochaine, une décision. Je vous remercie encore une fois: vous n'avez peut-être pas encore apporté la solution, mais vous avez peut-être indiqué la voie vers une solution.

*(Applaudissements)*

3-063

**José Manuel Barroso**, *président de la Commission*. – Monsieur le Président, j'aimerais, tout d'abord, féliciter moi aussi le Parlement. Je crois, en effet, que nous avons eu un débat sérieux. J'ai compris que, au départ de positions différentes, il y avait néanmoins un effort d'honnêteté intellectuelle pour reconnaître que problème il y a et pour l'analyser de façon sérieuse, responsable aussi. Au terme de ce débat, il est toutefois tout aussi clair qu'il n'y a pas de solution magique et que tous, nous reconnaissons l'extrême complexité du problème.

Si la situation est complexe, si la situation est difficile, force nous est d'accepter une vérité, transmise par la science politique depuis l'Antiquité: c'est la prudence. Je sais qu'aujourd'hui nous vivons dans une société où - à cause de la médiatisation - nous subissons la dictature de l'actualité et de l'urgence. Toutefois, nous sommes des hommes politiques, nous sommes des femmes politiques responsables et nous devons faire preuve de prudence: cela aussi est une grande vertu politique. C'est pourquoi il nous faut, peut-être, nous donner le temps et les conditions d'une bonne analyse, d'une analyse approfondie, d'un bon débat et d'une solution collective.

Je crois néanmoins qu'il est possible de tirer certaines conclusions du débat d'aujourd'hui. J'ai constaté - et cela a été souligné à l'instant dans les conclusions qu'a tirées le Président du Conseil en exercice - l'accueil favorable réservé à l'idée d'un dialogue plus poussé dans le cadre européen, dans le cadre national, un dialogue au-delà même des institutions politiques. Si on peut se mettre d'accord sur ce principe, c'est une idée importante, l'idée que l'Europe ne fait pas fi du résultat négatif dans deux pays aussi importants que la France et les Pays-Bas, que l'Europe est à l'écoute, que les institutions, que les hommes politiques sont à l'écoute et qu'ils veulent comprendre ce qui se passe et veulent répondre par des solutions. Je crois que, sur ce point, il y a eu, tout compte fait, un accord assez global en faveur de cette idée. En faveur de la reconnaissance aussi - je crois que l'on peut dire qu'il y a aussi un accord là-dessus - de la responsabilité partagée entre tous les acteurs et le besoin de travailler en commun à la recherche d'un nouveau consensus pour faire avancer l'Europe.

Car il y a encore une troisième idée, qui, je crois, est plus ou moins consensuelle: éviter la paralysie. Nous avons un problème institutionnel. Certes toutefois, personne n'a défendu la paralysie du projet européen, personne n'a dit que maintenant, à cause de cela, l'Europe allait s'arrêter, qu'on n'allait pas faire avancer les programmes qui intéressent les gens, les citoyens, en matière de croissance, d'emploi, de lutte contre l'insécurité, de lutte contre la criminalité.

Nous devons aller de l'avant. Les citoyens attendent des réponses concrètes, au-delà aussi du débat institutionnel et des discussions constitutionnelles. Donc, si on accepte cela, si on accepte l'idée du refus de la paralysie de l'Europe, si on accepte l'idée d'un véritable débat européen, l'idée de la reconnaissance de la responsabilité partagée en vue d'un nouveau consensus en Europe, on a le droit d'attendre que le Conseil européen puisse trouver ce nouveau consensus dynamique, avec, également, la volonté réaffirmée de faire avancer notre cause commune, mais aussi que - indépendamment de la nouvelle vision pour l'Europe, dont nous avons besoin - il faut des réponses concrètes à des problèmes concrets.

Or, quel est le premier problème concret qui se pose à nous? C'est le budget européen, c'est le besoin de trouver un consensus, dans un esprit de compromis, sur les perspectives financières: je crois que ce serait là un signal très puissant que le Conseil européen pourrait envoyer à tous les Européens, le signal que l'Europe ne s'arrête pas! Certes, il y a des difficultés, mais nous sommes, je le répète, capables de vaincre ces difficultés.

3-064

**Przewodniczący.** – Zamykam debatę.

Głosownie odbędzie się dzisiaj o godz. 12.00.

### *Pisemne oświadczenie (Reguła 142)*

3-065

**Pedro Guerreiro (GUE/NGL).** – A máscara caiu!

Após as vitórias do NÃO à dita "constituição europeia" em França e na Holanda, ficou claro que, para as forças políticas que sempre dirigiram, irmanadas, a UE (direita e "socialistas") e para os interesses que representam (dos grandes grupos económico-financeiros), os referendos só se realizam para os povos dizerem "sim" àquilo a que estas forças e interesses dá jeito.

A confusão nas hostes é grande.

Uns querem continuar os processos de "ratificação" para, por fim, impor aos recalcitrantes novos referendos (até que dê "sim"), outros, com referendos pela frente e antecipando mais NÃOS - e só por isso -, querem primeiro saber como ultrapassar os NÃOS francês e holandês.

Ou seja, ninguém quer ficar com a batata quente..., até que se descubra a fórmula mágica para salvar a "constituição europeia", recauchutada ou não. E para isso precisam de tempo...

Em Portugal, PS, PSD e CDS-PP, ultrapassados pelos acontecimentos, insistem ainda na farsa que será realizar um referendo à dita "constituição europeia", já duplamente rejeitada, no mesmo dia em que se realizam as eleições autárquicas, ou seja, sem que se assegurem as condições para um debate esclarecedor e participado.

Para tudo isto, só há uma resposta: é necessário enterrar de vez a "constituição europeia"!

3-066

*(Posiedzenie zostało zawieszona o godz. 11.50 i wznowione o godz. 12.00)*

3-067

### **PRESIDENCIA DEL SR. BORRELL FONTELLES** *Presidente*

3-068

#### **4 - Bienvenida**

3-069

**El Presidente.** – Quiero dar la bienvenida al señor Voronin, Presidente de la República de Moldova, así como a la delegación que le acompaña.

*(Aplausos)*

Señorías, como ustedes saben, cuando Rumanía forme parte de la Unión Europea, Moldova será un vecino directo de nuestra Unión. Por ello, señor Presidente, la Unión trabaja activamente para profundizar las relaciones con Moldova, como antes he tenido ocasión de decir. El plan de acción entre la Unión Europea y Moldova, que hemos puesto en marcha recientemente, es un buen instrumento para progresar en estas relaciones.

Señor Presidente, les deseo una provechosa visita a nuestra Institución.

3-070

**5 - Composición de los grupos políticos: véase el Acta**

3-071

**6 - Turno de votaciones**

3-072

**El Presidente.** – El punto siguiente es el turno de votaciones.

*(Para los resultados y otros detalles de la votación: véase el Acta).*

3-073

**6.1 - Moción de censura contra la Comisión**

3-074

*- Antes de la votación:*

3-075

**Jens-Peter Bonde (IND/DEM).** –Hr. formand. Vi er 90 medlemmer, som har underskrevet en mistillidsdagsorden til Kommissionen, fordi det var den eneste mulighed ...

*(formanden afbrød taleren)*

3-076

**El Presidente.** – Señor Bonde, le he cortado la palabra, le he cortado el altavoz, porque éste no es el momento de hacer declaraciones. Si tiene usted una cuestión de orden, dígame que artículo invoca.

3-077

**Jens-Peter Bonde (IND/DEM).** – Mr President, on a point of order, it is Article 100 of the Rules of Procedure, on interpretation of the rules.

3-078

**El Presidente.** – ¿Invoca usted el artículo 100 sobre interpretación del Reglamento? Espere usted un momento, por favor.

3-079

**Jens-Peter Bonde (IND/DEM).** – Hr. formand. Vi er 90 medlemmer, som har underskrevet en mistillids...

*(formanden afbrød taleren)*

3-080

**El Presidente.** – Señor Bonde, invocando el artículo 100, no tiene usted oportunidad de intervenir. No hace referencia a ninguna cuestión de orden.

3-081

**Jens-Peter Bonde (IND/DEM).** – Mr President, this concerns the way in which we interpret the Rules of Procedure. I arranged with the Secretary-General to have a one-minute explanation. That is normally enough for a group leader.

3-082

**El Presidente.** – Bien, señor Bonde, dígame usted qué problema tiene usted con el artículo 100.

3-083

**Jens-Peter Bonde (IND/DEM).** – Hr. formand. Problemet er, at vi er 90 medlemmer, som har underskrevet en mistillidsdagsorden til Kommissionen, fordi det var vores eneste mulighed for at få formanden for Kommissionen til at komme her i Parlamentet og forklare sammenhængen mellem en gave til 20-25.000 euro og en efterfølgende beslutning om 10 mio. euro i regionalhjælp til hans ven. Og vi skrev i vores mistillidsdagsorden, at vi ville trække den tilbage, hvis vi fik en rimelig forklaring. Vi fik en forklaring, men Parlamentets formand har i mellemtiden besluttet, at vi skal stemme imod dagsordenen, imod det ønske, der står i selve dagsordenen. Og vi er tilfredse med, at man fremover skal acceptere mistillidsdagsordener fra det øjeblik, de er indleveret med 74 underskrifter, og at de så automatisk går til afstemning. Men dagsordenen er indleveret under de gamle regler, og nogen af os vælger derfor at undlade at stemme, når dagsordenen kommer til afstemning. Det betyder ikke, at vi er tilfredse med Kommissionens svar, men vi er glade for de tilsagn, som kom under debatten, og vi vil forfølge sagen i Budgetkontroludvalget og kæmpe videre for fuld åbenhed om gaver ...

*(formanden afbrød taleren)*

3-084

**El Presidente.** – Gracias, señor Bonde. Constató que no tiene nada que ver con una moción de orden. Siéntese, por favor. No me haga usted filibusterismo parlamentario. Lo que usted plantea no tiene nada que ver con una cuestión de orden.

(Por votación nominal, el Parlamento rechaza la moción de censura contra la Comisión)

3-085

## 6.2 - Retos políticos y medios presupuestarios de la Unión ampliada (2007-2013)

3-086

- *Antes de la votación:*

3-087

**Reimer Böge (PPE-DE), *Berichterstatter*.** – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Wir hatten bei der Abstimmung im Nichtständigen Ausschuss am 10. Mai etwa 620 Änderungsanträge zu bearbeiten und darüber abzustimmen. Auf der Grundlage der 620 Änderungsanträge im Nichtständigen Ausschuss hatte ich dem Ausschuss 44 Kompromissänderungsvorschläge vorgelegt, von denen 41 angenommen wurden.

Ich möchte Sie bitten, bei Ihrer Abstimmung Folgendes zu berücksichtigen: Wir haben aufgrund der Abstimmung die Notwendigkeit, drei technische Anpassungen vorzunehmen, um den Text und die Tabelle des Zahlenwerkes kohärent zu machen. Es geht um folgende technische Anpassungen bei den Zahlen: in Ziffer 50 siebter Spiegelstrich und neunter Spiegelstrich. Im siebten Spiegelstrich müsste der Betrag 4,5 Milliarden Euro durch den Betrag 4,7 Milliarden Euro ersetzt werden. Der Betrag von 2,5 Milliarden Euro im siebten Spiegelstrich wäre zu ersetzen durch den Betrag von 2,7 Milliarden Euro. Im neunten Spiegelstrich ist – auch im Sinne der notwendigen technischen Anpassung – der Betrag von 1,5 Milliarden Euro durch den Betrag von 1,2 Milliarden Euro zu ersetzen. So weit die notwendigen technischen Anpassungen, um Text und Tabelle kohärent zu haben.

Dann möchte ich darauf hinweisen, dass es einen Änderungsantrag 6 zu Ziffer 31 gibt. Ich würde darum bitten, den zweiten Teil des Änderungsantrags 6, wenn er angenommen wird, als Ergänzung zu Ziffer 31 zu akzeptieren. Es geht um den Teil des Änderungsantrags, der auf Englisch lautet: „*considers that allocation of funding should fall under the "normal" EU budget and thus under the discharge authority of the EP;*“. So weit zu diesem Änderungsantrag.

Drittens möchte ich aufgrund von soeben noch geführten Gesprächen meine Fraktion bitten, entgegen der Stimmliste bei der Ziffer 50 zweiter Spiegelstrich dem Änderungsantrag 19 der Sozialdemokratischen Fraktion zu folgen und ihn zu unterstützen. Es handelt sich hier letztendlich nur um eine leichte Nuancierung, die meine Intention als Berichterstatter nicht verändert.

3-088

- *Después de la votación:*

**El Presidente.** – Tomamos buena nota de sus observaciones, que serán incorporadas, obviamente, al texto sometido a votación.

Permítanme que les diga unas breves palabras sobre la importancia que tiene el voto por este Parlamento de esta resolución. Todos somos conscientes de que en los próximos días las instituciones europeas tienen la grave responsabilidad de ponerse de acuerdo sobre las prioridades de la Unión para los años venideros y aportar los medios financieros necesarios para ello.

El Parlamento tiene una posición, que acabamos de votar por amplia mayoría. Durante el debate que hemos tenido ayer, el Presidente Barroso nos ha manifestado que, a pesar de algunas diferencias, se siente cómodo con la propuesta del Parlamento, porque lo que acabamos de votar ahora y lo que propone la Comisión no es demasiado diferente.

Creo que los Estados miembros deben hacer cuanto esté en su mano para llegar a un acuerdo en los próximos días 16 y 17 de junio, y creo que podemos confiar en el esfuerzo que está realizando la Presidencia luxemburguesa.

También el Ministro Schmit ha considerado que la visión del Parlamento es una prueba de realismo y de coherencia. Creo que estamos en condiciones de pedirle al Consejo que dé él también pruebas de realismo, ambición y coherencia para que la Unión Europea pueda seguir funcionando.

Para terminar, que todo el mundo sea consciente de que si no hubiese perspectivas financieras, la Unión funcionaría sobre la base del procedimiento presupuestario anual previsto en el artículo 272 del actual Tratado, que otorga al Parlamento un margen muy importante de maniobra. El Parlamento lo utilizaría, pero como ello podría dar lugar a conflictos que no deseamos entre las dos ramas de la autoridad presupuestaria, invitamos de nuevo al Consejo a llegar a un acuerdo que este Parlamento pueda asumir.

(*Aplausos*)

3-089

*Vicepresidente*

3-090

### **6.3 - Control de los movimientos de dinero efectivo**

3-091

### **6.4 - Productos objeto de impuestos especiales**

3-092

### **6.5 - Espacio de libertad, seguridad y justicia**

3-093

*- Antes de la votación:*

3-094

**Jean-Marie Cavada (ALDE).** – Monsieur le Président, chers collègues, à la lumière des référendums dans les deux pays qui viennent de dire "non" au traité constitutionnel, un plan plus démocratique apparaît nécessaire. Sur le terrain qui nous occupe en ce moment, il est temps de le prouver. Tout d'abord, je demanderai que le Conseil soit invité, comme il est proposé au paragraphe 4 de la résolution, à indiquer nominativement les positions des délégations nationales, dans le cadre du processus législatif, au lieu de les tenir secrètes, y compris à l'égard du rapporteur du Parlement, ce avec la motivation bizarre de protéger l'efficacité du processus décisionnel de l'institution.

Deuxièmement, le texte vise à obtenir que les débats du Conseil soient publics, lorsqu'il agit comme législateur, ce qui nous permettrait notamment de savoir ce qu'il pense des amendements du Parlement européen. Par exemple, je relève que l'avis du Parlement européen concernant la décision-cadre sur le racisme, qui date de 2002, c'est-à-dire il y a trois ans, n'a pas encore été examiné – en tout cas, il ne l'avait pas été la semaine dernière – par le Conseil "Justice".

Troisièmement, le texte vise, comme indiqué aux paragraphes cinq et six de cette résolution, à associer le Parlement européen lors de la conclusion d'accords internationaux par l'Union européenne, puisque ces accords ne sont même pas soumis aux parlements nationaux. Enfin, je rappelle que ce Parlement a déjà demandé, lors de la session précédente, à être associé, dans le cadre de la procédure de codécision, à la création de la future Agence des droits fondamentaux.

Enfin, nous ne pouvons que déplorer les catastrophiques perspectives financières sur ce chapitre. En tant que rapporteur et au nom de la commission que j'ai l'honneur de présider, je demande au Président du Parlement de soumettre ces demandes au prochain Conseil européen et à la future Présidence britannique. Nous avons demandé, lors de la nomination de la nouvelle Commission, une révision de la réglementation en matière de transparence. Il nous a été répondu qu'il était trop tôt. Force m'est de constater, au vu des scrutins internationaux, qu'il est peut être trop tard. Il faudra bien que quelqu'un en porte la responsabilité.

*(Applaudissements)*

3-095

**El Presidente.** – Gracias, señor Cavada. Sus demandas serán debidamente atendidas por la Presidencia.

3-096

### **6.6 - Protección de las minorías y políticas de lucha contra la discriminación en la Unión Europea ampliada**

3-097

**El Presidente.** – Señorías, quedan dos informes: el informe Gaubert y el informe Bowis. Son las 13.15 horas. Si a ustedes les parece bien, y sólo si a ustedes les parece bien, podríamos aplazar la votación de estos dos informes hasta mañana.

*(El Parlamento da su acuerdo a esta propuesta)*

3-098

## **7 - Explicaciones de voto**

3-099

**- Moción de censura contra la Comisión (B6-0318/2005)**

3-100

**Bruno Gollnisch (NI).** – Si les parlementaires qui appartiennent à la coordination des droites européennes n'ont pas participé au vote sur la motion de censure, ce n'est pas par sympathie politique pour la Commission, c'est parce que la motion était mal présentée et mal fondée.

Nous aurions été parfaitement disposés à censurer M. Barroso pour ses actes politiques, et en particulier pour l'obstination que met la Commission à ne pas tenir compte du vote très clair qui a été récemment exprimé tant par le peuple français que par le peuple néerlandais. Mais lorsque l'on met en cause l'honorabilité de quelqu'un, il faut être sûr de son fait et il faut être en mesure d'aller jusqu'au bout.

Le retrait implicite par M. Bonde de sa motion de censure juste avant que celle-ci ne soit votée montre qu'il n'en était rien. Nous avons craint par conséquent qu'une telle précipitation ne porte atteinte à la motion de censure, qui doit être réservée aux cas graves pour lesquels mon groupe est décidé à l'utiliser à l'avenir.

3-101

**Jens-Peter Bonde (IND/DEM)**, *skriftlig*. – Vi er 90 medlemmer, som har underskrevet en mistillidsdagsorden til Kommissionen, fordi det var den eneste mulighed for at få Kommissionens formand til at komme her i Parlamentet og forklare sammenhængen mellem en feriegave til 20-25.000 euro og en efterfølgende beslutning om 10 millioner euro i regionalhjælp til sin ven, Spyros Latsis - nr. 54 på listen over verdens rigeste.

Vi skrev i vores mistillidsdagsorden, at vi ville trække den igen, hvis vi fik en rimelig forklaring.

Vi fik en forklaring, men Parlamentets formand har i mellemtiden besluttet, at vi skal stemme om dagsordenen - imod vores ønske.

Vi er tilfredse med, at man fremover skal acceptere en mistillidsdagsorden fra det øjeblik, den er indleveret med 74 underskrifter, og at den så automatisk går til afstemning.

Men dagsordenen er indleveret under de gamle regler. Nogle af os vælger derfor at undlade at stemme, når dagsordenen kommer til afstemning.

Det betyder ikke, at vi er tilfredse med Kommissionens svar. Men vi er glade for de tilsagn, som kom under debatten, og vi vil forfølge sagen i budgetkontroludvalget og kæmpe videre for fuld åbenhed om gaver og medlemskab i Kommissionens 3000 hemmelige arbejdsgrupper.

3-102

**Nigel Farage (IND/DEM)**, *in writing*. – Today's vote on the Motion of Censure was a farce. The Parliament voted, with a massive majority, to pat Mr Barroso on the back and tell him what a splendid job he is doing. It tells him and the other Commissioners that they can accept any amount of hospitality, from anyone, without there being any question of being held to account.

The Motion was called only because of Barroso's refusal to come clean over hospitality, and the intransigence and blind obedience of the major political groups. Well, despite the strong arm tactics and bullying we managed to have a debate, which is a small victory for transparency. The silence of Mr. Barroso, on the very central and direct question on the Latsis Group and the EU relations, no doubt proves there are no longer business links between them.

However due to a re-interpretation of the rules we are forced into today's vote which was never our intention. So be it. The European Parliament may have confidence in Mr Barroso, but other recent votes out there in the real world suggest that the peoples of Europe have lost confidence in his project.

3-103

**Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM)**, *skriftlig*. – Vi er 90 medlemmer, som har underskrevet en mistillidsdagsorden til Kommissionen, fordi det var den eneste mulighed for at få Kommissionens formand til at komme her i Parlamentet og forklare sammenhængen mellem en feriegave til 20-25.000 euro og en efterfølgende beslutning om 10 millioner euro i regionalhjælp til sin ven, Spyros Latsis - nr. 54 på listen over verdens rigeste.

Vi skrev i vores mistillidsdagsorden, at vi ville trække den igen, hvis vi fik en rimelig forklaring.

Vi fik en forklaring, men Parlamentets formand har i mellemtiden besluttet, at vi skal stemme om dagsordenen - imod vores ønske.

Vi er tilfredse med, at man fremover skal acceptere en mistillidsdagsorden fra det øjeblik, den er indleveret med 74 underskrifter, og at den så automatisk går til afstemning.

Men dagsordenen er indleveret under de gamle regler. Nogle af os vælger derfor at undlade at stemme, når dagsordenen kommer til afstemning.



Det betyder ikke, at vi er tilfredse med Kommissionens svar. Men vi er glade for de tilsagn, som kom under debatten, og vi vil forfølge sagen i budgetkontroludvalget og kæmpe videre for fuld åbenhed om gaver og medlemskab i Kommissionens 3000 hemmelige arbejdsgrupper.

3-104

**Roger Helmer (PPE-DE), in writing.** – As a signatory of the Motion of Censure, my intention, as declared in the Motion, was to ensure that Commission President José Manuel Barroso should come to the parliament to explain the lavish hospitality which he had received from a Greek shipping magnate. This objective was achieved, and like most signatories I should then have been very happy for the Motion to be withdrawn. Apparently this was not possible for procedural reasons.

Since I did not wish the Motion to be voted at all, it seemed that my most logical course of action would be to abstain on the vote.

3-105

**Kartika Tamara Liotard, Erik Meijer, Esko Seppänen, Jonas Sjöstedt en Eva-Britt Svensson (GUE/NGL), schriftelijk.** – Governmental officials are required to keep their hands clean, whether they are employed by the European Union or by local communities. They have to avoid conflicts of interest such as personally rewarding links with companies. In Mr. Barroso's case, being the President of the European Commission, doubts about such corporate links have risen. Therefore we signed a motion of censure with the explicit and exclusive goal to initiate a debate in the plenary session. Although this debate has already taken place on the 25th of May, we haven't got any reasons to be satisfied with Mr. Barroso's replies yet. We strongly believe that a majority of MEPs indeed has made it too easy for Mr. Barroso to take the critique seriously. In the meantime we have received new information about Mr. Barroso's corporate involvement. Although this information hasn't been sufficient yet for bringing this motion of censure to the vote, it might as well become sufficient later. If we would have had the freedom to withdraw or postpone the motion of censure, we would have done so. As it seems though that it is no longer possible to withdraw this motion, we have decided to abstain from voting to-day.

3-106

**Luís Queiró (PPE-DE), por escrito.** – A presente proposta de moção de censura só pode receber o meu voto contra.

A Comissão Europeia, e designadamente o seu presidente, tem vindo a desenvolver um trabalho de particular significado e importância no âmbito do debate das perspectivas financeiras, pelo que o ataque que assim lhe é dirigido, sendo desprovido de quaisquer fundamentos do ponto de vista ético, destina-se apenas a tentar debilitar uma instituição comunitária por parte de quem tem uma visão que peca, não por ser contrarcorrente, mas por ser apenas contra, sem qualquer intuito propositivo.

As exigências éticas só são compatíveis com uma atitude responsável, o que manifestamente não é o caso desta moção de censura.

3-107

**- Informe: Böge (A6-0153/2005)**

3-108

**Zita Pleštinská (PPE-DE).** – Svoje kladné hlasovanie ku Bögeho správe zdôvodňujem nutnosťou preukázať akcieschopnosť Únie zo strany európskych inštitúcií po neúspešných referendách vo Francúzsku a v Holandsku.

Európsky parlament ako rovnocenný hráč s Európskou radou presne zafinoval svoje politické priority týkajúce sa finančnej perspektívy. Vďaka spravodajcovi je na vysokej profesionálnej úrovni pripravený rámec s reálnou pridanou hodnotou, so stanovením ešte únosných a akceptovateľných finančných stropov, ktoré sa následne pretavia do konkrétnych nástrojov a programov. Veľký význam pre nové členské štáty, ktoré dostanú rozhodujúcu časť prostriedkov na kohéziu a štrukturálne operácie, má zachovanie výšky kohéznej pomoci na úrovni 4 % HDP. Zároveň sa správne kladie dôraz aj na spravodlivejšie rozdelenie príspevkov čistých platcov v duchu solidárnosti.

Bögeho správa je prijateľným kompromisom medzi veľkorysým návrhom Komisie a poddimenzovaným návrhom Rady. Je výzvou pre Radu, aby svojim jednohlasným schválením na júnovom samite umožnila ukončiť rokovania o finančných perspektívach ešte počas luxemburského predsedníctva, avšak najneskôr do konca tohto roka.

3-109

**Mairead McGuinness (PPE-DE).** – Mr President, in relation to the Böge report I speak on behalf of my colleagues in the Irish delegation of the PPE-DE Group: Mrs Doyle, Mr Mitchell, Mr Coveney and Mr Higgins. We congratulate Mr Böge on his report and we are happy with its broad thrust. However, I have to register our concerns about the financing of agriculture. We voted with our Spanish colleagues, so the onus is on the Council and not the Member States to meet any shortfall that arises.

In the light of a recent reform of the common agricultural policy, the current position of Parliament, which would suggest cofinancing, will not be viewed very well by our farmers and rural dwellers. I believe that it sends out the wrong signal, at a time when public confidence in Europe is suffering, and that the common agricultural policy is damaged by any mention of cofinancing. We have therefore voted to that effect.

3-110

**Gerardo Galeote Quecedo (PPE-DE).** – Me felicito de la posición adoptada por el Parlamento Europeo sobre las perspectivas financieras y ahora solamente espero que el Consejo asuma su responsabilidad y llegue a un acuerdo el próximo día 17. Pero varios diputados nos hemos abstenido por una cuestión de principios, y es que no admitimos —ni siquiera en hipótesis— que se reabra el acuerdo del año 2002 sobre la política agraria común. Nosotros queremos que quede cerrado hasta el año 2013, como ha sido acordado.

3-111

**Francisco Assis, Fausto Correia, Edite Estrela, Emanuel Jardim Fernandes, Joel Hasse Ferreira, Jamila Madeira e Manuel António dos Santos (PSE), por escrito.** – Considerando:

1. A conjuntura política e a necessidade de implicar os diferentes actores europeus na construção de um quadro financeiro estável, que garanta o desenvolvimento sustentável e a criação de emprego;
2. A necessidade de as instituições europeias darem um sinal claro de empenhamento na procura de soluções para os problemas dos cidadãos;
3. O esforço necessário para se chegar a um acordo com que a maior parte dos 453 milhões de europeus se possa identificar, garantindo a unidade na diferença;
4. A política de coesão representa a solidariedade interna da UE e que, não obstante as limitações existentes, esse princípio foi minimamente respeitado;

A delegação dos socialistas portugueses no Parlamento Europeu votou favoravelmente o Relatório Böge sobre as Perspectivas Financeiras para 2007-2013.

3-112

**Charlotte Cederschiöld, Lena Ek, Christofer Fjellner, Gunnar Hökmark, Anna Ibrisagic, Cecilia Malmström och Anders Wijkman (PPE-DE), skriftlig.** – En hård prioritering av Europeiska unionens resurser är av avgörande betydelse för att åstadkomma de förändringar som Europa behöver. Frågor som handlar om utvidgningen och att binda unionens länder samman måste prioriteras liksom brottsbekämpning och arbetet att göra EU till världens mest konkurrenskraftiga ekonomi.

Stödet till de svagaste regionerna måste prioriteras liksom ambitionen att kraftigt öka EU:s forskningsbudget. EU:s roll när det gäller fattigdomsbekämpning, kampen mot smittsamma sjukdomar, klimatfrågan etc måste också ges prioritet. Vi accepterar inte en ökning av administrativa kostnader med 3 % per år.

En förutsättning för att göra Europa till en framgångsrik ekonomi är låga skatter på arbete och företagande. Detta kräver utrymme i medlemsländernas finanspolitik. Vi anser därför att de nivåer för åtaganden och betalningar som Europaparlamentet antagit är för höga. För att minska EU:s budget vill vi se över överenskommelsen från 2002 beträffande jordbruksutgifterna och göra en översyn av regionalstödet med en omprioritering till de fattigaste regionerna.

Mot bakgrund av dessa skäl har vi avstått i slutomröstningen - och inte röstat emot - eftersom vi kan stödja betydande delar av parlamentets förslag. Men vi kan inte ge vårt stöd till den alltför höga utgiftsnivån, allrahelst som fördelningen inte stämmer med våra prioriteringar.

3-113

**Jean-Claude Fruteau (PSE), par écrit.** – Le rapport de M.Böge représente le mandat de négociation du Parlement dans la perspective des prochaines perspectives financières 2007-2013.

J'ai voté contre ce rapport, pour les raisons suivantes :

1. Le processus de ratification du traité constitutionnel a montré les doutes d'une partie des peuples sur l'efficacité des politiques socio-économiques européennes. Je suis convaincu que l'union européenne doit avoir un budget ambitieux, donnant les moyens aux instances communautaires de remplir cette mission. Le rapport Böge, qui fixe à 1,07% du RNB les crédits de paiement, ne répond pas à ce défi.
2. La logique de restriction budgétaire menace les engagements européens vis-à-vis des agriculteurs. Elle menace également la viabilité de l'OCM Sucre, dont la réforme ne pourra être financée. Je n'accepte pas que le monde agricole devienne la victime des égoïsmes nationaux, que traduit le rapport Böge.

3. L'introduction du cofinancement, qui ouvre la voie à la renationalisation de la PAC, est à mon sens inacceptable. Elle marque l'abandon de la seule politique publique véritablement européenne, à un moment de notre histoire où l'Europe doit se renforcer en mutualisant ses forces. Succomber aux replis nationaux continuerait de creuser le fossé entre les peuples et l'Europe.

3-114

**Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), skriftlig.** – Lars Wohlin's skriftliga reservation till Böges rapport samt Hélène Goudin's tal i parlamentet den 7 juni 2005 sammanfattar väl varför Junilistan valt att rösta nej till detta betänkande. Vi stödjer den svenska regeringen och de övriga 5 ländernas krav på att EU:s budget inte skall överstiga 1,00% av BNI, vare sig i utbetalningar eller åtaganden. EU måste fullfölja sina åtaganden gentemot de 10 nya medlemsländerna men dessa utgifter rymms inom nuvarande utgiftsram. Skillnaden mot vårt krav på 1,00 % och europaparlamentets (samt kommissionens) förslag är att EU-15 (undantaget Grekland och Portugal) främst måste avstå ifrån stöd ifrån sammanhållningsfonden. Junilistan välkomnar initiativet till samfinansiering och hoppas att detta öppnar upp för en framtida åternationalisering av bl.a. jordbrukspolitiken. Vi stödjer även tanken på en korrigeringsmekanism som kompenserar de länder som under det nuvarande systemet svarar för en oproportionerligt stor del av EU:s intäkter. Korrigeringsmekanismen blir förhoppningsvis även ett alternativ till den engelska rabatten.

Både Frankrike och Holland har genom sitt nej till konstitutionen visat att man snarare vill ha mindre än mer överstatlighet. Ett svenskt veto i rådet mot en dålig kompromiss är ett bättre alternativ än en ny långtidsbudget. Ett nej till detta betänkande är ett Ja till ökad subsidiaritet.

3-115

**Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito.** – Dizemos NÃO às propostas da Comissão Europeia e do Parlamento Europeu sobre as Perspectivas Financeiras 2007-2013, porque traduzem politicamente e financeiramente os objetivos consagrados na denominada "constituição Europeia", como o primado da concorrência, o reforço da "Europa fortaleza" ou a militarização da UE. E porque são profundamente inadequadas em termos financeiros para promover uma efectiva "coesão social e económica", respondendo aos desafios sociais, económicos e ambientais de uma UE alargada.

Dizemos NÃO porque rejeitamos qualquer tentativa no sentido de que sejam, uma vez mais, os países economicamente mais desenvolvidos - ou seja, os seus grandes grupos económico-financeiros -, que mais retiram vantagens políticas e económicas da União Europeia, a afirmarem os seus interesses à custa dos interesses de Portugal e do povo português.

Dizemos NÃO porque o que se impõe é a firme ruptura com as políticas neoliberais da UE e, a partir da cooperação entre Estados iguais e soberanos, promover o desenvolvimento económico sustentado, o emprego e o combate aos persistentes altos níveis de desemprego, pobreza, exclusão social e de desigualdades de rendimento.

Por isso rejeitámos o Relatório Böge e subscrevemos a resolução alternativa do nosso Grupo sobre as Perspectivas Financeiras para 2007-2013, que integra propostas que defendem os interesses de Portugal.

3-116

**Satu Hassi, Anneli Jäätteenmäki, Henrik Lax, Lasse Lehtinen, Riitta Myller, Reino Paasilinna, Esko Seppänen, Hannu Takkula, Paavo Väyrynen ja Kyösti Tapio Virrankoski (ALDE), kirjallinen.** – Äänestysseletitys

Äänestimme muutosehdotusta 26 vastaan, koska sen sanamuoto tarkoittaa sitä, että EU:n pohjoinen ulottuvuus olisi kohdennettava uudelleen Itämeren strategiaksi. Kannatamme, että Euroopan unionille luodaan Itämeren strategia, mutta sen tulee olla osa Pohjoisen ulottuvuuden politiikkaa.

Olisimme toivoneet, että muutosehdotuksen tekijät olisivat suostuneet suulliseen muutosehdotukseen, joka toisi selkeästi esille Pohjoisen ulottuvuuden ja Itämeri-strategian sen elimellisenä osana;

3-117

**Marie Anne Isler Béguin (Verts/ALE), par écrit.** – Natura 2000 ne trouve pas de budget !

La grande absente dans les perspectives financières, c'est une fois de plus la Nature. Durant les nombreux débats, chaque parlementaire concédait pourtant que Natura 2000 faisait partie intégrante des politiques de l'Union, que les premières expériences de gestion des sites avaient donné des résultats positifs, et encore mieux: elles avaient permis de lancer les bases du développement durable dans les zones à forte valeur biologique. L'environnement, auparavant contrainte, s'avérait un atout pour un nouveau développement basé sur la prise en compte de la valeur du patrimoine naturel national. Même si le rapport mentionne les 21 milliards nécessaires à la gestion de Natura 2000 pour les années 2007-2013, aucune ligne budgétaire n'a repris ce chiffre dans les dépenses prévues. Un amendement adopté en plénière a même réussi à ôter Natura 2000 des fonds pour la pêche!

Ceci signifie qu'aucune politique n'est prête à contribuer à la mise en place de Natura 2000. Est-ce à dire que Natura 2000 sera étouffé dans l'œuf des perspectives financières?

L'ultime espoir pour la nature réside à présent dans le fond LIFE +. Le Parlement Européen devra se rattraper en intégrant une partie dédiée à Natura 2000 dans cet instrument financier pour l'environnement.

3-118

**Timothy Kirkhope (PPE-DE), *in writing*.** – I and my British Conservative colleagues have voted against this report because it falls short of proposing the financial reform that is necessary in order for the EU taxpayer to receive better value for money.

Now is not the time to ask for more money from Member States when the public perceives the EU budget as a 'black hole'. Instead, the EU should do less but do it better. Consequently, we support actually capping the EU budget contributions by Member States to 1% Gross National Income. The EU must manage the funding it receives in a more transparent and cost-effective manner, targeted towards stimulating economic growth and prosperity across Europe.

Finally, the British Government must not be allowed to abandon the UK rebate for any short-term alternatives. Currently, the UK receives receipts per capita that are probably the lowest in the EU, receiving less, in terms of infrastructure and agricultural subsidies, than states such as France and Italy. Indeed, Britain is already the second largest contributor to the budget and without the rebate, it would make us the largest. Hardly an example of giving value for money to the British taxpayer!

3-119

**Christa Kläß (PPE-DE), *schriftlich*.** – Landwirtschaft ist mehr als die Produktion von Lebensmitteln. Deshalb ist der Erhalt der Landwirtschaft in allen Mitgliedsstaaten eine wichtige Aufgabe der Europäischen Union. Sie stärkt die wirtschaftliche und die ländliche Entwicklung und ist Garant für eine gesunde Natur- und Kulturlandschaft. Eine finanzielle Unterstützung der Landwirte durch die Gemeinsame Agrarpolitik muss weiterhin gesichert werden. Dies muss sich in der langfristigen Finanzplanung der Union widerspiegeln. Durch den 2007 bevorstehenden Beitritt Bulgariens und Rumäniens wird sich die finanzielle Situation verschärfen. Eine Steigerung der Finanzausstattung der Agrarpolitik, die dieser Erweiterung Rechnung tragen würde, ist derzeit nicht vorgesehen. Vielmehr sieht der Entwurf eine Kürzung beziehungsweise Deckelung der Finanzmittel vor. Der Beitritt würde die Mittel weiter verringern, die für die Landwirte der bisherigen Mitgliedsstaaten vorgesehen sind. Sollten die finanziellen Mittel der Agrarpolitik nicht ausreichen, diesen Bedarf zu decken, müssen daher die einzelnen Mitgliedsstaaten in die Pflicht genommen werden. Ihnen fiele die Aufgabe zu, den Fehlbetrag für ihre Landwirte aufzubringen. Dies bedeutet keine Renationalisierung der Agrarpolitik, vielmehr eine langfristige Absicherung ihrer Finanzierung. Zur Bewahrung der Leistungen der Gemeinsamen Agrarpolitik kann in Zukunft die Beteiligung der Mitgliedsstaaten an den Kosten notwendig sein. Denn es ist nicht akzeptabel, dass die Erweiterung der Europäischen Union auf Kosten der Landwirte finanziert und das das Agrarbudget als Steinbruch für andere Politiken gebraucht wird.

3-120

**Stéphane Le Foll (PSE), *par écrit*.** – Je m'abstiens sur ce rapport pour les raisons suivantes:

-Je suis partisan d'une Europe plus forte et plus politique. Dans son avis le Parlement européen peut difficilement demander un montant de budget général qui soit en deçà de la proposition de la Commission. Il est difficile de vouloir plus d'Europe sans un budget suffisamment doté. Il m'apparaît par conséquent nécessaire de donner des signes aux chefs d'Etats et de gouvernement qui vont prendre la décision finale sur le niveau des perspectives budgétaires. Ceux ci doivent véritablement donner à l'Europe les moyens de ses ambitions.

-Le cofinancement du premier pilier de la PAC est à rejeter. Il introduit des germes destructeurs d'une des politiques fondatrices de l'Union Européenne et l'orientent vers une renationalisation. Il ne règle absolument pas le problème d'insuffisance de crédits européens mais il transfère la charge d'une partie des dépenses aux Etats et/ou leur collectivités territoriales sans s'assurer que ceux ci en aient forcément les moyens. C'est enfin une fausse solution pour ceux qui refusent de prendre des décisions en faveur d'une meilleure répartition du soutien public en agriculture et d'une révision plus en profondeur de la PAC allant dans le sens d'une agriculture plus durable.

3-121

**Kartika Tamara Liotard en Erik Meijer (GUE/NGL), *schriftelijk*.** – Als leden van de Socialistische Partij in Nederland hebben wij geen principiële bezwaren tegen de mogelijkheid dat de Europese Unie zou kunnen beschikken over het in verdragen vastgelegde maximum van 1,26 % van het bruto nationaal product. Geld dat collectief wordt besteed aan democratie, milieu, publieke dienstverlening, sociale zekerheid en internationale solidariteit is nuttig besteed geld. Een samenleving die verzuimt om over de daarvoor benodigde middelen te beschikken verkeert permanent in crisis. Wij hebben geen enkele sympathie voor diegenen die door een terugtrekkende overheid belastingverlaging willen realiseren. Toch hebben wij kritiek op de uitgaven van de EU. Er wordt nodeloos geld rondgepompt naar regio's in de rijkste lidstaten, van het landbouwgeld komt veel terecht bij grote boeren en bij exportsubsidies, het rampenfonds wordt opeens uitgebreid met een terrorismefonds, het Europees Parlement kost door hoge onkostenvergoedingen en de voortdurende verhuizing tussen twee steden onnodig veel geld, veel grensoverschrijdende problemen waarvoor de EU nuttig zou kunnen zijn worden niet aangepakt en veel geld verdwijnt naar ondoorzichtige bestedingen en fraudes. Zolang die situatie

voortduurt hebben wij weinig reden om ons actief te verzetten tegen diegenen die de uitgaven willen verlagen naar 1%, ook al wijzen we hun vaak egoïstische opvattingen en argumenten af.

3-122

**Διαμάντω Μανωλάκου (GUE/NGL), γραπτώς.** – Είναι πρόκληση να συζητούνται οι δημοσιονομικές προοπτικές για το 2007-2013, όταν αυτές έχουν διακηρυγμένο στόχο την υλοποίηση της νέας συνταγματικής συνθήκης η οποία απορρίφθηκε, καταδικάστηκε, είναι νεκρή. Οι λαοί της Γαλλίας και της Ολλανδίας καταδίκασαν με βάση την πείρα της ζωής τους, την ευρωπαϊκή και κυβερνητική πολιτική που φέρνει λιτότητα, ανεργία, ακρίβεια, αβεβαιότητα, μέσα από τις καπιταλιστικές αναδιαρθρώσεις, που προωθούν οι δημοσιονομικές προοπτικές 2007-2013. Αυτός είναι ο προσανατολισμός τους προκειμένου να κερδοφορήσει και να ενισχυθεί το ευρωπαϊκό κεφάλαιο και η πλουτοκρατία κάθε χώρας, να χυπηθούν τα εργασιακά δικαιώματα, να ενισχυθεί η στρατιωτικοποίηση της ΕΕ και βέβαια αρκετά κονδύλια είναι για προπαγάνδισή και αποπροσανατολισμό των εργαζομένων από τα πραγματικά συμφέροντά τους.

Οι ενδοϊμπεριαλιστικές αντιθέσεις οξύνονται και τα περιθώρια ελιγμών μειώνονται και η απόρριψη του "Ευρωσυντάγματος" είναι ένα καλό και αισιόδοξο μήνυμα.

Το θετικό για τους λαούς της ΕΕ αποτέλεσμα αυτών των δημοψηφισμάτων, το οποίο περιφρονείτε με τη στάση σας -αυτή είναι η ψευδοδημοκρατία σας- δεν μπορεί να αντιστραφεί με μία απόφαση για τις δημοσιονομικές προοπτικές, που η ευρωκοινοβουλευτική ομάδα του ΚΚΕ καταψηφίζει. Δείχνει όμως στους εργαζόμενους το δρόμο ανυπακοής και απειθαρχίας στην πολιτική της ΕΕ και ανοίγει την προοπτική του αγώνα, για Ευρώπη της ειρήνης, των λαϊκών δικαιωμάτων, του σοσιαλισμού.

3-123

**Eluned Morgan (PSE), in writing.** – I would like it to be noted that I am in favour of retaining the British rebate. This should be the case until there is a radical reduction in the amount of money that is paid to agriculture.

3-124

**Luís Queiró (PPE-DE), por escrito.** – A minha abstenção na votação do presente relatório reflecte a minha convicção de que as suas propostas estão a meio caminho entre o que defendo (a proposta da Comissão) e a posição que mais longe se encontra dos objectivos que propugno (a opção 1% do PIB).

Porque a proposta que resulta do presente relatório afasta-se do tem sido a posição da Comissão (tanto a actual como a Comissão Prodi), traduzindo-se numa redução global dos montantes injustificável e que não considero admissível, o meu voto não poderia ser favorável.

Também não voto contra este relatório por constatar que a sua proposta é mais favorável do que a proposta apresentada pela Presidência do Conselho - tanto quanto é público - e em especial relativamente ao que é a proposta dos seis maiores contribuintes do orçamento comunitário, que pretendem reduzir o Orçamento da União para 1% do PIB comunitário.

O meu voto deve, pois, ser entendido como um voto a favor da continuação das negociações por forma a permitir que as perspectivas financeiras assegurem as obrigações da UE em matéria de coesão e de solidariedade, mas também as necessidades de financiamento decorrentes do alargamento e de um mais vasto leque de competências, sem que daí decorra um prejuízo directo para as demais rubricas orçamentais, em particular as dotações dos fundos estruturais.

3-125

**Frédérique Ries (ALDE), par écrit.** – Rendre confiance, faire non pas plus mais mieux d'Europe, c'est l'un des messages centraux envoyés la semaine dernière à leurs dirigeants par une majorité de citoyens de France et des Pays-Bas.

Et c'est bien l'une de nos missions prioritaire: redéfinir notre projet, notre identité même et mieux déployer les moyens que nous voulons nous donner.

On lit aujourd'hui que paradoxalement le double NON relance les chances d'un accord des gouvernements sur les perspectives financières, tant l'urgence de rendre confiance, de muscler le projet européen est évidente. Et je me demande si cette perspective est une bonne nouvelle pour ceux qui comme moi veulent un budget ambitieux pour faire gagner l'Europe de demain.

Comment imaginer assumer nos ambitions en matière de recherche et de développement, d'environnement, d'emploi, de protection des régions défavorisées, comment réussir l'élargissement si le "club des 6 radins" ne lâche pas du lest? On ne peut réussir l'Europe à 25 avec moins d'argent qu'à 15!

Les promesses fleurissent depuis les 2 referenda: une meilleure Europe, une Europe de la relance et de l'emploi ... Promesses gratuites si le budget ne suit pas. Raison pour laquelle j'ai voté le rapport Böge, ambitieux sur les montants et les orientations!

3-126

**Kathy Sinnott (IND/DEM), in writing.** – I voted against Amendment 3 because the Lisbon strategy was originally based on a tripod of social, environmental and economic issues. In its review both the social and environment legs of the Lisbon Strategy have been demoted in favour of an EU brand of competitiveness. This is a recipe for social and economic stagnation and environmental disaster.

I voted against Amendment 28 because it would allow the EU to backtrack on commitments of support to farmers by forcing countries to co-finance schemes such as the Single Farm Payment.

Irish farmers are already struggling to survive in an economic climate that has been made artificially difficult. It would only increase our farmers' difficulty.

3-127

**- Informe: Peillon (A6-0167/2005)**

3-128

**Luís Queiró (PPE-DE), por escrito.** – Voto favoravelmente por concordar com os seus objectivos e confiar na eficácia das soluções propostas.

È hoje comumente aceite que o combate ao branqueamento de capitais - o crime dos criminosos - é uma das formas mais eficientes de combater a grande criminalidade organizada, seja ela o terrorismo ou outra, que representa um dos mais graves ataques ao Estado de Direito Democrático.

Nesse sentido, concordo com os objectivos propostos no diploma aqui em apreciação. Por outro lado, as opções resultantes da cooperação interinstitucional parecem-me, no essencial, ter conduzido a uma solução ao mesmo tempo razoável, equilibrada e com possibilidades de ser eficiente.

3-129

**- Informe: Rosati (A6-0138/2005)**

3-130

**Jan Andersson (PSE), skriftlig.** – Dagens bestämmelser om punktskatter är ibland otydliga och svårtillämpliga. Det leder till onödigt merarbete för privatpersoner och företag. Därför välkomnar vi kommissionens översyn av reglerna om punktskattepliktiga varor. Samtidigt är vi kritiska till flera av kommissionens förslag till lösningar. Därför valde vi i dag att rösta emot Europaparlamentets lagstiftningsresolution, som till stora delar stödde även de sämre delarna av kommissionens förslag.

Vi menar att endast de varor som en privatperson själv transporterar ska anses som privatinförsel och därmed befrias från beskattning i hemlandet. Både tobak och alkohol ska kunna undantas från den generella bestämmelsen att punktskatt ska betalas i det medlemsland där konsumtion sker av varor som förvärvats för enskilt bruk. Skälet för vår inställning är att tobak och alkohol försämrar folkhälsan. Dessa produkter bör därför inte behandlas som vilka varor som helst.

Vi vänder oss också mot att privatpersoner själva ska kunna transportera stora volymer eldningsolja. Vi menar att man bör kunna ha särskilda punktskatter på varor som skadar vår miljö. På så sätt kan man styra människors val så att de blir mer miljövänliga. Dessutom blir trafik och transporter säkrare om de sköts professionellt.

3-131

**Jan Andersson, Anna Hedh, Ewa Hedkvist Petersen, Inger Segelström och Åsa Westlund (PSE), skriftlig.** – Dagens bestämmelser om punktskatter är ibland otydliga och svårtillämpliga. Det leder till onödigt merarbete för privatpersoner och företag. Därför välkomnar vi kommissionens översyn av reglerna om punktskattepliktiga varor. Samtidigt är vi kritiska till flera av kommissionens förslag till lösningar. Därför valde vi i dag att rösta emot Europaparlamentets lagstiftningsresolution, som till stora delar stödde även de sämre delarna av kommissionens förslag.

Vi menar att endast de varor som en privatperson själv transporterar ska anses som privatinförsel och därmed befrias från beskattning i hemlandet. Både tobak och alkohol ska kunna undantas från den generella bestämmelsen att punktskatt ska betalas i det medlemsland där konsumtion sker av varor som förvärvats för enskilt bruk. Skälet för vår inställning är att tobak och alkohol försämrar folkhälsan. Dessa produkter bör därför inte behandlas som vilka varor som helst.

Vi vänder oss också mot att privatpersoner själva ska kunna transportera stora volymer eldningsolja. Vi menar att man bör kunna ha särskilda punktskatter på varor som skadar vår miljö. På så sätt kan man styra människors val så att de blir mer miljövänliga. Dessutom blir trafik och transporter säkrare om de sköts professionellt.

3-132

**Lena Ek, Cecilia Malmström och Anders Wijkman (PPE-DE), skriftlig.** Idag har jag av folkhälsoskäl valt att inte stödja Dariusz Rosatis betänkande om ändring av direktivet om allmänna regler för punktskattepliktiga varor, såsom alkohol och tobak. Varken Kommissionens förslag eller Europaparlamentets betänkande värnar folkhälsan i den utsträckning som jag anser önskvärt. Rätt använda och tillsammans med andra åtgärder kan indikativa referensnivåer spela en viktig roll

för att avgöra om varor innehåller kommersiella ändamål eller för enskildas personliga bruk. I syftet att begränsa alkoholens skadeverkningar och verka för att minska den totala alkoholkonsumtionen anser jag därför att referensnivåerna bör kvarstå. Därtill borde särskilda ansträngningar vidtas för att harmonisera punktskattenivåerna med den uttalade målsättningen att minska tobaks- och alkoholskadorna.

3-133

**Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM)**, *skriftlig*. – Både kommissionen och europaparlamentet vill genom detta förslag i praktiken avskaffa möjligheterna till begränsade införselkvoter av alkohol och tobak. Junilistan väljer därför att lägga ner sina röster på utskottets ändringsförslag eftersom en nej-röst skulle innebära ett stöd för kommissionens förslag. De svenska, finska och danska regeringarna vill istället att de indikativa nivåerna skall halveras och betraktas som maximumgränser för privat införsel. Junilistan stödjer därmed de svenska, finska och danska regeringarnas position i rådet. Lyckligtvis behandlas här ett område där Sverige fortfarande har veto i rådet varför detta förslag inte bör vara ett hot mot den befintliga lagstiftningen.

3-134

**Luís Queiró (PPE-DE)**, *por escrito*. – Ainda que compreenda as preocupações que a matéria em apreço levanta, nomeadamente por dizer respeito a uma matéria tão sensível quanto a fiscalidade, neste particular aspecto sou defensor de uma solução mais liberalizante, que vá de encontro ao efectivo estabelecimento de um mercado interno. Mais ainda quando o que está em causa não são, como é expressamente referido, actividades comerciais mas sim actividades de consumidores.

3-135

**Peter Skinner (PSE)**, *in writing*. – May I inform the President that the E.P.L.P voted to abstain in the final vote of the above report.

The E.P.L.P believes that although a single market for products purchased by individuals is essential, other issues affect decisions over excise duty charges.

Moreover, this report on distance purchasing ignores the related concept of e-commerce.

Secondly, Member States should be allowed to set excise duty rates themselves. Maximum harmonisation infringes this right.

Thirdly, minimum indicative levels act as a reasonable guide in the UK for personal consumption and help the UK authorities to fight fraud.

3-136

**- Resolución (B6-0327/2005)**

3-137

**Carlos Coelho (PPE-DE)**, *por escrito*. – Vamos iniciar a 2ª fase na concretização de um Espaço de Liberdade, Segurança e Justiça. Ao respondermos às preocupações dos cidadãos - mais liberdade e maior segurança - é essencial que alcancemos um equilíbrio, não apenas jurídico, mas sobretudo político e institucional.

Sobretudo em 3 questões essenciais::

- credibilidade - estou consciente das dificuldades e atrasos verificados em diversas áreas, o que revela que ainda há muito a fazer para incrementar a confiança nas relações entre os EM. Discordo, porém, que o melhor caminho a seguir seja o de desenvolver iniciativas fora do quadro comunitário como o Schengen + (entre 7 EM), que minam o desenvolvimento da confiança recíproca entre todos os EM.

- legitimidade - é lamentável o reduzido nível de legitimidade democrática que se tem verificado. O Parlamento deverá ser implicado, de forma leal, na elaboração de legislação.

- eficácia - tem que existir uma definição clara de objectivos, prioridades e responsabilidades, evitando duplicações e dispersão de esforços e energia.

Por último, a questão da manutenção da actual legislação, na expectativa da ratificação do Tratado Constitucional, acaba por agravar o défice democrático existente. Existem vários aspectos que não foram contemplados, e que o deveriam ter sido como é o caso do controlo democrático da Europol e do Eurojust.

3-138

**Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), skriftlig.** – Junilistan anser att polissamarbetet och det rättsliga samarbetet ska vara mellanstatligt, att straffrätten inte ska harmoniseras på EU-nivå och att det inte bör inrättas en europeisk åklagarmyndighet. Invandrings- och asylpolitiken ska förbli nationell för att undvika skapandet av en Fästning Europa. Dessutom bör medlemsstaterna själva bestämma hur deras demokratiska institutioner ska utformas, med beaktande av Köpenhamnskriterierna och Europakonventionen om de mänskliga rättigheterna och de grundläggande friheterna.

Vi kan därför inte stödja resolutionen.

3-139

**Luís Queiró (PPE-DE), por escrito.** – A realidade de um espaço amplo, sem fronteiras, aberto e onde a liberdade de circulação é a nota principal exige que, correspondentemente, exista uma reforçada cooperação e confiança entre o diferentes Estados Membros, tanto ao nível das autoridades políticas como no plano das autoridades policiais e mesmo judiciais.

Em meu entendimento, nem tudo o que o relatório aqui em causa propõe é indispensável, necessário, útil ou desejável. No entanto, o meu acordo e o meu voto favorável justifica-se por acreditar que o aspecto nuclear do documento é a convicção, e a consciência, de que sem cooperação, sem confiança, sem uma determinada dimensão comunitária em certos áreas das políticas internas, não é possível cumprir os objectivos do espaço de Liberdade, Segurança e Justiça, nomeadamente num dos seus aspectos mais significativos que é a prevenção e o combate da criminalidade e do terrorismo.

3-140

**Informe: Moraes (A6-0140/2005)**

3-141

**Philip Claeys (NI).** – Voorzitter, het verslag Moraes is weer zo'n typische catalogus van goede sentimenten die in de praktijk meestal in het omgekeerde resulteren van wat men beoogt. Men spreekt altijd maar van racisme en discriminatie zonder deze termen nauwkeurig te omschrijven. Het wordt natuurlijk problematisch, wanneer die dan opduiken in de repressieve wetgeving die hier aanbevolen wordt. Zo kon het gebeuren dat de grootste politieke partij in België veroordeeld werd mede op basis van een tekst over vrouwenbesnijdenis. Volgens de rechter werd die tekst niet gepubliceerd om de situatie van de vrouw in de islam te verbeteren maar om de islam te stigmatiseren. Op die manier wordt de vrijheid van meningsuiting gefnuikt, maakt men de problemen onbespreekbaar en raakt natuurlijk geen enkel probleem opgelost.

In het verslag wordt gesproken van - en ik citeer - "grove racistische, antisemitische, islamofobe en homofobe verklaringen en handelingen van vooraanstaande politici en regeringsleden". De realiteit echter is dat bijna alle antisemitische incidenten het werk zijn van islamitische allochtonen. De realiteit is dat de zogenaamde discriminatie vaak het gevolg is van een gebrek aan integratiebereidheid bij allochtonen. De realiteit, mijnheer de Voorzitter, is dat de autochtone bevolking nooit democratisch is geraadpleegd over de vraag of ze in een multicultureel land wil leven en daar moet dringend verandering in komen.

3-142

**James Hugh Allister (NI), in writing.** – I voted against the Moraes report because of the unacceptability to me of Paragraphs 22 and 24. I cannot accept the promotion of equal matrimonial and other rights for same sex couples. I believe a Member State has the right to reject such partnerships as not equal to heterosexual relationships. I strongly support the family unit being based on the natural order of complementary sex couples and I value the benefit to children which results.

3-143

**Adam Jerzy Bielan (UEN), na piśmie.** – Raport Moraes nt. ochrony mniejszości zawiera w wersji końcowej zapisy zmierzające do bardzo ryzykownego ujęcia praw mniejszości seksualnych. Ryzyko polega na zbyt szerokim ich pojmowaniu na gruncie zbyt pojemnych pojęć użytych w raporcie.

Sformułowanie art. 24 wzywającego Komisję do eliminacji utrudnień w zakresie swobody podróżowania po krajach UE przez małżeństwa lub zalegalizowane związki homoseksualne może stać się podstawą do uznania wybranych konsekwencji prawnych związków homoseksualnych, które są uznane prawnie tylko przez niektóre kraje UE.

Prowadziłoby to nieuzasadnionej ingerencji w system prawa rodzinnego części krajów UE, co jest niedopuszczalne z uwagi na fakt pozostawiania tej dziedziny prawa poza obszarem integracji.



Art. 22 może stanowić podstawę do ograniczenia praw religijnych instytucji edukacyjnych narzucając im obowiązek zatrudniania osób homoseksualnych oraz włączania takich treści do programów nauczania w zakresie edukacji seksualnej. Może to stać w sprzeczności z etosem tych instytucji, a także z ich przekonaniem i misją (przykładem dyrektywy pomijającej ten aspekt jest *Equal Treatment in Employment and Occupation Directive (2000/87/EC)*).

Mimo nalegań Parlament nie wniósł zapisu podkreślającego "prawo rodziców do wychowywania swych dzieci w zgodzie z własnymi przekonaniem religijnymi". Tak sformułowane prawo rodziców jest powszechnie uznawanym przez prawo międzynarodowe standardem.

Wobec powyższych decyzji Parlamentu zdecydowałem się głosować przeciwko ww. sprawozdaniu i rezolucji.

3-144

**Carlos Coelho (PPE-DE), por escrito.** – É necessária uma abordagem coerente e integrada de luta contra a discriminação e a xenofobia e aproveitar o intercâmbio de experiências e boas práticas. A igualdade de tratamento e o respeito pela diversidade interessam ao conjunto da sociedade.

Temos vindo a adoptar directivas para garantir a todos uma protecção jurídica eficaz contra qualquer tipo de discriminação. Mas se temos criado um forte enquadramento jurídico para combater a discriminação, o grande problema que nos resta é o de assegurar uma aplicação efectiva e eficaz.

A defesa das minorias reveste-se da maior importância, especialmente na sequência do último alargamento, em que passou a existir um maior número de Estados Membros com uma enorme diversidade cultural e linguística. É essencial que a legislação e as políticas comunitárias possam apoiar os esforços desses Estados Membros, para encontrar respostas para os problemas com que se confrontam as minorias, nomeadamente promovendo a sua inclusão e participação.

É inconcebível aceitar a existência de qualquer tipo de discriminação, mas não podemos impor a qualquer EM que altere a sua legislação de modo a aceitar situações que colidam com as suas tradições morais e culturais. Há que respeitar o Princípio da subsidiariedade e a competência compartilhada entre a União e os Estados Membros em matéria de Direitos Humanos.

3-145

**Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), skriftlig.** – Det är viktigt med en effektiv antidiskrimineringspolitik liksom ett väl fungerande minoritetsskydd. Detta är dock frågor som det i enlighet med köpenhamnskriterierna åligger varje medlemsstat att beakta och de bör således inte avgöras på EU-nivå.

Junilistan anser att det är Europarådet och Europadomstolen som bör sköta den politiska respektive juridiska kontrollen.

3-146

**Σταύρος Λαμπρινίδης (PSE), γραπτώς.** – Η κοινοβουλευτική Ομάδα του ΠΑΣΟΚ στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο δηλώνει τη θετική της ψήφο στην έκθεση Moraes. Όπως επισημαίνεται στην έκθεση, η ίση μεταχείριση αποτελεί θεμελιώδες δικαίωμα.

Ταυτόχρονα, επισημαίνει ότι τα Κράτη-Μέλη στην Ένωση έχουν διαφορετικούς ορισμούς για τις εθνικές, εθνικές, θρησκευτικές μειονότητες και ομάδες πληθυσμού εντός των συνόρων τους, στη βάση των νόμων τους και/ή διεθνών συνθηκών. Η συνταγματική και νομική δομή των κρατών μελών καθώς και οι σχετικές προβλέψεις του Διεθνούς Δικαίου σε καμία περίπτωση δεν μπορεί να θεωρηθεί ότι αμφισβητούνται ή επηρεάζονται από αυτήν την έκθεση.

3-147

**Marcin Libicki oraz Konrad Szymański (UEN), na piśmie.** – Sformułowanie art. 24 wzywającego Komisję do eliminacji utrudnień w zakresie swobody podróżowania po krajach UE przez małżeństwa lub zalegalizowane związki homoseksualne może stać się podstawą do uznania wybranych konsekwencji prawnych związków homoseksualnych, które są uznane prawnie tylko przez niektóre kraje UE.

Prowadziłoby to nieuzasadnionej ingerencji w system prawa rodzinnego części krajów UE, co jest niedopuszczalne z uwagi na fakt pozostawiania tej dziedziny prawa poza obszarem integracji.

Art. 22 może stanowić podstawę do ograniczenia praw religijnych instytucji edukacyjnych narzucając im obowiązek zatrudniania osób homoseksualnych oraz włączania takich treści do programów nauczania w zakresie edukacji seksualnej. Może to stać w sprzeczności z etosem tych instytucji, a także z ich przekonaniem i misją (przykładem dyrektywy pomijającej ten aspekt jest *Equal Treatment in Employment and Occupation Directive (2000/87/EC)*).

Mimo nalegań Parlament nie wniósł zapisu podkreślającego "prawo rodziców do wychowywania swych dzieci w zgodzie z własnymi przekonaniem religijnymi". Tak sformułowane prawo rodziców jest powszechnie uznawanym przez prawo międzynarodowe standardem.

Wobec powyższych decyzji Parlamentu zdecydowałem się głosować przeciwko ww. sprawozdaniu i rezolucji.

3-148

**Αθανάσιος Παφίλης (GUE/NGL), γραπτώς.** – Η έκθεση "για την προστασία των μειονοτήτων και τις πολιτικές κατά των διακρίσεων στη διευρυμένη Ευρώπη" περιέχει τα πάντα, χωρίς να περιέχει το βασικό. Οτι, δηλαδή, η ύπαρξη διακρίσεων στην Ε.Ε. σε βάρος των γυναικών, των νέων, των εθνικών μειονοτήτων των μεταναστών, των αναπήρων κλπ., αφ'ενός είναι αποτέλεσμα των αντιλαϊκών και ανάλγητων πολιτικών της Ε.Ε., και αφ'ετέρου έχουν βαθύτατο ταξικό χαρακτήρα, δεν είναι ταξικά ουδέτερες και πλήττουν κυρίως τα φτωχά λαϊκά στρώματα. Αναφέρεται στις πολλές και υπαρκτές διακρίσεις στην εργασία σε βάρος των γυναικών και των νέων, αλλά σιωπά για τα υψηλά ποσοστά ανεργίας, για τις απάνθρωπες ελαστικές μορφές απασχόλησης που εφαρμόζονται κυρίως στους νέους και τις γυναίκες, ως αποτέλεσμα των στρατηγικών τύπου Λισαβόνας. Η έκθεση σιωπά για τις σκανδαλώδεις διακρίσεις σε βάρος της ρωσικής μειονότητας στις Βαλτικές χώρες, παρ'όλο που το ΚΚΕ έχει επανειλημμένα θέσει το πρόβλημα στο Ευρωκοινοβούλιο.

Τα άτομα που υφίστανται διακρίσεις δεν πρέπει να έχουν καμία ανταπάτη. Μόνο ο δικός τους αγώνας σε συνεργασία με τα συνεπή, ταξικά εργατικά κινήματα, με τα λαϊκά αγωνιστικά κινήματα μπορεί να βάλει φρένο στην περιθωριοποίηση και τον αποκλεισμό τους από τα κοινωνικά και πολιτικά δικαιώματα που τους στερεί ο καπιταλισμός και οι πολιτικοί του εκφραστές.

3-149

**Luís Queiró (PPE-DE), por escrito.** – Em matéria de protecção de minorias e de políticas contra a discriminação, é frequente que ao défice das políticas e da protecção se contraponha um excesso na defesa de soluções que ultrapassam manifestamente o objectivo que declaram para se transformarem em modelos que não devem ser impostos aos Estados Membros, e com as quais estou pessoalmente muitas vezes em desacordo.

Ora, foi exactamente isso que aconteceu no presente relatório. Efectivamente, havia um conjunto de emendas que o grupo político a que pertenço apresentou e que, a meu ver, tornavam o documento em causa num conjunto de propostas aceitáveis e defensáveis. Lamentavelmente estas propostas não obtiveram aprovação, pelo que o meu voto foi contra o referido relatório.

Entendo, repito, que nestas matérias tanto o excesso como o defeito são erros nefastos. Confundir o direito à diferença com a imposição da igualdade do que é diferente não é o mesmo nem produz o mesmo resultado.

3-150

## **8 - Correcciones de voto: véase el Acta**

3-151

*(La sesión, suspendida a las 13.25 horas, se reanuda a las 15.05 horas)*

3-152

**VORSITZ: INGO FRIEDRICH**  
*Vizepräsident*

3-153

## **9 - Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll**

3-154

## **10 - Reform der UNO**

3-155

**Der Präsident.** – Nach der Tagesordnung folgt die Aussprache über die Erklärungen des Rates und der Kommission zur Vorbereitung des Europäischen Rates einschließlich der Zukunft der Europäischen Union nach den Referenden über die Verfassung (Brüssel, 16./17. Juni 2005).

3-156

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers députés, j'ai dit ce matin qu'un des sujets à l'ordre du jour du Conseil européen était la réforme de l'ONU, et notamment le sommet de septembre de cette année, au cours duquel, espérons-le, cette réforme pourra se concrétiser. L'Union européenne attache à cette réforme une très grande importance: nous avons déjà eu l'occasion d'en parler et de le souligner. Nous avons affirmé, à plusieurs reprises, notre appui au contenu du rapport du Secrétaire général des Nations unies, M. Kofi Annan, présenté le 21 mars dernier, ainsi qu'aux rapports préparatoires, sur lesquels il se fonde. Ces rapports sont conformes à la philosophie générale décrite dans la stratégie de sécurité européenne et ouvrent des pistes prometteuses vers un multilatéralisme plus fort et plus effectif.

L'Union européenne soutient le concept global de sécurité collective proposé par le Secrétaire général, reconnaissant que les menaces pour la paix et la sécurité ne sont pas seulement la guerre, les conflits internationaux, la violence civile, la

criminalité organisée, le terrorisme et les armes de destruction massive, mais aussi la pauvreté, le sous-développement, les épidémies mortelles et la dégradation de l'environnement, qui comprend notamment les questions de réchauffement de la planète. L'Union européenne exprime son accord de principe avec le paquet de propositions présenté par le Secrétaire général, tout en gardant une approche ouverte. Elle a l'intention de jouer un rôle de leadership dans le processus conduisant au sommet de septembre.

L'Union considère qu'il faudra faire des efforts significatifs visant à obtenir, lors du sommet, les meilleurs résultats possibles couvrant un large spectre de thèmes. Il est crucial de maintenir un bon équilibre entre les trois grands objectifs décrits par le Secrétaire général, à savoir le développement, la sécurité et les droits de l'homme. Le défi est dès lors d'atteindre une certaine masse critique de réformes s'inscrivant dans une approche cohérente sur la durée, tout en maintenant ouverte la possibilité d'avancées ultérieures. Dans l'Union européenne, nous sommes habitués à ces approches par étape, par phase de transition.

S'agissant du développement, l'Union européenne souscrit totalement à l'analyse du Secrétaire général concernant l'interdépendance des différents domaines concernés. Elle souligne également sans ambiguïté que le développement est une fin en soi et pas seulement un moyen de parvenir à la sécurité. L'Union est fermement résolue à mettre en oeuvre la déclaration du Millénaire. Elle souligne le lien entre la réalisation des objectifs du Millénaire et la mise en oeuvre des résultats des conférences et des sommets internationaux de l'ONU dans les domaines économique, social, environnemental et d'autres. Je ne vais pas rappeler les objectifs que nous avons fixés lors du dernier Conseil "Affaires générales" concernant l'augmentation de l'aide au développement dans la perspective de 2015.

L'Union souhaite qu'un certain nombre de questions particulièrement importantes pour la réalisation des objectifs du Millénaire soient dûment prises en compte dans les conclusions du sommet. Nous attachons aussi une importance particulière à la lutte collective, solidaire contre le sida. Nous voulons réfléchir ensemble au lien entre la viabilité environnementale, la sécurité et l'élimination de la pauvreté.

En ce qui concerne les différents aspects liés à la sécurité, l'Union européenne soutient fermement l'idée de la création d'une commission de consolidation de la paix. Elle constitue une priorité pour l'Union et il est essentiel de parvenir à un accord à ce sujet lors du sommet de septembre. Cette proposition comble en effet un vide. Lors du passage d'un état de guerre à un état de paix durable, cette commission de consolidation de la paix pourrait contribuer à intensifier les activités de planification menées par l'ONU en faveur du relèvement durable, tout en renforçant les institutions garantes de l'État de droit et de la bonne gouvernance. En parallèle, elle pourrait jouer un rôle non négligeable dans la prévention de nouveaux conflits, ce qui constitue souvent un élément important de la consolidation d'une paix durable. Cette commission de consolidation de la paix serait un organe permanent, qui pourrait assister le Conseil de sécurité et l'Ecosoc en fonction des phases du conflit.

Le lien avec l'Ecosoc est particulièrement important pour la dimension développement. La commission devrait en outre contribuer à assurer la cohérence des stratégies de reconstruction et de maintien de la paix.

S'agissant de la lutte contre le terrorisme, l'Union soutient la stratégie globale proposée par le Secrétaire général tant dans son rapport que dans son discours de Madrid. Il faut insister sur le caractère inacceptable du terrorisme, en toutes circonstances, quels que soient les facteurs sous-jacents invoqués. L'Union rappelle que les cinq piliers de l'approche proposée par le Secrétaire général concordent avec la stratégie développée par l'Union depuis les attentats du 11 septembre 2001 et réaffirmée à la suite des événements tragiques de Madrid.

L'Union européenne soutient également les recommandations présentées par le Secrétaire général dans le cadre de la non-prolifération et du désarmement, lesquelles recommandations correspondent globalement à l'approche de la stratégie européenne contre la prolifération des armes de destruction massive. Puisqu'il sera seulement possible d'obtenir des résultats grâce à un effort collectif, l'Union est prête à prendre des initiatives dans ce sens, dans un contexte multilatéral, et à aborder ces questions dans le cadre de ses contacts réguliers et du dialogue politique pour convaincre ses partenaires de tenir eux aussi compte de ces recommandations.

L'Union considère que la prolifération des armes de destruction massive constitue la menace la plus grave et la plus immédiate qui pèse sur la paix et la stabilité internationale. Les accords de garantie généralisés et les protocoles additionnels devraient constituer, aujourd'hui, la norme en matière de vérification dans le domaine nucléaire. Il faudra par ailleurs mener à bien, rapidement, les négociations concernant un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. L'Union a également l'intention de participer activement à l'élaboration des instruments internationaux contraignants destinés à réglementer le marquage, le traçage et le courtage illicite des armes légères et de petit calibre, autant de sujets que nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer dans le cadre des travaux de votre Parlement.

L'Union réitère son souhait que l'adoption du principe de la responsabilité de protéger devienne une des priorités majeures du sommet. Les atteintes aux droits de l'homme, l'impunité et le non-respect de l'État de droit figurent au rang des principaux facteurs qui menacent la paix et la sécurité, tout en freinant le processus de développement. L'Union soutient

les efforts du Secrétaire général visant à l'adoption et à l'application du principe de la responsabilité de protéger les victimes, potentielles ou réelles, de génocides, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et autres violations massives des droits de l'homme.

En ce qui concerne, finalement, le recours à la force, l'Union considère que le concept et les critères proposés par le Secrétaire général constituent une bonne base, à partir de laquelle toutes les parties devraient être prêtes à travailler. Les critères proposés sont de nature politique plutôt que juridique et ils devraient refléter un large consensus international, qui guiderait les membres du Conseil de sécurité dans leurs délibérations pouvant conduire au recours à la force.

Je voudrais saluer la place importante accordée aux droits de l'homme et à l'État de droit dans le rapport du Secrétaire général. L'Union soutient toute proposition visant à renforcer la démocratie et à donner aux droits de l'homme une place centrale dans le système onusien. Nous insistons sur la nécessité de renforcer le système des droits de l'homme, en particulier en les intégrant dans l'ensemble des activités du système des Nations unies, ce qui renforcerait sa capacité de réaction permanente aux violations des droits de l'homme.

Nous soutenons également l'appel en faveur du renforcement du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme et d'une dotation financière suffisante pour renforcer sa capacité d'exécuter son mandat. L'Union marque ainsi son accord avec la création d'un Conseil des droits de l'homme, organe à caractère permanent, dans la mesure où celui-ci peut contribuer à accroître la place des droits de l'homme dans le système de l'ONU.

Soixante ans après la guerre et après la création des Nations unies, le temps est venu de donner au multilatéralisme un nouvel essor, de réformer le système des Nations unies, un système indispensable à la sécurité du monde, au développement harmonieux de toutes les nations et à la consolidation de la paix. Je crois que c'est une chance qui nous est offerte. L'Union européenne doit jouer un rôle actif dans cette réforme et je compte sur votre Parlement pour soutenir le Conseil et la Commission dans cette entreprise.

3-157

**Joe Borg, Member of the Commission.** – Mr President, I welcome this opportunity to discuss UN reform before the crucial UN Summit in September. I congratulate the rapporteur, Mr Laschet, on his report.

The September 2005 UN Summit, to be held on the 60th anniversary of the UN, is an opportunity that must not be missed. The summit represents an opportunity to take decisions leading to a more efficient United Nations and one that is better equipped to deal with the challenges of the 21st century.

In the last three weeks President Barroso and Commissioner Ferrero-Waldner have both been to New York, where they held constructive discussions on the summit preparations with the UN Secretary General Kofi Annan, his deputy, Louise Fréchette, and the President of the UN General Assembly, Ambassador Ping. During those talks, all the parties underlined the need for continuous and strong EU leadership in the preparations for the summit, in order to achieve substantial results in September.

The Commission, together with the presidency and Member States, is thus reaching out to partners, both in New York and in capitals throughout the world. The active involvement of Parliament in mobilising other parliamentarians around the world on the summit agenda would also be extremely useful.

On 3 June we received the draft outcome for the summit, which provides us with a good starting point but nonetheless requires a strong European Union input if we are to achieve ambitious results during the September summit. I am glad to see that the views expressed in the resolution tabled by this Parliament are similar to those of the Commission in many respects.

As the UN Secretary General's report correctly states and as is underlined in Parliament's resolution, progress towards achieving the Millennium Development Goals (MDG) requires urgent attention. A serious boost to common actions is needed to reach the Millennium Development Goals by 2015.

On 24 May the European Council agreed the Commission's ambitious proposals to achieve collectively 0.56% of GNI for ODA by 2010 and 0.7% by 2015. This is an important step forward for international solidarity and a clear sign of the European Union's commitment to a successful summit. We hope that it will provide a strong impetus for others to follow our example.

Allow me to address a few of the UN reform proposals on the table that are of particular interest for reinvigorating the effectiveness of the United Nations. The Commission has been actively engaged in the discussions on the proposed Peace Building Commission, which could fill the very real gap that currently exists within the UN institutional machinery for dealing with the period between the end of a conflict and long-term sustainable development.

I welcome the resolution's support for the Peace Building Commission. The Commission supports as broad a mandate as possible for the Peace Building Commission, including support for democracy, functioning institutions and strengthening the rule of law. Its work should consolidate peace and prevent the outbreak of new conflicts. In terms of its membership, both UN Security Council and ECOSOC membership should be represented, as well as major donors and contributors to peace building, international financing institutions, and key UN agencies, funds and programmes.

The European Community's longstanding, worldwide and sustained peace building efforts are well known. I am therefore glad to inform you that, in the preparatory work for the summit, the European Union has decided to press for the participation of the European Community in all meetings of the Peace Building Commission. I trust that Parliament will be able to support that position.

The Commission strongly welcomes the UN Secretary General's proposals relating to human rights. A substantial reform of the current UN human rights architecture, including the replacement of the ailing UN Commission on Human Rights by a standing Human Rights Council, is essential if the system is to be made more efficient and credible.

The ultimate objective is to make human rights protection and promotion effective worldwide. I am therefore delighted to see that we agree on the proposed Human Rights Council. The proposed election of the Council by the General Assembly should extend a sense of ownership to the wider UN community. Ownership must, however, be balanced by responsibility and the Secretary-General's view that States seeking membership of the Council should demonstrate a 'solid record of commitment to the highest human rights standards' is a welcome requirement, also in view of the obligations deriving from membership of the Council.

Obviously the issue of reforming the Security Council is one of the high-profile elements of the current UN reform debate. I note with interest the proposals made in the resolution for the establishment of an 'EU' seat. Whilst Security Council reform is naturally an issue of great importance, it must not be allowed to stall the whole process of vital reform of other UN institutions or other important areas where progress is needed. I would call upon all Member States of the UN to make every effort to ensure such paralysis does not occur.

The Commission fully supports better environmental integration across the UN system, including the establishment of a UN Environmental Organisation, and is delighted to see that the European Union is coming together on this.

I shall conclude by stating my satisfaction at the degree of concurrence that exists between us on many of the key topics at the heart of this issue. Furthermore, I wish to underline the Commission's determination to continue to work towards achieving good results in September and ensuring implementation of the summit's outcome.

3-158

**Armin Laschet**, *im Namen der PPE-DE-Fraktion*. – Herr Präsident, Herr Minister Schmit, Herr Kommissar Borg, meine sehr verehrten Damen und Herren, liebe Kolleginnen und Kollegen! Bei all den Krisen, die die Europäische Union im Moment durchlebt und diskutiert, ist Bekenntnis zu einem effektiven Multilateralismus und zu starken Vereinten Nationen ein Bekenntnis, das das Parlament in seiner großen Mehrheit, den Rat und die Kommission eint. Die Europäische Union sollte im September in New York das klare Signal setzen, dass wir die Reform und besser funktionierende Institutionen wollen, und wir ermuntern Kofi Annan, auf diesem Weg weiterzugehen.

Ich denke, das ist auch ein typisches Beispiel, das man den Bürgern gegenüber, die denken, man könne vielleicht wieder mehr auf nationalstaatlicher Ebene lösen, anführen kann. Bei den Herausforderungen, vor denen wir stehen, geht dies aber nur in weltweitem Maßstab. Wenn man den Terrorismus bekämpfen will, wenn man das Problem zerfallender Staaten bekämpfen will, wenn man weltweite Klimaverschiebungen bekämpfen und für Menschenrechte und Demokratie in der Welt eintreten will, dann braucht man starke Vereinte Nationen.

Deshalb hat sich das Parlament im Ausschuss für auswärtige Angelegenheiten in dem Bericht, der dem Plenum morgen vorgelegt wird, darauf beschränkt, auf die Vorschläge des *high panel* zu reagieren. Wir haben keinen neuen UN-Bericht ausgearbeitet – den haben wir im letzten Jahr verabschiedet –, sondern wir gehen konkret auf die Vorschläge des *high panel* ein. Und dabei ist uns das Thema kollektive Sicherheit wichtig. Prävention, Bewusstsein und gemeinsame Verantwortung sind die Prinzipien, die die Reform der Vereinten Nationen tragen sollten.

Ein zweiter wichtiger Punkt ist die Freiheit von Mangel, also eine erneuerte Entwicklungspolitik; und das verbindet sich in diesem Jahr sehr günstig mit dem fünfjährigen Jubiläum der Millenniumsziele des Jahres 2000.

Drittens: Erneuerte Institutionen, mehr Repräsentanz und Effizienz. Hier haben wir unsere Forderung nach einem europäischen Sitz noch einmal wiederholt. Wir wissen, dass es nicht realistisch ist, dies bis September zu erreichen. Aber wir wollen, selbst wenn der europäische Sitz nicht kommt, mehr Europa. Wenn es neue Sitze gibt, egal in welcher Form, wollen wir, dass diese Sitze an die Europäische Union gegeben werden und diese ihre Vertreter benennt, die dann Europa im Sicherheitsrat vertreten. Das wäre ein kleines Signal in die richtige Richtung.

Der UN-Generalsekretär kann die Vereinten Nationen nicht reformieren, das müssen die Staaten tun. Deshalb unser Appell an den Europäischen Rat: Schließen Sie sich als Staaten zusammen und unterstützen Sie Kofi Annan bei seinem Reformprogramm.

3-159

**Jo Leinen, im Namen der PSE-Fraktion.** – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Die Globalisierung der Wirtschaft braucht auch eine Globalisierung der Politik. Die Stärkung der Vereinten Nationen ist die richtige Antwort auf die Herausforderungen, vor denen die Völkergemeinschaft im 21. Jahrhundert steht. Ich bin froh, dass wir eine große Übereinstimmung im Parlament gefunden haben, und danke Herrn Laschet für seinen Bericht. Über Parteigrenzen hinweg sehen wir die Dinge ähnlich.

Die Sozialdemokraten haben Wert darauf gelegt, dass sich die Reform nicht auf die Institutionen beschränkt, sondern auch die Stärkung der Aufgaben, der Missionen der UNO zum Ziel hat. Die Erfüllung der Entwicklungsziele, der Millenniumsziele ist eine der herausragenden Zielsetzungen in den nächsten Jahren. Wir müssen es schaffen, die Armut, den Analphabetismus und die großen Krankheiten bis 2015 zu halbieren. Dann haben wir auch einen Beitrag zu Frieden und Stabilität in der Welt geleistet.

Wir brauchen eine Stärkung der Rolle der UNO bei Friedensmissionen und im Konfliktmanagement. Hier liegen viele Vorschläge auf dem Tisch, angefangen von einer Konvention gegen Terrorismus bis hin zur Delegation der in Kapitel VII der UN-Charta enthaltenen Rechte an anerkannte Regionalorganisationen, an die Afrikanische Union oder auch an die Europäische Union. Warum sollen die Völker die Konflikte auf ihrem Kontinent nicht selbst beilegen, bevor Blauhelme aus anderen Kontinenten dorthin kommen?

Ich komme zur Stärkung der Institutionen. Der Sicherheitsrat ist das heikle Thema. Wir sind uns einig, dass Europa langfristig einen Sitz bekommen soll. Vielleicht wird jetzt schon in Bezug auf die nichtständigen Mitglieder ein Mechanismus gefunden, mit dem der Europäische Rat Mitgliedstaaten mandatiert, im Auftrag der Europäischen Union und in Abstimmung mit den Institutionen diese Aufgabe wahrzunehmen.

Wir brauchen auch eine Demokratisierung der UNO. Eine Parlamentarische Versammlung in der UNO ist eine weitere Forderung. Ergreifen wir die Chance, sie kommt selten. Jetzt muss dieses Paket auch geschnürt werden!

3-160

**Alexander Lambsdorff, im Namen der ALDE-Fraktion.** – Herr Präsident, meine Damen und Herren, liebe Kolleginnen und Kollegen! 2004 war für die Weltorganisation ein sehr schwieriges Jahr. Das Jahr 2005 wird deshalb umso mehr zum entscheidenden Jahr für die Vereinten Nationen werden. Der Willen zu einer grundsätzlichen Erneuerung der Organisation war noch nie so groß, eine Reform war aber auch noch nie so notwendig. Ich freue mich, ähnlich wie die Kollegen Leinen und Laschet das schon gesagt haben, dass hier ein breiter Konsens besteht: Das klare Bekenntnis zu den *Millennium Development Goals* wird hier allgemein geteilt. Auch das Ziel, „bessere Synergieeffekte“ zwischen Konfliktprävention, Friedensschaffung und -erhaltung zu erzielen, wird allgemein geteilt. Wir sind uns einig, dass hierzu bessere und mehr Ressourcen notwendig sind, eine schnellere Reaktionsfähigkeit und klare Regeln für den Einsatz in Krisengebieten. Bei akuten Bedrohungen, wie der Verbreitung von Massenvernichtungswaffen, braucht es neben klar definierten und international anerkannten Regeln auch den politischen Willen zu handeln. Die entstehende Völkerrechtsnorm, der zufolge uns die Verantwortung obliegt zu schützen, ist ein ganz wichtiger Fortschritt auf dem Gebiet.

Die schwierigste Hürde wird die Reform der UN-Organe sein. Die Generalversammlung muss leistungsfähiger werden. Sie muss sich wieder wesentlichen Diskussionen widmen und weniger inhaltsleere, sich Jahr für Jahr wiederholende Debatten ohne konkrete Ergebnisse führen. Der ECOSOC muss seine Aufgaben deutlich besser bewältigen.

Auch der Sicherheitsrat muss reformiert werden. Der Ausschuss für auswärtige Angelegenheiten hat hierzu am 24. Juni eine Entscheidung getroffen und sie dem Parlament vorgelegt. Wir sind uns einig, dass unsere gemeinsame Vision ein ständiger Sitz ist. Wir wissen aber auch, dass die rechtlichen und institutionellen Rahmenbedingungen für einen solchen Sitz, insbesondere nach dem Scheitern der Referenden, bis Mitte September dieses Jahres nicht zu erreichen sind. Soll deswegen die Reform aufgehoben werden? Nein! Die Welt wartet nicht auf die EU. Deshalb muss die Reform um der Vereinten Nationen willen und um des Multilateralismus willen von allen Mitgliedstaaten der Europäischen Union unterstützt werden, auch wenn nicht alle im September einen Sitz bekommen können.

Der Mechanismus, den der Kollege Laschet angesprochen hat und den wir gemeinsam entwickelt haben, besteht darin, dass die europäischen Sitze in enger Abstimmung mit der Union wahrgenommen werden. Im Übrigen bin ich der Meinung, dass diese Debatte – erst recht nach dem Scheitern des Referendums in Frankreich – in Brüssel geführt werden sollte und nicht in Straßburg.

3-161

**Frithjof Schmidt**, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion.* – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Es gibt die historische Gelegenheit, eine grundlegende Reform der Vereinten Nationen zu erreichen. Europa kann und muss hierbei eine wichtige Rolle spielen. Deshalb ist es sehr gut, dass es im Parlament eine große Mehrheit dafür gibt, sich hinter den *High-panel*-Bericht zur Reform der UNO und den darauf aufbauenden Bericht von Kofi Annan zu stellen. Es geht weltpolitisch darum, diesen Bericht durchzusetzen und diese Reform zu erreichen. Ich habe mich sehr gefreut zu hören, dass sich auch der Rat und die Kommission in diese Richtung engagieren.

Es geht bei dieser Reform um vier große, zentrale Punkte, in denen wir vorankommen müssen. Der erste ist eine Reform und Erweiterung des Sicherheitsrates der Vereinten Nationen und eine klare und eindeutige Definition des UN-Gewaltmonopols. Im Zusammenhang mit der Diskussion über die Erweiterung wäre es sehr gut, wenn es uns gelänge, einen europäischen Sitz im Sicherheitsrat durchzusetzen und hier zu einer wirklichen Strukturveränderung in der Repräsentanz europäischer Politik zu kommen.

Der zweite Punkt ist der Ausbau der internationalen Entwicklungspolitik zu einer wirklichen internationalen Strukturpolitik. Das zentrale Instrument hierfür ist die Stärkung und Aufwertung des Wirtschafts- und Sozialrates der Vereinten Nationen, des ECOSOC; und in Verzahnung mit der Gruppe der Zwanzig könnte hier in der Zusammenarbeit wirklich der Keim und die Grundlage für einen neuen Weltwirtschaftsrat entstehen, der die Weltwirtschaft maßgeblich im Sinne einer nachhaltigen Politik beeinflussen kann.

Der dritte Punkt ist: Wir brauchen eine Transformation der UN-Umweltprogramme zu einer echten UN-Umweltorganisation, die nachhaltig und gut organisiert wirkt. Das ist eine große Aufgabe.

Der vierte wichtige Punkt ist eine Aufwertung der bisherigen Menschenrechtskommission zu einem ständigen Menschenrechtsrat, der von der Generalversammlung gewählt wird.

Sicherheitspolitik, Entwicklungspolitik, Umweltpolitik, Menschenrechtspolitik, das sind die vier Säulen, in denen wir vorankommen müssen.

3-162

**Luisa Morgantini**, *a nome del gruppo GUE/NGL.* – Signor Presidente, onorevoli colleghi, a sessant'anni, le Nazioni Unite sono più giovani di me ma mi auguro davvero che abbiano una vita più lunga della mia e della nostra e che possano accompagnare sviluppo, democrazia e giustizia per i popoli del mondo.

Le devastazioni della Seconda guerra mondiale, l'orrore e l'unicità dell'Olocausto perpetrato dal nazismo, la morte di milioni di persone e di soldati, nonché il crimine impunito della bomba atomica su Hiroshima e Nagasaki hanno dato vita ad una speranza e ad un impegno: i popoli delle Nazioni Unite, convinti di avere uno strumento volto a mettere la guerra fuori dalla storia. Tempi oramai lontani. L'ONU ha perso la sua efficacia e i paesi più importanti hanno lavorato per il suo affossamento – basti pensare alle guerre preventive e umanitarie, che in realtà sono state sperimentazioni di armi devastanti, quasi di distruzione di massa.

È indispensabile una riforma, anzi, una rifondazione delle Nazioni Unite. L'Organizzazione deve tornare ad essere capace di preservare la pace con giustizia, promuovere il disarmo, combattere la povertà, affermare la democrazia. Affermare la democrazia significa anche assicurare la trasparenza e la partecipazione, non solo dei governi degli Stati ma dei popoli e della società civile.

La relazione dell'onorevole Laschet è importante, al pari della capacità del nostro Parlamento di adoperarsi per il rafforzamento e il coordinamento delle Nazioni Unite. Condivido le sue proposte: rafforzamento dell'impegno per i diritti umani, la salvaguardia della natura e dell'ambiente, la lotta contro la povertà e il rafforzamento del Consiglio economico e sociale (ECOSOC). Tutti impegni fondamentali, anche per il raggiungimento degli Obiettivi di sviluppo del Millennio. L'onorevole Laschet parlava di "libertà del bisogno" e della necessità di incoraggiare Kofi Annan e ovviamente di riprendere con forza l'agenda per la pace di Boutros Boutros Ghali del 1992.

Infine, volevo sottolineare una questione fondamentale, ovvero l'anacronismo totale del Consiglio di sicurezza e la sua antidemocraticità, simboleggiata dal diritto di veto. Io credo che sia importante lavorare per la sua abolizione e perché l'Unione europea sia rappresentata con una sola voce insieme agli altri continenti.

3-163

**Paul Marie Coûteaux**, *au nom du groupe IND/DEM.* – Monsieur le Président, nous sommes dans une situation assez étonnante, car nous discutons cet après-midi d'un projet qui n'a pas de consistance dans une enceinte qui n'a, pour ce faire, aucune légitimité. Je passe sur le vide du projet, la réforme de l'ONU: lorsque j'ai eu l'honneur de commencer à servir mon pays dans le cadre de l'ONU - c'était en 1992 -, on parlait déjà de réforme de l'ONU. C'est un serpent de mer! La seule réalité est que l'ONU repose sur un Conseil de sécurité, lequel repose sur cinq membres permanents, qui ont d'ailleurs mené l'ONU aussi loin qu'elle pouvait aller, souvent pour le meilleur et quelquefois pour le pire. Quant à l'Europe, elle y

est représentée par des membres non permanents qui tournent et par deux grandes puissances titulaires d'un droit de veto, la Grande-Bretagne et la France. On n'aperçoit d'ailleurs aucune autre architecture possible.

Mais il y a beaucoup plus grave. Ce Parlement n'a aucun pouvoir pour délibérer sur ce sujet ni même pour envoyer - comme le dit de façon assez dérisoire M. Laschet - des messages à New York. Cela ne signifie rien. D'ailleurs, notre délégation souverainiste française ne participera pas au vote demain en signe de protestation contre la volonté de ce Parlement de faire comme s'il pouvait empiéter sur ce qui regarde les États seuls et, plus grave encore, pour faire comme s'il n'y avait pas eu de référendum, c'est-à-dire comme si la Constitution n'était pas morte.

Je vous mets en garde solennellement contre une forfaiture collective: nous faisons comme s'il pouvait y avoir un jour une Constitution, comme s'il pouvait y avoir une politique étrangère et de sécurité commune, comme s'il pouvait y avoir un ministre européen des affaires étrangères. Il n'y en aura jamais! Les peuples n'en veulent pas. Et si vous voulez les imposer par la force, eh bien, vous faites reposer l'avenir de la construction européenne sur un putsch, qui rendra l'ensemble de nos décisions illégales et qui appellera des réponses appropriées, sans doute violentes, de nos peuples.

3-164

**Roberta Angelilli, a nome del gruppo UEN.** – Signor Presidente, onorevoli colleghi, a metà giugno partirà l'offensiva del cosiddetto "G4", che intende presentare una proposta di risoluzione all'Assemblea generale che farà salire ad undici il numero dei membri permanenti, lasciando così gli altri cento ottanta membri dell'ONU a contendersi i seggi non permanenti. L'accoglimento di tale proposta aggrava la disparità tra Stati membri dell'ONU e porrà il problema dell'estensione del diritto di veto, con il conseguente rischio di paralisi del Consiglio di sicurezza. A livello europeo l'ingresso della Germania nel Consiglio significherebbe invece la rinuncia definitiva a un progetto di un'Europa dotata di una politica estera seria ed efficace.

L'Italia, da sempre impegnata a favore del seggio unico dell'Unione europea, sta ora capeggiando il movimento UFC, che si oppone alla proposta del G4, auspicando una ristrutturazione su base regionale del Consiglio. Soltanto con questo tipo di riforma l'Unione europea otterrebbe il ruolo che le spetta a livello internazionale. Bisogna abbandonare gli egoismi nazionali per dare un futuro politico credibile all'Unione europea.

3-165

**Jas Gawronski (PPE-DE).** – Signor Presidente, onorevoli colleghi, tutti ci rendiamo conto dell'assoluta necessità di riformare le Nazioni Unite e in particolare il Consiglio di sicurezza. Tuttavia, una riforma, per risultare efficace, deve essere condivisa dal maggior numero possibile di paesi, deve godere di un ampio consenso, deve riflettere il crescente peso del regionalismo nelle relazioni internazionali e non deve essere affrettata.

Noi condanniamo iniziative di riforma del Consiglio di sicurezza come quella cosiddetta "del G4", come ha ricordato la collega Angelilli, che finirebbero per indebolire il principale organo delle Nazioni Unite e congelarlo nelle sue attuali difficoltà. Noi siamo dell'idea che tutti i paesi abbiano il diritto di servire nel Consiglio di sicurezza, attraverso periodiche elezioni che garantiscono la rappresentanza delle varie realtà regionali. In questo spirito, abbiamo chiesto il voto per parti separate dei paragrafi 19, 20 e 21, per eliminare alcune ambiguità nella pur ottima relazione Laschet.

Si parla molto, anche in questa sala, di un seggio europeo. Ma perché esista qualcosa di simile, occorre una politica estera comune europea e mi sembra che siamo ancora molto lontani da questo obiettivo. E non c'è dubbio che il doppio "no" alla Costituzione di questi giorni ha reso il cammino ancora più difficile. Un giorno si arriverà a questo seggio europeo ma escludiamo fin d'ora una delega permanente a uno Stato per rappresentare l'Unione, che porterebbe a una discriminazione nei confronti degli altri Stati, anche se l'Italia avrebbe in questo caso tutti i numeri per potersi candidare.

Le Nazioni Unite in questo periodo sono afflitte da rivelazioni imbarazzanti e da scandali che ne compromettono l'immagine. Dunque, quando parliamo di riforme, non dobbiamo pensare solo al Consiglio di sicurezza ma, come giustamente fa questa relazione, alle Nazioni Unite nel suo complesso. Impotente e bloccata per molti anni dalla rivalità fra le superpotenze, le Nazioni Unite debbono ritrovare nuova energia e nuova vita.

3-166

**Michel Rocard (PSE).** –Monsieur le Président, ma qualité de citoyen français me contraint à commencer cette intervention en dénonçant les propos que je viens d'entendre dans la bouche d'un de mes concitoyens. La mort d'un projet de Constitution n'est pas la fin de tous les traités qui nous lient! L'Europe en a assez fait pour avoir le droit d'envoyer des messages collectifs. Bravo Laschet pour votre bon rapport! S'il y a forfaiture quelque part - le mot a été employé -, elle est d'utiliser une paye de député européen pour venir cracher dans la soupe et dénier tous les efforts que nous faisons depuis soixante ans.

*(Applaudissements)*

Monsieur le Président, Monsieur le ministre, Monsieur le commissaire, j'aime bien ce rapport Laschet. Je suis heureux, en ces jours noirs de l'Europe, de vivre ce moment de convergence rare entre le Conseil, la Commission et notre Parlement. Je



suis heureux de saluer l'excellent rapport d'un collègue qui fut, un peu plus que d'habitude, à l'écoute de ses collègues et j'ai honte: nous sommes vingt-cinq en séance, ce qui ne qualifie pas bien nos travaux.

Monsieur le Président, je voudrais vous charger d'un message pour la Présidence. Nous pouvons chercher à réformer les Nations unies, mais il vaudrait mieux commencer par nous réformer nous-mêmes! Je témoigne que nos collègues, nos sept cent et quelques collègues absents ne sont pas en train de faire la sieste: ils travaillent dans leurs bureaux. Notre travail est mal organisé. Il nous faut un ou deux grands débats en séance plénière par mois dans cet hémicycle et, pour le reste, des travaux en commission. Il faut que ces débats aient un honneur. En deux minutes, on ne peut ni analyser ni tenir un raisonnement.

Je vous dirais donc, Monsieur le président en exercice du Conseil - en vous priant de m'excuser de représenter un Parlement pour lequel j'ai un peu honte au fond, - que mon principal souci est que, dans la défense de ce bon rapport et du bon travail que nous accomplissons ensemble en Europe, vous ne vous trompiez pas de cible. Il y a trop de charges, il y a trop de cibles. Il est vrai que l'Europe a des raisons de souhaiter un siège au Conseil de sécurité. Il est vrai que les temps ne sont pas mûrs et que ce n'est guère possible aujourd'hui. Je vous conseillerai de ne pas trop vous en occuper et de vous concentrer sur ce qui est raisonnablement possible, sur ce qui a une portée utile et sur les aspects pour lesquels nos travaux, et notamment le rapport Laschet, sont inventifs. Je citerai l'article 2 et le chapitre VII, concernant la transmission du droit de faire jouer la Charte vers des organisations régionales. Grande novation! Je citerai encore la transformation du Conseil de tutelle en Conseil des États évanouis. Je citerai enfin la création à l'article 17 d'une référence aux biens publics mondiaux. Comme j'ai dépassé mon temps de parole, je m'arrête là.

Tout cela est ridicule, nous disons tous un peu les mêmes choses. Ne vous trompez pas de cible! Jouez les éléments novateurs, et eux seulement, et nous aurons fait du bon travail.

*(Applaudissements)*

3-167

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE).** – Señor Presidente, como mis colegas, creo que —igual que ocurre con la Unión Europea— si no existieran las Naciones Unidas, habría que inventarlas. Esto es un hecho. Y también es cierto que, como se hace con la Unión Europea, hay que revisar las Naciones Unidas.

En el caso concreto de las Naciones Unidas, es evidente que urge una profunda e inmediata reforma, fundamentalmente porque los Estados miembros las están sometiendo en estos momentos a una doble restricción, de tipo presupuestario, en primer lugar, y de tipo político, en segundo lugar. Los informes del panel de alto nivel y del mismo Secretario General, Kofi Annan, son, a mi juicio —y coincido en esto con el señor Laschet— un excelente punto de partida para el análisis y para el debate, y por ello insto también a la Comisión y al Consejo a que los tengan suficientemente en cuenta.

Es importante recordar las movilizaciones del "no a la guerra" y, sobre todo, aquellas que nos llevaron a dudar de la importancia de una guerra en Iraq. Creo que en estos momentos, cuando el gasto militar mundial ya ha alcanzado el nivel de un billón de dólares anuales y, al mismo tiempo, los Estados no dan dinero para los objetivos del milenio, este replanteamiento es más necesario que nunca.

3-168

**Michael Henry Nattrass (IND/DEM).** – Mr President, the recent Brok report argued that the EU as a whole should play a major role within the UN. The PPE-DE Group amendment to the report demanded that the EU should be guaranteed a seat in the UN Security Council. That word 'guaranteed' is incompatible with the UN High-level Panel's view that no change in the composition of the Security Council should be regarded as permanent in the future. In both of the Panel's proposed models for reform of the Security Council, the current permanent members would retain seats. That is not what the Eurofanatics want to hear. They want the EU to take over the seats of France and the UK. However, even Mr Brok's report conceded that an increased role for the EU was pending the entry into force of the new Constitutional Treaty. The Constitution is dead; the EU has no legal personality; Europe is not a nation and the EU, therefore, has no place in the United Nations.

3-169

**Nirj Deva (PPE-DE).** – Mr President, we must never forget that the collective interest is the national interest, especially in a world full of terrorism.

One of the most important functions of the United Nations is the delivery of its aid to the less developed world. Corruption and a lack of transparency erode public support. A fundamental reform is needed of what the United Nations does with its aid delivery. For the first time, Internet technology has made it possible to bring transparency into the raising of international aid funding in the donor countries and the delivery of aid in the recipient countries. We must be able to see how the aid is being spent, brick by brick. A closer involvement by citizens through the Internet will create a new driving force for the effective delivery of aid and for holding governments, the United Nations and other NGOs accountable.

Civil strife and gross violations of human rights are the principal obstacles to United Nations development objectives. One civil war can undo decades of development effort. It is therefore essential to give our full backing to the work of the international criminal courts and to make it clear that anyone who commits crimes against humanity will be personally called to account for his or her action.

The United Nations must be able to anticipate and prevent. It must be a peace-builder and a peacekeeper. On 24 February, this Parliament passed a unanimous resolution demanding that Nigeria surrender to the United Nations international court the former President of Liberia, who has been charged with war crimes by the United Nations Special Court for Sierra Leone. Why has the United Nations Security Council failed to reinforce this demand with a mandatory resolution under Chapter VII? The United Nations Commission on Human Rights must be replaced with a stronger human rights council, with membership barred to nations with poor human rights records.

Finally, the United Nations must return to its roots. It must reform a stagnant bureaucracy. It must sweep away a dysfunctional committee. It must focus on an active United Nations parliamentary assembly, a good governance and democracy promotion unit. It must become the three pillars: peace and security, justice and human rights, and development.

3-170

**Alexandra Dobolyi (PSE).** – Szeretnék először is gratulálni Laschet úrnak a kitűnő jelentéséhez, és az ENSZ-munkacsoportnak, akik szintén hozzájárultak a jelentés elkészítéséhez. Az ENSZ reformja elengedhetetlen, hiszen ez az egyetlen olyan multilaterális szervezet, amely hatékonyan és sikeresen veheti fel a harcot az új korszak kihívásaival szemben. A megújulási folyamat része a Biztonsági Tanács létszámának, hatáskörének és eszközeinek újragondolása, az új kihívásokhoz való igazítása. Gondjaink megoldásának egyetlen lehetséges útja az integrált megközelítés a gazdasági, a szociális, a fejlesztési, a biztonsági és az emberi jogi szempontok figyelembevételével.

Nem szabad megfeledkeznünk arról, hogy az ENSZ reformtörekvésekhez szorosan hozzátartoznak azok a közös biztonsági és intézményi reformok is, amelyek a milleniumi fejlesztési célok megvalósításának eszközeül szolgálnak, ezért üdvözlöm a fejlesztési miniszterek azon döntését, amely megteremti ennek forrását. A milleniumi fejlesztési célokban foglaltak sikeres megvalósítása létérdeke Európának a globalizált világban. A szegénység csökkentése, az éhezés hatékony felszámolása, az ivóvízszükségletek biztosítása mind-mind olyan életbevágóan fontos kérdések, amelyek megoldása nem tűr halasztást. A veszélyek fenyegetők és bonyolultak, a reformok sikeres megvalósítása ma sürgetőbb, mint valaha.

3-171

**Hélène Flautre (Verts/ALE).** – Monsieur le Président, je concentrerai ma brève intervention sur une question tout à fait importante, celle de la réforme du programme des Nations unies pour les droits de l'homme. Je me félicite vraiment que se dégagent - non seulement dans cette enceinte, mais aussi à la Commission et au Conseil - des grandes lignes de réforme des instruments onusiens d'évaluation des droits de l'homme et qu'elles correspondent, de surcroît, aux travaux en cours, je veux dire le paquet proposé par le Secrétaire général des Nations unies et aussi le plan d'action qui vient d'être présenté à Kofi Annan par Mme Louise Arbour, haut commissaire. Ce sont là des lignes d'action tout à fait intéressantes, qui sont reprises du reste, dans le rapport, que je trouve très bon, de M. Laschet.

La transformation en conseil permanent, c'est évidemment une révolution dans le système onusien des droits de l'homme. Pourquoi? Parce que nous aurons là un organe de pression permanente sur les pays violateurs des droits de l'homme et on vient de dire que ces violations étaient une menace permanente pour la sécurité, pour le développement et pour la paix. Cette réforme est tout à fait importante. Quant au renforcement des moyens du Haut-Commissariat, je crois que tout le monde est d'accord là-dessus.

Je crois qu'il faudra veiller également au contenu des travaux, à la façon de travailler de ce conseil: dans cette optique-là, la référence que le rapport du Parlement européen fait à l'évaluation par les pairs - c'est-à-dire l'évaluation par les autres pays - qui est un système transparent, juste, équitable, d'évaluation dans tous les pays, dans le but d'éviter la critique du double standard, cette référence, dis-je, me paraît tout à fait fondamentale.

3-172

**Hélène Goudin (IND/DEM).** – Herr talman! EU:s medlemsländer har olika synpunkter på hur FN-systemet skall reformeras. Låt medlemsländerna diskutera detta med övriga FN-medlemmar. Denna diskussion skall inte föras inom ramarna för EU:s samarbete utan i ett bredare internationellt sammanhang. Det är uppenbart att en EU-strategi för en reformering av FN-systemet i hög grad syftar till värna europeiska intressen snarare än globala sådana.

I resolutionsförslaget framhålls att målet är att EU-länderna på sikt skall tala med en enda röst i säkerhetsrådet. Vi är negativa till detta förslag. Det är tydligt att de europeiska länderna har olika utrikespolitiska ståndpunkter. Detta framkom inte minst i samband med Irakkriget. Frankrike och Storbritannien är exempel på länder som ofta har olika synsätt i utrikespolitiska frågor. Skulle det överhuvudtaget vara möjligt att tala med en enda europeisk röst i säkerhetsrådet? Skulle små länders röster, som Sveriges, överhuvudtaget höras?

3-173

**Francisco José Millán Mon (PPE-DE).** – Señor Presidente, en primer lugar, quiero agradecer al ponente, señor Laschet, la labor realizada. Es difícil conseguir un amplio consenso entre los diferentes grupos y delegaciones en un asunto tan complejo como la reforma de las Naciones Unidas. Esta reforma abarca muchos e importantes temas.

Básicamente me limitaré a tres aspectos. En primer lugar, la necesidad de un multilateralismo efectivo para afrontar los problemas de la comunidad internacional. Ni un solo país ni un único grupo de países pueden decirlo todo, sino que es necesario un enfoque multilateral, y el multilateralismo requiere instituciones representativas y eficaces. De ahí la importancia y la necesidad de una reforma de las Naciones Unidas.

En segundo lugar, la reforma del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, órgano esencial para el mantenimiento de la paz y de la seguridad internacionales. Hay que aumentar su representatividad y mejorar su funcionamiento, pero no me parece que la mejor solución sea el llamado "modelo A", es decir, ampliar el número de miembros permanentes, concepto que me parece un tanto anacrónico.

Un objetivo esencial, recogido claramente en el informe del señor Laschet, es que la Unión Europea como tal esté presente en el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas. Este objetivo es plenamente coherente con la idea de una política exterior y de seguridad común, y lo será todavía más si el Tratado Constitucional entra en vigor. Desde luego, si el modelo que finalmente prospere en Nueva York fuera el de nuevos miembros permanentes, a mi juicio, el nuevo asiento debería ser para la Unión Europea.

Por cierto, me resulta llamativo que, cuando tanto se habla de una política exterior y de seguridad común, o de un futuro Ministro de Asuntos Exteriores, en el Consejo de la Unión, sorprendentemente, ese tema no se debate; la presencia de la Unión Europea en el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, no se debate en el Consejo, y hoy el representante del Consejo, que no sé si me está escuchando, me parece que tampoco ha aludido a este asunto.

Por cierto, dada la trascendencia de la reforma de la Organización de las Naciones Unidas y, en particular, de su Consejo de Seguridad, a mi juicio, su aprobación debe hacerse sobre la base del mayor consenso posible. Una reforma de este calado no debería prosperar sólo con una mayoría de dos tercios, porque no es razonable. Es necesario un mayor consenso.

En tercer lugar, celebro la importancia que el informe otorga a la lucha contra el terrorismo y, en este sentido, no sólo destaco la Resolución 1373, sino la importancia de la atención a las víctimas del terrorismo. La Resolución 1566 ya dio un primer paso en este sentido.

En esta línea hay que seguir mejorando y profundizando.

3-174

**Παναγιώτης Μπεγλίτης (PSE).** – Κύριε Πρόεδρε, οι μεταπολεμικές ισορροπίες που εξέφρασε θεσμικά ο ΟΗΕ, έχουν πλέον ανατραπεί. Νέα διεθνή προβλήματα και προκλήσεις απειλούν την παγκόσμια ειρήνη και σταθερότητα. Το διεθνές σύστημα κυριαρχείται από την παντοδυναμία των Ηνωμένων Πολιτειών και τη μονομερή αντίληψή τους για την επίλυση των διεθνών προβλημάτων. Ο νομιμοποιητικός ρόλος του ΟΗΕ έχει μειωθεί, ενώ η αποτελεσματικότητα και η αξιοπιστία του έχουν επικίνδυνα εξασθενήσει. Η ανθρωπότητα έχει ανάγκη από ένα νέο δημοκρατικό, πολυμερές σύστημα που θα εκφράζει τις σύγχρονες γεωγραφικές και πολιτικές πραγματικότητες. Γι' αυτό το λόγο η μεταρρύθμιση του συστήματος των Ηνωμένων Εθνών καθίσταται αναγκαία προϋπόθεση για έναν κόσμο ειρήνης, ελευθερίας, δημοκρατίας, ανάπτυξης και δικαιοσύνης.

Η έκθεση του Γενικού Γραμματέα του ΟΗΕ και οι προτάσεις του για τις μεταρρυθμίσεις απαντούν με την τολμηρότητά τους στις προκλήσεις της εποχής μας. Προς αυτήν την κατεύθυνση κινείται και η έκθεση του συναδέλφου κ. Laschet. Όμως καμία μεταρρύθμιση δεν θα μπορέσει να επιτύχει τους στόχους της, εάν δεν κερδίσει και πάλι ο ΟΗΕ τη χαμένη του αξιοπιστία στο θέμα της εφαρμογής των αποφάσεών του. Κρίσιμες αποφάσεις για την ειρήνη και τη σταθερότητα, δεν εφαρμόστηκαν στο όνομα των σκοπιμοτήτων της διεθνούς συγκυρίας και των συμφερόντων των μεγάλων δυνάμεων. Μέχρι σήμερα γινόμαστε μάρτυρες της επιλεκτικής ευαισθησίας στην εφαρμογή των αποφάσεων του ΟΗΕ. Και αυτό, πιστεύω κύριε Πρόεδρε, είναι ένα σοβαρό έλλειμμα στην έκθεση του κ. Laschet.

3-175

**Marie Anne Isler Béguin (Verts/ALE).** – Monsieur le Président, chers collègues, M. Kofi Annan a déclaré que les agressions contre l'environnement, le manque d'eau, les conséquences des changements climatiques faisaient plus de victimes aujourd'hui que les attentats terroristes. Les propositions de réformes de l'ONU concernant l'environnement, bien que mentionnées, ne sont pas encore à la hauteur des défis auxquels la planète est confrontée. Pourtant, il est effectivement de la responsabilité des Nations unies d'organiser les moyens de lutter contre les désastres annoncés, lesquels entraîneront des millions de réfugiés écologiques.

Qui accueillera les habitants des nations sans territoire, car engloutis sous les océans? Quelle instance défendra la nature lors des arbitrages commerciaux de l'OMC, laquelle a déjà montré le peu de cas qu'elle faisait des dégâts occasionnés à l'environnement?

Parce que l'environnement n'est pas une marchandise, parce que les normes environnementales doivent primer le commerce, parce que les relations juridiques doivent être clarifiées en matière de règlement des différends entre l'OMC et les accords multilatéraux sur l'environnement à l'intérieur même du système des Nations unies, le programme des Nations unies pour l'environnement doit se transformer en organisation mondiale de l'environnement, afin de défendre notre bien commun, la planète qui nous accueille. Avec la reconnaissance institutionnelle internationale, nul ne pourra plus s'affranchir de sa responsabilité à l'égard de la planète et des générations futures.

3-176

**Der Präsident.** – Zum Abschluss der Aussprache wurde gemäß Artikel 103 Absatz 2 ein Entschließungsantrag<sup>1</sup> eingereicht.

3-177

**Joe Borg, Member of the Commission.** – Mr President, as I have said before, we share many of the views of this Parliament on the reform of the United Nations. We all agree that a strong and effective United Nations is for the benefit not only of the European Union but also of the international community as a whole.

We can support many of the proposals in the Secretary-General's report. As I have stated, our priorities are to secure greater success in the achievement of the Millennium Goals. We are equally committed to seeing progress in the field of post-conflict situations and, therefore, we support the proposal for a peace-building commission as an instrument that will fill an existing gap between post-conflict situations and long-term sustainable peace.

Our commitment to human rights is unwavering and the proposals on the table for a human rights council will get our full support. Equally, we will support the creation of a UN environmental organisation, which will further consolidate the central focus of our actions in the field of the environment.

On climate change, we believe that the summit should call for more collaborative efforts to achieve the objectives of a UN climate change convention. The summit should endorse the UN Secretary-General's proposals to ensure concerted global action to mitigate climate change and develop a more inclusive international framework for climate change beyond 2012.

The Commission wholly endorses the contents of the UN Secretary-General's report on the proposal for a comprehensive convention on terrorism and calls for Member States to agree a definition of terrorism.

The UN Secretary-General rightly underlines in his report that the accumulation and proliferation of small arms and light weapons continue to threaten the international security, human safety, as well as socio-economic stability. The summit should echo the UN Secretary-General's appeal for consensus on the legally binding convention on the marking and tracing of small arms and to expedite negotiations on an instrument on illicit brokering and the supply of arms. The Commission further hopes that the summit will lead to the start of negotiations on an international arms trade treaty.

With regard to the proposal to set up a democracy fund, this could provide added value. It would make a real difference if it were used to jointly identify key priorities, general programming and to provide political guidance for those eligible countries seeking to strengthen democratic practice. Work now needs to be undertaken to facilitate the emergence of a consensus on the modalities of this fund.

The Commission underlines the need to restore the political stature of the General Assembly, asserting its role as the main universal deliberative body. The Commission is also particularly interested in the ECOSOC reform. We support a radical reform to render the body more operational and would like to see its role in all the pillars of sustainable development reinforced.

Some Members raised the issue of Security Council reform. This is clearly an important and central issue. However, it should not be an issue that hampers our ability to take actions in a range of other areas that I have highlighted. I have again noted your repeated appeal for an EU seat on the Security Council.

In conclusion, let me state that reform of the United Nations is not an exercise in institutional change for its own sake. Our aim is to enhance the ability of this global organisation to meet the challenges of the 21st century in the interests of meeting the aspirations of the peoples of the United Nations. Seeking to consolidate the areas of agreement that exist between Parliament, the Council and the Commission further enhances our chances of achieving sound results in the reform of this important body.

3-178

**PRESIDENZA DELL'ON. COCILOVO**  
*Vicepresidente*

---

<sup>1</sup> Siehe Protokoll

3-179

**Nicolas Schmit**, *président en exercice du Conseil*. – Monsieur le Président, merci à la Commission de m'avoir rapidement remplacé pendant cette petite absence. Je crois que le Conseil prend bonne note des suggestions, des idées, des propositions que le Parlement vient de développer lors de ce débat, mais aussi dans ce projet de rapport. La Présidence va évidemment transmettre à la future Présidence les éléments essentiels de ce débat, puisqu'il faut à présent que l'Union européenne définisse avec clarté sa position en vue du sommet de septembre.

Je crois que, comme beaucoup d'entre vous l'ont dit, les Nations unies sont un élément essentiel d'un monde globalisé. Pour pouvoir résoudre les problèmes du monde d'aujourd'hui, nous avons besoin d'un système multilatéral fort et efficace. C'est pour cela que cette réforme ne doit pas être réduite à quelques éléments ou à quelques intérêts de type national. L'Union européenne est la mieux placée, ou devrait être la mieux placée, pour montrer que le multilatéralisme constitue la réponse aux problèmes qui ne peuvent plus être résolus sur une base nationale.

Je reviens également sur cette proposition relative à un fonds en faveur de la démocratie. Le système des Nations unies en matière de droits de l'homme a besoin d'une réforme en profondeur. Trop souvent - et nous avons eu à plusieurs reprises l'occasion d'en discuter - il y a des évolutions presque absurdes au niveau de la Commission des droits de l'homme. C'est pour cela que, pour redonner davantage de crédibilité à la défense des droits de l'homme au sein du système des Nations unies, une réforme s'impose absolument. Et je pense que, dans ce domaine également, l'Union européenne peut être à la pointe de la réforme, l'encourager et arriver à des solutions et à des conclusions positives.

3-180

**Presidente**. – La discussione è chiusa.

La votazione si svolgerà giovedì, alle 12.00.

3-181

## 11 - Relazioni transatlantiche

3-182

**Presidente**. – L'ordine del giorno reca le dichiarazioni del Consiglio e della Commissione sulle relazioni transatlantiche.

3-183

**Nicolas Schmit**, *président en exercice du Conseil*. – Monsieur le Président, nous avons eu, il y a quelques mois, un débat sur le renforcement des relations transatlantiques. C'était notamment après la visite du Président Bush aux institutions européennes et après ce qu'on peut qualifier de relance de ces relations.

Nous sommes actuellement dans une phase de préparation du prochain sommet euro-atlantique, qui aura lieu à la fin de ce mois. Il est important que ce sommet parvienne à des résultats concrets afin que la relance du dialogue qui a été obtenue lors de la visite du Président Bush se concrétise. J'aimerais, pour cette raison, évoquer quelques points qui me paraissent particulièrement importants dans le contexte d'un renforcement des relations transatlantiques.

D'abord le dossier Iran, qui était un point important à l'ordre du jour lors de la visite du Président Bush. Les Américains ont non seulement apporté un soutien à l'initiative européenne, mais ils ont également accepté d'ouvrir avec l'Iran des négociations d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, et cette adhésion de l'Iran à l'OMC fait aujourd'hui partie intégrante de la stratégie européenne. Donc, je crois que, sur ce dossier extrêmement délicat, extrêmement sensible, on a réussi à montrer que la coopération entre les États-Unis et l'Europe peut apporter des solutions, mais surtout déboucher sur une démarche cohérente, qui est d'ailleurs avant tout une démarche européenne.

L'Union et les États-Unis organisent et présideront ensemble une conférence sur la reconstruction de l'Irak, dont j'ai parlé ce matin. Cette décision a été annoncée lors de la visite du Président Bush. Avec cette annonce, nous avons eu l'occasion de montrer que nous avons laissé derrière nous les divergences sur l'Irak. Les États-Unis et l'Union ont les mêmes objectifs dans ce pays, à savoir aider le gouvernement irakien dans l'énorme effort de reconstruction et, surtout, de renforcement de la sécurité. La conférence se tiendra au niveau ministériel, avec plus de 80 délégations, dont un grand nombre venant de la région concernée. Le gouvernement irakien, qui sera au cœur même de cette conférence, aura ainsi la possibilité de présenter ses projets et d'en aborder les volets économique, politique et de sécurité avec la communauté internationale représentée à cette conférence.

En ce qui concerne le Soudan, l'Union européenne ne tenait pas seulement à ce que les responsables de crimes contre l'humanité soient punis, mais également à ce que cela soit fait par l'action de la Cour pénale internationale. Comme vous le savez, l'Union est l'une des principales instances appuyant cette Cour. Pour nous, le cas du Soudan constitue un précédent important. C'est exactement pour ce type de situation que la Cour a été créée. On pouvait craindre, au contraire, un précédent défavorable et difficile à dépasser à l'avenir, si cette situation n'avait pas été portée devant la Cour pénale internationale. Et après plusieurs semaines de négociations intenses, nous avons trouvé une solution acceptable pour tous, permettant que la situation au Soudan soit déférée à la Cour pénale internationale, et ce sans veto américain. Dans ce

contexte également, l'Union européenne a exercé, dans le cadre des relations transatlantiques, une influence tout à fait positive, permettant, par la même occasion, une action multilatérale plus efficace.

Le dialogue politique entre l'Union européenne et les États-Unis est devenu plus fréquent et plus stratégique, également en ce qui concerne les affaires économiques. Nous devons néanmoins souligner que les problèmes restent importants. Nous connaissons tous le cas de Boeing et d'Airbus et nous espérons que, dans le contexte du prochain sommet, on pourra encore parvenir à une solution satisfaisante pour ne pas laisser ce cas arriver à l'OMC et peser ainsi sur l'avenir des relations euro-atlantiques.

Par ailleurs, un dialogue stratégique sur l'Asie a été lancé. Les discussions relatives à la levée de l'embargo sur les exportations d'armes vers la Chine ont, il est vrai, révélé un manque de débats sur les changements stratégiques en Asie. Le début de ce dialogue doit donc montrer nos intérêts communs et aider l'Union à renforcer sa propre réflexion stratégique sur cette région importante et émergente politiquement, et surtout aussi économiquement. Au Congrès des États-Unis, un caucus Union européenne a été créé récemment. Nous espérons que vous saisissez cette occasion et profitez de l'intérêt croissant de vos homologues américains pour l'Union européenne. Le dialogue entre législateurs est important et devrait être renforcé, surtout quand on connaît l'importance du Sénat dans le domaine de la politique étrangère. Donc, je crois que le développement des relations entre votre Parlement et le Congrès américain doit être un objectif extrêmement important.

Monsieur le Président, ces exemples démontrent le bon état de la coopération transatlantique au cours des derniers mois. Il est essentiel de travailler avec nos partenaires américains concernant les défis auxquels nous sommes confrontés. Et les différents exemples montrent que nous pouvons surmonter les divergences et adopter des approches communes. Donc, d'importants préparatifs sont en cours en vue du prochain sommet Union européenne-États-Unis, qui aura lieu le 21 juin à Washington. Nous nous attendons à un sommet substantiel et stratégique puisqu'il sera axé sur des questions essentielles en matière de relations internationales.

Au début de ce mois, la troïka a rencontré leur Secrétaire d'État, Mme Rice, dans ce but. Nous travaillons sur plusieurs projets de déclaration: Moyen-Orient, paix et sécurité internationales, promotion de la liberté, de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme, mais aussi Afrique, environnement et relations économiques. Comme l'an dernier, nous voulons utiliser ces déclarations comme base de travail. Au cours du sommet, nous aborderons les questions stratégiques les plus importantes, notamment le Moyen-Orient et l'Europe orientale, les Balkans, la situation au Kosovo, mais aussi – et nous venons d'en débattre –, la réforme des Nations unies. Nous ne pouvons réformer les Nations unies qu'avec l'appui des Américains, et nous savons qu'il nous reste encore pas mal de chemin à parcourir sur ce plan. Comme nous, les Américains soutiennent, certes, les propositions visant à créer une commission pour la construction de la paix, mais il faut maintenant lui donner un contenu plus concret et surtout plus opérationnel. L'Union européenne est ambitieuse dans le domaine des relations économiques, comme je viens de le dire.

La prochaine Présidence de l'Union européenne – ce ne sera plus la nôtre – vous informera des résultats de ce sommet. J'ai confiance dans le fait que la bonne relance des relations transatlantiques que nous avons pu obtenir lors d'une visite du Président Bush pourra être continuée lors de ce sommet et qu'on pourra arriver à des résultats concrets qui donneront à l'avenir une assise plus solide aux relations transatlantiques, celles-ci demeurant un fondement essentiel pour l'Union européenne.

3-184

**Joe Borg**, *Member of the Commission*. – Honourable Members, thank you for giving me the opportunity to address Parliament shortly before our yearly EU-US summit, which will take place in Washington on 20 June. I would like to say at the outset that we share many of the views expressed in your motion for a resolution and welcome the support of the European Parliament for the strengthening of transatlantic relations.

Transatlantic relations are at a turning point. We are witnessing a new era of transatlantic unity. This was most recently confirmed by the Condoleezza Rice, when she said that, rather than sitting back and analysing the state of the transatlantic alliance, we are putting the alliance to work. This is a timely and welcome development. As global partners, the EU and the United States must take the lead in building a prosperous and safe world and in promoting democracy, human rights and the rule of law. We must work together to forge a common strategy to deal with global problems wherever possible. That is the message our leaders will doubtless seek to convey at the upcoming June summit.

President Bush's successful visit to Brussels last February was a sign of the United States Administration's desire to reach out to Europe and work together in partnership with the European Union. It was an important signal that we have put the problems of approach that arose over Iraq behind us and that we are ready to work together in a constructive manner as allies. The United States is increasingly adopting a more open attitude to the European Union and listening more carefully to our concerns. Even where there are differences between us, we are learning how best to talk through them. A good example is the recently launched European Union-US Strategic Dialogue on East Asia, a forum in which to discuss the security challenges in the region, including those related to the rise of China. Coordination also continues on United Nations reform, though much work still needs to be done.

The EU-US summit on 20 June will focus on three global themes: promoting democratic governance and human rights around the world, increasing economic prosperity for our citizens and championing security and development. I would like to say a few words on each.

Promoting democracy and freedom is the essence of President Bush's foreign policy in his second term. European Union foreign policy, which is firmly based on the principles of the United Nations and the European Security Strategy, also aims to promote democracy, together with human rights and the rule of law. The promotion of democracy remains key in the wider Middle East and in the Mediterranean region, where transatlantic cooperation has increased substantially over the past 12 months.

Shortly after our summit in Washington, we and the United States will co-host an international conference in Brussels on Iraq. This is an important signal of unified international support for the government and people in their difficult task of working towards stabilisation and reconstruction. In addition we have been in daily contact over Lebanon's election process, and together we will continue to support the Lebanese people as they consolidate democracy. In Israel and Palestine, our cooperative approach within the Quartet is also intensifying.

On economic prosperity, the European Union and the United States have the most integrated economies in the world and benefit from the largest trade and investment relationship. But we can do more, and we want to. To move this agenda forward, we have spent nine months consulting all stakeholders on the obstacles they encountered and distilled the result in the recently published Commission communication, 'A stronger EU-US Partnership and a more open market for the 21st century'. The communication contains a set of pragmatic proposals for boosting EU-US trade and investment and thus promoting competitiveness, growth, and jobs on both sides of the Atlantic.

There are three basic strands to our proposals. First, regulating the transatlantic market, including areas such as services, investment, procurement and competition; second, promoting knowledge and innovation; and third, instituting smarter and safer borders for swifter trade and investment.

In the field of regulatory cooperation, the idea is to find ways for regulators to engage with each other at an early stage to avoid unnecessary conflicts and costs, and to promote convergence.

The second strand, on promoting knowledge and innovation, is crucial for generating economic growth and jobs. New technologies, in particular e-commerce, Internet governance and mobile telecommunication services, generated considerable interest amongst the stakeholders consulted.

The third strand of our package is striking the right balance between heightened security requirements and the continuation of open trade and passenger transport.

Our communication also addresses the overall structure and goals of transatlantic relations. The question we address is what the political profile of our relations should be 10 years after the signature of the 1995 New Transatlantic Agenda and fifteen years after the 1990 Transatlantic Declaration. In essence, we must make sure that the structure and the goals of transatlantic relations are adapted to today's challenges.

We would also like to see legislators – the European Parliament and United States Congress – build stronger ties. For this reason we suggest enhancing the Transatlantic Legislators' Dialogue and making it a fully-fledged transatlantic assembly. The Commission stands ready to assist as necessary, but an initiative of this nature naturally has to come first and foremost from this House and from the United States Congress.

Championing security and development is the third theme of the summit. As we continue to identify measures to enhance the security of our citizens against terrorism and the proliferation of weapons of mass destruction, it is worth remembering that such phenomena have claimed many more victims beyond our borders than within them. This reinforces our determination to work with the United States to spread the benefits of security in all its facets and to help release peoples everywhere from the daily tyranny of terrorism and violence.

The European Union and the United States should combine skills and experience in the field of conflict prevention and crisis response and bring to bear the full range of civilian and military tools at our disposal. We should consult routinely on current and potential crises. We should strengthen cooperation in post-conflict assistance and reconstruction. We should prepare, through joint training and exercises, and we should work together to improve international capacities to respond to crises and to prevent future crises from erupting. The European Union is anxious to cooperate with the United States on crisis management, both civilian and military.

We also recognise the need to tackle poverty, disease, corruption and instability, which terrorists seek to exploit and intensify. Our common agenda should prioritise the Millennium Development Goals.

In conclusion, the Commission welcomes the Parliament's motion for a resolution and, as I have indicated previously, we largely agree with it. We are taking an ambitious, forward-looking approach in developing our relations with the United States and are working actively in the areas mentioned in the draft resolution.

We have a challenging agenda in front of us. We are looking forward to your support, and the support of United States Congress, to accomplish it.

3-185

**Elmar Brok**, *im Namen der PPE-DE-Fraktion*. – Herr Präsident, Herr Ratspräsident, Herr Kommissar! Ich glaube, dass wir in diesen Tagen, wo wir als Europäische Union schwächeln, deutlich machen müssen, dass die transatlantischen Beziehungen für uns von großer Bedeutung sind, und dass gerade die Verbesserung dieser Beziehungen in vielerlei Hinsicht auch uns wiederum hilft, unsere Handlungsfähigkeit zu verdeutlichen. Deswegen kommt dem Gipfel große Bedeutung zu, indem er sowohl bestimmte Fragen löst als auch bestimmte Prozesse in Gang setzt.

Es ist wichtig, in den wirtschaftlichen Fragen zu schnelleren Lösungen und Vereinbarungen zu kommen, weil die beiden großen Demokratien auf beiden Seiten des Atlantiks wirtschaftlich immer noch die starken Kräfte dieser Welt sind. Wenn sie entsprechende Wachstumsimpulse setzen können, was für die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit und eine bessere Situation der Welt insgesamt sehr wichtig ist, sollte dies im Rahmen des multilateralen Konzeptes stattfinden.

Das ist auch für die allgemeine politische Lage wichtig. Wenn wir sehen, dass es Entwicklungen in der Welt gibt, die ungelöst sind, die Gefahren und Druck mit sich bringen, wissen wir, dass hier die Demokratien nur gemeinsam Lösungen finden können, und nicht nur auf der Grundlage der Nato, sondern auf der Grundlage dessen, was die Europäische Union inzwischen an Kompetenzen in der Außen- und Sicherheitspolitik, in der Rechts- und Innenpolitik wie auch in der wirtschaftspolitischen Dimension erworben hat.

Nun müssen wir dies auch in ein geeignetes Konzept hineinsetzen. Hier kann das von uns vorgeschlagene Transatlantische Partnerschaftsübereinkommen eine entscheidende Rolle spielen, um einen Rahmen zu schaffen, in dem wir diese Politik in Zukunft in vernünftiger Weise entwickeln können.

In der Mitteilung der Kommission habe ich mit Interesse gelesen, dass dies keine politische Unterstützung habe – außer vielleicht im Amerikanischen Kongress und im Europäischen Parlament. Aber es scheint für die Kommission nicht relevant zu sein, dass die Unterstützung aus diesen beiden Häusern kommt.

Man sollte doch einmal überlegen, ob man in dieser Zeit hier nicht einen mutigen Schritt nach vorne gehen kann und nicht nur in Kleinkram die Lösung zu finden sucht, sondern bei dem Gipfel den Auftrag gibt, in den nächsten zwölf Monaten zu prüfen, wie wir in diesen Bereichen vorankommen können.

Die USA haben fast mit jedermann in dieser Welt Verträge, die Europäische Union hat mit fast jedermann in dieser Welt Verträge, aber es gibt keinen Vertrag zwischen den Vereinigten Staaten von Amerika und der Europäischen Union. Darüber sollten wir einmal nachdenken, damit wir dies zu einem besseren Funktionieren bringen und nicht dreißig Jahre lang meinen, der Airbus-Boeing-Streit stünde im Mittelpunkt unseres Geschehens und unserer Diskussion.

3-186

**Jan Marinus Wiersma**, *namens de PSE-Fractie*. – Voorzitter, ook wij hopen dat de Europese Unie in staat zal zijn de Verenigde Staten eensgezind te benaderen op de komende Top ondanks de onrust die ontstaan is rond de toekomst van het grondwettelijk verdrag na de 'nee's' in Nederland en Frankrijk. De wereld is niet tot stilstand gekomen en sommige kwesties waarbij overeenstemming tussen de Verenigde Staten en de Europese Unie van groot belang zijn, kunnen niet wachten tot wij onze interne problemen hebben opgelost.

De onderlinge sfeer tussen de Verenigde Staten en Europa is ontegenzeggelijk verbeterd, dat betekent niet dat alle onenigheid verleden tijd is. De EU moet ervoor zorgen dat het zijn punten aan de VS weet over te brengen. De gezamenlijke resolutie die wij morgen zullen aannemen bevat een hele boodschappenlijst van zaken die volgens ons op de agenda moeten staan. Ik wil er een drietal zaken uitlichten.

Ten eerste is het de vraag hoe we omgaan met de globalisering? Het debat hierover is in twee minuten niet samen te vatten, maar duidelijk is dat het gezamenlijk economisch gewicht van de Europese Unie en de Verenigde Staten ons zowel invloed als grote verantwoordelijkheid toebedeelt; hoe nemen we vragen rond eerlijke handel, milieu en een socialer dimensie mee in onze benadering van de economische globalisering?

Ten tweede maak ik mij na het mislukken van een herzieningsconferentie van het non-proliferatieverdrag zeer veel zorgen over de verspreiding van nucleaire wapentechnologie. De deelnemende landen zijn er ondanks de langdurige en grondige voorbereidingen niet in geslaagd wezenlijk overeenstemming te bereiken. Dat is niet in de laatste plaats te wijten aan de Amerikaanse opstelling. Het verdrag, de wettelijke basis van het non-proliferatieregime en daarom een noodzakelijke



voorwaarde is mogelijk ernstig verzwakt. De consequenties daarvan zijn niet te voorspellen. Ik dring daarom aan op een urgente actie van de EU-lidstaten en de VS om met maatregelen te komen die het vertrouwen in het NPV helpen herstellen.

Sterk verbonden hiermee is, ten derde, de hervorming van de VN waarover in het najaar wordt gesproken. Ik ben blij vast te stellen dat ook de Raadsvoorzitter zich bewust is van het belang van dit agendapunt. De noodzaak van hervormingen wordt algemeen gevoeld, maar de opstelling van de Verenigde Staten is vooralsnog onduidelijk. Ik zie in dit agendapunt een test van de Amerikaanse opvattingen over het multilaterale systeem en zelfs over de toekomst van het hele VN-systeem. Ik hoop van harte dat de Europese Unie met succes toezeggingen over een constructieve houding van de Amerikanen zal weten te verkrijgen.

3-187

**Annemie Neyts-Uyttebroeck**, *namens de ALDE-Fractie*. – Voorzitter, collega's, na een dieptepunt te hebben bereikt tijdens de vorige EU-legislatuur en de vorige VS-administratie lijkt de hemel over de Atlantische Oceaan op te klaren. Het bezoek van President Bush aan de EU en een aantal lidstaten lijkt een nieuw tijdperk in te luiden. Wij hadden President Bush natuurlijk graag verwelkomd in dit halfroond, maar wij hebben de hoop niet opgegeven om hem hier te zien verschijnen.

Belangrijker echter is dat de voorwaarden verenigd lijken om een moeilijke periode in de EU/VS-relaties af te sluiten en om de basis te leggen voor een hernieuwde samenwerking die moet stoelen op wederzijds respect, gelijkwaardigheid en de vaste wil om onze gezamenlijke inspanningen te kaderen in het multilaterale perspectief van de Verenigde Naties, de Wereldhandelsorganisatie en de Navo. Vanzelfsprekend moeten eenzijdige initiatieven die zouden kunnen leiden tot ernstige handelsconflicten, vermeden worden.

Dat wijzelf na de referenda in Frankrijk en Nederland een periode van bezinning en mogelijke herziening zijn ingetreden mag geen reden zijn om de nakende Top in mineur te laten verlopen. Tien jaar na het vastleggen van de nieuwe transatlantische dialoog is het de hoogste tijd om deze uit te breiden. In die uitgebreide dialoog moet ook ruimte zijn om onze zorgen te uiten over de onacceptabele toestanden in de gevangenis van Guantanamo Bay evenals over de inperking van persoonlijke vrijheid en privacy die het gevolg kunnen zijn van eenzijdige veiligheidsinitiatieven. Zowel de VS als wijzelf zijn zeer gehecht aan de wereldwijde verspreiding van democratie, welvaart en mensenrechten, maar onze visie over hoe dat moet, kan soms verschillend zijn. De onze is daarom echter niet inferieur.

Wij staan tegenover enorme uitdagingen ten zake van de wereldarmoedebestrijding, bestrijding van dodelijke ziekten, vrede in het Midden-Oosten, een vreedzame regeling voor de zogeheten bevroren conflicten; ik hoop dan ook dat zowel Amerikanen als Europeanen een goede samenwerking zullen kunnen lanceren.

3-188

**Cem Özdemir**, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident, meine sehr verehrten Damen und Herren! Auch meine Fraktion begrüßt es ausdrücklich, dass nach der Eiszeit, die vorübergehend im transatlantischen Verhältnis herrschte, die Dinge offensichtlich wieder auf den richtigen Weg gebracht werden. Ich glaube, beide transatlantischen Partner müssen verstehen, wie sehr sie sich gegenseitig brauchen, um die gemeinsamen Werte weltweit zu schützen und durchzusetzen. In diesem Zusammenhang ist der transatlantische Gipfel sehr wichtig, weil er hoffentlich helfen wird, weiter voranzukommen.

Ich möchte es auch ausdrücklich begrüßen, dass unsere amerikanischen Freunde nach dem Scheitern der EU-Verfassung in Frankreich und den Niederlanden keine Schadenfreude gezeigt haben. Manche haben da sicherlich etwas anderes erwartet. Man muss dies sicherlich positiv verbuchen.

Trotzdem weist der vorgelegte Entschließungsantrag auch einige Mängel auf, weshalb meine Fraktion Änderungsanträge eingebracht hat. Ich möchte diese nun in aller Kürze vorstellen. Es geht da beispielsweise um den Bereich des Klimaschutzes. Erst heute haben wir in den Nachrichtenagenturen gelesen, dass es auch Tony Blair nicht gelungen ist, die Vereinigten Staaten von Amerika dazu zu bringen, Zugeständnisse im Bereich des Klimaschutzes zu machen. Nach wie vor blockieren unsere amerikanischen Freunde leider einen effektiven, Klimaschutz und gerade jetzt merken wir, wie stark der Zusammenhang zwischen Armutsbekämpfung und Klimaschutz andererseits ist.

Schließlich das Thema Menschenrechte und internationales Recht. Der amerikanische Senator Biden hat noch einmal sehr deutlich gemacht, wie wichtig es für das Ansehen unserer amerikanischen Freunde ist, dass das Gefangenenlager Guantánamo geschlossen wird. Wir haben jetzt wieder von der Meuterei der Gefangenen in Abu Gharaib gelesen. Diese beiden Lager, aber auch die anderen illegalen Lager weltweit müssen dringend geschlossen werden, da sie einen Schandfleck darstellen und im Widerspruch zu den Werten der Vereinigten Staaten von Amerika stehen.

Ich glaube, es ist sehr, sehr wichtig zu erkennen, dass wir, wenn wir die Armut bekämpfen wollen, uns nicht in neue Rüstungsinvestitionswettläufe hineinsteigern dürfen. Das Zeichen der Zeit darf nicht sein, neue Rekorde bei den Ausgaben

in den Rüstungsetats aufzustellen. Wir müssen vielmehr alles dafür tun, um unserer Verantwortung weltweit gerecht zu werden.

3-189

**Vittorio Agnoletto**, *a nome del gruppo GUE/NGL*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, mi sembra che la relazione del Consiglio, quella della Commissione così come del resto la mozione presentata dalla maggioranza dei gruppi politici, siano tutte finalizzate a ricercare ad ogni costo una convergenza con gli Stati Uniti, anche rimuovendo principi che sono da sempre alla base della dell'Unione europea.

Mi riferisco, ad esempio, al rispetto dei diritti umani: la vicenda di Guantanamo non è un caso isolato come dimostrano, ad esempio, la situazione Abu Grahīb – di cui nessuno ha assolutamente parlato – e i rapimenti di liberi cittadini avvenuti ad opera dei servizi segreti americani, documentati dalla grande stampa europea, sul territorio dell'Unione europea. Noi non vediamo e non ci pronunciamo in alcun modo al riguardo. Non vi è inoltre alcun riferimento alla condanna della guerra preventiva, che è assolutamente in contrasto con il diritto internazionale. Inoltre, la costruzione dei rapporti transatlantici avviene attraverso un inneggiare continuo a ogni forma di liberalismo e addirittura – ho sentito per bocca del rappresentante della Commissione – con la proposta di porre sul mercato delle relazioni transatlantiche i servizi, che finora – per fortuna – sono esclusi dagli accordi dell'Organizzazione mondiale del commercio e vengono considerati ancora come servizi per accedere ai diritti e non come merci per costruire profitti.

3-190

**Bastiaan Belder**, *namens de IND/DEM-Fractie*. – Voorzitter, de Raad kan het weten, het Europees Parlement blijft zich keren tegen zijn voornemen het wapenembargo jegens de Volksrepubliek China op te geven en wel op grond van de mensenrechtensituatie, zie paragraaf 7 van de gezamenlijke ontwerp-resolutie. Hoewel ik deze stellingname onderschrijf, is hij veel te beperkt. Zij laat immers het eroderende militaire evenwicht in de staat van Taiwan alsmede de algemene regionale stabiliteit in Oost-Azië compleet buiten beschouwing. Geopolitieke ontwikkelingen die juist de Amerikaanse zorg over een eventuele Europese opheffing van het wapenembargo tegen Peking ingeven.

Mijnheer de Voorzitter, Raad en Commissie, het heeft er alle schijn van dat Brussel omwille van financieel gewin op de korte termijn Washington alleen wil laten opdraaien voor vrede en veiligheid in het Verre Oosten. In dat geval ligt na Irak een nieuwe crisis in de transatlantische betrekkingen spoedig in het verschiet. Naar ik hoop logenstrafte de Raad op de EU/VS-Top van 20 juni dit sombere scenario. Hoe, door samen met de Amerikanen verantwoordelijkheid te nemen, echte verantwoordelijkheid te nemen voor geopolitieke stabiliteit in Azië. Als China's belangrijkste handelspartner is de Europese Unie dat tenslotte aan haar stand verplicht.

3-191

**Marcin Libicki**, *w imieniu grupy UEN*. – Panie Przewodniczący! Stosunki Unii Europejskiej ze Stanami Zjednoczonymi powinny być oparte przede wszystkim na zdrowej konkurencji gospodarczej, a konkurencja gospodarcza będzie skuteczna dla Unii Europejskiej, jeżeli gospodarka europejska nie będzie hamowana różnymi pomysłami socjalnymi, etatystycznymi i podatkowymi. Nasza współpraca ze Stanami Zjednoczonymi będzie również skuteczna jeżeli będzie oparta na przyjaznej polityce zagranicznej.

Stany Zjednoczone odgrywają rolę stabilizatora w polityce światowej. Bez Stanów Zjednoczonych świat zamieniłby się w jedno wielkie pole bitwy. Nie służą przyjaznym stosunkom Europy ze Stanami Zjednoczonymi akcenty antyamerykańskie, szczególnie częste w polityce francuskiej.

Przed dwoma laty, kiedy prezydent Chirac zwrócił się do tych państw, które poparły interwencję amerykańską w Iraku, mówiąc do nich: "Straciliście okazję, żeby siedzieć cicho". Dzisiaj, kiedy prezydent Chirac i jego poprzednik prezydent Giscard d'Estaing pograżyli Europę w poważnym zamieszaniu spowodowanym przedwczesnym popieraniem Konstytucji, i w ten sposób oddalili wizję przyszłej wspólnej polityki europejskiej, to my możemy powiedzieć Prezydentowi Francji: "Stracił Pan okazję żeby siedzieć cicho" - *Vous avez perdu l'occasion de vous taire!*

3-192

**Philip Claeys (NI)**. – Voorzitter, wij hebben het in het verleden al meermaals gehad over de transatlantische betrekkingen. In januari was er nog een debat, er was ook al een resolutie toen, er is op eind juni een Euro-Atlantische Top in Washington, enzovoort. Dat is allemaal natuurlijk nuttig en interessant, maar wij zitten nog altijd met de situatie dat de transatlantische betrekkingen aan verbetering toe zijn. Dat is in de eerste plaats ook een kwestie van mentaliteitswijziging. Wij zijn het er allemaal mee eens, bijvoorbeeld, dat de strijd tegen het terrorisme enerzijds en het bevorderen van democratie en vrede in de wereld anderzijds, alleen succesvol kunnen zijn door ons partnerschap met de Verenigde Staten te versterken en dat op basis van de westerse waarden die wij samen delen.

Maar als het erop aankomt de principes in de praktijk om te zetten, loopt het wel eens verkeerd. Een perfect voorbeeld is het voornemen van de Europese Raad om het wapenembargo tegen China op te heffen. Het verzet van de Verenigde Staten tegen deze plannen, is volkomen terecht. Het heeft geen enkele zin om lippendienst te bewijzen aan democratisering in de rest van de wereld, als we in de praktijk exact het tegenovergestelde doen door tegemoet te komen aan de wensen van een

Chinees regime dat nog altijd even dictatoriaal is als tijdens het onderdrukken van de opstand op het Tiananmen-plein. Wij moeten als Europeaan dus af en toe eens de hand in eigen boezem durven steken.

Ik heb tijdens deze zittingsweek al in meerdere debatten horen verwijzen naar de situatie in Guantanamo Bay. Het is niet aan mij om te ontkennen dat hier een probleem bestaat, maar het constant hameren op deze kwestie legt wel een zekere hypocrisie bloot van onzentwege. Zeker als we de Europese tekortkomingen inzake terrorismebestrijding in beschouwing nemen.

Voorzitter, wij kunnen ons alleen maar verheugen over het positieve verloop van de respectievelijke bezoeken van President Bush en Condoleezza Rice aan Europa. Wij moeten verder gaan in deze richting, maar als we spreken over respect, dan moet dat respect in twee richtingen gaan.

3-193

**João de Deus Pinheiro (PPE-DE).** – Gostaria de começar por felicitar os autores do relatório porque conseguiram uma coisa que é rara: um documento que pode ser muito útil para a Cimeira de Washington, de 20 de Junho.

Referia, além disso, dois pontos. O primeiro para sublinhar que, enquanto durante a guerra fria o teatro de operações estratégicas era a Europa e a percepção das ameaças dos dois lados do Atlântico era idêntica, com o fim da guerra fria, a reunificação alemã, a implosão soviética e o 11 de Setembro, estes dados alteraram-se. Por um lado, os teatros de operações estratégicas são diferentes, mas sobretudo o que é diferente é a percepção da ameaça dos dois lados do Atlântico. Se a percepção da ameaça é diferente, diferentes terão que ser as estratégias e os modos operacionais de actuar.

Enquanto que na Europa nós desenvolvemos um conceito multilateral de "softpower", através da diplomacia, de sanções económicas ou mesmo de sanções políticas, nos Estados Unidos desenvolveu-se, com o 11 de Setembro, sobretudo o "hardpower", isto é, a tese do unilateralismo, do "com os outros se possível, sozinhos se necessário", e com isso afastaram-se sensivelmente os dois conceitos e as duas percepções da ameaça dos dois lados do Atlântico.

O que se está a tentar fazer neste momento é conseguir uma aproximação, que o "softpower" seja menos "soft", que o "hardpower" seja menos "hard". E sobretudo, que a percepção da ameaça e as formas de as combater sejam consonantes e complementares. É este o objectivo fundamental de qualquer cimeira transatlântica.

A este objectivo podemos juntar um segundo que tem a ver com a parte comercial, não apenas no plano bilateral, mas sobretudo no que diz respeito à sua agressão conjugada no domínio da globalização e da Organização Mundial de Comércio. É absolutamente inaceitável que aspectos de *dumping* social e de *dumping* ambiental, que põem em causa os empregos na Europa e que são o símbolo da concorrência desleal, possam continuar livremente a existir no mundo para nosso detrimento. E a menos que a União Europeia e os Estados Unidos congreguem forças neste sentido será muito difícil de os evitar e a consequência será mais tarde ou mais cedo um proteccionismo também ele selvagem.

3-194

**Hannes Swoboda (PSE).** – Herr Präsident, meine sehr verehrten Damen und Herren! Es geht vor allem um zwei Dinge: Es geht einerseits darum, dass die Vereinigten Staaten von Amerika und Europa den Reichtum, den sie geschaffen haben, auch dazu verwenden, den Ärmeren in dieser Welt zu helfen, zu ähnlichem Wohlstand zu gelangen. Ich glaube, dass gerade die britische Präsidentschaft hier in nächster Zeit einiges vor hat, und dass wir dabei auch helfen können – selbst wenn wir in dem einen oder anderen Punkt unterschiedliche Auffassungen vertreten.

Es geht auch darum, dass wir auf die Demokratie und Freiheit, die wir in unseren Ländern entwickelt haben, nicht nur stolz sind, sondern diese Instrumente der Entwicklung auch anderen anbieten. Ich sage bewusst nicht „aufzwingen“, sondern „anbieten“, wie wir das in Europa selbst, in Osteuropa und in den Balkanländern, getan haben – ich sage das auch deshalb, weil ich höre, dass eine große Gruppe mazedonischer Besucherinnen und Besucher anwesend ist – und wie wir das sicherlich auch in der Region des Nahen Ostens tun wollen.

Der Nahe Osten ist ja für uns eine sehr prekäre und wichtige Region. Wir, die Amerikaner und Europäer, stimmen darin überein, dass Demokratie und Entwicklung – vor allem die freie Entwicklung – in diesen Ländern für alle Bürgerinnen und Bürger notwendig und friedensstiftend ist. Daher ist die Zusammenarbeit zwischen Europa und den USA besonders wichtig. Ich betone allerdings nochmals: Das Konzept muss sein, dass die Menschen in ihren Ländern diese Freiheit und Demokratie selbst entwickeln und nicht das Gefühl haben, dass sie ihnen aufgezwungen wird.

Wichtig ist auch, dass wir gemeinsam verhindern – siehe zum Beispiel im Iran –, dass neue Gefahren und neue Risiken entstehen. Aber auch hier befürworte ich eindeutig den Weg der Verhandlungen und nicht den der Drohungen. Ich hoffe, dass wir auf dem Verhandlungswege gemeinsam zu einem Erfolg kommen.

3-195

**Nicholson of Winterbourne (ALDE).** – Mr President, it is indeed good to hear the Council and the Commission restate so firmly the European Union commitment to renewing transatlantic cooperation. There are many areas of work in which the

shared values of both partners directly coincide. The United States of America has recently taken the lead in openly encouraging the establishment of democracy in the Arabian Peninsula. The European Union has set up the unique Euro-Mediterranean Partnership: quieter, in-depth work, helping to establish the rule of law and rights-based legislation in North Africa and the Eastern Mediterranean.

Dialogue between these two key actors is not enough. Our whole world is now riven by conflict and insecurity, from weapons of mass destruction, which sadly do exist, to the continued act of genocide in different countries. Our citizens and the world's citizens are in danger. Full-scale cooperation between the European Union and the United States of America, as well as with other key democracies such as India, is a prerequisite for peace.

3-196

**Jaromír Kohlíček (GUE/NGL).** – Milé kolegyně, vážení kolegové, terorismus, terorismus, terorismus, demokracie, společné hodnoty, to jsou stále stejné fráze, které slyšíme ve vztahu k velkému bratrovi, který nás sleduje přes Atlantik, který nás sleduje z kosmu, který nás monitoruje ze základen v Německu, Itálii, Maďarsku, Turecku, ze států Afriky, Asie, Latinské Ameriky, z jaderných ponorek, z bezpilotních letadel a kdoví odkud ještě. Pusťme se tedy do práce na rezoluci o oboustranně výhodných, vyvážených a perspektivních vztazích.

Jen pozor na citlivá témata! Je třeba utajit nelidské a ponižující podmínky v některých věznicích Spojených států. Je nezbytné hlasitě deklarovat spolupráci v boji proti terorismu, bioterorismu, při snaze o odhalování zdrojů financování terorismu. O čem se ve stanovisku nemluví? O zdrojích moderních zbraní teroristických organizací, o spolupráci při odstranění jaderných zbraní z Blízkého východu, o zastavení podpory teroristů ve střední Asii, na Kavkaze, v západní a střední Africe. Jistě není jednoduché říci silnějšímu partnerovi otevřeně a jasně své stanovisko. Vůči Turecku, Rusku, případně Bangladéši, tam se nám to kritizuje.

Jistě víte, vážení kolegové, že k hodnotám evropské civilizace patří gramotnost a všeobecné zdravotní pojištění. Škoda, že stejné hodnoty neuznává náš partner. Kdo z Vás, vážení kolegové, navrhne tyto společné hodnoty do příští rezoluce? Nebo nevíte, že za velkou louží se negramotnost týká milionů obyvatel? A všeobecné pojištění se dodnes nepodařilo prosadit? Podle výzkumu veřejného prostoru termojaderné fúze jsou tedy i obyčejné civilizační úlohy, které je třeba společně řešit. Jsme-li spojenci, nebojme se na tyto úkoly poukázat a povzbudit partnera k řešení.

3-197

**Adam Jerzy Bielan (UEN).** – Panie Przewodniczący! Niedawna 60. rocznica zakończenia II wojny światowej przypomniła nam o historycznym znaczeniu pomocy udzielonej przez Stany Zjednoczone, bez której słaba gospodarczo i militarnie Europa nie byłaby w stanie wygrać z nazistami, ani przeciwstawić się przynajmniej częściowo dyktaturze komunistycznej.

Bez współpracy militarnej i politycznej ze Stanami Zjednoczonymi, Unia nie jest dzisiaj zdolna do zagwarantowania sobie bezpieczeństwa. Doskonale przykłady łączenia sił, które obserwowaliśmy w latach 90. w Iraku, Bośni i Kosowie, czy ostatnio w Afganistanie wskazują przyszlą drogę, którą powinna podążać nasza współpraca militarna i polityczna. Jej wagę widać wyraźnie w Europie Środkowo-Wschodniej. Rozszerzenie NATO pokazuje, iż jest ona postrzegana jako wiarygodny partner.

Poczucie bezpieczeństwa jest szczególnie ważne z punktu widzenia państw o tak silnych negatywnych doświadczeniach historycznych, jak Estonia, Litwa, Łotwa czy Polska, które straciły swoją suwerenność na wiele dziesiątek lat, gdyż nie posiadały partnera, który nie zawahałby się wypełnić zobowiązań sojuszniczych.

Nieodłącznym elementem harmonijnej współpracy politycznej jest oczywiście współpraca gospodarcza. W żywotnym interesie Europy leży zapobieżenie ekonomicznej wojnie ze Stanami Zjednoczonymi. Jesteśmy dziś przecież największymi partnerami handlowymi na świecie. To powinien być kierunek wspierany przez Parlament Europejski przed czerwcowym szczytem. Dajmy sygnał, że opieramy swoją politykę o partnerów, którzy są wiarygodni, a wartości przez nich wyznawane są zbieżne z naszymi.

3-198

**Ryszard Czarnecki (NI).** – Panie Przewodniczący! Nie będę mówił o analfabetyzmie w USA, jak Pan poseł Kohlíček, i o tym, że w Ameryce biją murzynów. Chciałem powiedzieć, że Europa i Ameryka to jedna rodzina. W rodzinie często bywają różnice zdań, ale rodzina powinna być solidarna. Możemy mieć, i mamy różnicę zdań w odniesieniu do Iraku, ale strategicznie jesteśmy sojusznikami.

W interesie Europy nie leży antyamerykańska histeria, w interesie USA nie leży traktowanie Europy jak młodszego braciszka. Na dzień dzisiejszy mamy dwa wspólne zadania: walka z terroryzmem - po pierwsze, i pokojowe rozwiązanie konfliktu na bliskim wschodzie - po drugie. Musimy pamiętać, że w cieniu tej dziwacznej rywalizacji Ameryki i Europy rośnie potęga Azji - polityczna i ekonomiczna. Wyciągnijmy z tego wnioski: zamiast ekonomicznej, bezsensownej wojny - ścisła współpraca to konieczność, nawet jeśli mamy uzasadnione pretensje do ekonomicznego perfekcjonizmu USA, to w kwestiach gospodarki powinniśmy być bardziej elastyczni.

Pamiętajmy zawsze, że z naszego konfliktu najbardziej cieszą się inne kontynenty. Myślę, że rozumieją to nowi członkowie Unii, w tym mój kraj - Polska.

3-199

**James Elles (PPE-DE).** – Mr President, the atmosphere has changed significantly since the visit of George W. Bush to Brussels a few months ago, but it is interesting that in the international press this is not yet recognised. It would be nice, Mr President-in-Office, if you could show, when you are in Washington with the Commission, that we can make a real step forward in EU-US relations. Clearly there are a whole range of issues of a political and security nature on this agenda to which you have referred, particularly the political challenges dealing with democracy, human rights and the rule of law. It would be nice, Mr President-in-Office, if you would listen to my contribution, because I would like to draw your attention to one particular issue on the economic side. It is through the economics that we must drive this particular relationship. That is where the businesses want the remaining barriers to trade and investment to be removed. That is where an OECD report released this week shows that if we go for growth and remove these barriers, we could be adding 2 to 3% GDP per capita in Europe as a result.

I would therefore like the summit to be able to set out an ambitious agenda, a vision of how these remaining obstacles can be reduced and removed, to have a route map, to be able to have a clear timetable so that we would be able not only to stimulate our economies, but to bring Europe and America closer together. To do that you are going to need the cooperation of this House. You have spoken about the cooperation between this House and that of the US Congress, the significant support in this House for this concept, and also for a broader partnership framework between the United States and Europe.

It is up to you, to Mr Juncker as President-in-Office of the Council, and to Mr Barroso, to take the leadership and to make sure we do not miss out on this opportunity for a strengthened European-American relationship which will not only be good bilaterally, but will also enable us to face the multilateral global challenges, a relationship without which they will not be resolved.

3-200

**Erika Mann (PSE).** – Herr Präsident! Ich kann gleich mit dem fortfahren, was Kollege James Elles angesprochen und mein Kollege Hannes Swoboda erwähnt hat, nämlich den Punkt, dass beide, Europa und die Vereinigten Staaten, eine große Verantwortung in der Welt tragen und dass wir nur dann, wenn beide das gemeinsam tun, erreichen, dass die anderen Länder, denen es schlechter geht, in die Weltwirtschaft integriert werden.

Die Kommission, die ich ausdrücklich zu ihrer Erklärung beglückwünschen möchte, ist einen mutigen Schritt gegangen. Wir haben eine schwierige politische Phase gehabt, und es war lange Zeit unklar, was wir überhaupt in der Vorbereitung auf den jetzigen Gipfel erreichen können. Wir haben Wortregelungen und Wortsprachen vorliegen, die uns einen Schritt weiter tragen. Das sind besonders die Vorschläge hinsichtlich der Kooperation im Bereich der Regulierung von spezifischen Abkommen, im Bereich der neuen Technologien und besonders im Forschungsbereich sowie im Bereich der Sicherheit.

Das sind alles richtige und wichtige Punkte. Ich freue mich ganz besonders, dass die Kommission sich das erste Mal getraut hat, das Wort „transatlantischer Markt“ in den Mund zu nehmen und auch eine Formulierung dafür zu finden – zwar noch ein bisschen angeschlüsselt, aber das ist ein richtiger Weg. Wir haben das von Seiten des Parlamentes mehrmals in den Entschließungen angesprochen. Es ist sehr klug, dass wir die Realität dessen, was wir heute bereits haben – nämlich einen integrierten Markt – anerkennen. Kollege Elles hat die OECD-Studie angesprochen, die im Übrigen nicht nur dafür spricht, dass wir Wachstum bekommen, wenn wir nur die Integration des Marktes innerhalb Europas weiter vorantreiben – im Übrigen wird Europa der Studie zufolge mehr profitieren als die Vereinigten Staaten –, sondern wir müssen das auch im Rest der Welt tun. Das ist ein wichtiger Punkt! Wenn wir davon profitieren, werden auch die anderen Länder davon profitieren. Insofern sollte diese Studie sehr genau zur Kenntnis genommen werden.

Ich möchte aber zu der Studie, die die Kommission in Auftrag gegeben hat, ausdrücklich gratulieren. Sie ist gut gelungen und wird uns voranbringen.

Nun zum letzten Punkt: Auch hier hat die Kommission einen Vorschlag des Parlaments aufgegriffen, nämlich, dass wir im Bereich des parlamentarischen Austausches enger zusammenarbeiten sollten. Kollege Jonathan Evans wird später darauf noch eingehen. Das ist ein wichtiger Punkt, und ich schlage vor, dass wir alle Punkte, die die Kommission hier vorschlägt und die hoffentlich auf dem Gipfel aufgegriffen werden, dann im Rahmen des parlamentarischen Austausches weiter besprechen.

3-201

**Bogdan Klich (PPE-DE).** – Panie Przewodniczący! Jesteśmy świadkami rzeczywiście poprawiającego się klimatu we współpracy pomiędzy Europą a Ameryką - to dobra wiadomość dla przyjaciół Ameryki w Europie; oby tych wiadomości było coraz więcej.

Trzeba przelamywać kolejne bariery. Jedną z najważniejszych barier jest dziś istnienie ograniczeń wjazdu na teren Stanów Zjednoczonych dla obywateli niektórych krajów Europy, ograniczeń wizowych. W Europie te praktyki są traktowane jako dyskryminacja, zwłaszcza, że wprowadzają nierówność pomiędzy Państwami Członkowskimi Unii Europejskiej. Mam na myśli tutaj w szczególności głos opinii publicznej z krajów takich jak mój kraj, Polska, i innych krajów Europy Środkowej, których obywatele w dalszym ciągu muszą posiadać wizy przy wjeździe do Stanów Zjednoczonych.

Proszę pamiętać też o tym, że zmiany, które niedawno wprowadziliśmy do mechanizmu wzajemności wizowej uwspólniają politykę wizową Unii Europejskiej. Teraz to Komisja, a nie Państwa Członkowskie czy Rada, podejmuje decyzję o zastosowaniu sankcji w stosunku do kraju trzeciego. Dlatego też na Komisji spoczywa obowiązek doprowadzenia do równouprawnienia wszystkich obywateli i wszystkich krajów Unii Europejskiej. Mam nadzieję, że to będzie temat, poruszony podczas najbliższego szczytu.

Sprawa druga to konieczność współpracy ze strony Unii Europejskiej i Stanów Zjednoczonych w zakresie promocji demokracji i praw człowieka. Dotyczy to zwłaszcza obszaru posowieckiego. Tu Europa i Ameryka muszą mówić jednym głosem, tak jak mówiły podczas Pomarańczowej Rewolucji czy podczas ostatniej deklaracji Condoleezy Rice i Javiera Solany w sprawie wsparcia dla opozycji białoruskiej. Mówić to nie wszystko. Trzeba jeszcze wspólnie działać. W tym zakresie Europa jest, niestety, w tyle za Ameryką. Nie mamy tutaj takiej elastyczności jak Amerykanie, działamy zbyt wolno, zbyt biurokratycznie - tak działa zwłaszcza Komisja.

Uważam, że należy zwrócić uwagę na to, aby w sprawach promocji demokracji i praw człowieka Unia Europejska i Ameryka mówiły tym samym głosem i działały wspólnie.

3-202

**Józef Piniór (PSE).** – Panie Przewodniczący! Jedną z najważniejszych dziedzin stosunków transatlantyckich jest współdziałanie Unii Europejskiej ze Stanami Zjednoczonymi na rzecz demokracji i praw człowieka na całym świecie. W sytuacji nowej fali demokracji w Europie Wschodniej, na Bliskim Wschodzie, na Kaukazie, w Azji Centralnej i w Afryce należy koordynować działania pomiędzy Unią Europejską a USA służące promowaniu wartości demokratycznych, monitorowaniu wolnych wyborów, rozwojowi partii politycznych i związków zawodowych, niezależnych organizacji obywatelskich oraz wolności mediów.

W nowej epoce globalnej potrzebna jest nowa wizja międzynarodowego ładu politycznego, opartego na demokracji i prawach człowieka. Zarówno Stany Zjednoczone jak i Unia Europejska nie mogą obecnie dopuścić do powtórzenia się sytuacji, w której na oczach całego świata dokonuje się ludobójstwa czy czystek etnicznych.

W tym celu konieczne jest nowe porozumienie, które powinno doprowadzić do zacieśnienia współpracy pomiędzy Unią Europejską a Stanami Zjednoczonymi na rzecz wolności, pokoju i bezpieczeństwa, a tam, gdzie to będzie konieczne, do podejmowania wspólnych akcji prewencyjnych w celu uniknięcia katastrofy humanitarnej czy ekologicznej.

3-203

**PRZEWODNICZY: J. SARYUSZ-WOLSKI**  
*Wiceprzewodniczący*

3-204

**Benoît Hamon (PSE).** – Monsieur le Président, chers collègues, notre résolution évoque les objectifs du Millénaire arrêtés par les Nations unies. La responsabilité conjointe des États-Unis et de l'Union européenne est engagée dans la mise en œuvre de ce programme indispensable de réduction de la pauvreté dans le monde.

En effet, les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne codirigent les institutions de Bretton Woods. Cette coresponsabilité s'incarne notamment dans cette tradition, cet accord tacite, qui réserve aux Européens la direction du Fonds monétaire international et aux Américains celle de la Banque mondiale.

Le FMI, rappelons-le, a été créé pour préserver la stabilité du système monétaire international. Aujourd'hui, son rôle est bien différent. L'ensemble des pays en développement dépendent en effet du FMI, de ses financements et de sa bienveillance pour bénéficier des prêts nécessaires à leur développement durable. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur le bilan de cette politique. Outre que le FMI a partiellement failli à sa mission de surveillance de la stabilité économique mondiale en ne sachant pas anticiper, voire en suscitant plusieurs crises financières régionales et internationales, nous devons évaluer avec les États-Unis l'impact négatif des contreparties inspirées par le consensus de Washington, que le FMI exige des pays qui sollicitent son aide.

Enfin, dans le cadre de la réforme globale du système multilatéral, doit figurer, à l'ordre du jour des discussions transatlantiques, la réintégration des institutions de Bretton Woods au sein du système des Nations unies.

3-205

**Nicolas Schmit**, *président en exercice du Conseil*. – Monsieur le Président, le débat a montré que les défis que les États-Unis et l'Union européenne doivent relever ensemble et solidairement sont nombreux. Nous savons aussi que la définition de positions mieux coordonnées pose encore beaucoup de problèmes. Ils ont été mentionnés.

S'agissant du réchauffement planétaire, nos positions restent très éloignées et nous savons que, sans les États-Unis, on ne peut pas prévoir une suite à l'accord de Kyoto. Donc, il y a là matière à discuter avec les Américains pour que, enfin, ils rejoignent cette approche multilatérale, en ce qui concerne le réchauffement de la planète.

La réforme du système des Nations unies est un autre problème, difficile, et il n'y aura pas de réforme véritable du système des Nations unies sans l'appui des Américains. En matière de politique de développement – cela a été dit en partie en rapport avec les institutions de Bretton Woods – les Américains, avec les Européens, peuvent réellement changer de cap dans la direction des objectifs du Millénaire pour créer une dynamique nouvelle. Beaucoup de travail reste à faire dans tous ces domaines.

En revanche, nous avons fait des progrès considérables dans la gestion des grandes crises, des grands problèmes internationaux: Moyen-Orient, Iran, Soudan. Autant de progrès pour lesquels l'Europe et les États-Unis ont agi ensemble, ont agi pour trouver des solutions. Je retiens aussi la remarque formulée par plusieurs d'entre vous selon laquelle il faudra peut-être néanmoins songer à développer le cadre des relations transatlantiques. Il est en effet un peu étrange que deux partenaires qui sont en principe aussi proches, ne disposent pas d'un cadre, mais fondent en fait, leurs relations, leur coopération sur une simple déclaration. Est-ce parce qu'ils sont des partenaires aussi proches? C'est peut être la question qu'il faut approfondir. Mais je crois que, dans les années à venir, il faut se demander sérieusement s'il n'est pas temps de doter les relations transatlantiques d'un cadre plus défini, plus précis.

Il ressort en tout cas de vos débats que le prochain sommet est un rendez-vous important, que c'est un rendez-vous qui doit consolider les progrès acquis, qui doit continuer à faire progresser nos relations dans les domaines où nous n'avons pas encore réussi à trouver des bases communes, qui doit consolider, aussi, l'amélioration des relations transatlantiques à laquelle nous assistons depuis le début de l'année. La Présidence luxembourgeoise, en tout cas, y attache une très grande importance et nous voulons que ce sommet soit un succès, un succès pour l'Europe. C'est important parce que l'Europe doit aussi montrer aux Américains qu'elle est encore capable d'agir, que les problèmes internes ne compromettent pas sa capacité à agir sur le plan extérieur.

3-206

**Joe Borg**, *Member of the Commission*. – Mr President, as I have said before, there is a reinvigorated willingness to strengthen EU-US relations. This stems from both sides of the Atlantic.

In the political field we have seen cooperation on issues dealing with Iraq, Iran, Sudan, the southern Caucasus, Central Asia and Belarus, not to mention the broader Middle East and the Mediterranean.

On the economic front, much is in place already, but clearly more can be done and we are working together to move in that direction. It is true that difficulties arise in the field of trade, but it is also true that our difficulties can hopefully be solved more frequently through dialogue.

With regard to the Boeing-Airbus issue, it is unfortunate that last week the United States decided to leave the negotiating table and request a formal dispute settlement procedure in the WTO in respect of alleged subsidies provided to Airbus. In turn, we decided to resume action in the WTO on the subsidies given to Boeing. Commissioner Mandelson's preferred solution since he took up office last November has been to settle the dispute through negotiations. A negotiated solution may still eventually be reached following the WTO rulings, but at this point in time the Commission has to protect the interests of Airbus against Boeing. Despite the regrettable escalation of this dispute, I am confident that recent developments will not affect our bilateral and multilateral cooperation.

On the issue of security measures, both the EU and the US have taken many steps to increase security. However, we must try to minimise their impact on trade and travel by developing global security standards and enhancing our customs cooperation.

At this point, I should like to thank Mrs Mann for her explicit support for the Commission's communication and the study on EU-US relations which we commissioned.

On your repeated call for a transatlantic market to be completed by 2015, the Commission very much shares the objective of further enhancing our already flourishing bilateral EU-US economic relationship. Indeed, through the 1998 transatlantic economic partnership and the 2002 positive economic agenda, the Commission has been pursuing the same goal, i.e. identifying and possibly eliminating obstacles, particularly in the field of regulations, and ensuring the smooth functioning of this relationship. Equally, the recently published communication aims to boost EU-US trade and investment, and the creation of a regulatory cooperation forum foreseen by the communication would address regulatory obstacles. A

transatlantic market is already an economic reality, while the elimination of obstacles to trade and investment is an incremental process and we are taking steps in that direction.

On globalisation, we intend to commit ourselves to concluding the Doha Development Round Agenda within the next 12 months at the EU-US summit.

On visas for the citizens of the ten Member States not benefiting from the US visa-waiver programme, I can assure you that we are continuing to urge the US at all levels to recognise the new economic, social and political realities in the ten Member States which acceded to the European Union last year and which should be treated the same as the other Member States.

We welcome in this context the new US visa roadmap for Poland and the planned extension to the other Member States which joined at the last enlargement. This is an important step in the right direction.

On climate change, we are negotiating with the US on an environment declaration. We would like to see a substantial commitment to working towards a long-term international regime on climate change post-2012. We will, therefore, be working to relaunch a high-level EU-US dialogue on the environment.

With regard to your call for an EU-US partnership agreement, I acknowledge that we maintain Treaty relations with the majority of third countries around the globe, yet have no such treaty with our most important partner. Because we already have solid cooperation, we do not see a need for a transatlantic agreement that would involve long formal negotiations without changing much in substance. It needs also to be stressed that the transatlantic difficulties of the past were political and not institutional in nature. The elaboration and defence of consistent EU positions vis-à-vis the US do not depend on the existence of a treaty-based structure.

That being said, there is a strong case for reviewing our existing structures and revamping and modernising the new transatlantic agenda of 1995 to adapt it to current needs.

Finally, and in conclusion, I should like to underline again that you are fundamental actors in this strategic alliance and we rely on your support to implement our common agenda. The communication encourages the setting up of a transatlantic assembly. Such an assembly could be held in conjunction with the summit.

3-207

**Przewodniczący.** – Otrzymałem pięć projektów rezolucji<sup>2</sup> złożonych zgodnie z art. 103(2) Regulaminu.

Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się w czwartek o godz. 12.00.

3-208

## 12 - Sytuacja w Uzbekistanie

3-209

**Przewodniczący.** – Kolejnym punktem porządku dziennego są oświadczenia Rady i Komisji w sprawie sytuacji w Uzbekistanie.

3-210

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – Monsieur le Président, honorables parlementaires, la situation en Ouzbékistan reste très grave, alors que le président Karimov continue à s'opposer à une enquête internationale sur les événements tragiques qui se sont produits récemment. Selon les différents rapports, plus de cinq cents réfugiés ouzbeks sont toujours au Kirghizstan.

Pour le moment, les efforts de l'Union européenne sont concentrés sur deux objectifs: mettre la pression sur le président Karimov, afin de permettre le déroulement d'une enquête internationale, et assister les populations réfugiées au Kirghizstan. Sur le plus long terme, toutefois, il ne faut pas oublier la nécessité de promouvoir la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme dans la région, et la nécessité de poursuivre les réformes internes en Ouzbékistan.

Dès le début des événements à Andijan, la Présidence a publié une déclaration, le 14 mai 2005, en exprimant ses graves préoccupations face à cette situation et invitant les parties à ne pas céder à la violence et à trouver une solution pacifique. Le Conseil a suivi de très près l'évolution de la situation en Ouzbékistan et a examiné cette question au plus haut niveau. Le 23 mai 2005, il a adopté des conclusions sur la situation dans l'Est de l'Ouzbékistan. Ces conclusions envoient un message urgent, clair et pertinent aux autorités ouzbèkes. Le Conseil y a exprimé ses vives préoccupations avec les

---

<sup>2</sup> Patrz protokół.



derniers développements dans l'Est de l'Ouzbékistan et a fermement condamné le recours excessif et disproportionné à la force dont se seraient rendues coupables les forces de sécurité ouzbèkes.

Le Conseil a demandé instamment aux autorités ouzbèkes de respecter leurs engagements internationaux en faveur de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme. Il les a également invitées à permettre aux agences humanitaires et aux autres organisations internationales d'accéder immédiatement et sans entraves à la région en question. De plus, le Conseil a souligné la nécessité de traiter les causes fondamentales de l'instabilité dans le pays à l'aide de réformes internes profondes, qui doivent être mises en œuvre par les autorités ouzbèkes. Le Conseil coordonnera son action avec l'OSCE et d'autres acteurs internationaux, comme la Fédération de Russie et les États-Unis, afin d'apporter son soutien au processus de réforme.

Par conséquent, le message du Conseil aux autorités ouzbèkes est clair: nous sommes prêts à vous assister, mais seulement à condition de trouver une solution pacifique et durable à la situation actuelle et de mettre en œuvre des réformes internes qui prennent en compte les causes profondes de l'instabilité dans le pays. Le 1er juin 2005, la présidence locale britannique à Tachkent a effectué une démarche auprès du ministre ouzbek des affaires étrangères, M. Ganiev, pour qu'il demande aux autorités ouzbèkes de reconsidérer leur refus d'une enquête internationale indépendante et pour lui rappeler les engagements internationaux de ce pays. L'invitation des autorités ouzbèkes aux ambassadeurs de l'Union résidant à Tachkent d'observer l'enquête nationale sur les événements à Andijan, enquête du Procureur général et du parlement ouzbeks, n'est pas acceptable comme alternative valable à une enquête internationale indépendante. Le Secrétaire général/Haut Représentant, M. Solana, a décidé d'envoyer son représentant personnel pour les droits de l'homme, M. Matthiessen, au Kirghizstan et en Ouzbékistan. Sa mission n'a pas pu avoir lieu à cause du refus de concession de visa par les autorités ouzbèkes. Le Conseil considère cet épisode comme un développement très décevant, voire inquiétant, dans les relations entre l'Union européenne et l'Ouzbékistan.

En dépit du refus que le président Karimov continue à opposer à la demande visant à diligenter une enquête internationale indépendante concernant les événements qui se sont produits à Andijan, le Conseil continuera à insister et coordonnera, avec l'OSCE, l'ONU et les autres organisations internationales, les modalités opérationnelles d'une telle enquête, dans le cas où les autorités ouzbèkes reconsidéreraient pas leur décision. En fonction de la réponse des autorités ouzbèkes et des résultats de l'éventuelle enquête, le Conseil prendra les mesures appropriées.

3-211

**Joe Borg**, *Member of the Commission*. – Mr President, the Commission fully subscribes to the Council declaration which clearly and unambiguously sets out our concerns over recent events in Uzbekistan. We have been shocked by the appalling loss of life. We are concerned by the resulting movements of people away from the violence over the border with Kyrgyzstan and by the reported excessive and disproportionate use of force by the Uzbek security forces.

It is clear to the Commission that the people of Uzbekistan urgently need to work towards a peaceful and sustainable solution to the present situation. The Commission notes the suggestion made by the Uzbek authorities in relation to the international inquiry contained in the letter of 31 May from President Karimov to United States Secretary of State Condoleezza Rice, a copy of which was sent to Commissioner Ferrero-Waldner. It is essential that the Uzbek authorities immediately allow a full independent international inquiry into the recent events. The Commission considers it important that dialogue is maintained and that it is possible for diplomatic envoys to transmit messages to Uzbekistan.

Even before the shocking recent events, the Commission was working to bolster Uzbekistan's fragile reform process. We have to be realistic about what can be achieved, but I believe that working, for example, with the Uzbek Parliament to help create a modern legislature is crucial to improving the lot of the Uzbek people.

What we have seen in Uzbekistan in recent weeks, following the events in Andijan – not only the appalling loss of life, but the response by the authorities to international criticism and the reported crack-down on human rights groups and defenders – only underlines how important it is to keep the reform process alive. This would be the worst possible moment to pull out or to isolate the country. At the same time, however, this does not mean business as usual.

The Commission has already sent a delegation of officials to Uzbekistan to investigate what more we can do to support reforms and importantly, to improve living conditions in the Fergana Valley. In the coming weeks, we shall be finalising our proposals to be implemented under the TACIS programme. Our existing poverty reduction programme for the Fergana Valley works in all three countries – Uzbekistan, Kyrgyzstan and Tajikistan – amongst which the valley is divided. There is some scope within our existing resources to do more and the Commission is determined that the opportunity is not missed.

In the meantime, we will continue to work to the TACIS technical assistance programme to promote social and economic reforms, both at the governmental and grassroots civil society level.

While pushing for a fully independent investigation into the events that have already taken place, we must not lose sight of how those who took part in the unrest may yet be treated. It is clear that the authorities regard all participation as criminal. In this context, the Commission is looking at a range of projects, including improving the management of prisons and treatment of detainees.

The Commission commends the cooperation between the authorities in Kyrgyzstan – who have been faced with a very difficult humanitarian situation – and the United Nations High Commissioner for Refugees. We therefore welcome the recent decision to relocate the asylum seekers, who currently number 475, away from the border region.

3-212

**Albert Jan Maat**, *namens de PPE-DE-Fractie*. – Voorzitter, ik verwelkom de reactie van het Raadsvoorzitterschap en Commissaris Borg met betrekking tot het feit dat zij meer politieke druk willen uitoefenen op de regering in Oezbekistan en ook dat men gerichte hulp wil geven aan de vluchtelingen uit Oezbekistan. Dat kan niet verhelen dat de explosie van geweld en de opstand in Oezbekistan het gevolg zijn van een mix van extreme armoede, zware politieke repressie van de staat en moslimfundamentalisme. De brute wijze waarop de Oezbeekse regering heeft gereageerd maakt de situatie in Oezbekistan tot een smeulende veenbrand. Daarbij kan de Europese Unie niet langs de kant blijven staan, want we hebben een stevige relatie met Oezbekistan, ook wat het Europees Parlement betreft. Wij hebben tenslotte ook een samenwerkingsdelegatie voor Centraal Azië. Jaarlijks besteedt de Europese Unie tien miljoen euro aan hulp aan Oezbekistan, waaronder ook een bedrag voor het Oezbekisch parlement. Ik heb daartegen bij de begroting 2005 een amendement ingediend om een gedeelte van het budget te bevriezen, helaas werd het amendement met één stem meerderheid verworpen. Dat is vreemd, aangezien het merendeel van de politieke partijen in Oezbekistan werd verboden deel te nemen aan de parlementaire verkiezingen.

Wat nu nodig is, is dat de Europese Unie de druk opvoert om hervormingen door te voeren en de wettelijke structuur te verbeteren. Daarnaast dient alle hulp die via de regering of het Parlement gaat, te worden bevroren, want Europees geld mag niet worden ingezet voor repressie door de staat. Het middenveld en de NGO's dienen gesteund te worden. Daarnaast kan gemeld worden dat de persvrijheid en ook de godsdienstvrijheid garandeerd dienen te worden, want het is te gek voor woorden dat onder andere ook kerken sterk worden gehinderd en lastiggevallen, terwijl ze helemaal niets van doen hebben met religieus fundamentalisme, laat staan met terrorisme of andere zaken. Op langere termijn zal de politieke druk moeten leiden tot meer politieke vrijheid en nieuwe verkiezingen. Dat is van levensbelang voor Oezbekistan, nu nog straatarm, maar wel een land met een stijgende economische groei. Voor de stabiliteit in de regio is het essentieel dat economische groei samengaat met echte democratie en vrijheid van meningsuiting.

3-213

**Bernadette Bourzai**, *au nom du groupe PSE*. – Monsieur le Président, chers collègues, j'apporte mon soutien au projet de résolution du Parlement, qui fait écho à la position du Conseil des 23 et 24 mai derniers. Je ne reviendrai pas sur le compte rendu des événements récents en Ouzbékistan, mais je tiens à réaffirmer la nécessité d'une réaction rapide et déterminée du Parlement européen à cette situation dramatique pour les populations locales, notamment pour les populations réfugiées.

Face aux événements tragiques d'Andijan, j'insisterai tout d'abord sur l'impérieuse nécessité de mettre en place une commission d'enquête internationale dans des délais brefs, pour éclaircir les faits et mettre le gouvernement Karimov devant ses responsabilités. Aussi, l'Union doit agir aux côtés des ONG et du Haut-Commissariat aux réfugiés pour s'assurer du bon traitement des réfugiés à la frontière kirghize.

Le Parlement européen doit aussi pousser l'Ouzbékistan à mettre en oeuvre des réformes de fond pour remettre le pays sur la voie d'une démocratie réelle et d'un développement économique profitant à tous les citoyens. La multiplication des emprisonnements arbitraires et le recours à la torture et aux exécutions doivent être définitivement abandonnés. Le respect de la liberté d'expression, de la liberté de la presse, mais aussi des ONG constitue également des préalables à la bonne marche de nos accords de partenariat et de coopération.

Je tiens à insister sur le fait que le ferment des manifestations et du désarroi du peuple ouzbek trouve ses racines dans une situation économique et sociale dégradée, dans la pauvreté et l'impuissance face à la corruption. Doit-on manier la politique de la carotte et du bâton? Si le programme Tacis avec un suivi scrupuleux de l'allocation des fonds, doit être maintenu, nous pouvons rappeler au gouvernement Karimov que les accords de partenariat et de coopération sont soumis au respect strict de clauses concernant la démocratie et le respect des droits de l'homme.

3-214

**Ona Juknevičienė**, *ALDE frakcijos vardu*. – Aš kalbėsiu kaip ALDE frakcijos narys ir kaip Centrinės Azijos delegacijos pirmininkė. Šiandieną prašau Jūsų, gerbiami kolegos, palaikyti bendrą rezoliuciją, kurioje griežtai smerkiamas ypatingai žiaurus Uzbekistano prezidento Islamo Karimovo susidorojimas [su protestuotojais] Andižane. Prezidento įsakymu sušaudyti žmonės, kurie paprasčiausiai norėjo tikros demokratijos ir realių pasikeitimų. Iš tiesų, tai Tianmenio aikštės įvykių atkartojimas ir mes privalome pateikti teisingą bei adekvatų įvykių įvertinimą. Centrinės Azijos tautos kenčia dėl žmogaus teisių pažeidimų, opozicijos veiklos ir žiniasklaidos apribojimų. Nepakankama pilietinės visuomenės plėtra šiame regione. Uzbekistanas - viena iš griežčiausio autoritarinio režimo šalių regione. Joje nėra nepriklausomos ir teisingos

teismų sistemos, saviraiškos ir religijos laisvės, neleidžiama opozicijų partijų ir pilietinės visuomenės veikla, uždrausta spaudos laisvė, paplitę milicijos vykdomi susidorojimai ir kankinimai. Nors Kirgizijos „Tulpių revoliucija“ ir suteikia ilgalaikio demokratinio proceso vilčių, pastarieji įvykiai Uzbekistano Andižano mieste bei kaimyninių Centrinės Azijos respublikų reakcija į juos verčia mus rimtai susirūpinti. Andižano įvykiai - tai uzbekų tautos išgyvenamos sprespaudos pasipriešinimo išraiška. Europos Parlamentas negali likti nuošalyje. Norint imtis adekvačių priemonių būtina žinoti, kas įvyko ir vyksta. Mes reikalaujame nepriklausomo įvykių tyrimo. Mes turime paskatinti Ameriką atsisakyti laikyti savo karines pajėgas Uzbekistane, už kurias mokami didžiuliai pinigai, kurie padeda iš esmės dar labiau stiprėti I. Karimovo režimui. Gerbiamas Pirmininke, mieli kolegos, mūsų Parlamento prioritetai turi būti ir toliau nukreipti ta linkme, kad būtų išvengta prievartos ir kraujo praliejimo. Mes privalome dėti pastangas stiprinti pilietinę visuomenę ir žodžio laisvę.

3-215

**Bart Staes, namens de Verts/ALE-Fractie.** – Voorzitter, collega's, mijnheer de minister, mijnheer de commissaris.

De mensenrechtenorganisatie *Human Rights Watch* noemt in een rapport het bloedige optreden van het Oezbeekse leger en politie tegen opstandelingen en betogers op 13 mei een massaslachting. De organisatie heeft 50 getuigen geïnterviewd en alle getuigenissen zijn eensluidend. De omvang van de schietpartij was zo groot en het karakter ervan zo willekeurig en onevenredig dat het best kan worden gesproken van een moordpartij.

Ik ben het volledig eens met de opmerkingen van zowel de Raad als de Commissie en zeer zeker met de woorden van de heer Borg, als die stelt dat wij niet kunnen verdergaan alsof er niets gebeurd is, wij kunnen niet doen alsof er *business as usual* gedaan kan worden. Wij moeten als Europese Unie een streng signaal geven tegenover dit dictatoriaal, dit zeer autoritaire bewind en ik ben het dus eens met alle opmerkingen van collega's die aandringen op meer politieke druk, op het bespoedigen van de hervormingen, op het stopzetten van hulp via de regering of via het parlement en alleen nog hulp te verlenen via NGO's; dat internationale onderzoek moet er echt komen, anders kunnen we de samenwerkings- en partnerschapsovereenkomst die we met Oezbekistan hebben gesloten, niet zomaar voortzetten.

3-216

**Charles Tannock (PPE-DE).** – Mr President, Uzbekistan is the most populated and culturally the richest of the five central Asian post-Soviet newly independent states. Uzbekistan has no historic traditions of democracy or good governance, having been ruled in the distant past by Khanates, followed by Tsarists and Soviet Russia, only to find itself unexpectedly a sovereign state in 1991, following the disintegration of the Soviet Union. Inevitably the then existing Uzbek nomenclatura filled the power vacuum; hence the composition of the current regime.

There can be no doubt that President Karimov has ruled in an authoritarian way and human rights abuses have been common, particularly against the Islamic movement of Uzbekistan, a close ally of the then Taliban in Afghanistan but now largely defeated or replaced by the nominally peaceful, although still fundamentalist, Hizb ut-Tahrir, which rather surprisingly has offices in the European Union to gather funds and recruit supporters.

During the recent debate on the Coveney human rights report, I tried to strike a balance between the stick of Uzbekistan-bashing and the carrot of more dialogue with the Uzbek President if he continues to cooperate with fighting international terrorism and delivers on his commitment to give independence to the judiciary, freedom to the press and punishment to those responsible for torture and human rights abuses. Sadly, no sooner had we adopted this report than the Andizhan tragedy occurred. The full story is still very confused. Who were these 23 prisoners bounced out of prison by armed insurgents? Who took civilian hostages to negotiate with the regional governor? Who called the crowds out to protest? And who gave the orders for the troops to shoot innocent protestors?

I of course deeply regret Mr Karimov's refusal of an international inquiry and so I call upon the OSCE to involve the little-known Moscow mechanism last used with Turkmenistan, also an authoritarian regime, to impose an international inquiry and to report with or without Uzbekistan's consent. This method, to my mind, is more likely to produce a result than any other.

3-217

**Giulietto Chiesa (ALDE).** – Signor Presidente, onorevoli colleghi, mentre ho apprezzato le dichiarazioni del Consiglio e della Commissione, voglio dire subito che ho trovato, nella risoluzione comune che verrà votata domani, un paragrafo inaccettabile in cui si riconosce il ruolo svolto dall'Uzbekistan nella lotta contro il terrorismo internazionale. Trovo davvero inquietante l'idea stessa che l'Occidente e l'Europa considerino Islam Karimov come un alleato, perché non può essere considerato alleato chi applica il terrorismo contro la propria gente.

Considero doverosa una ferma insistenza del Parlamento e della Commissione per una commissione d'inchiesta internazionale che chiarisca la responsabilità del massacro. Credo che si dovrebbe chiedere altresì l'invio sul terreno di osservatori internazionali ufficiali, allo scopo di impedire o almeno di ostacolare la continuazione degli atti di repressione, gli arresti degli oppositori, l'attacco contro i giornalisti, la violenza terroristica di Stato contro la popolazione civile.

L'Europa deve sapersi distinguere nettamente agli occhi degli uzbeki, sia rispetto alla ragione di Stato dei governi russo e cinese, sia rispetto al completo cinismo di Washington, che continua ad erogare milioni di dollari a Karimov in cambio delle basi militari.

3-218

**Alojz Peterle (PPE-DE).** – Tragični dogodki se v Uzbekistanu niso zgodili prvič in truditi se moramo, da se ne bi več ponovili. Če pri tem ne bo uspeha, lahko pride do destabilizacije ne samo v Uzbekistanu, ampak tudi v širši regiji srednje Azije.

Zahteve po neodvisni mednarodni preiskavi so že izrazili OZN preko visoke komisarke za človekove pravice, Evropska unija preko svojega Sveta in OVSE preko predsedujočega tej organizaciji. V tem smislu lahko seveda le podprem sklepe Sveta Evropske unije.

Evropska unija in drugi, ki želijo sodelovati pri reševanju te izredno zapletene in zahtevne problematike, bi si morali biti povsem na jasnem o vzrokih, poteku in posledicah tragičnih dogodkov. Menim, da je poleg večkrat zahtevane preiskave potrebna tudi celovita analiza virov možne nadaljnje destabilizacije v Uzbekistanu. Prepričan sem, da se izredno zapletenega stanja ne da zajeti le z razlago o terorizmu in verskem fundamentalizmu. Ne bi si smeli privoščiti površne diagnoze, ker bi lahko vodila v napačno politiko. Nekateri drugi elementi nestabilnosti so bili danes tukaj že omenjeni.

Kar je bistveno za Evropsko unijo je, da bi se morali truditi, da bi v Uzbekistanu v demokratičnih okvirih prišlo do stabilnosti in do reform, ki bi najprej sprostile notranji politični dialog ter nato popeljale državo na višjo stopnjo demokracije in tudi gospodarskega napredka.

3-219

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – Monsieur le Président, il est effectivement important que ce pays, qui dispose de richesses énormes, du gaz notamment, ne soit pas déstabilisé. Ce n'est pas dans notre intérêt ni dans l'intérêt de personne. On ne peut qu'admettre qu'il existe des éléments fondamentalistes dans ce pays et il ne faut pas que ces derniers soient utilisés comme prétexte pour maintenir une chape de plomb sur le peuple ouzbek, parce que c'est cela qui se passe. Le régime du président Karimov utilise ce spectre, cette menace plus ou moins réelle des fondamentalistes pour maintenir son régime oppresseur sur le peuple ouzbek.

Je crois qu'effectivement, il faut continuer à exercer une pression sur le gouvernement ouzbek et sur le président Karimov. Il faut le pousser à accepter une enquête internationale et, clairement, marquer notre solidarité. À cet égard, la résolution que vous êtes sur le point d'adopter est importante. Il faut faire clairement savoir que l'Union européenne n'accepte pas les attitudes ni les politiques pratiquées ces dernières semaines.

Cette solidarité n'est pas un instrument pour déstabiliser, elle doit être un instrument pour stabiliser ce pays en vue de favoriser la démocratie, parce que c'est cela notre objectif. Je pense que tous les autres prétextes, même s'ils sont sérieux, comme la question du fondamentalisme, ne peuvent pas nous empêcher d'exercer une forte pression sur ce régime, qui est un des régimes les plus dictatoriaux de toute la région.

3-220

**Joe Borg, Member of the Commission.** – Mr President, we need to remain engaged with the Uzbek authorities if we are to seek reforms in the areas of human rights and democracy. The Commission also remains active in the humanitarian situation. We are in close contact with the UNHCR in order to have an assessment of the situation with those who have fled to the border area. ECHO is monitoring the situation on the ground and, should the need arise, the Commission would be able to quickly mobilise humanitarian assistance.

As I said in my introductory remarks, we believe that we must remain engaged with TACIS programmes, which deal essentially with democratic and economic reforms, these being at the root of the problems that have arisen. The Commission has already allocated EUR 3 million of assistance to the Uzbek enclaves in Kyrgyz territory for poverty reduction, cross-border cooperation and avoidance of an escalation of tension in this volatile area.

We will keep up the pressure on the Uzbek authorities to institute necessary reforms and establish a democratic society. We will continue to call for an international inquiry into recent events and to press President Karimov to reconsider his position.

On the issue of the partnership and cooperation agreement, it is our belief that any suspension of this agreement would only serve to cut off the institutional contacts with the authorities.

Whilst we are convinced of the need to keep up the pressure on the Uzbek authorities to allow an international investigation and to take real and concrete action in the field of human rights and democracy, we believe that we must remain engaged in a channel of communication in order to remedy the situation effectively.

3-221

**Przewodniczący.** – Otrzymałem sześć projektów rezolucji<sup>3</sup> złożonych zgodnie z art. 103(2) Regulaminu.

Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się w czwartek o godz. 12.00.

3-222

### **13 - Porozumienie Komisja-Państwa Członkowskie / Philip Morris w zakresie zwalczania oszustw**

3-223

**Przewodniczący.** – Kolejnym punktem porządku dziennego są pytania ustne skierowane przez Barta Staesa w imieniu Komisji Kontroli Budżetowej do Rady i do Komisji dotyczące współpracy w ramach władzy budżetowej przy udziale i możliwości wykorzystania płatności pieniężnych, dokonanych w wyniku porozumienia między Komisją, Państwami Członkowskimi i Philip Morris w sprawie zwalczania oszustw. (B6-0241/2005) (B6-0232/2005)

3-224

**Bart Staes (Verts/ALE), Auteur.** – Voorzitter, collega's, mijnheer de Commissaris, geachte minister, eerst wil ik de achtergrond van deze twee vragen van de begrotingscontrolecommissie toelichten. De Unie en de lidstaten verliezen jaarlijks vele honderden, zoniet miljarden euro door de verkoop van tabaksproducten op de zwarte markt, omdat er geen accijnzen, geen BTW en geen douanerechten worden afgedragen. Iedere smokkelcontainer sigaretten kost de Europese en de nationale overheid een verlies aan inkomsten van om en nabij de 1,5 miljoen euro. Het Europees Parlement nam in de periode 95-96 het voortouw in de strijd tegen dit soort fraude en richtte een onderzoekscommissie op. Onder leiding van Lord Tomlinson en rapporteur Kellett-Bowman werden de problemen die zich voordeden bij het transitoverkeer geïnventariseerd en werden oplossingen voorgesteld. De onderzoekscommissie trok naar de havens van Antwerpen en Rotterdam en bestudeerde nauwgezet de fraudetechnieken die criminele organisaties, vaak van maffieuze aard, gebruikten om te ontsnappen aan de normale fiscale verplichtingen. Nog eens, het gaat hier om maffieuze praktijken waarbij de voorbije jaren doden zijn gevallen, moorden zijn gepleegd, ambtenaren zijn geïntimideerd en omgekocht, en in sommige gevallen politici onder één hoedje speelden met de criminelen.

Het schitterende werk van de onderzoekscommissie, het onderzoekswerk van onze antifraudediensten Uclaf en Olaf, de Task Force sigarettenfraude, de nauwgezette samenwerking tussen douane- en politiediensten leiden ondertussen tot het oprollen van belangrijke netwerken. In november 2000 diende de Gemeenschap voor de rechtbank van New York een civielrechtelijke klacht in tegen Philip Morris en Reynolds wegens vermeende betrokkenheid bij de smokkel van sigaretten in de Europese Unie. Tien lidstaten sloten zich in de periode januari-april 2001 aan bij dit rechtsgeding.

De naakte feiten die tijdens de debatten voor de rechtbank werden ingebracht tegen Philip Morris noopten de tabaksgigant ertoe een vergelijk te ondertekenen met de Europese Commissie. Dit meerjarenakkoord werd op 9 juli 2004 ondertekend en heeft tot doel de smokkel en namaak van sigaretten op een efficiënte manier te bestrijden. Het maakt ook een eind aan het juridisch geschil tussen de Unie en Philip Morris. Het akkoord bepaalt dat Philip Morris op een bankrekening, beheerd door de Europese Commissie, aanzienlijke bedragen zal betalen die kunnen oplopen tot 1,5 miljard dollar over een periode van 12 jaar. Het akkoord vormt een nieuwe aanpak in het antifraudebeleid en zorgt ervoor dat Philip Morris en de Europese instanties hun middelen bundelen en nauwer gaan samenwerken. Deze vernieuwende aanpak leidt binnen afzienbare tijd waarschijnlijk tot vergelijkbare akkoorden met de andere twee belangrijke tabaksgiganten 'British American Tobacco' en 'Japan Tobacco'.

De begrotingsautoriteit in de Europese Unie bestaat uit twee takken. De Raad van ministers en het Parlement. Als parlementsleden zijn wij uiterst bezorgd over de manier waarop Commissie en lidstaten zullen omgaan met deze onverwachte, maar aanzienlijke meerinkomst. Hoge ambtenaren binnen de Raad vertellen me dat het gros van het Philip Morris geld terecht zal komen in de schatkisten van de nationale lidstaten. Dit in een verhouding van 10% voor de Commissie en 90% voor de tien lidstaten die zich aansloten bij het rechtsgeding. Kunnen Raad en Commissie deze verdeelsleutel bevestigen?

In deze context lijkt het erop dat de lidstaten zich inderdaad gedragen als grijpgrage schnabbelaars en middelmatige boekhouders. De verdeling 10% - 90% lijkt mij een miskennis van de inspanningen van de zijde van de Commissie en Olaf. Wat, beste collega's, zal er met dat geld gebeuren? Eigenlijk zou het primair moeten worden gebruikt voor antifraudebestrijding. Ik besef heel goed dat het zogenaamd oormerken van bepaalde inkomsten voor welbepaalde activiteiten als ongewenst wordt beschouwd door de begrotingsautoriteit, maar toch lijkt het me niet meer dan billijk dat de Raad en Commissie er zich voor dit Parlement politiek toe engageren een aanzienlijk gedeelte van deze inkomsten te gebruiken voor de strijd tegen fraude en namaak. Is de Commissie bereid te komen met een actieplan en met een voorstel voor een begrotingslijn om deze problematiek aan te pakken? Er kan ontzettend veel gebeuren, meer grensoverschrijdende

<sup>3</sup> Patrz protokół.

samenwerking, meer computers aan de grenzen, meer en goed opgeleid personeel voor controle, versterking van de douanediens, investeren in tracing en tracking, een beter vervolgingsbeleid, extra mankracht voor Olaf.

Laat ons, collega's, laat ons, Commissie, laat ons, Raad, dus niet alleen praten over de verdeling van gelden maar ook over de besteding van gelden. Niet alleen *it's my money*, maar ook zoeken naar *value for money*. Ik verwacht ook van de Commissie een voortgangsverslag, eventueel achter gesloten deuren over de onderhandelingen met British American Tobacco en Japan Tobacco.

Om te besluiten, op basis van dit alles en van de afspraken die wij maken kunnen we verder praten, anders niet. Van de Raad verwachten we ideeën die het boekhoudkundig verhaal overstijgen en voorstellen om dit geld op een wijze manier te gebruiken. Raad, Commissie, wat is daarop uw antwoord?

3-225

**Nicolas Schmit**, *président en exercice du Conseil*. – Je voudrais tout d'abord rappeler que le Conseil attache une très grande importance à la protection des intérêts financiers de l'Union européenne. Je peux aussi confirmer à l'honorable député le plein accord du Conseil sur la nécessité de développer la lutte contre toutes sortes de contrebande, qui se sont développées ces dernières années. Dans ce contexte, il convient de se féliciter aussi de l'accord conclu entre la Commission, dix États membres et la société Philip Morris.

Toutefois, en ce qui concerne la répartition et l'utilisation du montant que vous mentionnez et qui me paraît être juste, je tiens à rappeler qu'il s'agit d'un accord conclu par la Commission et dix États membres, ce qui signifie que le Conseil, en tant qu'institution, n'est pas partie prenante dans ce dossier. Cependant, je peux vous informer que des discussions entre la Commission et ces dix États membres sur la répartition des fonds ont déjà commencé. Je peux vous assurer que dans l'excellent esprit de collaboration entre nos institutions, le Conseil ne manquera pas de vous tenir au courant de l'évolution de ce dossier sur la base des informations que nous recevrons.

Vous évoquez la question de l'affectation d'une partie de ce montant au profit du budget communautaire. Dans le cas où une partie des fonds reviendrait au budget communautaire, le montant correspondant devrait être inscrit en recettes conformément à la procédure budgétaire applicable. Si ces fonds étaient utilisés pour réaliser des actions de lutte contre la fraude, comme vous le proposez, il reviendrait à la Commission de présenter, si elle l'estime approprié, des propositions sur lesquelles Parlement européen et Conseil – les deux branches de l'autorité budgétaire – seraient amenés à se prononcer, dès lors que cette proposition serait déposée.

Le Conseil a bien noté, comme vous le soulignez, Monsieur le député, que l'accord prévoit la possibilité pour les États membres d'utiliser ces fonds pour financer des actions de lutte contre la fraude. Le Conseil tient à rappeler que ces fonds – puisqu'il s'agit de lutte contre la fraude nationale utilisant des fonds qui reviendraient aux budgets nationaux – relèvent de la seule responsabilité des États membres concernés.

3-226

**Joe Borg**, *Member of the Commission*. – Mr President, I wish to begin by thanking Parliament for its support and efforts, which culminated in the conclusion of an anti-fraud agreement with Phillip Morris International on 9 July 2004. This includes the payment of USD 1.25 billion to the European Community and participating Member States over 12 years. The agreement underlines the importance of anti-fraud policies and is regarded as a major success for the Commission and OLAF.

Since the agreement was signed, the Commission has pointed out that all the other Member States should also join it. Austria, Ireland, Malta and Poland have recently signed and we hope that the other Member States will soon. We also sincerely hope that the Phillip Morris agreement can serve as a model for a similar agreement with other companies.

The Commission, on behalf of the European Community, and the ten Member States that concluded the Anti-Contraband and Anti-Counterfeit Agreement with Philip Morris International, will decide how the funds are to be shared out. Discussions are ongoing and the Commission has repeatedly stressed the urgency of reaching agreement on the distribution of the amounts to be allocated. In this regard, we are grateful for Parliament's support in seeking an adequate share for the Commission allocation.

The agreement is intended to contribute to the fight against smuggling and fraud. It specifies that the monetary payments may serve as a source of additional funding for anti-contraband and anti-counterfeit initiatives. However, it does not include specific obligations for their use.

In the Bösch report on the fight against fraud, adopted only yesterday, Parliament asks the Commission and the Member States to use the payments accruing from the agreement to fund measures to prevent and combat cigarette smuggling, including anti-counterfeiting activities.

Funds received by the European Community under the agreement will be entered in the Community budget as non-earmarked funds, in accordance with the rules of the Financial Regulation applicable. The Community legislator and the budgetary authority can, however, decide to adopt a new programme or to widen the scope of an existing programme.

The Commission considers that the Community is entitled to receive a fair share of the funds, reflecting the principles of the Community's own resources system.

The Commission has been discussing the distribution of the funds with the ten Member States and is confident that a consensus will be reached soon. In December 2004 Commissioner Kallas sent a letter to the ministers of finance and has convened two meetings on the subject. A final agreement has not yet been reached. The question of the share that should be allocated to the Community budget is dependent on the solution that is found to the division of funds between the Member States.

The Commission actively continues to seek a final consensus.

3-227

**Valdis Dombrovskis, PPE-DE grupas vārdā.** – Priekšsēdētāja kungs! Godātie kolēģi! Kontrabanda, izvairīšanās no nodokļu maksāšanas ir problēmas, ar ko saskaras visas ES dalībvalstis. Sprotamu iemeslu dēļ sevišķi aktuāla ir akcīzes preču nelegālas aprites problēma. Pēc dalībvalstu aprēķiniem 2003. gadā tikai cigarešu nelegālas aprites rezultātā ES budžets ir cietis ap 200 miljonu eiro zaudējumus. Zaudējumi dalībvalstu budžetiem ir vēl daudz lielāki. Protams, gan dalībvalstu nodokļu administrācijas, gan Eiropas Birojs krāpšanas apkarošanai (*OLAF*) ir daudz darījuši nelegālas cigarešu aprites apkarošanā. Šajā sakarā ir apsveicama iniciatīva apvienot spēkus cīņai pret cigarešu nelegālo apriti Eiropas Savienības mērogā, piesaistot legālos cigarešu ražotājus.

Eiropas Komisijas un vairāku ES dalībvalstu noslēgtais sadarbības līgums ar *Philip Morris International* ir pirmais precedents šādai sadarbībai. Līgums paredz, ka *Philip Morris International* pilnveidos savu cigarešu aprites sistēmu un sniegs padziļinātu informāciju dalībvalstu tiesībsargājošajām institūcijām un nodokļu administrācijām, kas nepieciešama efektīvai cīņai ar nelegālu cigarešu apriti. Papildus tam *Philip Morris International* 12 gadu laikā ES un dalībvalstu budžetos iemaksās 1,25 miljardus ASV dolāru. Eiropas Parlaments uzsver, ka ideālā gadījumā visi minētie līdzekļi vai vismaz lielākā daļa ir novirzāmi nelegālas tabakas izstrādājumu aprites apkarošanai un novēršanai.

Eiropas Parlaments kā viens no ES budžeta varas zariem uzskata, ka Eiropas Parlamentam ir jāpiedalās lēmumu pieņemšanā par minēto līdzekļu sadali un izlietojumu. Uzskatām, ka tām dalībvalstīm, kuras vēl nav pievienojušās minētajam līgumam, it īpaši jaunajām dalībvalstīm, būtu nopietni jāapsver iespēja pievienoties. Precīzāka informācija un papildus finanšu līdzekļi ļaus efektīvāk apkarot nelegālu cigarešu apriti un uzlabot akcīzes nodokļu iekasēšanu. Līdzīgas vienošanās varētu tikt noslēgtas arī ar citām tabakas kompānijām, iespējams, ka šāds precedents varētu veicināt līdzīgu līgumu slēgšanu arī ar citu akcīzes preču, piemēram, alkohola ražotājiem.

3-228

**Herbert Bösch, im Namen der PSE-Fraktion.** – Herr Präsident, meine Damen und Herren! Ich möchte zuerst dem Berichterstatter, unserem zuständigen Mann im Haushaltskontrollausschuss, für diese Initiative herzlich danken.

Wir haben, wie Herr Kommissar schon angesprochen hat, uns in einem schon gestern hier im Haus angenommenen Bericht vor allem dem Zigaretenschmuggel gewidmet. Das ist eines der ganz großen Probleme, die wir derzeit in der Europäischen Union haben. Das hat auch damit zu tun, dass die Finanzminister – wenn sie denn einmal kein Geld mehr haben – auf die glorreiche Idee verfallen, vor allem die Tabaksteuer anzuheben. Gleichzeitig haben sie am Schluss weniger Geld in der Tasche als vorher, weil auf einmal illegale Zigaretten ins Land kommen. Das ist ein roter Teppich, den die Mitgliedstaaten – zum Teil sehr bewusst, muss ich inzwischen sagen – der organisierten Kriminalität ausbreiten.

Wir haben, wie bereits angesprochen, ein Abkommen, das die Kommission und OLAF initiiert haben. Dies ist eine großartige Sache; sie hat aber, wie vom Berichterstatter erwähnt, eine Achillesferse: Wir haben nämlich in dem Abkommen nicht festgelegt, was mit dem Geld geschehen soll. Falls zukünftig derartige Abkommen geschlossen werden, muss – das ist eine Forderung dieses Parlaments – festgelegt werden, wie der Verteilungsschlüssel aussehen soll.

Des Weiteren, Herr Ratspräsident Schmit, wäre ich auch sehr dafür, dass auch im Rat darüber diskutiert wird, was mit diesem Geld geschieht. Das kann einfach nicht jedem Mitgliedstaat überlassen bleiben. Wir haben im Bereich der Zollbehörden zu große Personallücken. Wir haben zu große Lücken, was die Computerisierung unserer Zolldienststellen anbelangt. Es ist auch die Verpflichtung Ihrer Institution, sich darüber den Kopf zu zerbrechen. Wir erwarten, dass dieses Geld tatsächlich zweckgewidmet ausgegeben wird. Für diese Initiative danke ich unserem Berichterstatter, Herrn Staes.

3-229

**Szabolcs Fazakas (PSE).** – Dombrovskis képviselőtársamhoz hasonlóan én is egy, az ügyben érintett új tagország nevében kértem röviden szót. Magyarország közismerten Európa közepén, ahogy mi mondjuk Európa szívében helyezkedik el. Ez azt jelenti, hogy az északot délre, keletet nyugattal összekötő utak csomópontjában fekszik. Ezen

azonban nem csak kereskedelmi, hanem csempészárúk, többek között cigaretta, drog és alkohol is halad. Ezek megállítása, visszaszorítása már a csatlakozás előtt fontos feladata volt hazánknak, most a csatlakozással pedig mintegy Európa védőbástyájává váltunk.

Ezért is nagy örömmel értesültünk arról, hogy az Európai Bizottság és az OLAF határozott fellépésének köszönhetően sikerült ezt a példamutató, nagy jelentőségű megállapodást aláírni a Philip Morris konszernnel. Számunkra nagyon fontos, hogy bár a megállapodást a Bizottság is csak tíz tagország nevében írták alá, az kiterjeszhető az új tagországokra is. Ez azt jelenti, hogy annak előnye – név szerint az EU és az OLAF szakmai, technikai és pénzügyi támogatása – a csempészet és a hamisítás elleni harcban ma már részünkre is elérhető. Örömmel vettük, hogy speciális helyzetünk ismeretében az OLAF először a magyar hatóságokkal vette fel a kapcsolatot, és építi ki ezt a kölcsönösen előnyös együttműködést, ami az európai és a magyar pénzügyi érdekeket együtt védi.

3-230

**Joe Borg, Member of the Commission.** – Mr President, this is a complex and important question. We have been engaged in negotiations with the Member States in an attempt to reach an agreement. Once again I would like to thank the House for its support of our position.

You have specifically requested that the funds allocated under the agreement should be focused on anti-fraud programmes. You are well aware, as I said in my previous remarks, that these are extra-budgetary funds. The focus of our efforts at this point remains the conclusion of an agreement on how the funds are allocated, not only between the Commission and the Member States, but also among the Member States themselves. The negotiations have been and continue to be difficult, but I am confident that we can resolve the issue in the short term.

As to the programmes to which the funds are to be allocated, the Commission has taken note of the relevant proposal, which will doubtless be considered in due course, once we have reached an agreement on the distribution of the funds. That agreement should then serve to provide the allocation scale for any future similar agreements.

3-231

**President.** – The debate is closed.

*(The sitting was suspended at 6.10 p.m. and resumed at 6.15 p.m.)*

3-232

**VORSITZ: SYLVIA-YVONNE KAUFMANN**  
*Vizepräsidentin*

3-233

## **14 - Fragestunde (Anfragen an den Rat)**

3-234

**Die Präsidentin.** – Nach der Tagesordnung folgt nun die Fragestunde (B6-0246/2005)

Wir prüfen die folgenden Anfragen an den Rat:

3-235

**Die Präsidentin.** – Anfrage Nr. 1 von Marie Panayotopoulos-Cassiotou (H-0358/05)

Betrifft: Maßnahmen zur Umsetzung des Europäischen Pakts für die Jugend

In den Schlussfolgerungen der luxemburgischen Präsidentschaft (22.–23. März 2005) und in Anlage I dieser Schlussfolgerungen wird der Europäische Pakt für die Jugend erwähnt, der theoretisch Maßnahmen in drei Bereichen umfasst.

Welches sind die konkreten Maßnahmen, die getroffen werden sollen, und nach welchem Verfahren sollen sie von der Europäischen Union und den Mitgliedstaaten durchgeführt werden, damit die Ziele des Pakts für die Jugend auch unter Berücksichtigung der notwendigen Solidarität zwischen den Generationen verwirklicht werden?

Besteht eine konkrete Frist, bis zu der die international anerkannten best-practice-Verfahren in die nationalen Aktionspläne und bestimmte Programme einzubeziehen sind?

Unter welchen Voraussetzungen werden die Ergebnisse der Umsetzung des Paktes für die Jugend als positiv bewertet werden?

3-236

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – Le Conseil confirme que le Conseil européen des 22 et 23 mars a adopté un Pacte européen pour la jeunesse. Il est également sur le point d'adopter les lignes directrices pour l'emploi, qui contiennent, dans l'introduction générale, une référence au Pacte européen pour la jeunesse. En outre, la ligne directrice 18, qui porte sur le cycle de la vie professionnelle, contient une référence à ce Pacte dans le contexte de l'emploi et du



chômage des jeunes. Cette ligne directrice fera donc l'objet du suivi prévu pour toutes les lignes directrices, sur la base de rapports nationaux.

Il convient aussi de rappeler qu'un certain nombre d'objectifs chiffrés, pertinents pour le Pacte européen pour la jeunesse, avaient déjà été adoptés en 2003, dans le cadre de la stratégie pour l'emploi. Il s'agit notamment, d'ici à 2010, de limiter à six mois le délai pour offrir un emploi aux jeunes chômeurs, de ramener le nombre de décrochages scolaires à 10 %, de porter à 85 % le nombre de jeunes de vingt-deux ans ayant terminé leurs études secondaires.

D'autre part, le Conseil a pris note de l'intention de la Commission de lui soumettre très prochainement une communication portant spécifiquement sur le Pacte et intitulée: "Répondre aux préoccupations des jeunes Européens - Mise en œuvre du Pacte européen pour la jeunesse et promotion de la citoyenneté active." Je crois qu'effectivement, il faut que l'Union européenne s'occupe davantage de la jeunesse car les résultats des référendums montrent que les jeunes sont les premiers à perdre leur enthousiasme pour l'Europe et à voter majoritairement contre la Constitution.

C'est sur la base de cette communication que les instances du Conseil pourront commencer à travailler concrètement à la mise en œuvre du Pacte. De ce fait, le Conseil n'est pas encore en mesure de fournir à l'honorable parlementaire des indications concernant le calendrier ou l'évaluation des progrès réalisés dans le cadre du Pacte européen pour la jeunesse.

3-237

**Μαρία Παναγιωτοπούλου-Κασσιώτου (PPE-DE).** – Κυρία Πρόεδρε, ευχαριστώ πολύ τον εκπρόσωπο του Συμβουλίου τόσο για την απάντησή του, η οποία ήταν πλήρης, όσο και για το ιδιαίτερο ενδιαφέρον του για τη νεολαία, που πρέπει να μας απασχολεί όλους.

Το πρόβλημα είναι εάν τα τρία σκέλη του Συμφώνου θα εκπροσωπούνται ανάλογα στο προσεχές πρόγραμμα για τη νεολαία. Κυρίως το σκέλος για τον συνδυασμό οικογενειακής και επαγγελματικής ζωής. Τη δυνατότητα δηλαδή για τη δημιουργία νέων οικογενειών από τους νέους.

3-238

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – Je crois que l'un des objectifs de la stratégie de Lisbonne en ce qui concerne le volet social et le volet emploi, c'est de concilier famille, d'un côté, et vie professionnelle, de l'autre. Nous savons que, souvent, dans beaucoup de pays, mais pas dans tous, cette conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle est difficile, faute de crèches notamment. C'est un volet qui a déjà figuré dans les différentes stratégies pour l'emploi, mais qui devra se retrouver aussi dans l'application du Pacte pour la jeunesse.

3-239

**Die Präsidentin.** – Anfrage Nr. 2 von Jonas Sjöstedt (H-0362/05)

Betrifft: Urteil gegen Egitim Sen

Das Urteil im Fall der türkischen Lehrerorganisation Egitim Sen wird spätestens Ende Mai im höchsten Gericht der Türkei gefällt. Der Lehrerverband wird beschuldigt, mit seinem Eintreten für den Grundsatz des Rechts aller Kinder, in ihrer Muttersprache unterrichtet zu werden, gegen die türkische Verfassung verstoßen und die Einheit der Republik gefährdet zu haben.

Welche Maßnahmen wird der Rat ergreifen, falls das höchste Gericht der Türkei zu einem nachteiligen Urteil im Fall Egitim Sen kommt? Welche Folgen wird ein solches Urteil für die Bestrebungen der Türkei um die Mitgliedschaft in der EU haben?

3-240

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – L'honorable parlementaire sait que le Conseil européen des 16 et 17 décembre 2004, en estimant que la Turquie satisfaisait suffisamment aux critères politiques de Copenhague pour que soient ouvertes les négociations d'adhésion, a en même temps clairement indiqué que la Commission devait continuer à vérifier si le processus de réforme politique était pleinement et efficacement mis en œuvre. La Commission est appelée à se pencher sur tous les sujets de préoccupation qu'elle a recensés dans son rapport régulier et dans sa recommandation, y compris bien évidemment la liberté d'expression et le respect des minorités, et à rendre compte régulièrement au Conseil.

Lors du conseil d'association UE-Turquie du 26 avril dernier, la Présidence a souligné, au nom de l'Union, l'absolue nécessité pour la Turquie de mener à bien sans tarder les réformes en suspens et de s'atteler énergiquement à la mise en œuvre pleine et effective de ces réformes, qui impliquent très clairement le respect de tous les droits, et notamment la liberté d'expression.

3-241

**Eva-Britt Svensson (GUE/NGL), ersättare för frågeställaren.** – Tack för svaret. Jag måste dock fråga om det inte är oroväckande med Högsta domstolens dom i Turkiet den 25 maj. Genom denna dom tar man ifrån barnen den självklara rätten att få undervisning på det egna modersmålet och utvecklas utifrån sin egen kulturella bakgrund.

Domen från Högsta domstolen är ett brott mot de mänskliga och demokratiska rättigheterna. Förutom att man kränker dessa rättigheter innebär också domen att man upplöser lärarorganisationen, som därmed också fråntas rätten att företräda

sina 200 000 medlemmar. Det är ett brott mot ILO-konventionen. Rådet bör upplysa Turkiet om att den dörr som har öppnats går att stänga igen om inte de mänskliga rättigheterna respekteras.

3-242

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – Je crois que le respect des droits des minorités, y compris le droit de parler sa langue, doit être un des éléments qui servent à mesurer le respect des critères démocratiques, que tous les États membres, actuels, mais aussi, bien sûr, ceux qui prétendent ou qui veulent le devenir, doivent respecter. Je ne sais pas si on peut utiliser le mot que vous avez utilisé – "criminels" –, mais, en tout cas, les droits des minorités, c'est un aspect essentiel de notre approche, à l'égard de la Turquie aussi.

3-243

**Josu Ortuondo Larrea (ALDE).** – Señor Presidente en ejercicio del Consejo, el lema de la Unión Europea es "unidad en la diversidad", y usted sabe muy bien que, sin el respeto de esa diversidad lingüística y cultural, esta Europa no se podría construir.

Usted nos ha respondido positivamente diciéndonos que el Consejo está preocupado y que hace un seguimiento del tema de Turquía y del derecho de los niños a ser educados en su lengua materna, pero yo le pregunto si va a hacer algo más que el simple seguimiento de esta cuestión.

Creo que el Consejo de Ministros debería hacer algo en estos momentos con respecto a Turquía —dirigirle alguna llamada de atención—, para que este asunto no quede simplemente a la espera de un próximo informe, que nos remita la Comisión, sobre el cumplimiento o no del acervo comunitario.

Señor Presidente en ejercicio del Consejo, ¿qué piensa hacer el Consejo a este respecto?

3-244

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – Je voudrais dire, simplement, que le ministère public turc a perdu deux fois, dans ce cas précis, et que le jugement attendu prochainement, qui, sans doute, ira dans le même sens, sera définitif. Il est clair que, dans les enceintes où l'Union européenne discute avec la Turquie, tous ces cas précis et les autres cas, plus généraux dirais-je, seront évoqués et je crois qu'il faut continuer à avoir un tel dialogue avec la Turquie sur les questions de liberté d'expression, de pratique de la langue, de liberté syndicale.

3-245

**Inger Segelström (PSE).** – Fru talman! När denna dom hade fallit ställde jag en fråga till kommissionen om detta. Det rör nämligen de medborgerliga och mänskliga rättigheterna, och vi har alla förfasat oss över vad som har hänt. Min fråga till rådet är: Kommer man att samordna detta med tanke på att det är en fråga som rör såväl rådet och kommissionen som Europaparlamentet? Det som har hänt är mycket gravt. Jag vill veta om ni samordnar detta eller om vi skall ta upp diskussionen igen när jag får mitt svar från kommissionen.

3-246

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – Je crois qu'il y a une coordination, mais il peut être utile de poser la question à la Commission également.

3-247

**Die Präsidentin.** – Da die folgenden Anfragen das gleiche Thema betreffen, werden sie gemeinsam behandelt

Anfrage Nr. 3 von María Esther Herranz García (H-0364/05)

Betrifft: Regularisierung von Einwanderern in Spanien

Der Rat (Justiz und Inneres) hat auf seiner Tagung vom 14. April die Europäische Kommission ersucht, bis Ende Mai 2005 einen Vorschlag für die Einrichtung eines Systems der gegenseitigen Information zwischen den für die Migrations- und Asylpolitik zuständigen Stellen der Mitgliedstaaten über Sachverhalte zu unterbreiten, die wichtige Beschlüsse eines oder mehrerer Mitgliedstaaten erfordern.

Inzwischen hat die spanische Regierung erneut die Kriterien für die außerordentliche Regularisierung von Einwanderern geändert, die derzeit in Spanien stattfindet, indem sie jetzt die so genannte „Anmeldung durch Unterlassung“ zulässt.

Wann und wie wurde der Rat von den neuen Kriterien unterrichtet?

Anfrage Nr. 4 von Javier Moreno Sánchez (H-0379/05)

Betrifft: Kampagne zur Legalisierung von Einwanderern in Spanien

Die Kampagne zur Legalisierung von Einwanderern, die von der spanischen Regierung durchgeführt wurde, ist am 7. Mai äußerst erfolgreich zu Ende gegangen, da fast 700 000 Anträge eingereicht wurden. Ziel ist es, der illegalen Beschäftigung ein Ende zu setzen und die illegalen Einwanderer in die spanische Gesellschaft zu integrieren. Daher wurde das Legalisierungsverfahren an die Vorlage eines Arbeitsvertrages geknüpft. Die Kampagne wurde von den Gewerkschaften, dem Arbeitgeberverband und der gesamten Zivilgesellschaft unterstützt. Dieses Verfahren trägt nicht nur zur Beseitigung der Schwarzarbeit und zur Integration der illegalen Einwanderer bei, sondern versetzt Spanien auch in

die einzigartige Lage, an der Ausarbeitung einer gemeinsamen EU-Politik im Bereich Zuwanderung mitzuwirken und dieser Politik neue Anstöße zu verleihen.

Befürwortet der Rat das erfolgreiche Legalisierungsverfahren in Spanien zur Beseitigung der Schwarzarbeit und zur Integration der illegalen Einwanderer mit allen dazugehörigen Rechten? Ist der Rat der Ansicht, dass sich die spanische Regierung aufgrund dieser Erfahrung nunmehr in einer besseren Position befindet, um zur Ausarbeitung einer gemeinsamen EU-Politik im Bereich Zuwanderung beizutragen?

3-248

**Nicolas Schmit**, *président en exercice du Conseil*. – Les honorables parlementaires sont priés de se référer à la réponse que le Conseil a déjà fournie à une question orale sur le même sujet. Le Conseil rappelle à l'honorable parlementaire que la détermination des volumes d'admission des travailleurs migrants relève de la compétence de chaque État membre de l'Union.

S'agissant du processus de régularisation mis en œuvre par le gouvernement espagnol et visé dans la question, le Conseil en a débattu, dans un cadre informel, lors de sa réunion de janvier 2005. Il tient à rappeler à l'honorable parlementaire les conclusions relatives à un système d'information mutuelle, qu'il a adoptées lors de sa réunion du 14 avril 2005. Ces conclusions appellent la Commission à présenter, avant la fin du mois de mai de cette année - ce qu'elle n'a pas fait d'ailleurs -, une initiative visant à créer un système d'information mutuelle entre les autorités des États membres responsables des politiques d'immigration et d'asile. Le Conseil a estimé qu'un tel système pourra contribuer à accroître la confiance mutuelle et conduire à une approche mieux coordonnée des politiques d'immigration et d'asile des États membres. Je vous invite donc à poser la question à la Commission afin de savoir pourquoi elle n'a pas fait la proposition qui lui avait été demandée, en janvier pour être précis.

3-249

**Antonio López-Istúriz White (PPE-DE)**, *Autor suplente*. – Señor Presidente en ejercicio del Consejo, muchas gracias por sus comentarios.

No voy a hacer una declaración, sino una pregunta clara y directa: a su juicio, ¿las decisiones que se han tomado en España respecto a la inmigración ilegal contribuyen de manera negativa o positiva a la futura creación de una política europea común de inmigración?

3-250

**Nicolas Schmit**, *président en exercice du Conseil*. – Je soulignerai tout d'abord que l'Espagne a pris une décision qu'elle était en droit de prendre. Nous savons tous, cependant, que nous voulons évoluer vers une politique mieux coordonnée, voire une politique commune en la matière, qui n'existe pas encore. Il est certain aussi que, de telles décisions, mieux vaut les coordonner avec les partenaires.

Je comprends en même temps que cette décision a été prise dans un contexte particulier et que l'objectif qui a ainsi été poursuivi consiste précisément à intégrer au maximum et au mieux les personnes se trouvant déjà sur le territoire espagnol. Qui plus est, il est probable qu'en les intégrant dans la société espagnole, on les empêche d'aller dans d'autres États membres. En ce sens, je crois qu'on ne peut pas dire que cette décision aurait été prise aux dépens d'autres États membres. Il est clair également que nous devons tous nous rendre compte qu'une meilleure coordination en matière d'immigration, au niveau européen, est la seule solution.

3-251

**Antonio Masip Hidalgo (PSE)**, *Autor suplente*. – Señor Presidente en ejercicio del Consejo, pienso que ya hemos debatido ampliamente estas cuestiones de índole española —como usted muy bien ha dicho— que, además, han tenido mucho éxito. Por tanto, quiero agradecerle su paciencia y la continuidad de su política y ofrecerle la coordinación española.

3-252

**Nicolas Schmit**, *président en exercice du Conseil*. – Être patient, c'est apparemment aussi une qualité. Votre Parlement me l'a un peu enseigné.

3-253

**Die Präsidentin**. – Anfrage Nr. 5 von Bernd Posselt (H-0372/05)

Betrifft: Beitrittsverhandlungen mit Kroatien

Welche Maßnahmen hat die Ratspräsidentschaft ergriffen, um die unnötigerweise verzögerten Beitrittsverhandlungen mit Kroatien endlich voranzutreiben?

3-254

**Nicolas Schmit**, *président en exercice du Conseil*. – Le 7 mars 2005, le Conseil a réaffirmé l'engagement de l'Union européenne en faveur de l'adhésion de la Croatie et a adopté le cadre des négociations pour ce pays. Le Conseil a aussi rappelé l'importance d'une coopération pleine et entière de tous les pays des Balkans occidentaux avec le tribunal pénal

international pour l'ex-Yougoslavie. Il s'agit là d'une exigence essentielle pour la poursuite de leur rapprochement avec l'Union européenne. À ce titre, après délibération du Conseil et en l'absence d'un commun accord, l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Croatie a dû être reportée.

Dans l'intervalle, un groupe de travail constitué de la Présidence, du Secrétaire général/Haut-Représentant, de la Commission et des deux prochaines Présidences a été créé. Il a pour tâche d'examiner, en contact étroit avec le tribunal et la Croatie, les mesures que celle-ci a prises et doit encore prendre en vue d'arriver à une coopération pleine et entière avec le tribunal.

Dans ce contexte, ce groupe de travail s'est réuni le 26 avril 2005 avec le tribunal et la partie croate, afin d'examiner les derniers développements de la coopération entre la Croatie et cette institution. Le groupe a décidé que les conclusions du Conseil de décembre et de mars restaient valables et, par ailleurs, que le Conseil réexaminerait la question en temps utile, en fonction des évolutions significatives qui interviendraient dans le futur en coopération étroite avec le tribunal.

3-255

**Bernd Posselt (PPE-DE).** – Frau Präsidentin! Erstens möchte ich fragen, ob die luxemburgische Präsidentschaft das Thema Kroatien nächste Woche auf die Agenda des Gipfels setzen wird. Zweitens möchte ich fragen, worin die Logik besteht, dass – wie ich jetzt gehört habe – man zwar am 16. März die für 17. März geplanten Verhandlungen mit Kroatien absetzen konnte, aber jetzt schon sagt, für die Aufnahme der Verhandlungen mit der Türkei am 3. Oktober gelte: *pacta sunt servanda*. Warum braucht man bei Kroatien Einstimmigkeit für den Beginn der Verhandlungen und bei der Türkei Einstimmigkeit für den Nichtbeginn von Verhandlungen? Darin liegt doch überhaupt keine Logik!

3-256

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – Je commencerai par souligner que la coopération de la Croatie avec le Conseil, et notamment avec ce groupe de travail constitué au sein de celui-ci, a été exemplaire; elle a d'ailleurs été également reconnue par le tribunal, et en particulier par son procureur.

Je pense que la décision demeure en suspens, et j'ai l'espoir qu'elle sera prise et qu'elle sera favorable. Elle sera prise à l'unanimité, comme doivent l'être toutes les décisions d'ouverture de négociation. Il se peut que le Conseil européen discute aussi de ce cas précis, mais je crois qu'il n'est utile d'en discuter que si on peut espérer parvenir à un dénouement rapide de cette question.

3-257

**Die Präsidentin.** – Anfrage Nr. 6 von Erna Hennicot-Schoepges (H-0375/05)

Betrifft: Kampf gegen Alkopops und Alkoholismus bei Kindern und Jugendlichen

In seiner Empfehlung vom 5. Juni 2001 zum Alkoholkonsum unter jungen Leuten, besonders unter Kindern und Jugendlichen, hat der Rat die Staaten aufgefordert, Maßnahmen zur Eindämmung der Produktion von für Kinder und Jugendliche bestimmten alkoholhaltigen Getränken und der Werbung für diese Getränke zu ergreifen. Vier Jahre nach dieser Entscheidung stellt sich heraus, dass mit den ergriffenen Maßnahmen offenbar keinerlei Wirkung erzielt worden ist: Die Unternehmen verkaufen nach wie vor die nachweislich für Jugendliche bestimmten so genannten „Alkopops“, und der Verbrauch dieser Erzeugnisse steigt weiter an – mit allen schädlichen Folgen, die das für die Gesundheit der Menschen hat.

Zu welchen Ergebnissen hat diese Empfehlung geführt, und welche Maßnahmen sind in den verschiedenen Mitgliedstaaten ergriffen worden? Wie gedenkt der Rat angesichts der Verbreitung des Alkoholmissbrauchs unter Jugendlichen zu reagieren? Welche fiskalischen Maßnahmen sind für die Festlegung von Verbrauchsabgaben auf Designer-Drinks vorgesehen, und welche rechtlichen Maßnahmen sind geplant, damit die Etikettierung dieser Getränke klar ausweist, dass ihr Gehalt an synthetischem Alkohol und Zucker gesundheitsschädlich ist?

3-258

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – Le Conseil remercie l'honorable parlementaire, Madame Hennicot, pour l'attention avec laquelle elle suit cette affaire, qui nous concerne tous, surtout celles et ceux d'entre nous qui ont des enfants. Le Conseil attache une grande importance à la protection des jeunes contre l'alcool, vu leur vulnérabilité.

En effet, comme l'honorable parlementaire l'a rappelé, le Conseil a adopté, le 5 juin 2001, une recommandation demandant notamment aux États membres de mettre en place des mesures visant à endiguer la production de boissons alcoolisées destinées aux enfants et aux adolescents, ainsi que la publicité ciblée sur la jeunesse pour ce type de boissons. Ce même 5 juin 2001, des conclusions relatives à une stratégie visant à réduire les dommages liés à l'alcool étaient adoptées par le Conseil. Celui-ci y invitait notamment la Commission à présenter des propositions relatives à une stratégie communautaire globale en la matière, qui viendrait compléter les politiques nationales et fixerait un calendrier pour différentes actions.

Suite à cette recommandation, le Conseil n'est pas resté inactif. Cependant, comme il s'est révélé difficile de déterminer clairement les produits de type alcopops et de cibler les mesures pouvant être prises, il a préféré suivre une politique plus globale, conformément aux conclusions précitées de 2001. Il a ainsi été confirmé que l'alcool occupait une place importante dans la stratégie de la Communauté européenne en matière de santé et dans le programme communautaire en matière de santé publique pour 2003-2008, adopté en codécision avec votre Parlement en septembre 2002. Ce programme

a notamment permis de mettre en place des projets, cofinancés par la Commission et par les États membres, conçus pour mettre en œuvre la recommandation de 2001 et pour préparer une stratégie communautaire relative à la prévention en matière de consommation d'alcool. Un groupe de travail composé d'experts des États membres a également été créé à cette fin.

Le Conseil a par ailleurs adopté, en juin 2004, ses conclusions intitulées "L'alcool et les jeunes", dans lesquelles il rappelle l'invitation faite à la Commission de lui faire rapport en 2005 sur la mise en œuvre, par les États membres, des mesures proposées. Il y soutenait aussi les travaux entrepris par la Commission pour élaborer une stratégie globale concernant la consommation d'alcool, en soulignant que, dans le cadre de cette stratégie, il serait nécessaire d'accorder une attention particulière au problème de la consommation d'alcool chez les jeunes.

Enfin, lors du Conseil du 6 décembre 2004, cette invitation à la Commission a une nouvelle fois été renouvelée. D'ici à la fin de l'année 2005, la Commission sera en principe en mesure de présenter, parallèlement au rapport d'évaluation demandé dans la recommandation de 2001, une communication sur une stratégie globale relative à la consommation d'alcool. Dès réception de ce document, le Conseil entreprendra ses travaux le plus rapidement possible. Il est entendu que ces initiatives, en tant que telles, ne pourront régler spécifiquement le problème des alcopops. Mais, à long terme, elles permettront la mise en place d'un cadre communautaire visant à mieux informer tous les citoyens, les jeunes surtout, des dangers que représente la consommation abusive d'alcool.

3-259

**Erna Hennicot-Schoepges (PPE-DE).** – Je sais gré au Conseil de s'être occupé de la question de l'alcoolisme chez les jeunes. Je pense que les problèmes de santé - alcool + forte teneur en sucre des boissons visées - sont particulièrement graves: je songe à l'augmentation du diabète parmi les jeunes et au problème de l'obésité. Je ne comprends pas pourquoi le Conseil ne s'attaque pas davantage au problème de l'étiquetage, parce que nombre de parents ne savent pas que leurs enfants boivent de l'alcool quand ils boivent ce qu'ils prennent pour de la limonade.

3-260

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – La Commission qui, à plusieurs reprises, a été invitée par le Conseil à faire des propositions à cet égard devrait prendre en compte ce que l'honorable député vient de dire. Elle devrait aussi tenir compte du niveau. Cette question relève de la protection des consommateurs, puisqu'il faut effectivement savoir ce qu'on consomme.

3-261

**Mairead McGuinness (PPE-DE).** – President-in-Office, I should like to point out, in relation to health, that one of the big issues with alcohol consumption is its link to youth suicide. That is a particular problem in Ireland. It should be given much more emphasis in our strategy.

Secondly, in relation to advertising, we are concerned about toys being advertised to children during children's programmes, but we also advertise alcohol to them and are introducing them to alcohol at a very young age and making it acceptable. We need to look at this. Perhaps you could give me your view as to whether that should be included in your future strategy on alcohol and the problems related to it.

3-262

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – Le cas montre bien qu'il faut que les États membres puissent agir rapidement et qu'ils aient le droit d'agir. Dans ce domaine, la subsidiarité peut être appliquée et certains principes de liberté du marché ne peuvent pas être invoqués. En effet, il ne s'agit pas simplement de la libre circulation des biens, il s'agit avant tout de la protection de la santé. Je crois donc que c'est à travers des exemples comme celui-là que l'Europe doit montrer qu'elle n'est pas figée dans un cadre qui ne tient pas compte des vraies préoccupations. Je vous remercie de m'avoir posé cette question, mais il faut plutôt la poser à la Commission.

3-263

**Daniel Caspary (PPE-DE).** – Frau Präsidentin! Herzlichen Dank für die Gelegenheit zur Nachfrage. Ich frage den Rat: Gibt es überhaupt alkoholische Getränke, die, wie die Fragestellerin sagt, nachweislich extra für Kinder und Jugendliche bestimmt sind?

Zweitens: Ist dem Rat bekannt, dass es auch mündige Erwachsene gibt, denen diese Getränke schmecken und die durch eine Sondersteuer, die es beispielsweise in Deutschland schon gibt, bestraft werden?

Drittens: Stimmt mir der Rat zu, dass wir statt fiskalischer, zentralistischer und bevormundender Lösungen lieber die Kinder, Jugendlichen, Erwachsenen und Älteren über die Gefahren von Alkohol im Allgemeinen aufklären sollten?

3-264

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – Je crois que ce que vous avez dit n'est pas en contradiction avec ce que je viens d'expliquer. Il est clair que ces boissons ne sont pas exclusivement destinées aux enfants ou aux adolescents. A priori, si l'on accorde, en quelque sorte, le bénéfice du doute aux producteurs, je pense que ces produits ne sont pas destinés aux adolescents. Il se trouve toutefois qu'ils exercent un attrait particulier sur ce groupe de population.

Vous avez mentionné la fiscalité. Certes, mais il faut, surtout, une campagne d'information auprès des jeunes, parce que la fiscalité seule ne constitue pas une solution. Il appartient, d'abord, aux États membres de prendre toutes les dispositions et il faut que les États membres soient mis en position, aient la liberté, en quelque sorte, de pouvoir prendre ces décisions sans connaître, en fin de parcours, des problèmes, puisque, théoriquement, ils seraient intervenus dans le libre marché et dans la libre circulation des biens. Je crois donc que c'est sur ce point là, effectivement, que l'Union européenne doit, aussi, prendre position sur de tels produits.

3-265

**Die Präsidentin.** – Anfrage Nr. 7 von Bill Newton Dunn (H-0377/05)

Betrifft: Gemeinsame Ermittlungsteams zur Bekämpfung der organisierten Kriminalität

Angeblich haben noch nicht alle 25 Mitgliedstaaten den Rahmenbeschluss des Rates vom 13. Juni 2002 (14242/01) ratifiziert, auf dessen Grundlage es möglich wäre, gemeinsame Ermittlungsteams zu bilden. Wie viele Parlamente der Mitgliedstaaten haben den vorgenannten Rahmenbeschluss noch nicht ratifiziert, und wann wird der Ratifizierungsprozess nach Ansicht des Rates abgeschlossen sein, damit die Union konsequenter und effektiver gegen die organisierte Kriminalität vorgehen kann?

3-266

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – Jusqu'à présent, vingt et un États membres ont notifié au secrétariat général du Conseil qu'ils avaient transposé la décision-cadre du 13 juin 2002 relative aux équipes communes d'enquête. Ces États membres peuvent donc créer des équipes communes d'enquête, conformément à la décision-cadre. En outre, deux États membres ont informé le secrétariat général du Conseil que leurs projets de législation transposant cette décision-cadre avaient déjà été soumis, ou seraient soumis très prochainement, à leurs parlements. Un État membre a fait savoir au Conseil qu'il avait partiellement transposé la décision-cadre.

3-267

**Bill Newton Dunn (ALDE).** – I am not very good at mathematics, but I make that 24, so one of the Member States you told me nothing about at all. What are you doing about the one Member State that apparently is doing nothing about it?

3-268

**Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil.** – Je dois vérifier si, de fait, on en est à vingt-quatre seulement. Je dois vérifier si, effectivement, un État membre n'a pas répondu: je ne peux pas vous donner l'information maintenant, mais vous promets de vérifier. On pourra sans doute fournir cette information par écrit.

3-269

**Die Präsidentin.** – Die Anfrage Nr. 8 wurde zurückgezogen.

3-270

**Philip Bushill-Matthews (PPE-DE).** – Madam President, on a point of order on which I would appreciate your advice, I was told a moment ago by sessional services that this question has been withdrawn, but I understand that normally every MEP has access to the full list of questions. Every MEP has the right to ask a supplementary question, and yet there seems to be no obligation on the person withdrawing the question to tell all the other Members that he has done so. So those of us who have come to ask a supplementary question are being denied our democratic right.

If that really is the case, would you not agree that the rules need to be reviewed? Alternatively, can I ask a supplementary question to Mr Newton Dunn's question? Clearly it is a crime that I cannot ask a supplementary question, and it has clearly been organised by the Socialists!

3-271

**Die Präsidentin.** – Verbrechen organisieren wir in diesem Haus überhaupt nicht! Wir gehen demokratisch, freundlich und friedlich miteinander um, Herr Kollege! Was die zurückgezogene Frage angeht, sind die Regeln ganz klar. Wenn ein Fragesteller oder eine Fragestellerin die Frage zurückzieht, dann existiert sie nicht mehr. Damit haben Sie die Möglichkeit der Nachfrage nicht. Ob die Kollegen sich gegenseitig informieren und noch dazu über die Fraktionsgrenzen hinweg, ist ein interessantes Thema. Ich würde Ihnen empfehlen, einfach mal mit der Debatte mit Kollege Martin zu beginnen.

Wenn Sie jetzt eine Nachfrage zur Anfrage von Herrn Newton Dunn haben, dann würde ich diese gestatten, weil es zwei Nachfragen pro Anfrage gibt. Also bitte: Fragen Sie nochmals den Ratsvorsitzenden zur Anfrage zur organisierten Kriminalität.

3-272

**Philip Bushill-Matthews (PPE-DE).** – That is very gracious of you, Madam President, but that would be cheating because my question is about working time and I would not wish to cheat.

3-273

**Die Präsidentin.** – Das ist sehr fair. Wir diskutieren weiter, wie es sich mit zurückgezogenen Anfragen von Kolleginnen und Kollegen verhält.

3-274

**Die Präsidentin.** – Anfrage Nr. 9 von Mairead McGuinness (H-0385/05)

Betrifft: Bedürfnisse von Kindern als Prioritäten bei der Konzeption der Politik

Dem jüngsten Bericht von „Save the Children“ mit dem Titel „Wir sind nicht zuständig für Kinderarmut – Wir sind zuständig für große Straßen!“ Die EU, die Millennium-Entwicklungsziele und Kinder“ zufolge ist einer von zwei Menschen, die heute in Armut leben, ein Kind, und in fünf Jahren werden 25 Millionen Kinder allein in Afrika durch HIV und AIDS zu Waisen geworden sein. Eines der in dem Bericht hervorgehobenen Argumente besagt, dass Kinder im Rahmen der Politik nicht angemessen berücksichtigt werden. Ein Mainstreaming der Bedürfnisse von Kindern hat nicht die gewünschten Ergebnisse gebracht.

Akzeptiert der Rat die Notwendigkeit, im Rahmen des Beschlussfassungsprozesses den Kindern mehr Bedeutung beizumessen, und besteht eine politische Bereitschaft, die Konzeption der Politik entsprechend umzugestalten?

3-275

**Nicolas Schmit**, *président en exercice du Conseil.* – Le Conseil est conscient de la situation dramatique dans laquelle se trouvent des millions d'enfants vivant dans la plupart des pays en voie de développement, en général, et en Afrique, en particulier, notamment en raison de leur vulnérabilité vis-à-vis de la famine, de la violence, des maladies transmissibles et surtout, bien sûr, du sida, du paludisme et de la tuberculose.

Le Conseil rappelle que les enfants sont visés, directement ou indirectement, dans les huit objectifs de développement du Millénaire. Le Conseil est d'avis que, dans le cadre d'une politique cohérente en faveur des enfants du tiers-monde, il ne sera pas possible d'atteindre ces objectifs en 2015. Le Conseil a effectivement mis l'accent sur la nécessité d'accorder une attention spécifique aux enfants dans la mise en œuvre de la politique de développement de l'Union européenne, grâce à une série d'initiatives récentes.

Le Conseil européen a confirmé, le 16 décembre 2004, l'engagement ferme de l'Union européenne de réaliser les objectifs de développement du Millénaire. Lors de cette même session, le Conseil a marqué son ferme soutien au programme d'action européen afin de lutter contre le sida, le paludisme et la tuberculose, au moyen des actions extérieures. La Commission les présentait fin avril 2005.

Une action conjointe de l'Union européenne et des États membres, en collaboration avec les principales organisations internationales du secteur, l'Unicef notamment, ainsi qu'avec les enseignants et les associations de parents dans les pays partenaires, est prévue. Le processus de révision de la déclaration conjointe de novembre 2000 sur la politique de développement de l'Union européenne est en cours. Une communication de la Commission sur la future politique de développement est attendue fin juin. Lors du processus de consultation élargie, de nombreux sujets ont été identifiés comme priorités thématiques possibles, dont à coup sûr la protection des enfants. Il faut également rappeler qu'au niveau communautaire, le Parlement et le Conseil ont adopté en 2004 la décision 803/2004 portant adoption du programme Daphné II visant à la prévention et à l'éradication de la violence, notamment sur les enfants.

En conclusion, les enfants constituent une dimension essentielle de la politique de développement de l'Union européenne et le Conseil a l'intention de rappeler cette priorité, tant dans le contexte de la préparation du sommet sur la réalisation des objectifs du Millénaire, qui aura lieu en septembre 2005 à New York, que dans le processus de formulation de la future politique de développement de l'Union.

3-276

**Mairead McGuinness (PPE-DE).** – Mr President-in-Office, I thank you for that very detailed response. I should like to ask you to take on board the views of those who know more about children in the developing world than perhaps you or I do, and who are concerned about the fact that we are perceived as a Union that concentrates more on large infrastructural projects than on children, and perhaps to think more deeply about the needs of children in terms of medical care and other assistance.

I accept what you have said, but I would ask you to analyse more deeply the views of those who know.

3-277

**Nicolas Schmit**, *président en exercice du Conseil.* – Je partage votre analyse: il faut être à l'écoute des ONG. Dans la formulation de la politique de développement pour les années à venir - qui, pour l'Union européenne, consiste à transposer les objectifs du Millénaire -, ces aspects doivent être très concrètement pris en compte. Croyez-moi, en tout cas, la Présidence luxembourgeoise, qui gère encore ce dossier jusqu'à la fin de ce mois, veillera soigneusement à ce que cet objectif - la protection de l'enfance - figure parmi les grands objectifs de notre stratégie de développement.

3-278

**Vittorio Agnoletto (GUE/NGL).** – Signor Presidente, onorevoli colleghi, volevo riprendere in specifico uno degli argomenti trattati: la questione dell'AIDS e dell'HIV. Il 2 dicembre 2004 questo Parlamento ha votato una risoluzione molto precisa e ha chiesto l'intervento della Commissione e del Consiglio, in particolare cercando di modificare gli attuali

regolamenti *TRIPS* che sono una delle ragioni fondamentali che impediscono l'accesso ai farmaci nel sud del mondo ad adulti e bambini.

Non mi risulta che sia stato fatto nulla in questo specifico campo, cioè la modifica dei *TRIPS*, e vorrei chiederne la ragione, anche perché la situazione ultimamente è diventata ancora più drammatica con l'adeguamento ai regolamenti *TRIPS* da parte del governo indiano.

3-279

**Nicolas Schmit**, *président en exercice du Conseil*. – Je pense que, comme je l'ai déjà dit, le Conseil a soutenu avec fermeté le programme d'action européen pour lutter contre le sida et les autres maladies. Le Conseil a également exprimé le souhait de travailler sur le dossier des médicaments essentiels, et il a soutenu des changements visant à ce que certains médicaments pour lutter contre le sida puissent être accessibles. En effet, il y a à l'OMC un problème à cet égard qui n'a pas été résolu. Nous sommes parmi les plus grands bailleurs de fonds pour la lutte contre le sida puisque, sans cet argent, nous ne serions pas en mesure de mieux combattre le sida dans les pays en voie de développement. L'Europe a plus ou moins tenu ses engagements, contrairement à d'autres.

3-280

**Eoin Ryan (UEN)**. – Question 9 by my colleague, Mrs McGuinness, is very close to my own, question 11, and again, we are not going to get to another question. I find that very frustrating. On many occasions we wait here and you do not get to our questions.

We talk about action plans for the Third World, especially with regard to children, but we never hear of any detailed plans or exact initiatives in this area. I know it is very complicated and difficult, but very rarely do we hear any details of what is happening on the ground in these parts of the world and how we are tackling the serious problem of children with HIV and AIDS.

3-281

**Nicolas Schmit**, *président en exercice du Conseil*. – Vous évoquez une question très pertinente et très intéressante. Je crois qu'il faut demander à la Commission - puisque c'est elle qui doit vous répondre sur ce point - quelles sont les actions concrètes et précises qui permettent, grâce aux différents programmes d'aide au développement de l'Union européenne, de lutter contre les problèmes du sida ou d'autres problèmes de ce type.

Je crois que vous êtes tout à fait en droit de demander à la Commission de vous faire un rapport précis sur des actions concrètes en ce sens. Hélas, le Conseil n'est pas en mesure de le faire, puisque c'est la Commission qui met en œuvre ces programmes et actions.

3-282

**Die Präsidentin**. – Ich möchte darauf hinweisen, dass das Plenum selbst am Montag beschlossen hat, dass die Fragestunde auf eine halbe Stunde gekürzt wird, und wir haben jetzt bereits eine Dreiviertelstunde gemacht. Jetzt lasse ich keine Wortmeldung zur Geschäftsordnung mehr zu.

Da die vorgesehene Fragestunde beendet ist, werden die Fragen 12 bis 30 schriftlich beantwortet<sup>4</sup>.

Damit ist die Fragestunde beendet.

*(Die Sitzung wird um 19.00 Uhr unterbrochen und um 21.00 Uhr wieder aufgenommen.)*

3-283

**PRESIDENCIA DEL SR. VIDAL-QUADRAS ROCA**  
*Vicepresidente*

3-284

## **15 - Presupuesto / Economía**

3-285

**El Presidente**. – De conformidad con el orden del día se procede al debate del Informe Othmar Karas, en nombre de la Comisión de Asuntos Económicos y Monetarios, sobre la propuesta de Reglamento del Consejo por el que se modifica el Reglamento (CE) n° 1466/97 relativo al reforzamiento de la supervisión de las situaciones presupuestarias y a la supervisión y coordinación de las políticas económicas (COM(2005)0154 - C6-0119/2005 - 2005/0064(SYN)) (A6-0168/2005)

y del Informe Othmar Karas, en nombre de la Comisión de Asuntos Económicos y Monetarios sobre la propuesta de Reglamento del Consejo por el que se modifica el Reglamento (CE) n° 1467/97 relativo a la aceleración y clarificación del procedimiento de déficit excesivo (COM(2005)0155 - C6-0120/2005 - 2005/0061(CNS)) (A6-0158/2005)

<sup>4</sup> Für nicht behandelte Fragen siehe "Fragestunde" Anhang.



3-286

**Joaquín Almunia**, *Miembro de la Comisión*. — Señor Presidente, Señorías, el pasado día 26 de abril tuve el placer de presentarles en comisión las modificaciones de los dos Reglamentos que fundamentan el Pacto de Estabilidad y Crecimiento, que el Colegio de Comisarios había aprobado el día 20 de ese mismo mes de abril. Cinco semanas después, debatimos aquí, en el Pleno del Parlamento Europeo, los informes del señor Karas sobre ambos Reglamentos, lo cual es una muestra más del buen espíritu cooperativo con el que este Parlamento ha abordado esta importante cuestión.

Durante estas semanas, tanto el Parlamento como el Consejo y la propia Comisión han trabajado para concluir el proceso legislativo de reforma del Pacto antes de que finalice la Presidencia luxemburguesa. Tras esta primera fase de examen de las propuestas de la Comisión aquí, en el Pleno, ya estaremos más cerca de un acuerdo, que podría materializarse —y deseo, si es posible, que se materialice— antes de finales de este mes.

Como expliqué en mi comparecencia en comisión, nuestra propuesta, siguiendo el mandato del Consejo Europeo —que había, a su vez, respaldado el informe del Consejo Ecofin de marzo—, se limitó a las modificaciones de los Reglamentos que eran estrictamente necesarias para hacerlos compatibles con el acuerdo del Consejo. Sin embargo, durante los trabajos del Consejo, varios Estados miembros han defendido que algunas disposiciones como, por ejemplo, el ajuste fiscal anual mínimo de un 0,5 % del Producto Interior Bruto para países en situación de déficit excesivo o que necesitan acercarse a una posición de equilibrio a medio plazo, o la enumeración explícita de los otros factores pertinentes, sean incluidas en el articulado de los Reglamentos.

Estas peticiones han prolongado algunos días la discusión sobre algunos puntos respecto de los que ya había acuerdo en el Consejo. Afortunadamente, ese acuerdo ha sido mantenido, y me consta que hoy el grupo de trabajo del Consejo ha llegado a un acuerdo definitivo sobre la cuestión.

El Parlamento, por su parte, a través de los informes del señor Karas, ha expresado su preocupación con respecto a ciertos parámetros que afectan a la credibilidad de la vigilancia presupuestaria multilateral como, por ejemplo, la calidad de las estadísticas fiscales nacionales, la vigilancia de la deuda o la fiabilidad de las previsiones macroeconómicas. El Parlamento también, con toda legitimidad, exige ser informado regularmente sobre los procedimientos de déficit excesivo.

Señorías, debo decirles que la Comisión comparte las mismas preocupaciones que el Parlamento. Muchas de ellas se encuentran recogidas, o se pueden recoger, en algunos de los diferentes componentes del abanico de textos jurídicos que regula la coordinación de las políticas económicas en la Unión Económica y Monetaria. Otras preocupaciones expresadas en algunas de las enmiendas en los informes del señor Karas —me estoy refiriendo más concretamente a la vigilancia de la deuda y a la información regular al Parlamento sobre los procedimientos de déficit excesivo—, desde el punto de vista de la Comisión, pueden perfectamente integrarse en los Reglamentos del Pacto.

Así se lo dije esta misma semana, el lunes, a los ministros del Eurogrupo, haciéndoles incluso alguna referencia concreta sobre cómo podrían quedar recogidas. Lógicamente, corresponde al Consejo tomar en consideración esas sugerencias y el Consejo, en su momento —que, creo, va a ser el lunes próximo—, expresará formalmente su opinión.

En todo caso, espero que esta cooperación que hemos mantenido estas semanas se mantenga hasta el final del procedimiento legislativo, de forma que podamos disponer lo antes posible de un Pacto de Estabilidad y Crecimiento renovado y adaptado a la realidad de la dinámica económica de los Estados miembros, tanto desde el punto de vista político como desde el punto de vista jurídico. El amplio consenso con el que estamos realizando esta reforma contribuye, sin lugar a dudas, a reforzar la credibilidad del Pacto y a demostrar la voluntad inequívoca de defender unas finanzas públicas saneadas como condición necesaria para un crecimiento económico sostenido.

Ayer mismo, precisamente aquí, en Estrasburgo, el Colegio de Comisarios adoptó un informe en el que se recomienda la apertura de un procedimiento de déficit excesivo con respecto a un Estado miembro, Italia. Es una prueba más de la vigencia del Pacto de Estabilidad y Crecimiento y un ejemplo práctico del espíritu que emana de la reforma del Pacto. Es, también, un indicador de que debemos concluir cuanto antes la discusión sobre las normas de funcionamiento del Pacto y concentrarnos en la aplicación de dichas normas y en la puesta en práctica de los principios y de las orientaciones del Pacto.

Por último, Señor Presidente, Señorías, permítanme subrayar que si algo ha quedado claro en los recientes votos negativos al proyecto de Constitución Europea en Francia y en Holanda, es, a mi entender, la necesidad de actuar y de alcanzar resultados concretos que reviertan en beneficios tangibles para el bienestar de los ciudadanos, empezando por el empleo y por el afianzamiento de nuestro modelo de sociedad. De ahí la necesidad de alcanzar en las próximas semanas un acuerdo definitivo sobre la reforma del Pacto, que sirva de base para una acción decidida de la Unión Europea en favor de la dinamización de nuestras economías, de la generación de empleo y del sostenimiento de nuestros niveles de cohesión social.

Los esfuerzos de todas las instituciones —el Parlamento, el Consejo y la Comisión— van en esa dirección y estoy convencido de que permitirán la adopción de los Reglamentos modificados antes de que finalice este mes y, con él, la Presidencia luxemburguesa.

3-287

**Othmar Karas (PPE-DE), *Berichterstatter*.** – Herr Präsident, Herr Kommissar, meine lieben Kolleginnen und Kollegen! Ich möchte mich erst einmal bei den Anwesenden für die gute Zusammenarbeit in den letzten Jahren und bei der Vorbereitung der Berichte, die wir heute diskutieren, bedanken. Ich möchte meine Ausführungen in zwei Teile gliedern: Ich werde kurz noch zum Stabilitäts- und Wachstumspakt sprechen und mich dann mit den beiden Verordnungen befassen.

Der Umgang zu vieler Repräsentanten im öffentlichen Leben mit dem Stabilitäts- und Wachstumspakt, verankert im Vertrag und 1997 in Amsterdam unterzeichnet, ist für mich ein deutliches Beispiel für die Doppelmoral mancher Politiker und das Doppelspiel: hier Innenpolitik, dort Brüssel. Er hat in der Vergangenheit leider auch manchmal für nationalpopulistische Erklärungen herhalten müssen statt der notwendigen solidarischen Wahrnehmung von Verantwortung in der Europäischen Union zu dienen.

Der Stabilitäts- und Wachstumspakt ist für mich keine lästige Pflicht oder eine Fleißaufgabe der Europäischen Union, sondern er ist ein zwingender Koordinierungsrahmen für die nationalen Haushaltspolitiken im Rahmen der Währungsunion, in der die Geldpolitik zentralisiert ist, die Haushaltspolitik aber auf nationaler Ebene stattfindet. Es steht aber eines fest: Die Anreizstrukturen für die Haushaltspolitik haben sich mit der Währungsunion verändert. Vorher waren die Strafen der Finanzmärkte klarer und stärker. Wenn zum Beispiel Italien eine unsolide Haushaltspolitik betrieben hat, sind die Zinsen auf den Finanzmärkten wegen der Abwertungserwartung sofort gestiegen. Jetzt ist für Regierungen nicht immer sichtbar, was die Finanzmärkte von einer schlechten Haushaltspolitik halten. Die immer wieder kritisierten Strafen und Sanktionen am Ende eines langen Prozesses sind daher sinnvoll, da die Finanzmärkte nicht mehr über ihre frühere Macht verfügen.

Ein weiterer Punkt: In der Währungsunion ist es leider auch möglich, Trittbrett zu fahren und eine unsolidarische Haushaltspolitik zu betreiben. Daher ist Koordinierung notwendig, um die Geldpolitik insgesamt zu entlasten und für niedrigere Zinsen zu sorgen. Es ist für mich unstrittig, dass es einen Rahmen für die Haushaltspolitik in den Mitgliedstaaten der Währungsunion geben muss, auch um eine Überverschuldung zu verhindern und die Stabilität der Währung zu gewährleisten.

Für mich hat der Stabilitätspakt einen Konstruktionsfehler, der bleibt, und den können wir leider auch nicht ändern, weil er im Vertrag steht. Es ist leider so, dass sich die Sünder zu Richtern machen und sich über die Vorschläge der Hüterin der Verträge, der Kommission, hinwegsetzen können, was leider passiert ist. Dies hat zum Vertrauensverlust und zu Glaubwürdigkeitsverlust geführt, und es war teilweise auch Ausdruck unsolidarischen Handelns. Trotzdem ist der Euro ein Erfolg! Trotzdem ist der Stabilitäts- und Wachstumspakt ein Erfolg, denn ohne Stabilitäts- und Wachstumspakt hätten wir nicht jene Debatten über die Ursachen von Defizit und die Ziele der Haushaltspolitik, und er ist auch die Grundlage der Debatte heute und die Grundlage notwendiger Reformen und Anpassungen, die durchgeführt werden.

Ich halte es für gut, dass es diesen Rahmen gibt, weil wir damit intensiver über Defizite, die Ursache von Defiziten und Auswirkungen von Defiziten in aller Öffentlichkeit sprechen. Und die Bürger haben größeres Vertrauen in den Euro als in manches andere politische Projekt der Europäischen Union.

Es geht aber heute nicht um den Stabilitätspakt an sich, sondern um zwei Verordnungsvorschläge der Kommission, die auf dem Beschluss des Europäischen Rates vom 22. und 23. März basieren. Sowohl die Mehrheit des Ausschusses als auch ich als Berichterstatter haben die Ergebnisse des Rates zur Kenntnis genommen; wir stellen diese Entscheidungen nicht in Frage, sondern beurteilen diese beiden Verordnungsvorschläge nach den Grundsätzen und den Erklärungen.

Uns ist es bei der Beurteilung der Verordnungsvorschläge darum gegangen, für mehr Klarheit zu sorgen, stärker zu definieren als zu interpretieren, und die versprochenen Beschlüsse umzusetzen, statt sie zu unterlaufen. Wir wollen mehr Klarheit haben und eine bessere Definition.

Wir haben es bei diesen beiden Verordnungen mit einer unterschiedlichen Zuständigkeit zu tun. Bei der Verordnung 1466/97, die die präventiven Aspekte betrifft, gilt das Verfahren der Zusammenarbeit, bei der Verordnung 1467/97 über das Verfahren bei einem übermäßigen Defizit, sind wir in Konsultation mit der Kommission und dem Rat.

Ich möchte zuerst auf die Verordnung über die präventiven Aspekte eingehen. Hier haben wir als Ausschuss zwei zentrale Forderungen erhoben. Das ist auf der einen Seite die Verbesserung der Qualität der Statistiken. Wir alle kennen das Beispiel Griechenland – aber es gibt nicht nur das Beispiel Griechenland. Wir meinen, dass die Qualität der Statistiken auf nationaler und gemeinschaftlicher Ebene sichergestellt werden muss, um die Unabhängigkeit, die Integrität und die Rechenschaftspflicht sowohl der nationalen Statistikämter als auch von Eurostat zu gewährleisten.

Wir fordern auf der anderen Seite, dass die Kommission nicht nur die Statistiken annimmt, sondern im Mitgliedstaat den Dialog mit den handelnden Personen und Institutionen zwecks Hinterfragen der Situation führt. Wir wollen eine stärkere Zusammenarbeit mit der Europäischen Zentralbank, weil es nicht sein kann, dass zwei unterschiedliche Statistiken nicht vergleichend überprüft werden und schon ein möglicher Widerspruch Fragen der Kommission an den Mitgliedstaat zur Folge hat. Diese Zusammenarbeit, diese Vergleiche, diese Interpretation, und die Fragestellungen zur Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Zentralbank und der Kommission bei der Beurteilung und Abgleichung der Statistiken ist für uns wichtig.

Als zweiten Punkt wollen wir, dass die mittelfristigen Haushaltsziele nicht regelmäßig, sondern zumindest jährlich überprüft werden und dass die öffentliche Schuldenquote mit berücksichtigt wird. Bei der Verordnung 1467/97, bei der Frage des Verfahrens wegen übermäßigen Defizits, geht es uns um eine klare Definition der außergewöhnlichen Umstände, weil hier die Interpretation zu breit ist und die Klarheit zu gering. Wir wollen die Schaffung europäischer Mindestnormen zur Haushaltsplanerstellung. Die Kommission sollte die Parameter, auch für einheitlichere Wachstumsprognosen in den Mitgliedstaaten, vorgeben. Wir fordern, dass der maximale Zeitraum für die Wiedererreichung der Kriterien mit drei Jahren ab Auftreten des Defizits begrenzt wird. Wir sind auch der Auffassung, dass es eine spezifizierete Liste der zu berücksichtigenden relevanten Faktoren im Defizitverfahren geben muss.

Wir nehmen den Vorschlag an, wie er ist. Wir wollen ihn konkretisieren, berechenbarer und glaubwürdiger machen und die Interpretationsspielräume reduzieren, damit die Einhaltung leichter gewährleistet ist und wir mit diesen beiden Verordnungen dem Pakt mehr Glaubwürdigkeit verleihen, das Vertrauen in ihn zurückgewinnen und damit auch eine Antwort auf Unsicherheiten der Bevölkerung über die Ernsthaftigkeit im Umgang mit europäischen Beschlüssen geben.

3-288

**Alexander Radwan**, *im Namen der PPE-DE-Fraktion*. – Herr Präsident, sehr geehrter Herr Kommissar! Wir haben ja hier schon oft über den Stabilitätspakt diskutiert. Ich danke dem Berichterstatter für seinen Bericht, der, aufbauend auf dem Ratsbeschluss, die Arbeit vollzogen hat, wobei ich nicht verhehlen möchte – und das sage ich direkt –, dass ich mich mit dem Ratsbeschluss nicht anfreunden kann.

Der Stabilitäts- und Wachstumspakt in einem Gebiet mit einer einheitlichen Währung setzt ja voraus, dass die Haushaltspolitiken zusammengeführt werden, dass sie nicht zu stark divergieren, und es geht letztendlich um nichts anderes als um die Zukunftsfähigkeit unserer Währung. Wir hatten ja in den letzten Tagen genügend Diskussionsstoff dazu, wie manche, auch in verantwortlichen politischen Positionen, darüber denken, und womöglich haben die Diskussionen in den Monaten davor auch ein Stück weit dazu beigetragen.

Wir erwarten von der Kommission – und der Berichterstatter hat das ja angeführt –, dass sie genau darlegt, wie der Ratsbeschluss zukünftig durch die Verordnungen interpretiert wird. Was heißt geringfügiges Überschreiten? Was heißt kurzfristiges Überschreiten? Welche Bereiche werden zukünftig von der Kommission akzeptiert? Hier erhoffe und erwarte ich mir von der Kommission Strenge, und wir werden ja in nächster Zeit erleben, wie sie – mit Blick auf Italien – mit dem neuen Pakt umgeht, und ob er dann noch das Papier wert ist, auf dem er gedruckt ist. Hier erhoffe ich mir entsprechende Strenge. Ich erhoffe mir auch, dass die Kommission immer dort den Finger hineinlegt, wo wirklich die Probleme sind.

Diese Zusammenhänge – Arbeitslosigkeit, Stabilitätspakt – sind typisch für die billige Politik in den Nationalstaaten. Wir dürfen uns dann nicht wundern, wenn bei den Referenden ein Großteil der Bevölkerung das glaubt, was die Nationalstaaten in Brüssel vortragen: Der Euro ist schuld an der Arbeitslosigkeit, und am besten schaffen wir ihn gleich ab. Hier hat die Kommission eine große Verantwortung, dieser billigen Polemik der Nationalstaaten nicht nachzugeben, sondern, wenn es darauf ankommt, wie ihr Vorgänger entsprechende Konsequenzen zu ziehen, zur Not zum EuGH zu gehen und für den Euro, für eine starke Währung und für die Zukunft zu kämpfen.

Diese Verordnung und der Ratsbeschluss machen Ihr Leben nicht leichter. Darum werden Sie noch mehr Verantwortung haben. Ich wünsche Ihnen dabei viel Glück.

3-289

**Robert Goebbels**, *au nom du groupe PSE*. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, la situation politique de notre Union est trop grave pour se perdre dans des arguties juridiques autour du pacte de stabilité. Vingt-cinq chefs d'État et de gouvernement ont reconnu la nécessité d'appliquer le pacte de stabilité avec une souplesse permettant des ajustements aux cycles conjoncturels. Ils ont voté les propositions de la Commission sans amendement et permis au pacte renouvelé d'entrer rapidement en vigueur.

Notre Parlement se doit de ne pas être plus catholique que le pape. Cessons d'ériger la stabilité en dogme! La stabilité est nécessaire. Nul ne peut vivre éternellement à crédit, même pas les Américains. Néanmoins, ces derniers ont une approche plus pragmatique de la politique fiscale, ils connaissent les déficits et la croissance. L'eurozone s'enfonce dans la stagnation.

La politique économique n'est pas une science exacte. Il ne suffit pas d'avoir un budget en équilibre pour connaître la croissance, générer davantage d'emplois. Comme l'Union ne semble pas avoir d'autre politique à proposer que l'austérité budgétaire, les peuples d'Europe se révoltent. Un sursaut de l'Union est nécessaire, il faut stimuler la demande, favoriser les investissements. Des réformes dites structurelles amputant le pouvoir d'achat des salariés ne vont pas remplir les carnets de commandes des producteurs.

Le pacte de stabilité a été inventé pour empêcher les États de l'eurozone de trop solliciter le marché des capitaux. Trop d'emprunts publics feraient monter les taux d'intérêt, pénaliseraient les investisseurs privés et auraient un effet inflationniste. Or, le contraire est arrivé. Malgré des manquements répétés de certains États à l'encontre des règles du pacte, l'euro est devenu une monnaie forte, l'inflation reste faible et les taux d'intérêt sont au plus bas. D'ailleurs, la droite semble estimer que le pacte de stabilité a donné satisfaction malgré les manquements de quelques pays importants. Ainsi, le PPE et les libéraux ont voté un amendement à mon rapport sur les grandes orientations de la politique économique disant ce qui suit: "Considérant que le pacte de stabilité et de croissance a contribué à maintenir un faible niveau d'inflation et des niveaux de taux d'intérêt historiquement bas,..." À la lumière de cette profession de foi ignorant le rôle de la Banque centrale européenne, les manquements au pacte de stabilité n'auraient pas les répercussions macroéconomiques annoncées.

Mais trêve de plaisanterie! La vérité est que la situation économique de l'Europe est bien meilleure vue de l'extérieur. Premier exportateur mondial, premier marché pour le reste du monde, l'Union est un géant économique qui reste très compétitif. Certes, nous ne pouvons pas concurrencer les Chinois pour les tee-shirts et les jeans, mais nos consommateurs profitent de cette relance gratuite de leur pouvoir d'achat.

En même temps, l'Europe avance sur les produits à grande valeur ajoutée. Prenons un exemple, le secteur automobile. Alors que les obligations émises par General Motors et Ford sont rabaisées au niveau des *junk bonds*, l'industrie européenne occupait, selon les dernières statistiques, le premier rang mondial pour les voitures produites, soit 17,2 millions en Europe dont 14,6 millions dans l'Union des Quinze. Les États Unis, patrie de la production de masse, n'ont produit que 4,5 millions de voitures en 2003, y compris un nombre important de voitures japonaises produites aux États-Unis.

Je pourrais multiplier les exemples. Ma conclusion est claire. Cessons d'être pessimistes sur l'Europe, redonnons courage aux Européens, surtout aux consommateurs! Les taux d'épargne élevés en France, en Allemagne et en Italie dénotent une peur injustifiée de l'avenir. La conduite de la politique économique exige de la stabilité, certes, mais surtout de la croissance et également une action psychologique pour redonner de confiance. Il faut donc envoyer à nos populations un message beaucoup plus optimiste.

3-290

**Margarita Starkevičiūtė**, *ALDE frakcijos vardu*. – Pastaruoju metu paskelbti duomenys liudija, kad viešieji finansai Europos Sąjungoje yra pati didžiausia paslaptis, nes mes žinome vienus skaičius, o po to pasirodo, kad skaičiai yra visai kiti. Tai yra problema, į kurią mes turime atkreipti dėmesį, ir nesvarbu ar kalbame apie mažą ar apie didelę šalį. Dėl to Komisijos pateikti pasiūlymai yra labai savalaikiai ir reikalingi, tačiau aš, atstovaudama Lietuvos šalį, kuri visada labai stropiai vykde griežtą fiskalinę politiką, taupė viešųjų paslaugų sąskaita, jog įvykdytų visus Europos Sąjungos reikalavimus, galiu tik išreikšti savo apgailestavimą, jog dabar sužinojome, kad tų reikalavimų gal ir nereikėjo vykdyti. Tai sakau tam, kad jūs suprastumėt naujų šalių reakciją. Norėčiau pabrėžti, kad negalime tikėtis, jog kažkoks mūsų priimtas sprendimas arba kažkokios audito misijos užtikrins viešųjų finansų skaidrumą, duomenų patikimumą ir pačių finansų stabilumą. Tai turi padaryti tiktai pačios šalys narės. Jos gali pasiekti, kad visos nuostatos iš tiesų būtų įgyvendintos. Dėl to apgailestauju, kad vis dar nėra pateiktas elgesio kodeksas ir kad šito pasiūlyto peržiūrėto Stabilumo ir augimo pakto nuostatų galbūt nebus laikomasi. Nes kam tada iš viso jį reikėjo peržiūrėti, jeigu mes jų turbūt nesilaikysime. Apskritai Stabilumo ir augimo pakto peržiūra nėra toks blogas dalykas, nes iš savo šalies patirties galiu pasakyti, kad pernelyg griežtos taisyklės iš tiesų varžo augimą ir daro tam tikrą defliacinį spaudimą. Be to struktūrinių reformų negalima įgyvendinti be papildomų išlaidų, tačiau nereikia pamiršti, kad visa tai gali būti pasiekta tik koordinuojant ekonominę politiką, kai ji yra orientuota į ateitį ir yra užtikrinta. Nėra jokio kito kelio Europos Sąjungos šalims tik kaip pasiekti finansinį stabilumą, koordinuoti ekonominę politiką, koordinuoti savo veiksmus, kaip tai buvo pasakyta ir šiandien iš ryto kalbant apie Konstituciją.

3-291

**Alain Lipietz**, *au nom du groupe Verts/ALE*. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, mes chers collègues, s'il y a un point sur lequel je suis d'accord avec le rapporteur, M. Karas, c'est que la réforme proposée du pacte de stabilité est encore très loin de doter l'Europe d'une capacité de gouvernance économique qui lui permettrait de satisfaire tous ses citoyens pour la génération présente et les générations futures.

Nous sommes encore très loin de la situation qui s'est établie dans une fédération beaucoup plus intégrée que la nôtre, les États-Unis, où il existe un budget fédéral important, où il existe des règles de coordination entre le budget des États fédérés, où la politique budgétaire et la politique monétaire sont étroitement coordonnées au niveau du Congrès, où le Congrès a la possibilité de peser sur le choix du Président de la Banque fédérale, où les objectifs de cette Banque fédérale sont plus larges que la simple stabilité des prix.

Cela dit, je considère que les propositions de M. le commissaire Almunia, depuis la précédente mandature et jusqu'à leur adoption dans une version encore améliorée par le Conseil, sont un pas extrêmement positif, et notre groupe s'opposera aux demandes - du PPE notamment - de revenir en arrière, vers un pacte plus stupide, selon les termes de l'ancien président de la Commission. Nous pensons que nous avons accompli un pas significatif vers un pacte intelligent.

Si nous pouvons apporter encore quelques éléments, simplement de précision, nous suggérons, dans un de nos amendements, d'inclure, dans les facteurs pertinents pouvant justifier une hausse du déficit, les dépenses d'éducation au même titre que les dépenses de recherche et de mentionner explicitement les dépenses pour la stabilité de l'équilibre écologique de la planète parmi les objectifs de l'Union. Nous pensons aux dépenses pour la mise en œuvre de l'accord de Kyoto.

3-292

**Ilda Figueiredo**, *em nome do Grupo GUE/NGL*. – Senhor Presidente, há muito que alertámos para as consequências da aplicação do Pacto de Estabilidade e Crescimento ao nível económico e social, para os riscos da prioridade absoluta à convergência nominal, sem ter em conta a realidade de cada Estado-Membro, os seus diferentes graus de desenvolvimento e necessidades de orçamentos distintos. A irracionalidade dos critérios - um défice público abaixo dos 3% do PIB, a dívida pública inferior a 60%, ou os objectivos posteriores de atingir um défice zero - não tinha, nem tem, qualquer justificação económica. Sempre dissemos que enveredar por este caminho teria consequências negativas para o crescimento económico e o emprego, como a vida está a demonstrar.

Por outro lado, a possibilidade de multas e a condicionalidade do Fundo de Coesão ao Pacto de Estabilidade, a juntar aos constrangimentos sobre o investimento público e, por arrastamento, à correcta execução dos Fundos Estruturais, agravaram ainda mais a situação económica recessiva dos países em défice excessivo. Essa é uma das razões fundamentais da questão que se tornou central nos últimos anos, a dita "deterioração" das contas públicas na União Europeia para o que, certamente, também contribuiu a excessiva valorização do euro.

A realidade económico-social actual demonstra bem a razoabilidade da nossa posição, o que, aliás, já tinha acontecido anteriormente com as polémicas declarações do ex-Presidente Prodi e outros membros da sua Comissão quando apelidaram o Pacto de Estabilidade de "estúpido" e os critérios de "medievais". Por isso temos hoje este debate. Sem isso o Pacto de Estabilidade não teria sido reformado, apesar da muita cosmética no passado Conselho da Primavera. É verdade que agora o Conselho e a Comissão, em inúmeras declarações, apontam para a necessidade de devolver racionalidade ao Pacto de Estabilidade, referem a necessidade de ter em conta todos os factores relevantes na análise das situações orçamentais, sublinham que o objectivo de défice zero não é um fim absoluto.

Mas insistem na manutenção do Pacto de Estabilidade como instrumento fundamental que é dos seus objectivos políticos neoliberais de ataque ao sector público e às responsabilidades sociais do Estado, de promotor da estabilidade dos preços, da moderação salarial e da privatização, nomeadamente da segurança social.

Por isso o Conselho reafirma os objectivos do Pacto de Estabilidade, os seus valores de referência, e impede que qualquer despesa seja excluída do cálculo do valor do défice.

Aquilo que o Conselho aprovou não é mais que garantir tempo, nomeadamente aos incumpridores, como a Alemanha ou a França. As margens de reinterpretação, com base nas reformas estruturais de Lisboa, a dita "lisboalização" do Pacto não são mais do que os meios para permitir as interpretações mais adequadas aos países mais poderosos e não propriamente para termos um Pacto "à la carte".

Ora, o que se impunha era a suspensão do Pacto de Estabilidade e uma profunda ruptura com as orientações económicas vigentes, como ficou claro com o "não" à dita Constituição Europeia na França e na Holanda. Para criar as condições macro-económicas, para relançar a retoma económica e o crescimento do emprego, para responder positivamente ao desemprego crescente e aos elevados níveis de pobreza e desigualdades na União Europeia.

3-293

**John Whittaker**, *on behalf of the IND/DEM Group*. – Mr President, I do not know why we are having this debate. Mr Karas acknowledges that the Stability Pact relies on Member States disciplining themselves. He needs to go a step further in deducing that, for that very reason, the pact cannot work; it never could work. So I regret that his well-intentioned attempts to try and make it work by tightening definitions will be in vain.

Rather than pretending that fiscal discipline can be achieved, we should consider the consequences when it is not achieved. Let me focus on Italy, where the deficit has now been shown to have been above the 3% margin for several years; debt is 106% of GDP; inflation is making the economy increasingly uncompetitive and economic growth is negative. The real danger here is that these conditions will culminate in a credible threat from Italy to reissue its own national currency, enabling it to devalue and thereby regain competitiveness without painful and prolonged deflation. Such an action would have serious Argentina-style results for Italy but could, nevertheless, be seen as the best course of action.

But a decision by Italy to re-issue the lira would undermine confidence in the ability of the euro to survive as a multinational currency. Other EU countries would then be faced with the prospect of providing the Italian Government with large-scale financial assistance to persuade it to stay with the euro.

3-294

**Eoin Ryan**, *on behalf of the UEN Group*. – Mr President, unfortunately the credibility of the European Union has been increasingly questioned over the past few weeks. Rather than trying to construct a new consensus, as Mr Barroso suggested last week, we should concentrate on strengthening the current European consensus on competitive markets, fiscal discipline and hard currency.

Sound economics, realism and results are what citizens are demanding and what are needed to continue to build the European project. Economic reform is needed to create vibrant economies, as has been proven in a number of cases in Europe. If we want enlightened social policies, in the European tradition, we need to reform our economies. The examples are there for all to see.

The revised Stability and Growth Pact gives more countries more time to correct excessive deficits and provides more leeway for countries with strong public finances. Monetary union requires this level of flexibility, so that more internal market competition can be stimulated. The one-size-fits-all situation was always going to be a problem. However, some countries need to cut back on their budgets and others – like my own, Ireland – need to spend more on infrastructure, because they have a deficit, but that is not allowed under the rules. However, giving an inch in terms of flexibility does not mean countries are allowed to take a mile in terms of widening fiscal deficits. Enforcement of the rules is the key. There must always be confidence in the fiscal framework that underpins the European Union.

The recent drop in the euro has been used as a convenient whipping boy for all that has happened recently with the European Constitution. The problem is not with the euro. The problem in some countries is that they are avoiding the stark reality that the world economy is changing and will continue to change. Today's world economic order demands a lot more, a lot faster and a lot cheaper. Going back to the basics of economics, countries either meet this demand or it will be met elsewhere. There is no point in lamenting over the basic economic principle; there is no point in arguing that we do not have a means of competing with the global economy. We do, and it is the Stability and Growth Pact. However, the failure to enforce these rules has left too many countries stagnating in an economic period that no longer exists.

We cannot continue like this, because it is undermining the credibility of the overall EMU framework. Consequently, this has had broader repercussions in sending a focused message to the citizens of Europe about the positive work of the European Union itself. This has never been more obvious than it is at present. Europe is suffering from a credibility problem and to deal with it we urgently need to evolve from rule makers to economic performers. Sound economics, realism and results are what the citizens want, and our job is to deliver.

3-295

**Sergej Kozlík (NI)**. – Otázky súvisiace s posilňovaním dohľadu nad stavmi rozpočtov, ako je problematika urýchľovania a objasňovania postupu pri nadmerných schodkoch, sú záležitosti, v ktorých parlamentné inštitúcie môžu a mali by, tak na úrovni Európskej únie, ako aj členských štátov, ako nezávislé a priamo volené inštitúcie, zohrať úlohu strážcov pravdivosti hospodárskych politík, najmä s ohľadom na ich rozpočtové a schodkové dôsledky. V tomto zmysle vnímam a oceňujem dopĺňajúce návrhy Európskeho parlamentu ako vylepšujúce podnety.

Balík nariadení Rady bude však naďalej otvoreným dokumentom, ktorý bude ešte dlho umožňovať národným vládam rôznymi kanálmi unikať z rámcov rozpočtovej a schodkovej obozretnosti a využívať zjavné či menej zjavné formy zadlžovania štátov, alebo dômyselne zakrývať spotrebu jednorazových, neopakovateľných zdrojov, napríklad z privatizácie, v rámci bežného hospodárenia vlád. Krátkodobej politike vlád to samozrejme vyhovuje. Takže cesta bude ešte dlhá, ale treba ju podniknúť.

3-296

**Piia-Noora Kauppi (PPE-DE)**. – Mr President, the Stability and Growth Pact crops up regularly in debates on the economy in this Chamber. This is an illustration of the central position this agreement has in EU economic policy-making. In this respect, I wish to congratulate my colleague, Mr Karas, on his two reports on this subject.

The report's emphasis on a stronger role for the Commission in enforcing budgetary discipline is an absolutely necessary development. Especially now, in their watered-down format, the Commission will have to enforce a clear and strict line with regard to the rules of the pact. Furthermore, the absence of the European Parliament in the decision governing the Stability and Growth Pact is rightly highlighted as a serious structural flaw in European economic governance. As the only directly democratically elected EU institution, this Parliament could play a vital role in putting an end to the political horseplay that goes on in the Council and provide the pact with the much needed credibility that many colleagues want.

However, let us not fool ourselves: even with the improved institutional feedback mechanisms that this report suggests, it is not the Stability Pact alone that will lift Europe out of its economic slumber. Helpful as they are, it is not a set of rules

that will help us to put public finances in Europe on a strong footing. What we need is economic growth and advances in competitiveness, and these derive not from the rules of the pact but from meaningful economic reform, something which many European Member States have avoided for far too long. So we have a new pact and I hope, with Mr Karas' reports, a better way of making the rules work in a sensible and equal fashion. But until countries achieve meaningful economic reform, we will soon find ourselves in yet another debate on the inflated importance of the pact. I hope the Commissioner will do his utmost to prevent any further dilution of the commonly agreed commitments of the Member States.

3-297

**Pervenche Berès (PSE).** – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, au fond, si je regarde objectivement les choses telles qu'elles se sont passées en France le 29 mai, de nombreuses causes sont invoquées, y compris l'élargissement. Personnellement, je vois dans la difficulté que nous avons à profiter de tout l'espace, de toute la valeur ajoutée qu'aurait dû nous apporter l'union économique et monétaire une vraie source d'inquiétude et une vraie explication de ce qui a pu se passer dans mon pays.

Aujourd'hui, nous débattons de la réforme du pacte de stabilité et j'exprimerai mon accord avec ma collègue Piia-Noora Kauppi sur un point. Cette réforme n'est pas celle qui nous apportera toutes les réponses dont nous avons besoin pour qu'enfin, dans la zone euro qui devrait servir de locomotive à la croissance de l'Europe des vingt-cinq dans son ensemble, nous trouvions la solution adéquate.

Pour autant, acceptons que ce que vous avez fait, Monsieur le Commissaire, en accord avec le président de l'Eurogroupe, est un pas dans la bonne direction. Et j'espère que, en bonne intelligence, vous pourrez accepter certains des amendements du Parlement européen pour que, sous la Présidence luxembourgeoise, nous parvenions à conclure cette négociation. Il me semble que, s'agissant de la réforme des statistiques, de la prévisibilité et de l'accord sur les données macroéconomiques qui devraient présider à l'élaboration des budgets des États membres, il y a des éléments qui devraient permettre d'avancer dans la bonne direction. Mais, bien sûr, cette étape n'en est qu'une parmi d'autres.

Je marquerai cependant mon désaccord sur un point avec ma collègue Piia-Noora Kauppi. Il est d'ailleurs récurrent dans nos débats en commission économique et monétaire: la réforme structurelle à elle seule, non plus, ne suffira pas à rétablir la confiance des ménages, à stimuler la demande intérieure, à réaliser les objectifs de la stratégie de Lisbonne.

C'est davantage de coordination dont nous avons besoin et à ce sujet, je déplore, au fond, l'espèce de panne intellectuelle que nous connaissons depuis le passage à l'UEM. Il nous faut élaborer davantage de moyens, en trouver d'autres au-delà du pacte de stabilité, qui n'est toujours pas assez "de croissance". Je vous souhaite, Monsieur le Commissaire, bonne chance pour cette première étape.

3-298

**Διαμάντω Μανωλάκου (GUE/NGL).** – Κύριε Πρόεδρε, οι εργαζόμενοι στις χώρες της Ευρωπαϊκή Ένωσης εναντιώνονται στις καπιταλιστικές αναδιαρθρώσεις που οδηγούν σε μείωση του βιοτικού επιπέδου και αύξηση της ανεργίας. Καταγγέλλουν την εμπορευματοποίηση της υγείας, της παιδείας, τη συρρίκνωση των κοινωφελών υπηρεσιών που έχουν απομείνει και την ιδιωτικοποίησή τους. Αντιστέκονται και αντιπαλεύουν τα νέα, χειρότερα, ασφαλιστικά συστήματα. Ζητούν, και δίκαια, να καταργηθεί το Σύμφωνο Σταθερότητας που αποτελεί εργαλείο και άλλοθι αντιλαϊκών στόχων.

Η αναμόρφωση του Συμφώνου Σταθερότητας από το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο στις 22 και 23 Μάρτη, προβλήθηκε σαν χαλάρωση κριτηρίων. Δεν είναι όμως σε καμιά περίπτωση χαλάρωση της αντιλαϊκής πολιτικής, αλλά ένα άλλος τρόπος σε βάρος του λαϊκού εισοδήματος και υπέρ του κεφαλαίου. Γι' αυτό οι εργαζόμενοι δεν θα πρέπει να έχουν αυταπάτες και περιθώρια αναμονής.

Δυστυχώς και η σημερινή έκθεση δεν είναι στη σωστή κατεύθυνση. Όχι μόνον αδιαφορεί για τα βασικά των εργαζομένων, αλλά ζητεί ακόμα πιο δυσμενείς όρους εφαρμογής της πολυμερούς εποπτείας ακόμη και την αποστολή κοινοτικού ΣΔΟΕ για να κάνει λογιστικούς ελέγχους. Καλεί τις κεντρικές τράπεζες να παίξουν το ρόλο χωροφύλακα των στοιχείων και θέτει χρονικά όρια προσαρμογής στο Σύμφωνο, στο οποίο γίνεται σύσταση για τα δημοσιονομικά ελλείμματα και το χρέος όπως στην Ελλάδα.

Χρησιμοποιώντας λοιπόν στην Ελλάδα, η κυβέρνηση, τα ελλείμματα και τη δημοσιονομική πειθαρχία, έχει εξαπολύσει σειρά αντιλαϊκών μέτρων και προγραμμάτων λιτότητας, εξασφαλίζοντας περισσότερη φτώχεια για το λαό.

Φαίνεται να μην λαμβάνονται υπόψη τα δημοψηφίσματα στη Γαλλία και την Ολλανδία. Λες, και δεν έγιναν ποτέ. Και ότι μπορούν να συνεχίσουν όπως πριν. Στα δημοψηφίσματα όμως ειπώθηκε ένα δυνατό **όχι**, και εκφράστηκε έμπρακτα η ανυπακοή και η απειθαρχία στα κελεύσματα και την πολιτική της Ευρωπαϊκής Ένωσης και των πολιτικών δυνάμεων που τη στηρίζουν, και αυτό είναι ελπιδοφόρο.

3-299

**Johannes Blokland (IND/DEM).** – Voorzitter, op de Europese Top van 22 maart is besloten tot herziening van het Stabiliteitspact. Er zijn daarbij nieuwe afspraken gemaakt in de Raad, een nieuw soort Stabiliteitspact waarvan we deze keer hopen dat de lidstaten zich er wél aan zullen houden. Ik heb altijd aangegeven dat het oprekken van het Stabiliteitspact schadelijk is voor de economische groei en monetaire stabiliteit en daarnaast neemt het vertrouwen van de burger in de euro en daardoor ook in Europa af. Het niet openbaar maken van de wijziging in het Stabiliteitspact, waar het de 3%-grens betreft, draagt niet bij aan het vertrouwen in de euro. De grens van 3% mag worden overschreden door de lidstaten. Maar tot op heden hebben de Raad en de Commissie geen duidelijkheid gegeven over de invulling van die nieuwe afspraak. Als de 3%-grens mag worden overschreden komt er dan een nieuwe grens? Op deze prangende vraag krijg ik graag antwoord van commissaris Almunia.

3-300

**José Manuel García-Margallo y Marfil (PPE-DE).** – Señor Presidente, señor Comisario, ya hemos hablado muchas veces del Pacto de Estabilidad, y voy a intentar aquí resumir algunas de las cosas que se han dicho.

Ha dicho mi portavoz, señor Radwan, algo que yo suscribo: nos estamos batiendo en retirada. A mí el Pacto que me gustaba era el Pacto de 1996, el que firmó el Ministro de la CDU Theo Waigel, el que defendía su antecesor, el Comisario Solbes. No lo hemos podido mantener. El Consejo constató un incumplimiento generalizado en Europa, y podía haber hecho dos cosas: o exigir el cumplimiento o, eufemísticamente, flexibilizar el Pacto, y eso es exactamente lo que ha hecho.

Usted comparece aquí para darnos cuenta de las modificaciones que hay que hacer en los Reglamentos para dar cumplida efectividad a este Pacto.

¿Qué podía hacer el Parlamento? ¿Qué podía hacer mi Grupo?

Podíamos haber formulado enmiendas intentando resucitar el Pacto anterior, en la forma en que estaba. No lo hemos hecho porque, siguiendo el consejo de Ortega, no nos gusta el esfuerzo inútil, que sólo conduce a la melancolía. Sí hemos presentado unas enmiendas, que el señor Karas ha explicado muy bien. Lo que intentamos es que el desastre no vaya a mayores. Intentamos que, técnicamente, usted lo aplique bien, con unas estadísticas fiables, intentamos reducir el margen de arbitrariedad, rellenando los conceptos jurídicos indeterminados, e intentamos, en definitiva, que la retirada no sea un desastre total.

Se ha dicho aquí que Europa no va bien y, efectivamente, así es. Pero si no va bien, no es como consecuencia del Pacto de Estabilidad, sino como consecuencia de no haber cumplido dicho Pacto.

El Pacto de Estabilidad, la austeridad presupuestaria, en términos cuasi teologales, es una virtud, una condición necesaria, aunque no suficiente, para el crecimiento. Se necesitan, además, como le ha recordado la señora Kauppi, esas reformas que hemos sido incapaces de realizar.

El Parlamento le está ayudando; le está ayudando a reducir el margen de discrecionalidad de los Gobiernos. De usted depende que esto no vaya a mayores.

3-301

**Udo Bullmann (PSE).** – Herr Präsident, Herr Kommissar, Kolleginnen und Kollegen! Ich möchte mich bei Kollege Karas und bei den Schattenberichterstattern des Europäischen Parlaments für die Vorlage, die wir diskutieren, bedanken. Es ist ihnen in guter Kooperation gelungen, diese wichtige Diskussion aus einer vordergründigen, ideologischen Debatte herauszuführen und sicherzustellen, dass das Europäische Parlament an der dringend gebotenen Reform des Stabilitäts- und Wachstumspaktes mitwirken kann.

Warum sage ich „dringend gebotene Reform“? Erinnern wir uns doch einfach an die ökonomischen Fakten. Wir haben einen Pakt konstruiert, der ausschließlich von der Idee gelebt hat, Inflationsbekämpfung betreiben zu müssen. Das ist ein wichtiges Ziel, das wir in vielen Mitgliedstaaten weitgehend erreichen konnten. Aber er war zu keiner Zeit konzipiert für eine Wirtschafts- und Währungsunion, in der wir auch dringend makroökonomische Koordination betreiben müssen, und zwar deshalb, weil wir die nötige Flexibilität haben müssen, um in einem Wirtschaftszyklus auch angemessen, in großen wie in kleinen Volkswirtschaften, reagieren zu können.

Vergleichen Sie die Datenlage der USA mit der Datenlage der Europäischen Union! Seit 2002 war die USA sehr viel besser in der Lage, auf externe Schocks zu reagieren: auf die Ölpreisentwicklung, auf den 11. September, auf die Krise in den Aktienmärkten. Warum? Weil dort die Notenbank in der Lage war, flexibler zu sein, als dies bei der Europäischen Zentralbank der Fall war. Insbesondere aber deswegen, weil die Finanzpolitik das getan hat, was in der entsprechenden konjunkturellen Situation nötig war.

Wir brauchen eine flexible, bessere Koordination unserer Finanzpolitiken, damit wir das Vertrauen in die Europäische Wirtschaft wiederherstellen können, in erster Linie aber im Interesse unserer Arbeitsplätze.



3-302

**Werner Langen (PPE-DE).** – Herr Präsident! Ich möchte zuerst dem Berichterstatter, Othmar Karas, herzlich danken. Er hat es fertig gebracht, ein strittiges Thema in relativ kurzer Zeit so zu formulieren, dass das Parlament mit breiter Mehrheit dahinter stehen kann.

Es war auch keine ideologische Debatte, Herr Kollege Bullmann, sondern es war die Erkenntnis, dass der politische Wille gefehlt hat, den Stabilitäts- und Wachstumspakt von 1996 einzuhalten. Bei der ersten großen Generalprobe haben die beiden größten Staaten, Deutschland und Frankreich, voll und ganz versagt, damals schon von Luxemburg und Griechenland assistiert. Dieser Start hat nicht die Möglichkeit eröffnet, dass der Stabilitäts- und Wachstumspakt seine vernünftige und vorgesehene Rolle entfalten konnte.

Insofern ist die jetzige Reform allenfalls die zweitbeste Lösung, bei der es unter dem Stichwort der Flexibilität darum geht, einen Verstoß gegen die Regeln in Zukunft auszuschließen. Ich übe dabei auch Kritik an meiner eigenen Regierung in Deutschland. Die Tatsache, dass die Kosten der europäischen Einigung als neues Kriterium eingeführt wurden, öffnet der Willkür Tür und Tor und führt dazu, dass im Grunde in Zukunft auch bei 4% und 5% Überschreitung keine Sanktionen mehr möglich sind. Das halte ich für einen ausgesprochenen Fehler.

Die Kommission hat in Anbetracht der übermächtigen Rolle des Rates und der unzureichenden Rolle des Parlaments in dieser Frage nur defensiv reagieren können. Wir haben darüber hier in diesem Hause oft diskutiert. Deshalb finde ich es gut, dass der Kollege Karas in seinen Berichten genau diese Punkte anspricht. Höhere Kompetenzen für die Kommission, Loslösen von der Mitbeurteilung durch die Sünder und eine stärkere Beteiligung des Europäischen Parlaments – darauf können wir uns verständigen. Aber niemand wird sagen können, dass diese Lösung des Stabilitäts- und Wachstumspakts auf die Zukunft ausgerichtet ist und zur künftigen Stabilität des Euros irgendetwas beitragen kann.

3-303

**Poul Nyrup Rasmussen (PSE).** – Hr. kommissær Almunia, kære kolleger. Allerførst vil jeg sige, at jeg synes, det er et overordentligt fornuftigt forløb, som kommissær Almunia har haft, når det gælder stabilitets- og vækstpakten. Det er en fornuftig modernisering. Vi kan helt støtte den. Vi har vel så herefter den gyldne europæiske trekant med tre typer af værktøjer, vi skal have til at fungere sammen. Det ene er stabilitets- og vækstpakten, det andet er Lissabon-processen, og det tredje er "broad economic guidelines", altså de generelle økonomiske retningslinjer.

Når jeg har sagt det, hr. formand, så kan jeg ikke skjule, at vores debat i dag jo også finder sted i lyset af en folkeafstemning i Frankrig og i Holland, som blandt mange andre ting også afspejler et folkeligt krav om en reel dagsorden for Europa. Og denne reelle dagsorden for Europa betyder også, at vi må sige, at vi har forstået, at det, der er brug for i Europa, er denne stabilitets- og vækstpakt, men den skaber jo ikke nye job i sig selv. Den er grundlaget for at igangsætte strukturreformer og samtidig igangsætte makroøkonomiske investeringer. Og det er denne indsats, som fordrer, at de nationale regeringer går med på tankegangen, som vi skal håndtere. Vi har med stabilitets- og vækstpaktens modernisering fået et godt værktøj, men det værktøj skal nu have nogle andre værktøjer på det nationale niveau, som kan skabe de nye arbejdspladser, vi har så hårdt brug for. Og derfor håber jeg, kommissær Almunia, at denne pakt, som nu er kommet næsten på plads - og jeg er sikker på, at den kommer det - er det første skridt på vejen til en ny reel dagsorden, som i virkeligheden er forudsætningen for at skabe folkeligt forståelse for den modernisering af traktaterne, som vi diskuterer så heftigt i disse dage.

3-304

**Ivo Strejček (PPE-DE).** – Dovolte mi učinit několik poznámek, přestože zastupuji Českou republiku, která není členem eurozóny. Za prvé bych chtěl říci, že hlavním důvodem francouzského ne, které proběhlo před nedávnem, byla obava Francouzů o osud svého drahého sociálního systému. Francie je ovšem členem eurozóny a dlouhodobě si tudíž nemůže dovolit porušovat pravidla Paktu růstu a stability, což z mého pohledu povede k růstu napětí mezi stávajícími pravidly a ochotou francouzských politiků vyhovět značné části svých domácích voličů.

Za druhé není krátkodobě vůbec jisté s jakou razancí a především politickou odvahou přistoupí k reformě veřejných financí, mám tím na mysli ve Francii, a ty lze udržet pouze na uzdě jedině tak, že restrukturalizují vládní příjmy a výdaje, tedy cestou nepopulárních reforem.

V Nizozemsku není situace stejná, to je moje třetí poznámka, Nizozemci se museli po vstupu do eurozóny vzdát své silné měny, a to za značně nevýhodných podmínek podhodnoceného kurzu. Vzpomínají nepochybně na silný gulden, který by jim dnes pomohl pomoci vyřešit problémy s mizivým hospodářským růstem.

Za čtvrté problémy s příliš drahým sociálním systémem a sklerotickou ekonomikou mají další klíčové země eurozóny, Itálie a Německo, a ty budou čekat nepochybně těžké strukturální reformy.

Pro stabilitu eura je klíčové, a myslím si, že analýzu tady pan Karas přednesl poměrně přesně, aby základní pravidla Paktu stability a růstu zůstala nezměněná, případně aby byla taková, že budou platit pro všechny státy vždy a v každém

okamžiku. Proto by nejprve státy eurozóny měly vyhovět platným pravidlům pro všechny, a pak vést debatu o jejich případném změkčení.

3-305

**Benoît Hamon (PSE).** – Monsieur le Président, puisque nous parlons de pilotage de l'économie européenne, je ne résiste pas à vous faire partager l'observation suivante: en quelques jours, l'action conjuguée des citoyens français et des citoyens néerlandais aura été plus efficace pour améliorer la compétitivité des produits européens destinés à l'exportation, en provoquant le rapprochement de l'euro par rapport au dollar, que l'action de la Banque centrale européenne. Permettez-moi donc de saluer l'efficacité des citoyens européens plutôt que les certitudes des banquiers centraux.

La décision du Conseil de mars - que vous avez inspirée largement, Monsieur le commissaire Almunia - de réformer le pacte de stabilité va dans le bon sens. Suffit-elle à rassurer sur la capacité de l'Union européenne à arrêter une stratégie de relance durable de l'économie? Non. Il est impossible de dissocier le débat sur l'avenir du pacte de stabilité et, donc, sur la coordination des politiques économiques et budgétaires du débat sur les perspectives financières. Comment voulez-vous réduire les déficits des États membres si, en contrepartie, l'Union ne se dote pas des moyens budgétaires permettant de garantir la cohésion sociale et de relancer l'économie européenne?

Je ne crois pas, personnellement, que l'austérité budgétaire dans les États membres, combinée à l'inertie budgétaire de l'Union, permette de répondre au double défi de la croissance et de l'emploi. Permettez-moi donc de dire qu'à cette étape, c'est maintenant qu'il faut parler de l'augmentation et de la diversification des ressources de l'Union, quitte à modifier les traités, pour permettre à l'Union de contracter les emprunts et de lever l'impôt européen qu'exige la crise économique et politique que nous vivons.

3-306

**Cristóbal Montoro Romero (PPE-DE).** – Señor Presidente, permítame que formule a la Cámara la siguiente cuestión: ¿estaríamos viviendo la actual situación de crisis en la Unión Europea si hubiera una Unión Europea con crecimiento económico y con una fuerte creación de empleo, si los grandes países europeos estuvieran ofreciéndonos un perfil diferente, si impulsaran al conjunto de la Unión Europea y contribuirían a equilibrar la economía mundial? Seguramente la respuesta sería "no". Habría recursos, habría dinero para financiar la ampliación, para los desafíos de la Unión Europea. Pero no hay crecimiento económico, porque no hay confianza. Y no hay confianza porque nos está faltando firmeza a la hora de aplicar, de ejercer políticas de confianza, políticas de estabilidad.

Ésa es la contribución del Pacto de Estabilidad. Su reforma, señor Almunia, llega en un momento complicado. Ahora el siguiente amenazado en la crisis de la Unión Europea es el euro. Por tanto, hay que acertar en la reforma del Pacto de Estabilidad.

El señor Karas ha hecho un excelente trabajo para intentar poner remedio a una propuesta equivocada, errónea, del Pacto de Estabilidad en sus contenidos básicos.

El señor Almunia nos ha dicho esta noche que la Comisión está satisfecha con la postura del Parlamento en relación con la mejora de la calidad de las estadísticas y con la vigilancia de la deuda. Quisiera oír también del señor Almunia que está de acuerdo con el acotamiento de los factores pertinentes, que son realmente decisivos para que el Pacto de Estabilidad no sea una caja en la que quepa todo, en la que, en definitiva, nos saltamos la norma. A lo que hemos llegado es a que cada país haga lo que entienda para promover una política de estabilidad presupuestaria que, con una indefinición de factores pertinentes, sería prácticamente imposible.

El ejemplo lo tenemos en la Unión Europea a Quince: los países que han hecho los deberes en materia presupuestaria son los que tienen hoy crecimiento económico y empleo. No hay que buscar modelos fuera, hay que quedarse en la Unión Europea para buscar esos países y aplicar esas políticas entre nosotros.

3-307

**Manuel António dos Santos (PSE).** – Senhor Presidente, Senhor Comissário, os cidadãos europeus não param de identificar o PEC e a política monetária única como os verdadeiros responsáveis pela crise económica e social que a Europa vive. Paralelamente, os responsáveis políticos europeus de quase todos os quadrantes ideológicos reforçam o discurso do politicamente correcto, acentuando as vantagens e as maravilhas das políticas fiscais restritivas e da exclusiva preocupação com a moderação dos preços.

Esta contradição deve acabar e essa tarefa é hoje o verdadeiro desafio que se coloca às instituições europeias. O Conselho Europeu e a Comissão fizeram recentemente um esforço no sentido de ultrapassar esse dilema. Um dos resultados desse esforço é o Pacto renovado e os regulamentos que estamos aqui a apreciar. Por seu turno, no quadro das competências, o Parlamento Europeu faz o que pode. Deve mesmo louvar-se o relator por ter identificado alguns problemas como o vício da estrutura, a fiabilidade das estatísticas, os factores relevantes, o prazo para a correcção do défice e o reforço da supervisão orçamental.

Falta apurar, apesar destes esforços e da inequívoca qualidade da actividade do Sr. Comissário se estes remendos chegam em tempo útil e suficiente. Pangloss dizia que tudo caminhava no melhor dos mundos, mas em 1755 ocorreu o violento terramoto de Lisboa que alterou profundamente as relações políticas e económicas da Europa do século XVIII. Temos o dever, pelo menos, de pensar nisto.

3-308

**Karsten Friedrich Hoppenstedt (PPE-DE).** – Herr Präsident, meine Damen und Herren! Im Grunde ist alles gesagt, allerdings nicht von jedem und im Besonderen nicht von mir. Zunächst möchte ich dem Berichterstatter Othmar Karas ganz herzlich danken. Er hat das Beste aus der verfahrenen Situation gemacht. Einige Anmerkungen seien dennoch erlaubt.

Ich bin heute das dritte Mal hier auf diesem Podium, um zum Stabilitätspakt zu reden. 1997 musste das Parlament zwingend seine Meinung zur Einführung des Euro und zum damals dazugehörigen Stabilitätspakt darlegen. Wir haben das gerne gemacht, weil wir überzeugt waren, dass für den Bürger der Stabilitätspakt eine Vertrauensgrundlage darstellte. Diesmal ist das Europäische Parlament, wie der Berichterstatter richtig sagt, am ganzen Verfahren nur unwesentlich beteiligt. Mitwirkung bedeutet meiner Ansicht nach etwas anderes. Währungsfragen sind Vertrauensfragen, und dieses Vertrauen ist durch die Aufweichung des Paktes erschüttert. Die beiden so genannten Großen – der Berichterstatter nennt das „die Komplizenschaft der Gleichrangigen“ – haben den ganzen Aufweichungsprozess – das ist hier auch schon gesagt worden – ins Rollen gebracht. Große Gesten, große Umarmungen überzeugen die Bürger Europas sichtbarerweise nicht mehr. Die Scherbenhaufen der Schröder- und Eichel-Politik in Deutschland und der Chirac-Politik in Frankreich haben den Euro in diese ganze Negativdiskussion mit hineingezogen.

Der vom Berichterstatter formulierte Bericht ist ein verzweifelter Versuch, ein Stück Stabilitätsphilosophie zu retten. Es muss Schluss damit gemacht werden, die Vertrauenskrise noch zu vergrößern. Die beste Lösung wäre, wenn Herr Barroso, aber auch Herr Juncker im Namen des ECOFIN angesichts der jüngsten Entwicklungen alle Änderungen zum Stabilitätspakt zurücknehmen würden.

3-309

**Szabolcs Fazakas (PSE).** – Mint minden új tagállamnak, Magyarországnak is legfontosabb kötelessége, és egyben saját érdekét szolgáló célkitűzése a konvergenciakritériumok teljesítése. Ennek során figyelemmel kell lenni arra a tényre, hogy az EU-csatlakozás általános nemzetgazdasági pozitív hatása mellett átmenetileg jelentős feszültségeket okoz a központi költségvetés számára. A kontribúció teljesítése, az új intézményhálózat kiépítése és működtetése jelentős költségekkel jár, míg a vám és egyéb bevételek elmaradása az új, rugalmasabb áfa-szabályok alkalmazása komoly kiesést okoz. Emellett a nemzetgazdaság számára oly fontos, az EU által támogatott projektek kedvezményezettje sem maga a költségvetés, hanem az érintett önkormányzatok, intézmények, vállalatok, míg az ehhez szükséges kofinanszírozás a költségvetést terheli. Mi egy sikeres Európai Unió sikeres tagjai kívánunk lenni, ezért is vállaljuk ezeket az átmeneti feszültségeket, amiket kérünk teljesítményünk értékelésekor figyelembe venni.

3-310

**Joaquín Almunia, Miembro de la Comisión.** – Señor Presidente, quiero reiterar mi agradecimiento al señor Karas por sus informes y a todos los diputados que han intervenido en el debate por sus aportaciones.

De todas las aportaciones, me gustaría referirme a dos de ellas, muy en particular a aquellas que han puesto de manifiesto el éxito del euro, de la moneda única, y que conviene recordar en unos días en los que algunas declaraciones parecen poner en cuestión lo que es obvio, que el euro ha traído estabilidad, solvencia, precios bajos en términos históricos, que el euro nos aporta intereses bajos en términos históricos, que el euro nos refuerza. Hay que recordarlo porque, inmediatamente después, hay que decir que mantener esa moneda única fuerte -que nos fortalece como europeos en términos económicos y más allá de las consideraciones económicas- requiere un marco fiscal y un pacto de estabilidad y crecimiento como el que define el Tratado y desarrollan los Reglamentos que hoy este Parlamento está discutiendo en sus modificaciones parciales.

Quiero unirme también a aquellas de sus señorías que han reaccionado frente al pesimismo de algunos análisis. Es verdad que hay dificultades económicas, que hay problemas de crecimiento y de empleo, que los ciudadanos sienten que sus necesidades muchas veces no están suficientemente atendidas. Pero también es verdad que cuando se nos mira desde fuera, o cuando se mira objetivamente la situación de las economías europeas, hay también elementos para el optimismo.

Anteayer, en la reunión del Eurogrupo, el Director del Departamento de Europa del Fondo Monetario Internacional nos informó de las líneas generales del informe que acaba de publicar y que se puede consultar en el sitio *web* del Fondo Monetario Internacional sobre la economía de la zona euro. Empezó diciéndonos que se ha visto sorprendido por un exceso de pesimismo, ya que, al analizar la economía europea, ha observado que ésta reúne las condiciones que le permitirán recuperarse plenamente.

Hay un problema de confianza en algunas de las principales economías europeas y uno de los objetivos de la reforma del Pacto de Estabilidad es, sin duda, otorgar confianza y credibilidad a un marco necesario de disciplina fiscal y presupuestaria. Para ello, esta reforma es equilibrada; introduce algunos elementos de flexibilidad, pero también introduce

algunos elementos de mayor exigencia -sobre todo en la parte preventiva, en la que regula el Reglamento (CE) nº 1466/97-. Es una reforma que exige más transparencia y, por lo tanto, ha contribuido a la adopción de decisiones importantes para mejorar la calidad de nuestras estadísticas. Además, el Ecofin aprobó ayer, a propuesta de la Comisión, unas conclusiones muy importantes que dan cuenta de las mejoras que se están introduciendo en el sistema estadístico europeo y, en particular, en las estadísticas fiscales.

La recuperación de la confianza exige también una explicación clara. En muchas de sus explicaciones, señorías, he reconocido lo que es el Pacto y lo que supone la reforma del Pacto. En otras, he reconocido la ignorancia o el desconocimiento o, a veces, simplemente una interpretación que no se corresponde con la realidad: no se puede acusar a la reforma del Pacto de repetir literalmente lo que dice el Tratado, porque ir en contra del Tratado es lo que perjudicará la confianza. Ir a favor del Tratado, repetir lo que dice el Tratado en lo que se refiere al valor de referencia para el déficit público, al valor de referencia para la deuda pública y a todos los factores que hay que tener en cuenta -el Tratado establece en su artículo 143 los factores relevantes que deben tenerse en cuenta al analizar la situación de déficit excesivo en un país-, cumplir con el Tratado fielmente en toda su dimensión, volver a leer con serenidad y sinceridad el Tratado aprobado para poner en marcha la Unión Económica y Monetaria, es uno de los elementos que más pueden conducir a la recuperación de la confianza en la zona euro y en el conjunto de la Unión Económica y Monetaria.

En todo caso, estoy convencido de que esta reforma que estamos discutiendo hoy -y que espero que entre en vigor a finales de este mes- respeta las reglas, introduce claridad, racionalidad económica, exige la igualdad de trato y va a ser aplicada, como se ha demostrado ayer, con rigor. Y lo que requiere de todos nosotros es una explicación cumplida y completa de lo que significa, y con eso ayudaremos a los ciudadanos europeos y al proyecto europeo.

3-311

**El Presidente.** – Se cierra el debate.

*(La votación tendrá lugar el jueves a las 12.00 horas)*

3-312

## **16 - Reforzar la competitividad europea**

3-313

**El Presidente.** – De conformidad con el orden del día, se procede al debate del Informe Dominique Vlasto, en nombre de la Comisión de Industria, Investigación y Energía, sobre «Reforzar la competitividad europea: consecuencias de las transformaciones industriales en la política y en el papel de las PYME» [2004/2154(INI)] (A6-0148/2005)

3-314

**Dominique Vlasto (PPE-DE), rapporteur.** – Monsieur le Président, le rapport que je vous présente ce soir confirme le retour d'une ambition, celle d'une politique industrielle pour une Europe élargie. Cela était nécessaire et indispensable. Toutefois, il faut aller plus loin. Le temps nous est compté en matière de politique industrielle et il nous faut aller plus vite et passer de l'ambition à l'action.

J'étais la semaine dernière à Shanghai, en déplacement avec la délégation de la ville de Marseille: l'industrie est l'épine dorsale du développement de la Chine. L'innovation et les nouvelles technologies sont les vecteurs du développement de cette industrie et la croissance économique y est constante. Pour tout dire, on a presque le vertige devant le dynamisme de cette société. Bien entendu, je ne souhaite pas un modèle de développement à la chinoise pour l'Union européenne; en revanche, je voudrais que notre Europe se donne les moyens de rivaliser avec ces géants économiques que sont les États-Unis, la Chine, l'Inde, d'autres encore.

Notre défi doit donc être avant tout la compétitivité, par l'innovation, par l'investissement dans la recherche, le savoir-faire et la connaissance. La Commission et le vice-président Verheugen font de nombreuses propositions allant dans ce sens. Ce que nous attendons maintenant, c'est que ces propositions deviennent une réalité politique et c'est dans cette perspective qu'il faut considérer ce rapport et son contenu.

Nous pensons d'abord qu'une politique doit se fixer des objectifs qui permettent de lui donner un sens, comme le développement d'une base industrielle européenne solide, l'augmentation de l'emploi, en particulier chez les jeunes, l'émergence de champions industriels européens capables de véhiculer notre marque de fabrique *made in Europe*. Mais la politique industrielle européenne doit aussi s'adresser à toutes les entreprises et devenir une composante à part entière de la stratégie de Lisbonne. La Commission insiste sur une approche sectorielle: c'est un motif de satisfaction pour nous car il est essentiel qu'une partie de la politique industrielle soit mise en œuvre en tenant compte des spécificités de chaque secteur. Toutefois, une politique efficace doit aussi tenir compte de la nature des entreprises car 1% seulement des entreprises européennes sont de grands groupes, alors qu'il y a des millions d'autres petites et moyennes entreprises qui composent le tissu industriel européen. La Commission doit faire un réel effort de prise en compte des petites entreprises.

La deuxième dimension, qu'il ne faut pas négliger, est territoriale. L'industrie exerce un pouvoir d'attraction sur les autres activités économiques, qui fait que sa localisation est un enjeu de développement pour de nombreuses régions. Les fonds structurels doivent ainsi appuyer le développement industriel et servir d'instrument d'aide à la reconversion de zones confrontées aux délocalisations d'industries. Nous devons apporter une réponse spécifique à ce problème des délocalisations, évaluer les secteurs exposés, anticiper les délocalisations et soutenir la reconversion des régions touchées. Il faut aussi tenir compte de la différence qui existe entre les vingt-cinq pays de l'Union européenne.

Enfin, nous estimons que toute politique doit s'appuyer sur une méthode claire et efficace, et c'est particulièrement vrai, Monsieur le Vice-Président, pour votre engagement à mieux légiférer. Nous attendons une méthode pour simplifier la législation qui tienne compte de l'effet cumulatif de la législation sur chaque secteur. Nous espérons une méthode pour mener les études d'impact des propositions législatives qui tienne compte des PME et surtout qui permette d'évaluer, à l'aune de critères précis, les réponses apportées aux consultations de la Commission. J'ajoute que le Parlement et le Conseil ne sont pas exemptés d'effort en la matière et qu'ils devraient prendre une part active à l'objectif de mieux légiférer.

Vous l'avez certainement constaté, Monsieur le Vice-Président, nos attentes sont grandes. Elles dépendent en partie de l'issue des négociations sur les perspectives financières pour de nombreux instruments de la politique industrielle, elles dépendent aussi de notre capacité à utiliser les instruments dont nous disposons déjà, comme la politique de concurrence, l'éducation, l'affectation des aides d'État ou encore la politique commerciale. J'espère que la contribution de notre Parlement aidera à relever ce défi.

3-315

**Günther Verheugen**, *Vizepräsident der Kommission*. – Herr Präsident, meine sehr verehrten Damen und Herren! Der Bericht, über den wir heute Abend diskutieren, entspricht voll und ganz den Überzeugungen der Kommission und der Politik, die wir betreiben, und ich bin deshalb für die Unterstützung des Europäischen Parlaments außerordentlich dankbar.

An erster Stelle war es notwendig, in Europa dafür zu sorgen, dass Industriepolitik überhaupt wieder als eine politische Aufgabe verstanden wird. Wir mussten klarmachen, dass wir in Europa nicht ohne eine starke und leistungsfähige industrielle Basis auskommen und dass es ein Irrtum ist zu glauben, wir könnten allein von Dienstleistungen leben. Das ist bereits erreicht.

Zweitens geht es darum sicherzustellen, dass die europäische Industrie auf Dauer in einem schärfer werdenden weltweiten Wettbewerb wettbewerbsfähig bleibt. Das ist der Hauptinhalt der neuen Strategie für Wachstum und Beschäftigung, die die Kommission vorgelegt hat und der das Parlament mit großer Mehrheit zugestimmt hat. Hier geht es darum, vor allen Dingen unsere Fähigkeiten zur Innovation zu verbessern. Die europäische Industrie kann weltweit nur überleben und Wachstum und Arbeitsplätze schaffen, wenn das Produkt *made in Europe* in jedem Fall ein absolutes Spitzenprodukt ist. Wir können nicht über niedrigere Sozialstandards, niedrigere Umweltstandards oder niedrigere Löhne konkurrieren, sondern nur über Leistung, Qualität und technologischen Fortschritt.

Als Drittes müssen wir sehr genau analysieren, wo unsere Industrie strukturelle Probleme hat. Ich werde schon in Kürze eine Mitteilung vorlegen, in der die industriellen Sektoren in Europa genau analysiert werden und wir darlegen werden, welche Schritte im Einzelnen notwendig sind, um die Wettbewerbschancen der europäischen Industrie zu verbessern. Denn das wird jeder einsehen: Die Probleme der Automobilindustrie sind nicht die Probleme der chemischen Industrie, die Probleme der Textilindustrie sind nicht die Probleme des Maschinenbaus.

Ich bin der Berichterstatterin sehr dankbar, dass sie mit Nachdruck auf das Problem der kleinen und mittleren Unternehmen hingewiesen hat. Das ist für mich ein Schwerpunkt unserer Bemühungen. Die europäische Wirtschaft lebt von der Flexibilität und der Innovationsfähigkeit der 25 Millionen kleiner und mittlerer Unternehmen. Wir sollten uns immer der Tatsache bewusst sein, dass neue Arbeitsplätze in Europa nur – ich sage ausdrücklich: nur! – in diesem Bereich entstehen.

Der hohe Produktivitätsfortschritt in der europäischen Industrie wird dazu führen, dass auf Jahre hinaus keine neuen industriellen Arbeitsplätze entstehen werden. Arbeitsplätze schaffen nur die kleinen und mittleren Unternehmen, und deshalb müssen wir ihnen helfen, ihre strukturellen Probleme zu überwinden, das heißt: Zugang zu Risikokapital, Zugang zu Wissen und Können und Innovation sowie verbesserte Rahmenbedingungen, insbesondere weniger bürokratische Belastung für kleine und mittlere Unternehmen.

Die Regelungsdichte, die wir in Europa in manchen Bereichen erreicht haben, ist für kleine und mittlere Unternehmen schlicht und einfach zu viel. Deshalb mache ich Ihnen heute eine Ankündigung, die sich auch an die Adresse des Europäischen Parlaments richtet. Diese Kommission nimmt das Projekt „Bessere Rechtsetzung“ sehr ernst. Dazu gehört nicht nur, dass wir die Qualität der Gesetzgebung verbessern, sondern auch, dass wir in Zukunft viel häufiger nein sagen werden.

Wir werden nein sagen, wenn aus den Reihen der Mitgliedstaaten Forderungen nach Reglementierungen kommen, die nicht notwendig sind, und ich werde auch nein sagen, wenn aus dem Europäischen Parlament – und das ist leider häufig der Fall – die Forderung nach Reglementierungen kommt, die wir nicht brauchen, und dasselbe Parlament dann die Kommission kritisiert, weil sie zu viel reglementiert. Sie werden hier eine neue Kommission erleben. Wir werden nein sagen, wenn es darum geht, Überregulierung in Gang zu setzen, und wir werden sehen, wie die Reaktion der europäischen Öffentlichkeit ist. Ich bin gespannt, und ich hoffe auf Ihre Mitwirkung.

Eine gesunde Selbstbeschränkung im Bereich der Gesetzgebung ist das, was die Bürgerinnen und Bürger Europas im Augenblick von uns erwarten. Es ist auch das, was unsere Wirtschaft braucht, um ihre Wachstumschancen und ihre Investitionsmöglichkeiten zu verbessern.

3-316

**Romana Jordan Cizelj**, *v imenu skupine PPE-DE*. – Mala in srednje velika podjetja (MSP) imajo v primerjavi z velikimi posebne zahteve za konkurenčen razvoj, zato jim je pri oblikovanju politik potrebno nameniti posebno pozornost. Industrijska politika ne sme biti nobena izjema, saj se na znanju temelječ industrijski razvoj še zdaleč ne omejuje na velika podjetja. Višji finančni viri za raziskave denimo še vedno ne zagotavljajo večjega števila inovacij, zato je potreben podjetniški duh, ki ga posebej imajo MSP.

Mala in srednje velika podjetja niso zgolj nosilci gospodarske rasti. Zavedati se moramo, da predstavljajo priložnost za Evropsko unijo tudi v političnem smislu, nosijo politični naboj, kajti zavrnitev ustavne pogodbe v Franciji in na Nizozemskem je med drugim posledica dejstva, da Evropejke in Evropejci ne čutijo neposrednih posledic delovanja in odločitev evropskih institucij.

Podobno pa velja tudi za MSP, ki nimajo lastnih virov, da bi izkoristila prednosti, ki jih ponuja Evropska unija. V poročilu se zato kot Evropski parlament posebej zavzemamo za institucionalne ukrepe, ki bodo krepili inovacijsko sposobnost MSP. Zavzemamo se, da Evropska unija v ospredje svojega delovanja v ospredje postavi med seboj povezane procese kot so raziskovalna dejavnost, izobraževanje ter odprava administrativnih bremen, ki mala in srednje velika podjetja še posebno ovirajo pri izkoriščanju priložnosti, ki jih ponuja EU.

Spoštovani g. komisar! Pri oblikovanju poročila smo zelo zavzeto sodelovali poslanci iz novih držav članic. Zavedamo se namreč, da je lahko industrijska politika priložnost tako za geografsko večje stare države članice, ki imajo pogoje za razvoj velik industrijskih prvkov, kot tudi za nove države članice, ki lahko s svojim dinamičnim sektorjem inovativnih MSP predstavljajo osnovo za visoko gospodarsko rast in dolgoročno povečevanje evropske konkurenčnosti.

3-317

**Joan Calabuig Rull**, *en nombre del Grupo del PSE*. – Señor Presidente, señor Comisario, diversas valoraciones indican que la incertidumbre, especialmente en relación con el empleo y la protección social, ha sido una razón importante para que muchos ciudadanos hayan rechazado el Tratado constitucional en Francia y en los Países Bajos.

Tras muchos años en los que las palabras "política industrial" habían desaparecido, hoy aparecen de nuevo, de lo que todos deberíamos alegrarnos porque impulsando un sector industrial sólido es como los ciudadanos podrán encontrar empleos más estables y mejor remunerados. Es así como se contribuye a incrementar la confianza en el proyecto europeo.

La Comunicación de la Comisión plantea un enfoque integrado, que incluye la simplificación y armonización de la legislación para dar solidez al mercado interior, y apuesta por la I+D y por la necesidad de favorecer su transferencia a las empresas. Pero esa armonización debería también incluir una vertiente fiscal.

El tejido industrial europeo está compuesto por sectores diversos, desde la industria aeroespacial a la textil, que necesitan respuestas específicas. Los análisis sectoriales servirán para facilitar una mayor cooperación entre la industria, la Comisión y los Estados miembros que pueda crear nuevas oportunidades.

Las pequeñas y medianas empresas constituyen el 90 % de la industria europea y requieren una especial atención respecto a su acceso a la financiación y a la transferencia de la investigación. La deslocalización es, en ocasiones, una realidad inevitable y hemos de anticiparnos a los cambios.

Con esa finalidad, habrá que desarrollar un diálogo que incluya a la administración y a los agentes sociales y económicos y que tenga en cuenta los instrumentos de investigación e innovación disponibles. Y para acompañar las reestructuraciones será imprescindible, desde luego, un fondo de ajuste.

Quiero terminar felicitando a la Comisión, porque ha propuesto los instrumentos adecuados para reforzar la competitividad europea y lo ha hecho en el marco de la Estrategia de Lisboa. Pero si queremos que los ciudadanos perciban las políticas de la Unión como un instrumento para avanzar y no como una amenaza, deberemos mantener el equilibrio entre los tres pilares de esa estrategia, es decir, el económico, el social y el medioambiental.

3-318

**Marcin Libicki**, w imieniu grupy UEN. – Panie Przewodniczący! Z przyjemnością wysłuchałem tego, co mówiła Pani Vlasto i co mówił Pan Komisarz Verheugen, ale nie mogę się odnosić do tego, co tu było powiedziane, muszę się odnieść do tego, co tu jest napisane. Niestety muszę powiedzieć, że ten raport nie ma nic wspólnego z zaleceniem zdrowej konkurencyjności, która jest filarem wolnej gospodarki. Niestety ten raport jest niesłychanie silnie skażony ideologią interwencjonizmu.

Czytam punkt pierwszy: "Z zadowoleniem przyjmuje się włączenie przez Komisję polityki przemysłowej do priorytetów polityki wspólnotowej". Proszę Państwa, w wolnej gospodarce nie ma priorytetów, w wolnej gospodarce wszystko to jest potrzebne, czego potrzebuje społeczeństwo, a to czego potrzebuje społeczeństwo wskazuje nam wolny rynek. Jeżeli będziemy mówić o priorytetach w gospodarce, to zaniedbamy całą gospodarkę.

W drugim punkcie czytam: "Należy promować politykę przemysłową opartą na zasadzie dobrowolności". Przepraszam bardzo, jeżeli musimy mówić, że coś ma być oparte w gospodarce na zasadzie dobrowolności, to muszę powiedzieć, że zaszliśmy bardzo źle w złym kierunku, to znaczy, że już uznajemy, że gospodarka nie ma wiele wspólnego z wolnością, a to wolna gospodarka jest fundamentem sukcesu.

W punkcie piątym czytamy: "Dialog społeczny powinien ustalać, które sektory są najbardziej wydajne". Proszę Państwa, to nie jest zadanie dla dialogu społecznego - to czy coś jest wydajne czy nie przesądzą ci, którzy kierują przedsiębiorstwami, stosując się do zdrowych zasad wolnego rynku.

Następnie w punkcie szóstym czytamy: "Należy zachęcać kobiety do pracy w przemyśle". Proszę Państwa, to jest głębokie skażenie feminizmem. Kobiet nie ma co zachęcać do pracy w przemyśle, będą pracować tam, gdzie będą chciały. Ja nie widzę żadnego powodu, żeby kobiety pracowały z młotami pneumatycznymi.

W punkcie dwunastym czytamy: "Polityka przemysłowa powinna prowadzić do zrównoważonego rozwoju w zachowaniu spójności socjalnej". Proszę Państwa, to nie jest dobra droga do konkurencyjności i do sukcesu. Przed 130-łaty premier Anglii, wówczas najszybciej rozwijającego się państwa świata powiedział: "Zadaniem ekonomistów jest pilnować, by rząd nie szkodził gospodarce".

Nie liczę na to, że Komisja Europejska zastosuje się do tych wskazówek, ale apeluję, żeby przynajmniej wzięła je pod uwagę.

3-319

**Leopold Józef Rutowicz (NI)**. – Panie Przewodniczący, Panie i Panowie deputowani! Chciałbym podkreślić, że wzmocnienie konkurencyjności europejskiej jako hasło przeżyło już wiele lat. Czas pokazać, że realizacja tego celu globalnego gospodarki jest bardzo trudna, ale koniecznie niezbędna. Stąd nasuwają się wnioski: przede wszystkim, wszystkie podejmowane tematy i przedsięwzięcia muszą mieć sprecyzowane, szczegółowe ścieżki realizacji i terminarz.

W związku z ograniczonymi środkami budżetowymi muszą być ustalone cele i priorytety, na których należy się koncentrować, np. rozwój małych i średnich przedsiębiorstw w warunkach gospodarki globalnej, przy spełnieniu warunków ochrony środowiska i bezpieczeństwa pracy. Programy naukowo-badawcze i szkoleniowe powinny uzyskać szczególny priorytet w zakresie nowych technologii i nowych generacji wyrobów i usług, produktywności i oszczędności oraz dostępności wyników badań dla małych i średnich przedsiębiorstw.

3-320

**Ján Hudacký (PPE-DE)**. – Dovoľte mi poďakovať spravodajkyni za odvedenú prácu na tejto dobre vyváženej správe. Lisabonská stratégia jasne vymedzuje prioritu Európskej únie smerom k zvyšovaniu konkurencieschopnosti európskeho priemyslu. Aby sa však tieto ciele mohli naplniť, pán komisár, je tiež nevyhnutné zobrať do úvahy nasledujúce aspekty:

1. Odstránenie zbytočnej administrácie a byrokracie zo strany Európskej únie. Európske inštitúcie musia zredukovať a zjednodušiť legislatívu voči podnikateľským subjektom pôsobiacim v sektore priemyslu, predovšetkým však voči malým a stredným podnikateľom. Národná legislatíva by mala byť nosnou, pričom priemyselná politika Európskej únie sa musí obmedziť iba na nevyhnutný proces koordinácie a harmonizácie.

2. Dôraz na podporu a povzbudzovanie malých a stredných podnikateľov v oblasti priemyslu. Tento sektor malých a stredných podnikateľov jasne preukazuje svoju flexibilitu, ktorá je dominantným predpokladom pre dosiahnutie potrebného, dlhodobého udržateľného stupňa konkurencieschopnosti aj na globálnom trhu. Z tohto dôvodu nemôžem celkom súhlasiť s politikou podpory tzv. národných šampiónov. Tento prístup podpory vytvárania malého počtu veľkých dominantných firiem zrejme vyčerpá značné prostriedky z rozpočtu Európskej únie a pravdepodobne tiež naruší princípy zdravej hospodárskej súťaže, pričom pozitívny dosah na ich konkurencieschopnosť ešte nemusí byť zaručený.

3. Malé a stredné firmy v oblasti priemyslu potrebujú nové impulzy pre ďalší technologický rozvoj, výskum a inovácie. Pripravované programy, ako siedmy rámcový program, rámcový program pre konkurencieschopnosť a inovácie a ďalšie,

musia však byť oveľa prístupnejšie pre malých a stredných podnikateľov, ako to bolo doteraz. Štrukturálne fondy musia tiež byť smerované vo väčšej miere do málo rozvinutých regiónov a nových členských krajín na budovanie dostatočnej technickej infraštruktúry pre vytvorenie lepšej priemyselnej základne v týchto regiónoch.

3-321

**Adam Gierek (PSE).** – Panie Przewodniczący, Panie Komisarzu! Rozważania w raporcie pani Vlasto są dojrzałe i wyważone. Stanowią etap dyskusji nad polityką przemysłową Europy. Europa przeżywa bowiem kryzys tej polityki, zaś obywatele wyrażają swe irracjonalne lęki i frustracje na przykład przy okazji referendum we Francji i Holandii.

Delokalizacja stała się faktem, choć pozornie uzasadniona w wymiarze ekonomicznym, jest ona niewątpliwie szkodliwa społecznie. Mówiąc o delokalizacji trzeba jednak podkreślić, że jest to pojęcie heterogeniczne dotyczące korzystnej - ze względu na synergię dodatnią - delokalizacji wewnętrznej, jak i szkodliwej zewnętrznej.

Należy tworzyć homogeniczny rynek towarów i usług o dużej konkurencyjności globalnej i innowacyjności. Są dwie grupy mechanizmów powiększania konkurencyjności: te proste to ograniczanie osiągnięć tak zwanego europejskiego modelu socjalnego, te złożone oparte na kapitale intelektualnym i społecznym, które stanowią podstawy innowacyjności organizacyjnej, technologicznej, technicznej i rynkowej.

Europa wzorem Japonii i Europy z końca lat 60. powinna sięgnąć do relokalizacji, czyli powrotu nowoczesnej działalności wytwórczej i kapitału na wspólny rynek europejski. Jest to potrzebne ze względu na ochronę własności intelektualnej i przywrócenie przywództwa europejskiego w dziedzinie *know-how*, stworzenie miejsc pracy i wzrost konkurencyjności kapitału europejskiego.

Wszystko to jest możliwe, ale przedtem Europa musi zerwać ze stagnacją, a jej PKB wzrosnąć powinno conajmniej kilkakrotnie. Narzędziami, które przyczyniłyby się niewątpliwie do wywołania procesu relokalizacji mogą się stać między innymi - wbrew frustracjom i lękom przed przysłowiowym polskim hydraulikiem i murarzem - pełna liberalizacja usług komercyjnych, za czym optują polscy socjaliści, tworzenie klastrów przemysłowych wokół centrum innowacyjności, wprowadzenie zasady *by European* w odniesieniu do wszystkich zakupów publicznych, co wymagałoby przygotowania stosownej dyrektywy unijnej.

3-322

**Małgorzata Handzlik (PPE-DE).** – Panie Przewodniczący, Szanowni Państwo! Dziękuję Pani sprawozdawczyni za raport. Raport ten jest dla mnie ważny, gdyż przez wiele lat sama byłam przedsiębiorcą działającym w sektorze Małych i Średnich Przedsiębiorstw. Nabyte doświadczenie pozwala mi od praktycznej strony spojrzeć na konkurencyjność europejską i sektor MŚP.

W moim przekonaniu gospodarka europejska bardzo potrzebuje prawdziwej konkurencji i budowania świadomości gospodarczej wśród obywateli Europy. Pierwsze z zadań zostało spisane w Strategii Lizbońskiej, jako jeden z najważniejszych celów zmierzających między innymi do zniesienia różnic gospodarczych między starą i nową Europą. Firmy z nowych państw, a w szczególności ich sektory MŚP ze swoją elastycznością i umiejętnością dostosowania się do zmieniających się warunków, stanowią szansę dla rozwoju gospodarczego Europy. Jednak, aby tak się stało, koniecznym jest: likwidowanie istniejących barier na rynku wewnętrznym (obecnie jest ich ok. 90), tworzenie lepszych warunków zachęcających do powstawania nowych firm w sektorze MŚP, powiązanie systemu płac z wydajnością i efektywnością pracy.

Uważam, że kreowanie przyjaznego klimatu dla rozwoju sektora MŚP, uproszczenie i stworzenie nowych regulacji przyczyni się do zwiększenia zatrudnienia. Liberalizacja rynku usług to kolejny krok sprzyjający rozwojowi gospodarczemu Europy i szansa na nowe miejsca pracy. Widzę także potrzebę budowania świadomości gospodarczej wśród obywateli Europy, bo tylko wówczas będziemy mogli zrozumieć mechanizmy gospodarcze wpływające na nasze życie, przestaniemy obawiać się zmian, będziemy rozumieć, że te zmiany są potrzebne i konieczne dla poprawy jakości naszego życia.

Wzmocnienie konkurencyjności gospodarki europejskiej może nastąpić jedynie poprzez rozwijanie gospodarki opartej na wiedzy, a więc inwestowanie w badania, rozwój i innowacyjność w ścisłym powiązaniu z biznesem, bo tylko to przełoży się na rozwój MŚP. Za tym idzie konieczność tworzenia systemów edukacji i szkoleń odzwierciedlających potrzeby rynku pracy i kreowanie wśród społeczeństw idei nauki przez całe życie.

Raport ten może stać się bardzo ważnym elementem w rozwoju gospodarczym Europy i prawdziwej wolnej konkurencji, dlatego popieram go i proponuję uznanie sektora MŚP za siłę napędową gospodarki.

3-323

**Pier Antonio Panzeri (PSE).** – Signor Presidente, signor Commissario, onorevoli colleghi, ciò che stiamo discutendo assume particolare rilevanza soprattutto in una fase come l'attuale, che vede buona parte dell'Europa in una situazione di difficoltà economica e sociale. Queste difficoltà stanno minando le capacità competitive dell'Unione europea ed



evidenziano un *gap* di produttività rispetto agli USA e al Giappone, bassi livelli di investimento e ricerca e sviluppo, bassi livelli di innovazione, particolarmente per l'alta tecnologia, e delocalizzazione delle attività di ricerca. Bisogna far fronte a tutto questo. Più volte abbiamo detto che occorre farlo rilanciando la strategia di Lisbona ma quella strategia continuerà a latitare ad essere evanescente, se non investiamo seriamente e con forza attorno alla politica industriale.

Devo dire, signor Commissario, che il programma quadro sull'innovazione e la competitività è ancora al di sotto delle aspettative. Appare una sommatoria di ciò che già esiste mentre avremmo bisogno di significative novità. Questa sera abbiamo sentito che lei presenterà una nuova comunicazione: ci auguriamo contenga le novità reclamate. Occorre fare delle scelte sul terreno della politica economica generale, del completamento del mercato interno e delle politiche di riforma della pubblica amministrazione, del sistema fiscale e delle infrastrutture. Oltre a ciò, tuttavia, è necessario lavorare a uno schema di *governance*, per permettere a tutti i livelli istituzionali esistenti di interagire in modo cooperativo. Serve consapevolezza che occorre investire in politiche settoriali ed in quelle orizzontali per favorire le piccole e medie imprese, parte rilevante nell'Unione europea.

Bisogna, infine, costruire e allargare i cosiddetti circuiti virtuosi: università, distretti industriali, laboratori di ricerca. Mi riferisco a "incubatori" di innovazione decisivi per la politica industriale. Insomma, si deve cambiare velocità – e al più presto – se vogliamo che l'Unione europea diventi quello spazio più competitivo e dinamico che da tempo indichiamo come obiettivo.

3-324

**Werner Langen (PPE-DE).** – Herr Präsident! Die Berichtsteratterin, Frau Vlasto, hat im Industrieausschuss ja eine sehr breite Zustimmung gefunden. Sie hat alle Ecken ausgeleuchtet, aber der zündende Funke für eine neue Industriepolitik fehlt auch diesem Bericht, wie so vielen Dingen, die wir hier verabschieden. Ich möchte Herrn Libicki ausdrücklich Recht geben: Der ordnungspolitische Rahmen ist noch überprüfungsbedürftig. Deshalb wird dieser Bericht zu meinem Bedauern nicht die Wirkung haben können, die er eigentlich braucht.

Herr Verheugen hat gesagt, dass die Kommission im Sinne der Durchsetzung einer besseren Rechtsetzung in Zukunft häufiger Nein sagen wird, und er hat das Parlament und die Mitgliedstaaten genannt. Die Kommission selbst hat er vergessen. Da können Sie schnell ansetzen, indem Sie Vorschläge durchsehen, die fünfzehn Jahre nicht umgesetzt wurden, indem Sie innerhalb der eigenen Kommission die Wettbewerbsfähigkeit gegenüber Verbraucherschutz und Umweltschutz durchsetzen. Das sind genügend Ansatzpunkte, und nach meiner Meinung muss jede europäische Maßnahme, wie das der europäische Kommissionspräsident einmal vorgeschlagen hat, drei Tests bestehen: den Kostentest, den Wettbewerbsfähigkeitstest und den Subsidiaritätstest. Da möchte ich dem Kollegen Hudacký Recht geben, der gesagt hat: Keine Regulierung dort, wo die Nationalstaaten zuständig sind.

Wir stehen vor der Frage, wie sich Europa zwischen Wettbewerb und Abschottung entscheidet. Wirkt der gesteigerte Wettbewerbsdruck für Europas Wirtschaft als Fitnessprogramm oder ist das alte Europa längst im wirtschaftlichen Abseits? Die Herausforderungen sind gewaltig. Ich bin der Überzeugung: Kerneuropa ist zu satt für den internationalen Wettbewerb und wählt deshalb Abschottung und Abstieg. Da müssen wir ansetzen! Europa ist von oben und von unten unter Wettbewerbsdruck geraten. Wir sind einerseits zu teuer, andererseits nicht produktiv genug, um uns die hohen Kosten leisten zu können. Das wird lediglich durch die neu hinzugekommenen Volkswirtschaften verbessert. Die neuen Mitgliedstaaten bringen uns diesen Wettbewerb. Das ist das Wichtige, was die Erweiterung bringt: mehr Wettbewerb und damit auch eine vernünftige Industriepolitik. Dies ist, was wir dringend brauchen, und keine Auflegung neuer europäischer Programme, mit denen niemand etwas anfangen kann und wo wir am Ende den ordnungspolitischen Rahmen verloren haben.

3-325

**John Attard-Montalto (PSE).** – Mr President, I am a believer in three things: the European economy, European industry and the ability of European industry to be competitive.

Unfortunately, however, we often applaud the notion of competitiveness, while supporting initiatives which erode that very competitiveness. For instance, the Commissioner has rightly indicated that we sometimes tend to be over-regulated and this adds to bureaucracy and to the cost of production. Sometimes we are not aware that we are eroding competitiveness by our own ideas and legislation. Recently, we lowered the limit in the Working Time Directive. This is obviously something which is paradoxical to competitiveness.

Sometimes we talk about investments in technological innovation and we are dependent on private-public partnership. That is the way the argument is put forward. Europe is not an ideal model for private-public partnership. We try to restrict research on the basis of vague moral issues.

Finally, as well as encouraging further investment in innovation and research, there is a trend against patents. We must realise that we have to choose our priorities.

*(Applause)*

3-326

**Othmar Karas (PPE-DE).** – Herr, Präsident, Herr Kommissar, meine Damen und Herren! Ich möchte mich zuerst einmal für dieses in der Wettbewerbspolitik und in der industriepolitischen Debatte so erfrischende Bekenntnis zur Bedeutung der kleinen und mittleren Unternehmen für die Arbeitsplätze und für die Wettbewerbsfähigkeit in der Europäischen Union bedanken. Dieses Bekenntnis in der heutigen Debatte zeigt auch, dass jeder Versuch, Industriepolitik gegen KMU-Politik auszuspielen, falsch ist, schadet und der Realität widerspricht. Wir benötigen industriepolitische Flaggschiffe, um in der Welt wettbewerbsfähig zu sein, und wir benötigen Cluster zwischen KMUs und den industriepolitischen Flaggschiffen, um aus der industriepolitischen Wettbewerbsfähigkeit heraus auch Impulse für die Wettbewerbsfähigkeit der KMUs zu setzen.

Ich stimme Ihnen zu, wenn Sie nein zu mehr Regulierung sagen. Aber wir müssen gleichzeitig nein sagen zu den Tendenzen zu mehr Nationalisierung, nein zu den Tendenzen zur Leistungsfeindlichkeit, nein zu den Tendenzen zu Mutlosigkeit, nein zum Populismus, nein zur Novellierung, nein zur Industriefeindlichkeit und ja zu mehr Leistung, ja zum Binnenmarkt, ja zu den vier Freiheiten – Werner Langen hat das angeschnitten. Die Erweiterung stärkt den Binnenmarkt. Der Binnenmarkt stärkt die Wettbewerbsfähigkeit. Das heißt auch ja zur Dienstleistungsrichtlinie. Das heißt aber auch ein stärkeres Engagement in der Steuerpolitik. Das heißt ein stärkeres Engagement bei der finanziellen Perspektive für Forschung, Bildung, Wachstum und Beschäftigung sowie für Unternehmensgründungen.

Das bedeutet für mich natürlich auch, dass wir die Besten fördern müssen, um für die Schwachen da sein zu können. Das Mittelmaß muss aus Europa hinausgetrieben werden. Die neue Art von Verstaatlichung im Denken muss aus unserer Politik hinausgetrieben werden. Die Schuldzuweisung zwischen Staat und Europa muss hinausgetrieben werden, um diese Wettbewerbsfähigkeit, diese Innovation, diese Forschung, diesen Willen, durch Leistung mehr zu erreichen, zu ermöglichen. Hier hoffe ich, dass auf die heutige Debatte und die getätigten Ankündigungen auch Taten folgen, denn nur so können wir eine neue Dynamik in der Europäischen Union erreichen.

3-327

**El Presidente.** – Se cierra el debate.

*(La votación tendrá lugar mañana a las 12.00 horas)*

3-328

## **17 - Hidrocarburos aromáticos policíclicos en aceites diluyentes y en neumáticos**

3-329

**El Presidente.** – De conformidad con el orden del día se procede al debate del Informe Adamos Adamou, en nombre de la Comisión de Medio Ambiente, Salud Pública y Seguridad Alimentaria, sobre la propuesta de Directiva del Parlamento Europeo y del Consejo relativa a las restricciones a la comercialización y uso de determinados hidrocarburos aromáticos policíclicos en aceites diluyentes y en neumáticos (vigésimoséptima modificación de la Directiva 76/769/CEE del Consejo) (COM(2004)0098 - C5-0081/2004 - 2004/0036(COD)) (A6-0104/2005)

3-330

**Günther Verheugen, Vizepräsident der Kommission.** – Herr Präsident, meine Damen und Herren! Ich danke den Mitgliedern des Europäischen Parlaments, dass sie sich mit dieser wichtigen, aber auch sehr technischen Fragestellung beschäftigt und konstruktive Änderungen vorgeschlagen haben.

In der Tat müssen wir alle angemessenen Anstrengungen zur Verringerung der Emission so genannter polyzyklischer aromatischer Kohlenwasserstoffe unternehmen, um die Gesundheit und die Umwelt zu schützen. Diese polyzyklischen aromatischen Wasserstoffe sind als Krebs erregende, mutagene und reprotoxische Substanzen eingestuft. Sie werden auch als schwer abbaubare organische Schadstoffe gemäß dem UNECE-Protokoll der UNO betrachtet.

Diese besonderen Kohlenwasserstoffe sind aber Bestandteil von Ergänzungsölen, die bei der Produktion von Reifen verwendet werden, und lösen dadurch Probleme für Gesundheit und Umwelt aus. Das ist der Grund, warum die Kommission vorgeschlagen hat, harmonisierte Beschränkungen der Vermarktung und Verwendung von Ölen, die diese PAKs enthalten, sowie von Reifen, die wiederum solche Öle enthalten, einzuführen.

Der Kommissionsvorschlag wird sicherstellen, dass der Binnenmarkt für Reifen erhalten bleibt und dass nationale Maßnahmen, die ein Handelshemmnis für den freien Warenverkehr schaffen, vermieden werden. Alternativen zu den beschränkenden Substanzen werden von der Industrie entwickelt. Damit die Industrie die notwendige Zeit hat, sich an die neuen Normen anzupassen, die von dieser Richtlinie festgelegt werden, hat die Kommission einen vernünftigen Übergangszeitraum zur Umsetzung der Richtlinie vorgeschlagen.

Das Parlament und der Rat haben hierzu ein tragfähiges Kompromisspaket mit Änderungen bezüglich der späteren Einführung der Maßnahmen, der Testanforderungen und der Streichung von unnötigen Befreiungen für bestimmte Sektoren vorgelegt. Die Kommission unterstützt diese Änderungen. Ich möchte das Parlament ermutigen, in der ersten Lesung den Vorschlag zusammen mit den Änderungen anzunehmen, die Teil dieses Kompromisspaketes sind. Dies wird

den Willen und die Fähigkeit der europäischen Institutionen zeigen, mit derartigen Problemen ohne Verzögerung umzugehen.

3-331

**Αδάμος Αδάμου (GUE/NGL), Εισηγητής.** – Κύριε Πρόεδρε, κυρία Αντιπρόεδρε, συζητάμε σήμερα την 27η τροποποίηση της οδηγίας 76/769 σχετικά με την επιβολή περιορισμών όσον αφορά την εμπορία και τη χρήση ορισμένων πολυκυκλικών αρωματικών υδρογονανθράκων στα έλαια αραίωσης και στα ελαστικά επίστρωσης.

Πρόκειται για μια σημαντική εξέλιξη, αν υπολογίσει κανείς ότι η ευρωπαϊκή βιομηχανία ελαστικών παράγει ετησίως περίπου 300 εκατομμύρια ελαστικά και χρησιμοποιεί 250.000 τόνους ελαίων αραίωσης, τα οποία ενσωματώνονται στη μήτρα του καουτσούκ και παραμένουν στο καουτσούκ του τελικού ελαστικού. Τα έλαια αυτά περιέχουν κάποιες ποσότητες πολυκυκλικών αρωματικών υδρογονανθράκων που έχουν ταξινομηθεί ως καρκινογόνες, μεταλλαξιογόνες, τοξικές για την αναπαραγωγή ουσίες, και θεωρούνται επίσης έμμονοι οργανικοί ρύποι.

Θα ήθελα κατ' αρχήν να συγχαρώ την Επιτροπή για την πρωτοβουλία της να επεκτείνει το παράρτημα 1 της οδηγίας 76/769 με την προσθήκη των πολυκυκλικών αρωματικών υδρογονανθράκων στα ελαστικά των αυτοκινήτων. Εκτιμώ ότι η πρότασή της είναι πολύ καλή. Έχοντας ως γνώμονα την προστασία της δημόσιας υγείας και του περιβάλλοντος, αλλά παράλληλα και την ασφάλεια του κοινού καθώς και την ομαλή λειτουργία της εσωτερικής αγοράς και μετά από διαβουλεύσεις, τόσο με την Επιτροπή και το Συμβούλιο, όσο και με τη βιομηχανία ελαστικών και ελαίων, αλλά και με μη κυβερνητικούς οργανισμούς, προσπάθησα να συντάξω μια ισορροπημένη έκθεση, η οποία τροποποιήθηκε ανάλογα από την Επιτροπή Περιβάλλοντος, Δημόσιας Υγείας και Ασφάλειας των Τροφίμων.

Τα κύρια θέματα που μας απασχόλησαν, ήταν η διάρκεια της μεταβατικής περιόδου για την εφαρμογή της οδηγίας, η μέθοδος ανίχνευσης των τοξικών ουσιών που θα χρησιμοποιείτο, καθώς και το θέμα των εξαιρέσεων από την οδηγία.

Κατόπιν διαβουλεύσεων με το Συμβούλιο και σε συνεργασία με τους σκιώδεις εισηγητές, προτείνεται πακέτο τροπολογιών το οποίο έχει υπογραφεί από τις πλείστες πολιτικές ομάδες.

Εισηγούμαι όπως δείτε θετικά τις τροπολογίες που έχουν υποβληθεί για να μπορέσουμε να κλείσουμε ομαλά το θέμα αυτό στην πρώτη ανάγνωση.

Αναλυτικότερα, και όσον αφορά τη μεταβατική περίοδο που θεωρείται απαραίτητη για να αναπτυχθούν νέοι τύποι ελαστικών με έλαια αραίωσης που να περιέχουν την ελάχιστη ποσότητα των ουσιών που μας απασχολούν, προτείνεται να επεκταθεί μέχρι την 1η Ιανουαρίου του 2010. Εδώ, πρέπει να σημειώσουμε ότι για περιβαλλοντικούς λόγους αποφασίσαμε να λάβουμε υπόψη μας την ημερομηνία παραγωγής του ελαστικού, η οποία είναι χαραγμένη πάνω στο ίδιο το ελαστικό. Αυτό, διότι η καταστροφή των ελαστικών που θα παραμείνουν σε στοκ, είναι και αυτή επιβλαβής, και ίσως ακόμη βλαβερότερη για το περιβάλλον, ενώ φυσικά, βοηθάμε και τη βιομηχανία να διαθέσει το στοκ αυτό.

Η Ευρωπαϊκή Ομοσπονδία Κατασκευαστών Ελαστικών, μας διαβεβαίωσε εγγράφως ότι μπορεί να εφαρμόσει τα κριτήρια της οδηγίας σε όλων των ειδών τα ελαστικά, περιλαμβανομένων των ελαστικών για τα αγωνιστικά αυτοκίνητα, αυτών των αεροσκαφών και των ειδικών οχημάτων, καθώς και των αυτοκινήτων "αντίκα", χωρίς να υπάρχει κίνδυνος για την ασφάλεια των οδηγών. Προτείνουμε λοιπόν να μην υπάρξει καμία εξαίρεση στην εφαρμογή της οδηγίας.

Σήμερα έγινα αποδέκτης τριών φαξ, με διαμαρτυρίες για το ότι έπρεπε να δώσουμε ημερομηνίες παράτασης. Έχω μιλήσει και με τους τρεις αποστολείς και όταν τους εξήγησα τη συμβιβαστική πρόταση, φάνηκε ότι συμφωνούν με αυτή. Ο ένας εξ αυτών μάλιστα, μου απολογήθηκε για την άγνοιά του.

Όσον αφορά τώρα τις μεθόδους για την ανίχνευση και οριοθέτηση των πολυκυκλικών αρωματικών υδρογονανθράκων, η Επιτροπή προτείνει να περιορισθεί η ποσότητα του βένζο(α)πυρηνίου, ουσία που θα αποτελέσει δείκτη για όλη την ομάδα στο 1mg ανά κιλό, ή αν πάρουμε το σύνολο όλων των καταγεγραμμένων PAH, να μην υπερβαίνουν τα 10 mg ανά κιλό.

Η βιομηχανία, χρησιμοποιεί, μέχρι στιγμής, τη μέθοδο IP 346 του Ινστιτούτου Πετρελαίου, η οποία αντιμετωπίζει το PAC- εκχύλισμα διμεθυλικού θειοξειδίου που δεν πρέπει να είναι περισσότερο από 3%. Προτείνεται η συμπερίληψή της, αφού είναι η κλαστική μέθοδος που ακολουθείται. Αυτά, όσον αφορά τα έλαια αραίωσης. Ως προς την περιεκτικότητα αυτών των ελαίων στα ελαστικά των αυτοκινήτων, επειδή έχει αναπτυχθεί η μέθοδος ISO 21461 για τον προσδιορισμό του είδους των ελαίων στα ελαστικά, προτείνεται να καθορισθεί στη οδηγία ως συμπλήρωμα στην πρόταση της Επιτροπής.

Τέλος, η τελευταία τροπολογία αφορά την αναγόμευση (Retreading), για την οποία δεν υπάρχει πρόβλεψη στην πρόταση της Επιτροπής. Δεν επιτρέπεται να διατίθενται στην αγορά υλικά αναγόμευσης ελαστικών με περιεκτικότητα σε έλαια αραίωσης πάνω από τα καθορισμένα όρια.

Κλείνοντας, θα ήθελα να ευχαριστήσω, τόσο τους σκιώδεις εισηγητές για την άρτια συνεργασία τους, όσο και το προσωπικό της γραμματείας της Επιτροπής Περιβάλλοντος, καθώς και το Συμβούλιο για τις εποικοδομητικές προτάσεις και συνεργασία του, ώστε να μπορέσουμε να διεκπεραιώσουμε το θέμα αυτό στην πρώτη ανάγνωση.

3-332

**Robert Sturdy**, *on behalf of the PPE-DE Group*. – Mr President, I hope the Commissioner has finished texting everybody to say that they have got the tyre manufacturers sorted out. Obviously he has not, as he is not listening to what we are saying.

I congratulate the rapporteur on his report. It was a difficult and very technical report and required a certain amount of skill. I also wish to congratulate the tyre manufacturers, because over the years they have improved road safety, the availability of tyres and also the tread and the capacity of the tyre to stick to the road. That was why I know that my fellow rapporteur had a slight problem with the date 2010. I realise that he wanted to stick to the original Commission proposal of 2009, but a number of tyres could not be changed for that date and that is why we opted for the date on the tyre. I am delighted to hear that he has accepted that.

It is good that the Commission and the Council have accepted, because we have come forward with a compromise package for its acceptance. Particularly in the current climate, after the French and the Dutch votes, people often see the Council and the Commission – the Commission in particular – as aloof from Parliament, the only democratically elected body that represents the electorate.

Mr Adamou quite rightly mentioned Annex I and I am grateful to him for going through all the technical details for something we totally accept and agree with. This report is a triumph for Parliament and I am delighted that we have come up with a compromise package. I am just sorry the Commissioner is unable to listen to what we are saying and is too busy texting people.

3-333

**Marios Matsakis**, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, I also wish to thank the rapporteur for his excellent work. He has consulted painstakingly and taken due note of the views expressed by all the main players. In addition, I commend the productive efforts and efficient methodology employed in bringing about full and genuine cooperation between the shadow rapporteurs for all the main political groups. This has led to the achievement of a compromise package of amendments, which appears to have been widely accepted by most parliamentary groups, the Council and the Commission.

Concerning the substance of the directive, with the compromise amendments, this will to a very large degree achieve the intended aims, i.e., to effect, as soon as practicably possible, a reduction in the emission of carcinogenic tyre debris into the environment to an acceptable level, by restricting the marketing and use of polycyclic aromatic hydrocarbon-rich extender oils and tyres. That would be done by harmonising the rules on the marketing and use of extender oils and tyres containing these toxic substances, thus preserving and improving the conditions and functioning of the internal market, while making sure that a high degree of health and environmental protection is achieved.

Lastly, it should be mentioned that there have, sadly, been a few direct and indirect attempts by some transatlantic tyre manufacturers to manipulate the derailing of the effectiveness clause of this directive. It is to the credit of the rapporteur and the shadows that fortunately logic and a sense of preservation of the EU's high standards of safety and efficiency prevailed and such attempts fortunately failed.

That is a good example, demonstrating clearly that unity and common sense will always protect us against the 'big brother' approach sometimes propagated by a small number of US industrialists and politicians.

In conclusion, I strongly urge you to vote in favour of the compromise amendment package presented to you in connection with Mr Adamou's report.

3-334

**Johannes Blokland**, *namens de IND/DEM-Fractie*. – Voorzitter, ik zou ook graag de rapporteur willen feliciteren met het behaalde compromis. Het feit dat de meeste fracties maar ook de Commissie, de Raad en de industrie op bijna een lijn zitten, is het resultaat van het goede werk van collega Adamou.

Gisteren, en ik blijf niet de enige te zijn, werd ik benaderd door een fabrikant van vliegtuigbanden, die mij vertelde dat het voor hem niet mogelijk is om de deadline van 2010 te halen vanwege de uitgebreide tests en veiligheidseisen die voor vliegtuigbanden gelden. Ik neem aan dat de rapporteur en de Commissaris ook benaderd zijn en ik zou graag willen weten of die bezwaren enige reële waarde hebben.

Ik zou ook graag van de Commissaris willen horen wat hij ervan vindt en of de producenten van vliegtuigbanden nu aan de eisen van het compromispakket kunnen voldoen. Ik had de indruk uit mijn contacten het afgelopen half jaar dat dat zou kunnen, maar ik ben heel benieuwd naar een reactie.

3-335

**Eija-Riitta Korhola (PPE-DE).** – Arvoisa puhemies, kiitän esittelijää komission linjaa tukevasta työstä ja hyvästä kompromissista. Kun komission linja on pääpiirteissään hyvä, parlamentin kannattaa tukea sitä asiaa suuremmin vesittämättä.

Nyt käsittelyssä oleva lakialoite on luonnollinen jatko viime kaudella valmistuneeseen direktiiviin, jossa vuoden 1996 ilmanlaadun puitedirektiiviin perustuen säädimme ilman epäpuhtauksille ja PAH-yhdisteille raja- ja tavoitearvot. Määrittäessämme nyt sopivaa aikataulua ja raja-arvoja muuhun ympäristöön joutuvien PAH-päästöjen kohdalla käsissämme on haasteellinen tehtävä. PAH-yhdisteitä on kaikkialla ja niitä esiintyy monikomponenttisina seoksina. Kansainvälisissä toksikologisissa arvioissa PAH-yhdisteiden joukosta on tunnistettu useita syöpää aiheuttavia yhdisteitä. PAH-yhdisteet eivät liukene veteen, ne rikastuvat ravintoketjussa ja luontoon joutuessaan ne palautuvat hiilikiertoon aiheuttaen näin pysyvää haittaa ympäristölle. Sen tähden on hyväksyttävä yhteiset testausmenetelmät, jotta päästöt saataisiin nopeasti kuriin.

Renkaiden kehitys- ja testaustyötä on tehty jo pitkään, ja huomattakoon, että ensimmäiset turvallisempaa öljyä sisältävät renkaat ovat jo markkinoilla. Liikenne, jossa käytettäviä renkaita ja niiden pehmittimien raja-arvoja nyt haluamme säätää, on itsessään ekologisesti ongelmallinen. Liikenteen päästöt ovat yksi yleisimmistä ja pahimmista PAH-yhdisteiden hengitysilmaan levittäjistä. Erityisesti rengasjätteestä leviää ympäristöön ja vesistöön suuria määriä yhdisteitä pieninä hiukkasina.

Erityisen ongelmallista renkaiden ja pehmittimien osalta on bentsopyreeni, jonka käyttö kyseisissä tuotteissa on valitettavan yleistä. Tämä PAH-yhdiste on tunnetuin ja pahin syöpää aiheuttava aine. Nyt on määritettävä kestävät raja-arvot, jotka vähentävät bentsopyreenin ympäristöpäästöt minimiin, tunnustaen samalla pehmittimien tarpeellisuuden rengasteollisuudessa.

3-336

**Holger Krahmer (ALDE).** – Herr Präsident, Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe sind gefährliche Substanzen und finden in der Herstellung von Reifen für unterschiedliche Fahrzeuge Verwendung. Aufgrund ihrer Toxizität beraten wir heute über ihre Beschränkung.

Uns liegt ein Kompromiss vor, der morgen wahrscheinlich mit großer Mehrheit angenommen wird, und ich freue mich, wenn wir gerade bei technischen Dossiers ideologische Debatten vermeiden und in kurzer Zeit schlanke Richtlinien verabschieden. Wir haben allerdings ein paar kleine, aber doch wichtige Aspekte übersehen. Ein von mir mitinitiiertes und im Umweltausschuss ursprünglich angenommener Änderungsantrag hatte zum Ziel, für einige dringend notwendige technische Anwendungen eine Fristverlängerung bis zum Jahr 2012 zu erreichen. Es ging hierbei um Ausnahmen für gepanzerte, Feuerwehr-, Rettungs- und andere Sonderfahrzeuge. Die Zahl der Anwendungen ist denkbar gering, der Schaden für die Umwelt vernachlässigbar.

Gleich mitbeerdigt wurde im Kompromisspaket die ursprünglich ohne zeitliche Befristung vorgesehene Ausnahme für Flugzeugreifen. An dieser Stelle ist das Parlament dabei, eine unverantwortbare Entscheidung zu treffen. In der Luftfahrt bewegen wir uns in physikalischen Grenzbereichen. Deswegen muss dort der Sicherheitsaspekt kompromisslos auch vor Umweltaspekten an erster Stelle stehen. Die Industrie kann nicht garantieren, dass wir ab dem Jahr 2010 Alternativen zur Verfügung haben, die den besonderen und höchsten Anforderungen an die Sicherheit von Flugzeugreifen gerecht werden.

Ich verstehe nicht, wie der Rat diesen Aspekt völlig außer Acht lassen konnte, zumal die Europäische Agentur für Flugsicherheit nicht konsultiert wurde und es auch keine Folgenabschätzung dazu gegeben hat. Ich bin nicht für mehr Bürokratie, aber in einem so sicherheitssensiblen Bereich wie der Luftfahrt hätte man etwas akribischer auf die Risiken achten sollen, zumal wir das ja in anderen Rechtsvorschriften im Umweltbereich tun, wobei wir oft über das Ziel hinauseilen.

Herr Verheugen, mir liegt ein Brief der Europäischen Cockpit-Vereinigung vor, die 34 000 Piloten in Europa vertritt und sich mit großer Sorge dazu äußert. Ich möchte das hervorheben, weil die Piloten sicherlich nicht im Verdacht stehen, Industrielobbyismus zu betreiben. Ich frage Sie, ob Ihnen dieses Problem bewusst ist. Für mich ist ohne Berücksichtigung dieses Aspekts dieser Kompromiss nicht annehmbar.

3-337

**Kathy Sinnott (IND/DEM).** – Mr President, 20 years ago an eminent health pathologist warned that she had never examined a cancerous tumour that did not have chemicals from the benzene family in the active reproducing cancer cells. Cancer has become the new Black Plague. In the Middle Ages half the population of Europe was destroyed. They did not know the source of the bubonic menace and were unable to halt it in its deadly tracks.

There is no excuse for us; we know where benzenes and other polycyclic aromatic hydrocarbons come from. We make tyres with them, but we also create them when we burn waste. The Irish Government is insisting that a network of waste incinerators, some for toxic waste, be created in my country, thus introducing an explosion of PAHs into our water, air, soil, plants and into the cells of Irish citizens where the benzenes and dioxins can wreak havoc. Let us urgently concentrate on the substantial risk of PAHs from sources such as incinerators, especially when those incinerators will burn tyres containing PAHs.

3-338

**Günther Verheugen, Vizepräsident der Kommission.** – Herr Präsident, meine Damen und Herren! Ich möchte zu den Fragen von Herrn Blokland und Herrn Kraher Stellung nehmen, die beide dasselbe Problem behandeln, nämlich die Frage, ob bei Flugzeugreifen gewährleistet ist, dass die Anforderungen bis zum Jahr 2010 erfüllt werden.

Zur Frage von Herrn Blokland: Nein, mich hat kein Reifenhersteller kontaktiert. Das hätte ich auch keinem Reifenhersteller geraten. Denn er hätte die Antwort bekommen, die ich Ihnen jetzt gebe: Die Kommission hat das Problem sorgfältig geprüft. Uns liegt eine formelle Erklärung der europäischen Reifenhersteller vor, dass auch bei Flugzeugreifen bis zum Jahre 2010 die technischen Erfordernisse dieser Richtlinie erfüllt werden. Das ist dann auch die Antwort an Herrn Kraher, dessen Besorgnisse um die Sicherheit von Flugzeugen ich voll und ganz teile. Aber ich denke, dass in Bezug auf die Zusammensetzung von Reifen die Reifenhersteller doch etwas kompetenter sind als die Piloten.

3-339

**El Presidente.** – Se cierra el debate.

*(La votación tendrá lugar el jueves a las 12.00 horas)*

3-340

## 18 - Patente comunitaria

3-341

**El Presidente.** – De conformidad con el orden del día se procede al debate de la Pregunta Oral a la Comisión sobre el Reglamento sobre la patente comunitaria y legislación afín, de Giuseppe Gargani, en nombre de la Comisión de Asuntos Jurídicos (B6-0242/2005)

3-342

**Klaus-Heiner Lehne (PPE-DE), in Vertretung des Verfassers.** – Herr Präsident! Den Kollegen Gargani, den ich jetzt hier vertrete, möchte ich entschuldigen. Er musste sich wegen einer dringenden Familienangelegenheit zurück nach Italien begeben. Ich werde Ihnen übrigens angesichts des Gedränges, das hier heute herrscht, keine acht Minuten Rede zumuten. Das scheint mir bei diesem Thema nicht erforderlich zu sein. Lassen Sie mich deshalb relativ kurz etwas dazu sagen, was der Zweck dieser Angelegenheit ist.

Wir haben vor einigen Monaten unter den Koordinatoren des Rechtsausschusses zusammengesessen und uns dort überlegt, dass es ja vielleicht angesichts der Tatsache, dass wir mit einer ganzen Reihe von Gesetzgebungsvorhaben, die den Bereich der geistigen Schutzrechte betreffen, Schwierigkeiten haben – ich drücke das einmal etwas zurückhaltend aus –, ganz sinnvoll wäre, dass wir uns auch als Parlament mit dieser Frage erneut befassen und die Gelegenheit nutzen, dies mit der Kommission – vielleicht zu einem späteren Zeitpunkt auch mit dem Rat – noch einmal zu erörtern.

Es gibt gar keinen Zweifel daran, dass es für die europäische Wirtschaft von zentraler Bedeutung ist, dass wir in Europa auf Dauer ein einheitliches Patent bekommen. Ich erinnere an unsere Beschlussfassung zum Lissabon-Prozess. Ich erinnere an die Entschließungen, die wir dazu verabschiedet haben, und an die Initiativen der zurückliegenden Jahre. Wir waren hier immer – weit fraktionsübergreifend – der Auffassung, dass auch im Rahmen des Lissabon-Prozesses das europäische Patent einen besonderen Stellenwert hat und von zentraler Bedeutung ist, auch um die Konkurrenzfähigkeit der europäischen Wirtschaft gegenüber der Wirtschaft in anderen Regionen der Welt gewährleisten zu können.

Ich will aber nicht verhehlen, dass einige von uns – und ich in besonderem Maße – die Art und Weise, wie sie sich Dinge im Rat entwickeln, mit großer Sorge betrachten. Wir wissen, dass es im Rat Überlegungen gibt – die zur Zeit noch nicht durchsetzbar sind, weil es ja wegen der Einstimmigkeit an der erforderlichen Zustimmung aller Mitgliedstaaten fehlt – ein Patent zu schaffen, das in alle Amtssprachen der Europäischen Union übersetzt werden muss. Ein solches Patent wäre extrem teuer. Es wäre nicht wettbewerbsfähig, es würde, wenn es einmal da wäre, auch nie wieder auf ein normales vernünftiges Patent zurückgefahren werden können. Alles wissen, dass Englisch die entscheidende Sprache ist, die in der Technik, bei der Patentvergabe die absolute dominante Rolle spielt, und dass die Übersetzung in alle anderen Sprachen im Grunde genommen völlig überflüssig ist und nichts bringt, sondern lediglich Geld kostet.

Wenn man einmal ein solches Sprachenregime geschaffen hat, wird man es nie wieder los. Das ist die Erfahrung in der Europäischen Union, und das ist auch die Folge, wie hier in solchen Fragen üblicherweise Gesetzgebung gemacht wird. Vor diesem Hintergrund mache ich mir große Sorgen darum, ob wir am Ende ein Patent bekommen können und

bekommen werden, das wirklich diese Vorgaben, die wir auch im Rahmen des Lissabon-Prozesses gesetzt haben, erfüllen kann.

Hinzu kommt, dass ein solches extrem teures Patent in der Folge auch dazu führen würde, dass der Mittelstand diskriminiert wird. Dann werden die wenigen großen Unternehmen, die es gibt – und das werden nicht nur europäische, sondern vor allem auch außereuropäische Unternehmen sein – ihre Patente nach diesem neuen europäischen Patent mit Gültigkeit in der gesamten Gemeinschaft anmelden. Aber der kleine Mittelstand – und das sind 70% und mehr aller Patentinhaber – wird sich dies vor dem Hintergrund der Kosten nicht leisten können; er wird auf das kleine, schlechtere nationale Patent und die Regelungen entsprechend dem europäischen Patentübereinkommen angewiesen sein. Diese Zwei-Klassen-Gesellschaft im Patentrecht kann nicht das sein, was wir in der Europäischen Union wollen.

Angesichts der *De-facto*-Blockade im Rat, aber auch angesichts der Gefahr, dass bei Aufhebung dieser Blockade ein schlechtes Patent, eine schlechte Patentverordnung dabei herauskommen würde, lautet also die Frage: Was gedenkt die Kommission – die ja das Initiativrecht, das Initiativmonopol hat – möglicherweise an neuen Initiativen anzustreben, um diese Dinge wieder in Gang zu setzen und vielleicht doch noch das hehre Ziel der Lissabon-Beschlüsse bis hin zu einem europäischen Patent zu erreichen.

Der zweite Komplex, der uns berührt hat und der damals im Bericht einer „grünen“ Kollegin, der Kollegin Mercedes Echerer aus Österreich, eine erhebliche Rolle gespielt hat, ist die Frage der Verwertungsgesellschaften. Wir haben uns im Rechtsausschuss in der zurückliegenden Legislaturperiode verschiedentlich mit den Verwertungsgesellschaften befasst, sowohl im Rahmen von Richtlinien, in denen diese eine Rolle spielten, als auch in dem Echerer-Initiativbericht. Wir sind mehr oder weniger einhellig zu dem Ergebnis gekommen, dass es notwendig ist, bei Anerkennung der Rolle der Verwertungsgesellschaften jedenfalls sowohl bei den Entscheidungsprozessen dieser Gesellschaften als auch bei den Gebührenstrukturen, sowohl zugunsten des Nutzers als auch im Interesse der Inhaber dieser geistigen Schutzrechte zu einem größeren Maß an Transparenz zu gelangen.

Wir wissen, dass es innerhalb der Kommission Überlegungen gibt und dazu wohl auch schon eine Folgeabschätzung durchgeführt wurde oder durchgeführt wird, wo es darum geht – dies es ist auch im Legislativprogramm der Kommission angekündigt –, dass man im Verlaufe dieses Jahres einen konkreten Rechtsetzungsvorschlag unterbreiten will. Ich höre jetzt aber auch aus der Kommission, dass die Frage noch offen ist, ob es eine Empfehlung werden soll oder ob es gegebenenfalls eine Richtlinie sein wird. Ich hätte zu dieser Frage von der Kommission gerne Auskunft darüber, was passiert.

Wir wissen zwar, dass der „Markt“, um den es hier geht, nicht in der gleichen Größenordnung wie bei anderen Fragen liegt, aber es ist für die Entwicklung des europäischen Binnenmarktes trotzdem auch von Bedeutung, dass wir diese Frage klären, für eine vernünftige Transparenz in diesem Sektor sorgen und vielleicht auch Initiativen ergreifen, um grenzüberschreitend die Nutzung von Urheberrechten zu erleichtern. Dahin gehend gibt es schließlich auch Aktivitäten und Überlegungen. Uns würde interessieren, was die Kommission in dieser Frage zu tun gedenkt.

3-343

**Charlie McCreevy, Member of the Commission.** – Mr President, the main outstanding problems which have so far prevented the incorporation of the Council's common political approach of March 2003 into the final text of the Community patent regulation concerned the time limit for finding translations of the claims of the patents and the legal effect of these. Efforts have been made in the Council and at bilateral level to settle these points. Despite substantial agreement between the Member States on this issue under the Irish presidency, none of the solutions discussed has won unanimous support.

The Commission has already invested a lot of time and effort in work on this file. While I am prepared to make one more attempt to reach agreement on the Community patent in the future, I will only do so when I believe the conditions to be favourable. However, alongside the Commission's work on this issue, we also need all supporters of the Community patent to speak out strongly in favour of this initiative.

As to the collective management of copyright, my services are currently carrying out a thorough impact assessment in preparation for a possible Community initiative. The overall aim of such an initiative will be to ensure the more transparent and efficient cross-border management of collective rights in Europe. This should provide commercial users, broadcasters, webcasters or other online service providers with better access to information about the scope of the repertoire licence and the applicable terms and tariffs. A more transparent management of copyright across the European Union should help stimulate more use being made of copyright content which fosters the development of new attractive services and the technology that is used to provide such services.

The initiative will take due account of a consultation of stakeholders and of the recommendations of the report written by a former MEP, Mrs Echerer, on collective management of copyright and related rights. There is no blockage in the legislative process in this area.

As far as enhanced cooperation is concerned, any support from the Commission for such an initiative in the field of industrial and intellectual property would depend on its impact on the economy and society and its added value compared to the existing situation. Moreover, legal issues, such as those arising from the extent of existing Community competence, would have to be taken into account.

3-344

**Manuel Medina Ortega**, *en nombre del Grupo PSE*. – Señor Presidente, la pregunta de la Comisión de Asuntos Jurídicos cubre dos aspectos. El primero, diría, es el lingüístico, al que ha hecho alusión el Comisario McCreevy, y querría puntualizar que las cosas quizá no se pueden simplificar tanto como en la exposición de mi colega, señor Lehne.

Aparte del dominio de la técnica de una lengua que tiene casi el monopolio, en el Convenio Europeo de Patentes, ya se reconocían otras lenguas, y en la Oficina de Armonización del Mercado Interior de la Unión Europea, con sede en Alicante, también se reconocen otras lenguas. Me da la impresión de que es posible que haya un límite, un cierto nivel, en virtud del cual ciertas lenguas puedan tener un cierto reconocimiento, en función de la utilización de patentes en esos idiomas y del funcionamiento de oficinas nacionales de patentes. Por tanto, creo que la cuestión tiene que ser matizada y que, como ha dicho el señor Lehne, sin duda, la Comisión podría ayudar a buscar una fórmula que nos permitiera salir de este *impasse*.

Con respecto al segundo aspecto, relativo a las sociedades de gestión colectiva, el temor que puede haber es que una propuesta de la Comisión, por ejemplo, en el sentido radical de la Directiva Bolkestein de una liberalización total, acabe llevando a una privación de la posibilidad de protección efectiva de los derechos de propiedad intelectual. En este momento, tenemos una serie de sistemas nacionales de protección de la propiedad intelectual y la simple liberalización podría llevar a la pérdida de protección por parte de los autores, es decir, la sustitución de un sistema de una serie de mercados nacionales relativamente protegidos por sus unidades de gestión, de carácter nacional, por un sistema en el que no hubiera ningún tipo de protección, podría colocar a los autores, a los creadores y a los inventores en una situación de dificultad.

Por tanto, simplemente querría pedirle a la Comisión que, a la hora de hacer esta propuesta, no caigamos en el error de la propuesta Bolkestein que, como sabemos, ha sido hoy uno de los elementos que se han utilizado, incluso, para oponerse a la aprobación de la Constitución Europea en los procedimientos referendarios, sino que se busque un sistema que permita conectar la necesidad de armonización en este campo con la protección de un servicio básico, como es la protección de la propiedad intelectual y de la creación artística y literaria.

3-345

**Eva Lichtenberger**, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident! Die Debatte um das Gemeinschaftspatent ist für die europäische Wirtschaft sicherlich nicht unwichtig. Allerdings darf ein Effekt nicht unterschätzt werden: Solange Patente so teuer sind wie jetzt, kann vieles vom notwendigen Schutzzweck nicht erreicht werden, kann die Innovation durch Patente sogar eher blockiert als gefördert werden. Wenn wir aber auf der anderen Seite sehen, dass die Notwendigkeit der Vielfalt und der Pflege der Vielfalt tief in den Entscheidungsprozessen, aber auch in den Köpfen der Europäer verankert ist, so wird es uns schwerlich gelingen, über diese Hürde einfach hinwegzuspringen. Daher glaube ich, dass wir im Parlament vor allem dem Problem der Klein- und Mittelbetriebe mit besonderer Aufmerksamkeit Rechnung tragen müssen. Herr Kommissar, zu diesem Thema habe ich hier von Ihnen zu wenig gehört; denn genau das gehört zur Wettbewerbsfähigkeit, die wir dringend stützen müssen. Wir haben derzeit eine unhaltbare Situation.

Das gilt natürlich auch für die Frage der Urheberrechte. Hier weise ich darauf hin, dass die bisherige Vorgangsweise im Vergleich zum Schutz geistigen Eigentums, gerade im Bereich der Kunst – der darstellenden Kunst, Musik usw. – im Internet und angesichts all dem, was es hier an Veränderungen gegeben hat, nicht mehr ausreicht. Leute sagen ja auch: Man kann nicht eine ganze Generation kriminalisieren, die sich einfach alles Mögliche aus dem Internet herunterlädt, dabei aber das Unrechtsbewusstsein nicht hat. Außerdem ist es unsere Pflicht, eine strikte Grenze zur Patentierung von Software zu ziehen, denn durch das unklare Verhältnis zwischen dem europäischen Patentabkommen und den nationalen Rechtsprechungen haben wir hier eine vor allem für Klein- und Mittelbetriebe problematische Situation.

3-346

**Ilda Figueiredo**, *em nome do Grupo GUE/NGL*. – Senhor Presidente, é sem dúvida importante que se dê toda a atenção à questão da patente comunitária e legislação conexas, para evitar que se ponha em causa a inovação e que também se prejudiquem pequenas e médias empresas.

Consideramos que não é admissível que se crie uma patente comunitária a qualquer preço, também pondo em causa os interesses dos pequenos e médios países, seja quanto ao regime linguístico, seja relativamente ao papel dos institutos nacionais e das agências nacionais de patentes. Isto, claro, além das preocupações que temos quanto à eventual incidência das patentes sobre áreas fundamentais como a vida, o património natural, o software, os medicamentos, entre outras e que, muitas vezes, apenas serve para servir interesses de multinacionais. Mas quanto ao regime linguístico de que aqui se falou, não consideramos que é correcto que apenas se preveja a utilização de algumas línguas, contrariando o princípio da não-



discriminação entre empresas, criando um verdadeiro directório de línguas principais e abrindo precedentes para o futuro, pondo em causa a utilização de todas as línguas oficiais.

Assim, consideramos que a melhor defesa das micro e das pequenas e médias empresas de todos os países é a manutenção do princípio da não-discriminação entre países e entre empresas e, designadamente, também, no regime linguístico a utilizar.

3-347

**El Presidente.** – Queda cerrado este punto del orden del día.

3-348

**19 - Orden del día de la próxima sesión: véase el Acta**

3-349

**20 - Cierre de la sesión**

3-350

*(Se levanta la sesión a las 23.35 horas.)*